هكذا من الأصل

LE MONDE DES LIVRES
■ Le siècle d'Aragon
■ L'école de la République

Le Monde

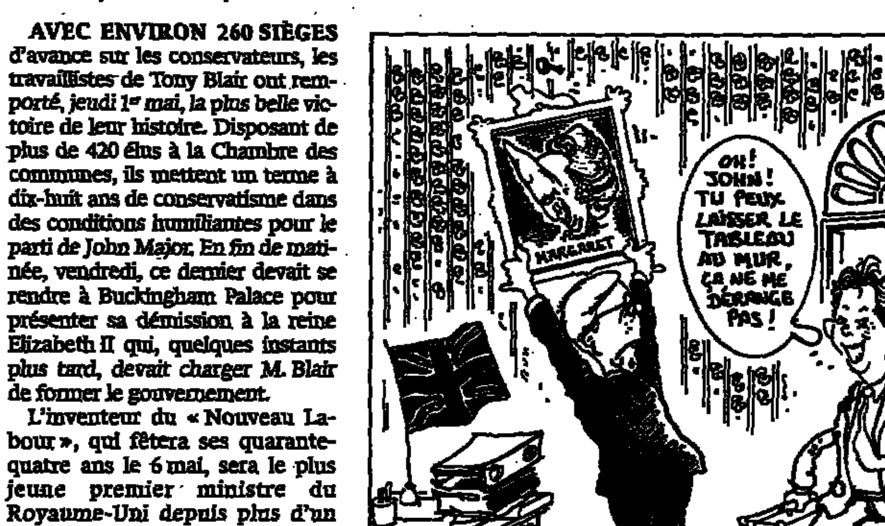
CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE – N° 16256 – 7 F — SAMEDI 3 MAI 1997 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Victoire historique de la gauche britannique

● Les travaillistes emportent au moins 420 des 659 sièges de la Chambre des communes ● La succession de John Major à la tête du parti tory est ouverte ● Les libéraux-démocrates, pro-européens, réalisent leur meilleur score ● Chute de la livre à la Bourse de Londres

AVEC ENVIRON 260 SIÈGES d'avance sur les conservateurs, les travaillistes de Tony Blair ont remporté, *jeudi 1er mai, la plus belle* victoire de leur histoire. Disposant de plus de 420 élus à la Chambre des communes, ils mettent un terme à dix-huit ans de conservatisme dans des conditions humiliantes pour le parti de John Major. En fin de matinée, vendredi, ce dernier devait se rendre à Buckingham Palace pour présenter sa démission à la reine Elizabeth II qui, quelques instants plus tard, devait charger M. Blair de former le gouvernement.

L'inventeur du « Nouveau Labour », qui fêtera ses quarante-quatre ans le 6 mai, sera le plus jeune premier ministre du Royaume-Uni depuis plus d'un siècle. Cinquième chef de gouvernement travailliste, il offre à son parti sa première victoire depuis celle d'Harold Wilson en 1974. Gordon Brown sera le nouveau chancelier de l'Echiquier et Robin Cook le prochain secrétaire au Foreign Office. Fidèle à la ligne modérée qu'il a imprimée à son parti, en abandonnant toute référence au socialisme, M. Blair a affirmé vendredi que son équipe gouvernera au centre.





Avec au moins quarante élus, les libéraux-démocrates de Paddy Ashdown obtiennent la meilleure performance jamais réalisée par une formation autre que l'un des deux grands partis. Chez les conservateurs (163 sièges), le groupe eurosceptique a été particulièrement sanctionné. Six membres du cabinet sortant ont été battus. S'il conserve son siège, John Major risque cependant de devoir quitter rapidement la direction du parti, tant la défaite a pris des allures de débâcle. La livre a chuté, à Londres, vendredi en fin de matinée.

Lire pages 2 et 3, le portrait de Tony Blair page 15, les réactions pages 31 et 32 et notre éditorial page 18

Le programme du PS : « pacte démocratique » et « humanisme économique »

LE PARTI SOCIALISTE a rendu public, vendredi 2 mai, son programme pour les élections législatives. Nous en publions de larges extraits, en même temps que la plate-forme RPR-UDF. Mettant l'accent sur un *« nouveau pacte démocratique »* et sur un *« nouvel humanisme économique »*, les socialistes entendent ramener à cinq ans la durée de tous les mandats électifs et limiter leur cumul, inscrire dans la Constitution l'objectif de parité entre hommes et femmes et rompre le lien entre le pouvoir politique et l'autorité judiciaire. Le PS propose également de réduire les prélèvements sociaux, de diminuer la TVA et de relever le barême de l'impôt sur la fortune.

Lire pages 6 à 10 et les points de vue pages 16 et 17

La Russie maintient un arsenal nucléaire inquiétant

SELON UN DÉCOMPTE des services spécialisés du ministère français de la défense, la Russie maintient encore quelque *6 650 têtes nucléaires stratégiques* et entre 18 000 et 20 000 charges nucléaires tactiques. Un tel stock d'armes nucléaires reste impressionnant et inquiétant. Les analystes français s'interrogent, en particulier, sur la finalité d'un arsenal tactique qui demeure aussi important et sur lequel Moscou ne fournit pas beaucoup de détails précis. Quant à la panoplie stratégique, il semble que les Russes continuent le démantèlement de leurs missiles, mais qu'ils se heurtent à d'innombrables difficultés techniques et financières pour en venir à bout.

Lire page 4

Le procès de la Josacine

QUI A TUÉ Emilie Tanay ? Le procès de la Josacine empoisonnée, qui s'ouvre devant la cour d'assises de la Seine-Maritime, vendredi 2 mai à Rouen, tentera de répondre à cette question. Jean-Marc Deperrois y comparaît pour *« empoisonnement avec préméditation »*. Il est accusé d'avoir versé du cyanure dans le flacon de Josacine, un antibiotique courant, dont la fillette, âgée de neuf ans, avait absorbé une cuillerée avant de mourir, le samedi 11 juin 1994 à Gruchet-le-Valasse. Le chef d'entreprise a toutefois toujours nié les faits qui lui sont reprochés. Ses défenseurs dénoncent la *« construction intellectuelle »* d'une accusation qui repose sur un faisceau de présomptions.

Lire page 11

Au petit matin, la fête de Cherie et « Bambi-Blinton »

LONDRES
de notre correspondant

Il est 5 heures, vendredi 2 mai. Londres s'éveille, le premier train de banlieue fait vibrer le pont voisin. Le jour se lève sur le Royal Festival Hall, à quelques centaines de mètres de Westminster. Une foule enthousiaste chante et danse sur l'air qui a scandé la campagne du Parti travailliste – *« Things can only get better ! »* (« Les choses ne peuvent qu'aller mieux ») – quand arrive Tony Blair, le nouveau premier ministre britannique, main dans la main avec son épouse Cherie.

« La nouvelle aurore s'est levée, et c'est merveilleux ! », s'écrie ce quadragénaire qui a gardé de sa prime jeunesse – on l'appelait « Bambi » – un visage de Tintin. Il affirme que le Nouveau Labour est *« désormais le parti du peuple, celui de tout le peuple, de tous et non d'un petit nombre, le parti qui appartient à toute la Grande-Bretagne sans distinction d'origine, de religion ou de couleur »*. Et de promettre la fin de l'exclusion, le retour de la tolérance et du respect dans une nouvelle société *« décente »*.

Comme toujours avec le Nouveau Labour, l'enthousiasme reste sous contrôle. Cette nuit de fête n'est ouverte que sur invitation. Les invités, la plupart cravatés, militants, futurs ministres, célébrités et présentateurs de télévision qui ont déserté leur plateau pour être près de « Tony » – « Blinton », disent les politiques, en référence au président américain –, se bousculent, s'embrassent, crient et pleurent, chantent, trébuchent sur un câble électrique ou sur de vieux amis. *« Nouveau Labour, Nouvelle Grande-Bretagne, Nouveau gouvernement »* : quand ils arrivent à s'entendre dans le brouhaha, ils échangent leur joie et leur stupéfaction.

Ministre de la santé du cabinet fantôme, Chris Smith se prend la tête dans les mains. Il n'arrive pas à y croire : *« Nous n'aurions jamais rêvé à un succès pareil. Nous avons conquis des sièges que nous ne pensions pas prendre d'ici un million d'années. »* Puis, plus sobre, grave : *« Maintenant, il faut commencer à reconstruire le pays. »* Tessa Blackstone, membre de la Chambre des lords, chemisier rouge et rangée de perles, a fait du porte-à-porte dans la campagne. *« Je ne vivrai jamais une nuit pareille dans ma vie ! »*, jubile-t-elle. *« Passionnément pour la réforme »* de la Chambre haute, elle juge cette dernière *« indéfendable »*.

Une journaliste de l'hebdomadaire de gauche *New Statesman*, après avoir estimé que ce 1er mai 1997 était aussi important qu'un certain 10 mai 1981 pour la France, ne peut s'empêcher d'ajouter : *« Vous voyez, ici, ce n'est pas une fête, c'est un bunker. Il ne se passe rien dehors. C'est déjà mauvais signe pour le Labour. »* Peut-être, mais c'est tout de même le temps de se réjouir d'une victoire emportée de haute lutte, et que le *Sun*, toujours à la recherche de sensationnel, s'est déjà appropriée. Comme en 1992, quand il avait affirmé avoir fait battre le Labour, il titre sans vergogne *« C'est le* Sun *qui a gagné »*.

Non loin, au QG de son parti, John Major, le sortant, battu à plates coutures, fait une sortie des plus dignes, tout en refusant d'annoncer son départ de la tête du Parti conservateur. De nouvelles batailles en perspective. Mais, pour Tony Blair, demain est un autre jour...

Patrice de Beer

Journalistes en prison



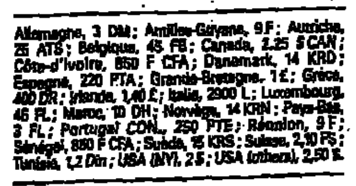
ISIK YURTÇU

LE TURC Isik Yurtçu est l'un des quatre-vingt-treize journalistes emprisonnés dans le monde au 1er janvier. Le Libyen Ali al-Sanussi al-Darrat est le plus ancien détenu, incarcéré sans procès depuis vingt-quatre ans. A l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse, Reporters sans frontières publie, avec le soutien du *Monde*, son rapport annuel.

Lire page 29

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $

M 0147 - 503 - 7,00 F



Le calcul présidentiel et la fracture politique

À TROIS SEMAINES – déjà ! – de la fin de la campagne des élections législatives, la confirmation et la clarification recherchées par Jacques Chirac semblent devoir s'imposer : confirmation de la domination de la droite, quatre ans après le constat d'échec de la gauche dressé brutalement par les électeurs ; clarification, au sein de cette droite, du rapport des forces favorable au RPR, mais avec une orientation politique conforme au souhait de l'UDF, axée sur la monnaie unique européenne et sur l'adaptation du pays à la mondialisation.

La majorité sortante solde ainsi ses querelles des vingt dernières années, dans la logique du soutien apporté à Jacques Chirac par Valéry Giscard d'Estaing et par Raymond Barre en 1995. La « loi d'airain » du fait présidentiel s'impose à la droite, au sein de laquelle n'aura finalement survécu aucun des pôles de débat, de critique ou d'opposition interne que pouvaient représenter le balladurisme, le séguinisme ou le libéralisme, ce dernier revendiqué concurremment par François Léotard et par Alain Madelin. Quant à la tentative de création d'une composante nouvelle par François Bayrou, à la fois président de Force démocrate et numéro deux de l'UDF, elle est pour le moins remise à des temps plus propices.

Si la « pensée unique », pour autant, ne s'installe pas sans partage dans la majorité sortante, du moins celle-ci est-elle engagée sur la voie de sa transformation en majorité présidentielle, à condition que les électeurs le veuillent bien, et donc d'une coalition à direction unique, situation qu'on n'avait plus connue depuis la victoire socialiste de 1981. M. Chirac est le maître de cette unification, déclenchée par sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale, mais le fédérateur en est Alain Juppé. Le point d'équilibre qui se dessine à droite est en effet celui que le premier ministre occupe depuis son accession au poste de secrétaire général du RPR, au lendemain de l'élection présidentielle de 1988, et auquel il s'était tenu inflexiblement durant la campagne de 1995.

M. Juppé a été contesté dans les rangs du RPR – par Charles Pasqua et par Philippe Séguin, puis par les balladuriens en raison de sa fidélité envers M. Chirac –, mais il a toujours été considéré du côté de l'UDF, à l'exception de M. Madelin, comme un partenaire privilégié, le plus proche des positions centristes et libérales en matière économique et sur les questions européennes. Cette situation, à la fois imprenable dans le parti néo-gaulliste, qu'il préside, et centrale dans la droite fait aujourd'hui du premier ministre sortant, quels que soient les souhaits des Français révélés par les sondages, l'incontournable chef de gouvernement d'une majorité reconduite et, dans cette hypothèse, rendue plus homogène. Le poids relatif de l'UDF s'accroîtrait-il dans cette majorité que cela jouerait encore en faveur de M. Juppé.

La mise en ordre recherchée par le chef de l'Etat paraît donc en bonne voie dans la mesure où les électeurs, pas dupes de la portée réelle de l'opération, sont prêts à l'admettre. Reste que par deux fois, ces dernières années, les Français se sont révélés rebelles à un scénario qui tablait sur leur adhésion présumée. Lors du référendum sur le traité de Maastricht, en 1992, alors que la victoire du « oui » était inconsidérément tenue pour acquise par nombre de ses partisans, ceux du « non » avaient failli démentir cette prévision en lui opposant la revendication d'un vrai débat : puisqu'on demandait leur avis aux Français, ceux-ci devaient pouvoir le donner en toute connaissance de cause, après examen approfondi du problème qui leur était soumis.

Patrick Jarreau

Lire la suite page 18

Le « talisman » d'Helene Anderson



PLUS DE DEUX CENTS photographies des années 20, qui rassemblent les plus grands noms de l'époque, de Man Ray à Weston, en passant par Moholy-Nagy et Rodtchenko, devaient être vendues à Londres, chez Sotheby's, vendredi 2 mai. Cette magnifique collection, estimée à 10 millions de francs, a été constituée par une énigmatique Allemande, Helene Anderson (1891-1970), qui étudia et pratiqua la photographie à Berlin. Son fils, qui les met aujourd'hui en vente, se souvient qu'elle lui parlait de ces photos comme d'un *« talisman »*, sans jamais les lui montrer.

Lire page 26

■ Rencontre Mobutu-Kabila

Le président zaïrois Mobutu Sese Seko et le chef rebelle Laurent-Désiré Kabila devaient se rencontrer vendredi 2 mai au large du port congolais de Pointe-Noire. p. 5

■ Elf : l'IGS dans l'impasse

L'inspection générale des services n'a « aucune piste probante » expliquant la disparition, à la brigade financière, de pièces du dossier Elf. p. 11

■ Famine en Corée du Nord

« Les Nord-Coréens en sont réduits à manger des écorces », affirme un responsable de la Croix-Rouge. p. 5

■ L'Europe perd la bataille de la banane

La commission d'arbitrage de l'Organisation mondiale du commerce a, mercredi 30 avril, donné raison aux Etats-Unis et à quatre pays d'Amérique latine face à l'Union européenne à propos des exportations de bananes. p. 32

■ Wall Street et le PIB à l'unisson

Le produit intérieur brut américain a progressé de 5,6 % au premier trimestre. La Bourse de New York bénéficie de cette croissance. p. 20

■ Les écrits ne restent pas

La préservation des documents écrits, notamment les plus récents, est à la fois difficile et coûteuse. p. 24



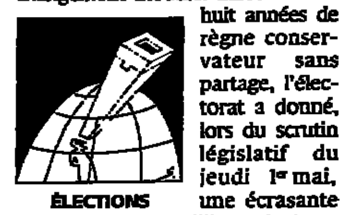
ÉLECTIONS Le Parti travailliste de Tony Blair a remporté une écrasante victoire sur les conservateurs, aux élections législatives du 1er mai, avec l'élection de 421 députés (selon des résultats provisoires) sur les 659 que compte la Chambre des communes. Les conservateurs de John Major ne gardent que 163 députés. ● LE NOUVEAU GOUVERNEMENT qui devait être désigné, dès vendredi, par Tony Blair, ne devrait pas bouleverser la politique économique de la Grande-Bretagne. ● L'EUROPE sera un vrai défi pour la nouvelle équipe, après une campagne marquée par une poussée eurosceptique dans la rhétorique des deux grands partis, et conclue par un bon score des libéraux-démocrates de Paddy Ashdown, seuls défenseurs d'une politique franchement européenne. (*Lire aussi notre éditorial page 18, les réactions à l'étranger et la chronique page 32.*)

Le Parti travailliste britannique remporte une écrasante victoire

Le nouveau premier ministre Tony Blair forme son cabinet qui devrait mener une politique sans grands changements. Tout en annonçant un « plus » social, il a calmé par avance tout excès d'enthousiasme chez les militants de gauche de son parti

LONDRES
de nos envoyés spéciaux

Les Britanniques ont plébiscité le changement, massivement, mais un changement modéré. Lassé de dix-huit années de règne conservateur sans partage, l'électorat a donné, lors du scrutin législatif du jeudi 1er mai,


ÉLECTIONS

une écrasante majorité aux travaillistes de Tony Blair, qui a promis de gouverner au centre. C'est un franc tournant politique, par l'ampleur historique de la victoire et parce que le Parti conservateur avait pris des allures d'indéboulonnable parti de gouvernement ; mais ce ne devrait être qu'un modeste virage quant aux orientations économiques du Royaume-Uni ou à ses réticences devant tout nouvau progrès de l'intégration européenne.

A quarante-trois ans, M. Blair, entré en politique à peu près au moment où Margaret Thatcher prenait le pouvoir, devait s'installer dès vendredi au 10 Downing Street, sans avoir encore jamais occupé la moindre fonction ministérielle. Il est le principal artisan d'un raz-de-marée qui n'a pu avoir lieu, selon lui, qu'après que le Parti travailliste eut abandonné l'essentiel de son programme traditionnel au profit d'une ligne ouvertement centriste. Dans un entretien accordé jeudi au quotidien *The Guardian*, M. Blair calmait à l'avance tout excès d'enthousiasme chez les militants de la gauche : *« Il ne s'agit pas*, a-t-il prévenu, *de remettre les pendules à l'heure des années 70 »*, quand le Labour ne jurait que par les nationalisations. Avec un gouvernement Blair, il n'y aura ni renationalisations, ni finances publiques laxistes, ni retour à des pratiques syndicales jugées abusives.

« Les électeurs veulent un certain nombre de changements spécifiques limités, et que les promesses qui leur ont été faites soient tenues », a prévenu le nouveau premier ministre. Il a rappelé au *Guardian* que, toujours selon lui, *« la guerre idéologique entre les forces du marché et celles qui prônent le contrôle de l'Etat sur l'économie n'a plus lieu d'être »* – pour cause de défaite des secondes. Il assure que *« la plus grande erreur commise par beaucoup à gauche a été de penser qu'ils allaient regagner la confiance des électeurs en promettant le ciel »*.

De fait, M. Blair n'a pas promis de gros bouleversement macro-économique, sauf l'instauration d'un salaire minimum. Il a promis beaucoup de continuité, avec un « plus » social. Encore les changements *« limités »*, a-t-il averti, ne se feront-ils pas du jour au lendemain. M. Blair croit en l'évolution lente, pas dans la révolution. Il assure, cependant, qu'il va lui falloir relever un formidable défi : rétablir chez les Britanniques un minimum de confiance dans les capacités du gouvernement à modifier le cours des choses, c'est-à-dire combattre un héritage thatchérien qui n'a cessé de diaboliser l'Etat.

Il entend réformer cet Etat et la vie publique du pays. D'ici deux ans, une commission pourrait proposer l'introduction d'une dose de proportionnelle dans le mode de scrutin (majoritaire à un tour), avant que les Britanniques soient appelés à se prononcer par référendum. Simultanément, deux des nations composant le Royaume-Uni – l'Ecosse et le pays de Galles – devraient être dotées de leur propre Parlement.

Dans le domaine social, M. Blair a donné la priorité à deux secteurs laissés en déshérence par les tories : l'éducation et la santé. C'est sans doute là que l'attendent les premières grandes difficultés. Car la nouvelle équipe travailliste devra faire la preuve qu'elle peut améliorer ces deux services publics tout en tenant sa promesse de ne pas bousculer l'équilibre budgétaire : pas de hausse des impôts, pas de nouvelles dépenses sociales. Durant la campagne, le chef travailliste s'est soigneusement abstenu de dire comment il sortirait de cette apparente contradiction... Il sera surveillé de près par la gauche travailliste, qui a l'impression d'avoir été traitée en pestiférée par l'équipe Blair. Elle est jusqu'à présent restée silencieuse, de crainte d'être accusée d'avoir fait fuir l'électorat en vantant les vieilles recettes du parti. Mais, la victoire acquise, il y a peu de chances pour que la gauche maintienne longtemps un profil si discret. M. Blair devra prouver qu'il peut faire respecter, à Downing Street, l'absolue discipline de parti qu'il a obtenue durant la campagne. Le vrai test viendra de l'Europe. Une bonne partie de la gauche travailliste penche pour une ligne eurosceptique qui n'a rien à envier à celle que prônent nombre de conservateurs europhobes. La campagne a été marquée par une poussée eurosceptique dans la rhétorique des deux grands partis ; les libéraux-démocrates de Paddy Ashdown ont été les seuls à défendre une politique franchement pro-européenne.

Une équipe rapprochée

Après avoir été reçu par la reine à Buckingham Palace, Tony Blair devait rendre publics, dans l'après-midi du vendredi 2 mai, les noms des principaux membres de son cabinet. Robin Cook, le secrétaire au Foreign Office du cabinet « fantôme », doit succéder au conservateur Malcolm Rifkind (qui a perdu son siège de député). Le poste de chancelier de l'Echiquier reviendra à Gordon Brown. John Prescott – numéro deux du parti – sera nommé vice-premier ministre. On attend David Blunkett à l'éducation, Jack Straw à l'intérieur, Margaret Beckett au commerce et à l'industrie, et Mo Mowlam pour l'Irlande du Nord. Lord Irvine of Lairg devrait être nommé *lord chancellor*. Pour le reste, M. Blair a laissé entendre qu'il ne se sentirait pas tenu par les fonctions occupées dans le cabinet « fantôme » et que les critères qui guideront son choix seront la compétence et la fidélité. – *(Corresp.)*

RENDEZ-VOUS AVEC L'EUROPE

Entraîné par un John Major bousculé sur sa droite par ses eurosceptiques, Tony Blair a, durant la campagne, « flirté » avec quelques thèmes hypernationalistes. Il est difficile de savoir quel sera son comportement lors des deux grands rendez-vous européens qui l'attendent : le 23 mai, d'abord, puis à la mi-juin, quand les Quinze devront, à Amsterdam, boucler la Conférence intergouvernementale (CIG) qui doit moderniser les institutions de l'Union. S'il faut s'en tenir au programme, M. Blair défendra une politique qui ne sera guère éloignée de celle qu'avançait John Major avant d'être entraîné par les vents anti-européens de son parti.

Le *New Labour* est opposé à une extension du vote à la majorité dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune (la Pesc) ; il a les mêmes réticences pour les affaires de justice et de police, mais serait prêt à s'y rallier sur d'autres questions. Il n'aime pas non plus le projet de fusion de l'Union de l'Europe occidentale (UEO, seule organisation européenne habilitée à traiter des questions de défense) dans l'Union européenne. Autant de positions qui le placent très loin de celles défendues par l'Allemagne et la France.

La prudence est la même pour la dernière phase de l'Union économique et monétaire. Les travaillistes ont décidé que toute adhésion du pays à l'euro serait soumise à un triple verrou : une décision unanime du cabinet d'abord, puis un vote aux Communes, enfin un référendum. Cela fait beaucoup d'obstacles et explique que le futur secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, sujet à un fort tropisme eurosceptique, a déjà prévu que la Grande-Bretagne n'entrerait pas dans l'euro avant 2002, terme de la nouvelle législature...

Cela ne devrait pas consoler John Major, qui enregistre une défaite de proportion historique largement due aux tensions ayant déchiré son parti sur l'Europe. La défiance de conservateurs eurosceptiques a sérieusement malmené son image de leader, déjà écornée lorsqu'en 1992, il avait dû renier sa promesse de ne pas augmenter les impôts puis consenti à l'humiliant retrait de la livre du système monétaire européen. Double échec qui a durablement occulté son bilan économique : croissance retrouvée, chômage en baisse, inflation contrôlée. Mais la plupart des commentateurs attribuaient d'abord la retentissante défaite des tories à ce que l'un d'eux appelait *« l'usure, l'usure et encore l'usure »*. C'est-à-dire le rejet absolu d'une équipe fatiguée, devenue arrogante et perçue comme indifférente au sort d'une société de plus en plus inégalitaire.

Patrice de Beer* et *Alain Frachon

Robin Cook, nouveau secrétaire au Foreign Office

LONDRES
de notre correspondant

Le nouveau secrétaire au Foreign Office sera un Ecossais, comme son prédécesseur, Malcolm Rifkind. Et,

PORTRAIT
Redoutable débatteur parlementaire, plus à gauche que Tony Blair

comme lui, il aura manifesté au cours des deux dernières années un certain scepticisme sur la construction européenne. Robin Cook est, en effet, l'homme le plus ouvertement prudent à l'égard de l'Union européenne dans l'équipe rapprochée de Tony Blair. Est-ce son influence ou bien le désir de coller aux vues, réelles ou supposées, des électeurs qui aura poussé le nouveau premier ministre à mettre plusieurs bémols à ses convictions européennes ? Toujours est-il que M. Cook ne paraît guère convaincu du bienfait de l'accession à la monnaie unique au cours de la nouvelle législature, même s'il s'est refusé à l'exclure catégoriquement.

Cet enseignant né à Aberdeen en 1946 est entré aux Communes à l'âge de vingt-huit ans. Se piquant un peu de journalisme, passionné de courses de chevaux et de bonne chère, il a occupé plusieurs postes importants (affaires européennes, santé et sécurité sociale, commerce et industrie) dans les cabinets « fantômes » de Neil Kinnock, de John Smith et de Tony Blair, qui en fit son *shadow foreign secretary*. Mais ce barbu au regard malicieux, redoutable débatteur parlementaire, n'a jamais caché que, plus que les affaires étrangères, c'était le poste de chancelier de l'Echiquier qu'il convoitait. D'autant que sa rivalité avec cet autre Ecossais qu'est Gordon Brown est connue de tous.

Au sein du parti, on le dit plus à gauche que Tony Blair, même si ces nuances ne semblent pas avoir beaucoup de sens, tant est grande l'autorité du leader sur ses troupes. C'est en tout cas le député de Livingston – dans la « Silicon Glen », au coeur de l'industrie informatique écossaise – qui devra affronter d'ici quelques jours ses partenaires européens aux Pays-Bas, à la fois soulagés du départ des tories et interrogateurs sur les véritables intentions du Labour. C'est également lui qui essuiera les premières attaques des conservateurs et des eurosceptiques lorsqu'il faudra prendre des décisions impliquant, de près ou de loin, un transfert de souveraineté. C'est sur ce terrain qu'il lui faudra faire la preuve de ses talents de négociateur.

P. de B.

Gordon Brown, un chancelier de l'Echiquier à poigne

LONDRES
de notre correspondant

Gordon Brown aura longtemps été le plus proche ami de Tony Blair au sein du cabinet « fantôme ». Entrés aux Communes la même année (1983), tous deux ont suivi

PORTRAIT
Ce grand argentier d'une rigueur tout écossaise devra appliquer une politique plus sociale tout en sauvegardant les grands équilibres

une carrière parallèle, entrant rapidement au cabinet « fantôme » grâce à la protection de Neil Kinnock, alors le réformateur du Labour. A l'époque, Gordon était un peu le grand frère de Tony, de deux ans son cadet. Mais cet universitaire et journaliste né à Glasgow en 1951, célibataire obstiné qui ne semble vivre que pour son travail, n'était pas aussi brillant que Tony, et ne sut pas aussi bien saisir sa chance lorsque John Smith prit les rênes du Labour après la défaite imprévue des travaillistes en 1992. Alors que son cadet avait touché à plusieurs portefeuilles fantômes, Gordon s'était cantonné dans l'économie : Trésor, commerce et industrie, finances. Il était chancelier de l'Echiquier « fantôme » depuis deux ans quand la mort soudaine de John Smith, en 1994, relança la lutte pour la succession. Mais l'ami Blair fut, de loin, le plus rapide, le mieux organisé et le plus convaincant. Après un repas historique dans ce haut lieu du « blairisme » qu'est le restaurant Granita, à Islington, Gordon, un peu amer mais réaliste, se retira devant Tony. Depuis lors, il a conservé ses fonctions, devenant l'un des principaux lieutenants du leader.

C'est comme futur grand argentier qu'il aura gagné le surnom de *« chancelier de fer »*. En effet, pour asseoir la crédibilité du Labour, il fallait un homme à poigne, déterminé à tenir serrés les cordons de la bourse tout en étant prêt à assurer le financement du programme de M. Blair. D'une rigueur tout écossaise, il aura réussi à convaincre l'opinion et une bonne partie des milieux d'affaires que les travaillistes n'étaient plus *« le parti des dépenses et des impôts »*. Ce qui lui aura, par contre, valu les critiques de militants déçus devant sa détermination à préserver avant tout les grands équilibres. Il va désormais lui falloir naviguer entre deux impératifs contradictoires : la dure loi de l'économie de marché et les revendications de nombreux Britanniques désireux de voir appliquer une politique plus sociale.

P. de B.

Un camouflet historique pour les conservateurs, qui perdent la moitié de leurs sièges

LONDRES
de nos envoyés spéciaux

Le Parti conservateur a subi, jeudi 1er mai, une de ses plus sévères déroutes depuis celle du duc de Wel-

ANALYSE
L'hécatombe des ministres sortants témoigne de l'ampleur du désastre

lington en 1832. Et le Labour de Tony Blair a, lui, remporté le succès le plus spectaculaire de son histoire. Son écrasante victoire met fin à dix-huit années de gouvernement conservateur qu'avait inauguré Margaret Thatcher en 1979. M. Blair a gagné son pari, devenant le plus jeune premier ministre depuis 1812, et John Major perdu le sien : obtenir un deuxième mandat. Les résultats lui sont cruels. Selon les derniers chiffres disponibles, le Labour a obtenu 421 sièges, contre 163 aux conservateurs et 46 aux libéraux-démocrates de Paddy Ashdown, qui remporte ainsi un succès personnel. Parmi les petits partis, le score des nationalistes écossais du SNP est de six élus (+3). Jimmy Goldsmith, le fondateur du Parti du référendum, est lui bredouille.

Les dés étaient jetés depuis plusieurs semaines pour les tories, même s'ils continuaient imperturbablement à se dire sûrs de la victoire. M. Major avait pourtant laissé entrevoir la défaite lorsqu'il avait incité ses compatriotes, mercredi, à *« ne pas se laisser avoir par l'arnaque de marketing »* des travaillistes *« en ce jour où se jouait le destin de la Grande-Bretagne »*. Mardi, son vice-premier ministre, Michael Heseltine, avais mis en garde ceux qui *« se dirigeaient comme des somnambules vers un cauchemar »*. Des experts conservateurs laissaient entendre que l'avance du Labour n'était pas aussi importante que prévue : non pas de 10 à 22 points, comme l'indiquaient les sondages, mais de 6 points seulement. Pour sa part, le Labour se gardait de tout triomphalisme, la mémoire de la défaite imprévue de 1992 restant dans toutes les mémoires.

Contrairement aux prédictions selon lesquelles l'avance des travaillistes fondrait pendant la campagne, Tony Blair a tenu bon. La lassitude après tant d'années de thatchéro-majorisme et six longues semaines de campagne, tout comme l'attrait d'un changement apparemment sans risques en sont la cause première. Car M. Major, en dépit de son indécision et des attaques permanentes de ses eurosceptiques, a conservé une certaine popularité, alors que M. Blair, à force de vouloir plaire à tous et n'inquiéter personne, a perdu un peu de sa crédibilité, mais pas de son efficacité.

LE POIDS DES ÉLECTEURS FLOTTANTS

La stratégie prudente et systématique de M. Blair a été payante. Il a concentré ses efforts sur les électeurs flottants – déçus des tories mais méfiants à l'égard du Labour – et sur les circonscriptions marginales indispensables à tout succès. Le « swing » à droite de la dernière minute, attendu de la part d'un électorat connu pour son conservatisme, ne s'est pas produit, pas plus que le *« feel good factor »* (optimisme), espéré des tories à la suite de leurs bons résultats économiques.

A 00 h 25, la conquête – pour la première fois – du siège de Birmingham Edgbaston par une candidate travailliste, qui plus est d'origine allemande, a symbolisé le basculement de l'opinion dans le camp de M. Blair. Tout comme, en 1992, la défaite du Labour à Basildon avait sonné le glas de ses espoirs ; cette fois-ci, il a largement emporté ce siège. Peu après, on apprenait que Finchley, le siège de la « dame de fer », était également tombé. Et que le journaliste de la BBC, Martin Bell, avait écrasé l'ancien ministre Neil Hamilton, compromis dans des affaires de pots-de-vin comme les tories en ont trop connu ces dernières années.

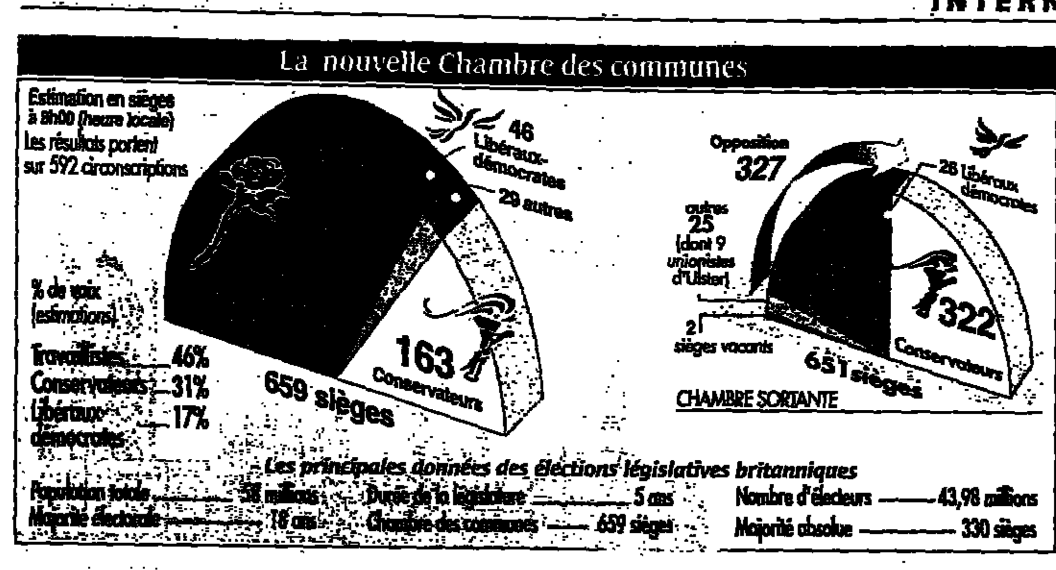
Le Parti conservateur disparaît de la scène politique en Ecosse et très probablement au pays de Galles. Son opposition à toute « dévolution » (statut d'autonomie) ne l'a pas aidé, bien au contraire. Il n'aura aucun élu en Irlande du Nord, fief de partis confessionnels locaux. En Angleterre, où il était structurellement majoritaire, il a désormais moins de sièges que les travaillistes. Ses divisions – en particulier sur l'Europe – l'auront desservi, contrairement à ce qu'espéraient ses europhobes. La faible participation indique qu'un certain nombre d'électeurs tories ne se sont pas dérangés pour soutenir leur parti. En revanche, le vote tactique a bien joué entre travaillistes et « lib-dem », causant la perte de Michael Portillo, ministre de la défense et candidat potentiel à la succession de M. Major.

L'hécatombe de ministres sortants témoigne de l'ampleur du désastre. Outre M. Portillo, disparaissent les trois ministres écossais, William Forsyth (affaires écossaises), Ian Lang (commerce et industrie) et Malcolm Rifkind, secrétaire au Foreign Office et son homologue au trésor, William Waldegrave. En votant ainsi, les Britanniques ont également voulu montrer qu'ils étaient aussi las de tant d'années de libéralisme échevelé et que contrairement à ce qu'avait affirmé Mme Thatcher, il y avait une alternative au Parti conservateur.

P. de B. et A. Fr.

La tolérance a eu raison de la bigoterie

Le travailliste Ben Bradshow a remporté, vendredi 2 mai, le siège d'Exeter (Sud-Ouest), devenant le premier député de l'histoire britannique à avoir été élu sans cacher son homosexualité. Ce journaliste de la BBC a obtenu une majorité de plus de onze mille voix sur son adversaire, le conservateur Adrian Rogers, un chrétien militant qui avait mené une campagne très agressive sur les thèmes des valeurs morales. *« C'est une nuit historique pour la Grande-Bretagne et une nuit doublement historique pour Exeter, où les gens ont rejeté le conservatisme, la peur et la bigoterie pour choisir l'espoir et la tolérance »*, a déclaré M. Bradshow. Exeter était entre les mains des conservateurs depuis 1970. Un premier député musulman a également été élu à la Chambre des communes. Il s'agit de Mohammed Sarwar, un richissime homme d'affaires d'origine pakistanaise, confortablement élu sous l'étiquette travailliste dans la circonscription de Govan, à Glasgow (Ecosse). – *(AFP, Reuter.)*



La City se montre nerveuse et quelque peu inquiète face à une forte majorité de gauche

LONDRES
de notre correspondant à la City

« Pour la City, le premier budget travailliste, qui comprend bien des inconnues, est plus important que l'alternance politique à laquelle elle était préparée » : comme l'explique Michael Hugh, économiste en chef de la banque d'affaires britannique BZW, si la victoire de Tony Blair n'a guère surpris la première place boursière européenne, son ampleur a provoqué quelque nervosité chez les opérateurs.

Première incertitude : la politique monétaire. Avant le scrutin, les professionnels avaient parié sur une hausse des taux d'intérêt réclamée depuis des lustres par la Banque d'Angleterre, afin d'endiguer les pressions inflationnistes alimentées par la forte consommation. Si la forte appréciation qu'a connue la livre sterling au cours de ces neuf derniers mois devait se poursuivre, ce relèvement sera-t-il nécessaire ? s'interrogent les analystes. *« Le Labour hérite d'une économie en bon état de fonctionnement. Pour établir sa crédibilité auprès du secteur financier, le nouveau chancelier de l'Echiquier devrait décider d'accroître le loyer de l'argent dès la semaine prochaine »*, réplique un expert de la Citibank.

Deuxième incertitude : la politique fiscale concernant les sociétés. Les courtiers redoutent qu'un gouvernement de gauche, doté d'une massive majorité et confronté à un déficit budgétaire substantiel, ne décide d'accroître l'impôt sur les bénéfices des entreprises et sur les dividendes. Par ailleurs, la création prévue d'une taxe sur les profits *« excessifs »* des compagnies privatisées, dont le produit doit financer un programme pour l'emploi des jeunes et des chômeurs de longue durée, a provoqué la chute des actions des firmes visées, comme les services aux collectivités (eau, gaz, électricité) ou les aéroports. De surcroît, les titres des groupes de distribution, de loisirs et de textiles, dépendant d'une main-d'œuvre bon marché, sont également dans le collimateur en raison de l'imposition d'un salaire minimum promise par le Labour.

Mais le succès de Tony Blair offre également aux boursiers des opportunités intéressantes. Les multinationales disposant de larges opérations sur le continent européen comme les entreprises anglo-néerlandaises Unilever et Royal Dutch Shell, devraient bénéficier de l'amélioration de l'image d'une Grande-Bretagne travailliste aux yeux des partenaires de l'Union des Quinze. Quant aux sociétés dont les patrons se sont rangés dans le camp travailliste, comme British Airways, British Telecom, Granada et Virgin, elles devraient récolter les fruits de ce soutien. Enfin, la relance du logement social permettra d'accélérer la croissance du BTP.

L'écrasante majorité à la Chambre des communes faisant disparaître l'incertitude politique pour les cinq années à venir, le maintien des réformes économiques des conservateurs et la désignation probable comme ministre des finances de Gordon Brown, très apprécié par le monde des affaires et dont l'influence sur le nouveau premier ministre devrait s'exercer dans le sens de la modération et de la cohérence, viennent tempérer les inquiétudes à court terme de la City. De plus, le Parti travailliste s'était engagé en cas de victoire à n'apporter que quelques retouches au fonctionnement de la place financière de Londres, bien accueillies par les banquiers. En particulier, le projet de regroupement des autorités de régulation des marchés afin de mieux prévenir les fraudes et les scandales.

Marc Roche

Recul de la livre sterling

La livre sterling s'inscrivait en net repli, vendredi matin 2 mai, au lendemain de la victoire du parti travailliste. Elle cotait 1,6014 dollar, 2,7582 marks et 9,2985 francs, après être montée, jeudi après-midi, jusqu'à 1,6290 dollar, 2,8010 marks et 9,46 francs. Les marchés d'actions et d'obligations britanniques, en revanche, se montraient stables. Le rendement de l'emprunt d'Etat à dix ans était inchangé à 7,45 %. L'indice Footsie, enfin, s'inscrivait en repli de 0,07 %, à 4 441,70 points, après quelques minutes de transactions.

La première décision monétaire du nouveau gouvernement sera connue, mercredi 7 mai, à l'issue de la rencontre mensuelle entre le chancelier de l'Echiquier et le gouverneur de la Banque d'Angleterre. Les opérateurs parient sur une hausse d'un quart de point du taux de base de l'Institut d'émission, actuellement fixé à 6 %. Lors de la campagne électorale, les travaillistes avaient insisté sur la nécessité de contenir l'inflation.

Bruxelles espère un retour des Britanniques dans le débat européen

Les Quinze ne se font cependant pas trop d'illusions

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

C'est peu dire que les partenaires de la Grande-Bretagne au sein de l'Union européenne sont soulagés par le départ des conservateurs. Parce qu'il passe pour avoir une vision positive de l'Europe, Tony Blair jouit d'un préjugé favorable. Mais personne n'ignore, à Bruxelles comme dans les autres capitales, qu'il existe des pesanteurs britanniques dont il faudra tenir compte et que le changement ne pourra être que progressif.

Sauf peut-être au niveau de l'ambiance ! Celle-ci était devenue détestable. Perpétuellement tarabusté par les eurosceptiques, le gouvernement de John Major, en dépit de la sympathie que lui-même suscitait, n'était plus en mesure de participer de manière constructive aux discussions. L'année 1996, marquée par la crise de la « vache folle » et le harcèlement de Londres contre le projet de monnaie unique, a laissé un souvenir particulièrement horrible.

L'« effet Blair » peut d'autant plus jouer que le retour des Britanniques dans le débat européen, où leur politique d'obstruction créait un malaise permanent, est unanimement souhaité. Notamment par la France : la coopération avec Londres au sein de l'Europe peut s'épanouir, chacun le souhaite du côté français, sans remettre en cause l'intimité et le caractère opérationnel de la relation Paris-Bonn.

Le premier contact entre M. Blair et ses pairs aura lieu le 23 mai, à Maastricht, aux Pays-Bas, en vue de préparer le Conseil européen d'Amsterdam, qui doit clore, à la mi-juin, la Conférence intergouvernementale (CIG) chargée de compléter le traité de Maastricht. Cette rencontre sera importante puisqu'elle permettra de savoir quel regard le nouveau premier ministre porte sur les dossiers européens.

M. Blair a promis que Londres ratifierait la Charte européenne des droits sociaux fondamentaux, adoptée en 1989, et donnerait son feu vert à l'intégration dans le traité du « protocole social », pour lequel John Major avait obtenu, à l'arraché, en 1991 à Maastricht, une clause d'exemption (*opting out*). Cela devrait faciliter les discussions sur l'introduction, dans le futur traité réformé, d'un chapitre social renforcé, mettant l'accent sur l'emploi et la protection du marché du travail européen, sujet particulièrement sensible depuis la crise suscitée par Renault à Vilvorde.

S'agissant de l'Union économique et monétaire (UEM), Bruxelles table sur une attitude moins agressive de Londres, mais reste néanmoins d'une extrême prudence. Le sujet est trop sensible outre-Manche, pour que le nouveau gouvernement crée la surprise en faisant preuve de hardiesse.

> Le souvenir horrible de la crise de la « vache folle » et du harcèlement contre le projet de monnaie unique

Une telle attitude pourrait choquer, car allant à l'encontre de ce qui a été dit pendant la campagne électorale. Il ne faut cependant pas négliger la pression que les industriels et les milieux d'affaires, dans leur majorité favorables à la monnaie unique, vont exercer pour que la Grande-Bretagne reste le moins longtemps possible à l'écart.

« Les Britanniques vont regarder de très près l'évolution, mais rester dans l'expectative. Si 1998 (l'établissement de la liste des pays qualifiés), *puis 1999 se passent bien, ils rejoindront alors le peloton »*, estime un haut fonctionnaire français de Bruxelles.

Où attend-on les « nouveaux Britanniques » dans les négociations de la CIG ? Trois dossiers retiennent l'attention.

Le premier concerne la défense et, plus précisément le projet franco-allemand d'intégrer progressivement l'Union de l'Europe occidentale (UEO), le supposé « bras armé » des Quinze, dans l'Union européenne. Jacques Chirac, qui ne croit pas à la possibilité de développer une politique étrangère commune sans un volet « défense », y est attaché. Mais les travaillistes, traditionnellement atlantistes pur-jus, sont a priori hostiles, au moins autant que les conservateurs, à une évolution qui apparaîtrait comme donnant une dimension de défense à l'Union européenne.

« Il n'a aucune marge de manœuvre », estime un diplomate. *« Tony Blair comprend l'enjeu, il ne fermera pas le dossier, il faut lui faire comprendre qu'il n'y a rien contre l'OTAN dans le projet franco-allemand »*, juge, plus optimiste, un de ses collègues. Voilà, sans nul doute, un des points les plus intéressants à observer le 23 mai.

La France et l'Allemagne plaident également pour un renforcement spectaculaire de la coopération en matière de sécurité intérieure, avec la mise en place progressive d'un espace judiciaire européen. Aux yeux de Paris et de Bonn, c'est là la contrepartie indispensable à une complète liberté de circulation des personnes à l'intérieur de l'Union.

Les Britanniques ne sont en rien hostiles à une coopération pragmatique entre policiers et magistrats. En revanche, ils répugnent à ce qui les amènerait à abandonner leurs systèmes de contrôle pour s'aligner sur des procédures communautaires. C'est un point de divergence qui subsistera avec le cabinet de M. Blair, mais des compromis semblent possibles : la Grande-Bretagne est une île, et l'on comprend qu'elle veuille garder son propre dispositif de surveillance sans transposer ce filtrage aux frontières extérieures de l'Union. Une clause d'exemption semble envisageable.

Le troisième point d'accrochage possible concerne ce qu'on appelle les « coopérations renforcées », c'est-à-dire la possibilité pour quelques Etats membres d'aller de l'avant, sans que les autres puissent s'y opposer. Les Français et les Allemands admettent qu'il faut prendre certaines précautions, s'assurer que de telles *« avant-gardes »*, comme dit Jacques Delors, pourront s'épanouir sans remettre en cause l'acquis communautaire.

En revanche, ils rejettent comme un non-sens absolu l'idée que de telles « coopérations renforcées », pour voir le jour, devraient obtenir le feu vert unanime du Conseil des Quinze. C'était le point de vue de John Major.

Apparemment, sur cette question particulièrement importante dans la perspective de l'élargissement, Tony Blair lui a emboîté le pas. Il serait dangereux pour les chances de succès du Conseil européen d'Amsterdam qu'il ne change pas d'attitude.

Philippe Lemaître

John Major ou la défaite d'un battant dépourvu de charisme

LONDRES
de notre correspondant

PORTRAIT

Il aura été l'homme politique le plus sous-estimé en Grande-Bretagne

John Major aura été à la fois victime de l'usure du pouvoir et des divisions des conservateurs qui, en proie à une sorte de frénésie suicidaire, se sont déchirés à belles dents, en particulier sur l'Europe. En dépit de son manque de charisme, il aura « tenu » six ans et demi après avoir remplacé Margaret Thatcher au pied levé le 28 novembre 1990. Il aura sans doute été l'homme politique le plus sous-estimé en Grande-Bretagne, dans son propre parti comme chez les travaillistes. La Dame de fer rappelle dans ses Mémoires qu'elle l'avait choisi faute de mieux, et qu'il était loin d'être prêt pour le « job ». Il est vrai qu'il était difficile de succéder à une autocrate qui avait fait le vide autour d'elle. Mais M. Major n'a pas dû seulement sa rapide ascension à son sérieux mais à ce qu'il était, raconte un ancien confident des deux premiers ministres, l'un des seuls à tenir tête à Maggie.

Les volte-face, les humiliations et les coups bas – de ses amis politiques – ne doivent pas non plus faire illusion. Malgré son air emprunté et ses nœuds de cravate trop gros, son apparence de bonhomme en caoutchouc encaissant les coups pour revenir après à sa position d'antan, l'ex-premier ministre a toujours été plus populaire que son parti. Derrière son sourire se cache un *« homme très dur »*, ambitieux, tenace, reconnaissent même ses adversaires eurosceptiques. *« Plus dur que personne n'aurait pu le penser »*, dit l'un de ses proches, citant les propos d'un ancien ministre : *« Il faudra lui décramponner un à un les doigts de la poignée de la porte pour qu'il quitte le 10 Downing Street »*. Ou qu'il soit battu aux élections.

Ainsi, comparer M. Major à Mme Thatcher ne serait pas équitable. Il lui aura fallu deux ans et une victoire électorale en 1992 – que lui doivent les tories, partis battus – pour se démarquer du spectre encombrant et donner un style personnel à son gouvernement. Alors que Mme Thatcher pouvait, par sa personnalité et sa confortable majorité, imposer ses vues à ses collègues, John Major aura dû, au contraire, convaincre, tenter d'unifier les courants opposés de son parti : *« Il n'était plus le PDG du gouvernement, mais une sorte de président honoraire, gérant mais ne dirigeant pas »*, estime un député tory.

Pour mieux comprendre les années Major, mieux vaut commencer par le début. Contrairement à ses prédécesseurs, ce fils de forain recyclé dans le commerce de nains de jardin n'est pas passé par l'université et doit tout à sa ténacité : c'est par les cours du soir et la politique dans sa banlieue pauvre de Brixton qu'il s'est hissé à la force du poignet, à quarante-sept ans, après seulement onze ans aux Communes et quatre au gouvernement, au poste de premier ministre, à la surprise de tous. C'est là qu'il a cultivé ses qualités de persuasion, de tacticien parlementaire prompt à prendre l'opposition à contre-pied, sa résistance aux coups jointe à une réputation de chic type : *« L'ami de tous, mais un homme dont les vrais amis se comptent sur les doigts d'une main. »* Et qui tranche par son honnêteté dans un parti secoué par les scandales.

CHOISI POUR SA FIDÉLITÉ

Il est clair que les travaillistes n'aiment pas cet homme issu d'un milieu modeste mais aux positions très à droite. *« Il y a un clivage quasi schizophrénique entre son ambition, l'héritage qu'il défend et ses convictions profondes, qui sont plus décentes »*, nous disait un élu du Labour pour qui *« Major sait tracer un chemin dans la jungle, il est compétent en cas de danger, mais il ne sait pas où il va. Il n'a ni but ni vision »*.

Peu connu quand il a été propulsé aux affaires, choisi plus pour sa fidélité que pour ses idées propres. *« Il ne vit pas dans le monde des grandes idées, mais des problèmes pratiques »*, dit quelqu'un qui le connaît bien, en expliquant qu'*« il a longtemps eu peur d'entrer dans l'histoire comme le premier ministre qui aura eu le mandat le plus bref. Sa victoire en 1992 lui a permis de surmonter ce complexe »*.

John Major est sans doute également mal à l'aise devant l'attitude de certains de ses députés qui ont mené contre lui, au nom d'une nostalgie du thatchérisme ou de leur haine de l'Europe, une véritable guerre de religion. Ou comme ceux qui, cultivant leur différence sociale avec un homme utile pour remporter une élection mais qui n'est *« pas de notre monde »*, se gaussent de son accent ou de son comportement petit-bourgeois. Parlant de sa femme, Norma, un vieux conservateur déclarait crûment : *« De mon temps, elle n'aurait franchi la porte du "10" que comme employée de maison. »*

Pourtant, en y regardant de plus près, il est clair que si la Grande-Bretagne n'est pas entrée dans une ère nouvelle, un « effet Major » a bien remplacé l'« effet Thatcher ». M. Major n'a pas trahi celle à laquelle il devait sa carrière, mais il a su imprimer un souffle différent à la ligne ultralibérale engagée en 1979. En politique étrangère tout d'abord, il a immédiatement été placé face au conflit du Golfe, dont il s'est tiré au mieux avec calme, sans mélodrame.

Pour ne pas parler de l'Europe, qui aura été son chemin de croix, comme elle avait amené la chute de la Dame de fer. Un temps européen convaincu, c'est lui qui persuada Mme Thatcher de rejoindre le système monétaire européen avant d'être contraint d'en sortir en 1992. Depuis, ses affinités européennes se sont érodées au profit d'une méfiance de plus en plus affichée sous la pression d'eurosceptiques qu'il avait pourtant qualifiés de *« bâtards »* dans un moment de colère. L'homme qui parvint à forcer un vote en faveur de Maastricht est apparu chaque jour plus hostile à ses conséquences, la tactique l'ayant emporté sur les convictions.

C'est sur l'épineuse question d'Irlande du Nord *« qu'il a le plus manifesté ses qualités de négociateur patient et obstiné »*. Après vingt-cinq ans de guerre civile, ses initiatives ont conduit au cessez-le-feu de l'IRA du 30 août 1994. Le refus de Londres de vraiment négocier en raison des pressions des unionistes, indispensables pour conforter la faible majorité des tories aux Communes, et l'obstination de l'IRA auront eu raison du désir de paix de la population. Mais aucun de ses prédécesseurs n'aura pris autant de risques pour la paix.

Sur le plan intérieur, les résultats ont été plus confus. L'émergence du nouveau Labour de Tony Blair ont acculé les tories dans les cordes. Obligé d'augmenter la pression fiscale, contrairement à ses promesses, alors que les services sociaux étaient rognés – pour des raisons d'économie comme de doctrine – le gouvernement Major a toutefois su profiter de la conjoncture pour relancer l'économie et réduire le chômage. Ses rivalités internes et ses divisions sur l'Europe l'ont miné alors que le Labour avait le vent en poupe. Mettant l'idéologie avant le pouvoir, tentés par une cure d'opposition d'où devrait sortir leur rédemption, persuadés qu'une victoire travailliste était inéluctable, certains tories ont poussé à la catastrophe, persuadés que le Labour s'autodétruirait très vite et qu'ils reviendraient triomphants, comme Maggie en 1979.

Dans cette atmosphère délétère, M. Major aura réussi l'impossible : survivre face à ses ennemis, mais surtout contre ses propres amis. Au prix cependant de contorsions et de reculades politiques permanentes et de ses propres contradictions : considéré comme réformiste à son entrée aux Communes, il aura étendu la privatisation à des services publics comme les chemins de fer auxquels Mme Thatcher n'avait pas osé s'attaquer, se faisant l'avocat d'une idéologie poussée à ses extrêmes. Cet homme que l'on disait plus « social » que la Dame de fer aura encore aggravé les inégalités. Il lui reste désormais à mener sa dernière bataille : celle de sa survie à la tête des conservateurs.

P. de B.

« La politique est un rude métier »

Le premier ministre conservateur, John Major, est rentré, dans la soirée du jeudi 1er mai, à Londres après la défaite retentissante de son parti aux législatives britanniques et a constaté que *« la politique est un rude métier »*. *« Nous avons été au pouvoir pendant une durée plus longue que n'importe quel autre parti démocratique en Europe occidentale »*, a déclaré M. Major au siège du Parti conservateur devant ses sympathisants. *« La politique est un rude métier, parfois on gagne, parfois on perd, mais lorsqu'on perd on se retire, et l'on réfléchit aux raisons de la défaite »*, a ajouté M. Major, qui a mené au fiasco une formation particulièrement divisée sur la question de l'intégration européenne et où la course à sa succession était lancée dès jeudi soir. *« Nous devons nous regrouper et recommencer à travailler »* à la reconquête du pouvoir, a déclaré M. Major au milieu de militants conservateurs apparemment peu nombreux. – *(AFP.)*

M. Primakov et Mme Albright constatent leurs divergences sur l'OTAN

MOSCOU. A l'issue de deux heures de discussions dans une résidence de Moscou, le ministre russe des affaires étrangères, Evguéni Primakov, et le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, ont constaté leurs divergences, jeudi 1er mai, sur les contreparties demandées par Moscou à un élargissement de l'OTAN. *« Nous avons peut-être quelque peu amoindri nos différences et accompli le genre de progrès qui devrait nous permettre d'aller de l'avant »*, a déclaré Mme Albright, ajoutant qu'*« il y avait encore un certain chemin à faire »*. Les deux responsables ont affirmé leur espoir de voir un accord Russie-OTAN signé le 27 mai à Paris, conformément au souhait de Boris Eltsine, tout en ajoutant que la date de signature n'était pas le plus important. La principale divergence entre la Russie et l'OTAN porte sur une demande de Moscou, selon laquelle l'Alliance devrait s'engager à ne *« jamais »* déployer d'armes nucléaires ou conventionnelles ni d'infrastructures militaires sur le territoire de ses nouveaux Etats membres. – *(AFP.)*

La Cour suprême israélienne va se saisir du « Bibigate »

JÉRUSALEM. La Cour suprême d'Israël, saisie de cinq recours déposés notamment par les travaillistes, va examiner à partir du 14 mai l'affaire dite du « Bibigate », un scandale politico-judiciaire mettant en cause le premier ministre Benyamin – « Bibi » – Nétanyahou. La Cour devrait rendre en principe ses conclusions vers la mi-juin. Elle doit se prononcer sur le rapport présenté le 20 avril par le procureur de l'Etat, Mme Edna Arbel, et le conseiller juridique du gouvernement, Eliakim Rubinstein, qui a permis à M. Nétanyahou d'échapper à des poursuites pour fraude et prévarication, *« faute de preuves »*. La police avait initialement recommandé d'inculper M. Nétanyahou, accusé d'avoir nommé un avocat inconnu au poste de conseiller juridique du gouvernement, afin d'atténuer les poursuites engagées contre le chef d'un parti religieux en échange de son soutien politique.– *(AFP.)*

Manille dénonce la présence de navires chinois aux Spratleys

BANGKOK. Selon Renato de Villa, secrétaire philippin à la défense, trois navires chinois, armés de canons, étaient encore présents, jeudi 1er mai, dans l'est de l'archipel des Spratleys, dans des eaux revendiquées à la fois par Pékin et Manille. La veille, le gouvernement philippin avait formellement demandé à la Chine de *« retirer immédiatement »* deux frégates dont la présence dans ce secteur, depuis le 25 avril, constituait, selon Domingo Siazon, secrétaire d'Etat philippin, *« une violation du code de conduite »* adopté par les deux pays à la suite d'une première crise en 1995. Pékin n'avait pas encore réagi vendredi matin. – *(Corresp.)*

DÉPÊCHES

■ **ALGÉRIE : l'organisation de défense des droits de l'homme,** Human Rights Watch, a demandé, jeudi 1er mai aux autorités algériennes d'ouvrir une enquête *« intégrale et impartiale »* sur les circonstances de la mort en détention de Rachid Medjahed. Celui-ci s'était présenté, lors de *« confessions »* télévisées en février, comme le meurtrier, le 28 janvier, d'Abdelhak Benhamouda, ancien chef de la puissante centrale syndicale UGTA, proche du président Liamine Zeroual. – *(AFP.)*

■ **IRAK : l'ambassadeur australien aux Nations unies,** Richard Butler a été nommé jeudi 1er mai à la tête de la commission spéciale de l'ONU *chargée du désarmement irakien en remplacement du Suédois Rolf* Ekeus qui va devenir ambassadeur de son pays à Washington. M. Butler est un spécialiste des questions de désarmement. Il a notamment représenté son pays à la Conférence de Genève consacrée à ce dossier. – *(AFP.)*

■ **VIETNAM : le plus grand procès jamais organisé pour trafic de drogue** s'est ouvert, vendredi 2 mai, à Hanoï en présence de vingt-deux accusés dont une dizaine risquent la peine de mort. Des responsables du ministère de l'intérieur, de la police et des garde-frontière sont mis en cause dans cette affaire. Le réseau, le plus gros démantelé à ce jour, aurait introduit au Vietnam depuis 1992 plus de 300 kilos d'héroïne.– *(AFP.)*

Belgrade se félicite de l'octroi par l'UE d'un régime commercial préférentiel

BELGRADE. Le gouvernement de Belgrade a salué, mardi 29 avril, l'octroi par l'Union européenne d'un régime commercial préférentiel à la République fédérale de Yougoslavie (RFY-Serbie et Monténégro) en soulignant l'importance que cette mesure revêt pour la relance de son économie. Le ministère yougoslave des affaires étrangères s'est félicité de la *« reconnaissance du rôle constructif joué par la RFY dans le renforcement de la paix »*. Les ministres des affaires étrangères des Quinze ont décidé, mardi à Luxembourg, d'octroyer à la RFY un régime commercial préférentiel, décision assortie d'une déclaration en faveur de la démocratisation du pays. – *(AFP.)*

La Russie maintient sur son sol un arsenal de 18 000 à 20 000 armes nucléaires tactiques

Une telle accumulation d'armement inquiète les experts français

Dans une étude remise à des parlementaires, le ministère français de la défense dresse un état de l'armement nucléaire russe : pas moins de 6 650 têtes stratégiques et entre 18 000 et 20 000 charges tactiques. Il ne semble pas, dit-on à Paris, que les armes tactiques ramenées des ex-Républiques soviétiques sur le sol russe aient été *« réellement détruites »*. Moscou aurait du mal à comptabiliser ce type d'armes.

LE NOMBRE des armes nucléaires tactiques en Russie continue de poser de multiples interrogations aux analystes des services français. Après leur rapatriement sur le territoire de la fédération de Russie à partir des autres Républiques de l'ex-URSS où ils avaient été déployés, ces stocks restent considérables – à en croire des estimations avancées par les experts français en corrélation avec celles de services alliés – et très supérieurs, en tout cas, à ceux des Etats-Unis.

En revanche, les mêmes sources françaises observent que la Russie procède, comme elle s'y est engagée, à des retraits – de sa panoplie stratégique – d'armes nucléaires qui sont couvertes par le traité américano-russe Start-1, puis Start-2 de limitation des armements stratégiques. Mais Moscou *se heurte à d'importantes difficultés technico-financières* dans l'opération.

En octobre 1990, à Paris, Mikhaïl Gorbatchev avait secrètement confié à François Mitterrand que la Communauté des Etats indépendants (CEI), à l'époque, comptait quelque 45 000 charges nucléaires, stratégiques et tactiques, au total. Aujourd'hui, les analystes français ont refait leurs calculs arrêtés à 1996, plusieurs parlementaires, tel Bertrand Delanoë, sénateur PS de Paris, ayant fait observer au ministre de la défense, Charles Millon, que *« les forces stratégiques nucléaires en Russie restent les seules forces qui soient à peu près en état de marche »*.

Pour ce qui est des têtes nucléaires tactiques détenues par la Russie, leur nombre total se situerait actuellement dans une fourchette qui va de 10 000 à 20 000, selon différentes expertises occidentales et, plus probablement, entre 18 000 et 20 000 si l'on se fie à des spécialistes du ministère français de la défense qui se disent *« inquiets »* devant le volume de ce dispositif. Dans le même temps, on évoque un arsenal de quelques milliers d'armes équivalentes outre-Atlantique.

A 10 % PRÈS

Il semble que le rapatriement, depuis le territoire des Républiques formant l'ancienne URSS, de ces armes tactiques ait été achevé fin 1992 en Russie. Aucun accord international, contraignant sur le plan juridique, n'oblige Moscou à préciser le sort de sa panoplie et à distinguer, à l'intention *des Occidentaux, entre les têtes effectivement* déployées, celles qui sont stockées, voire celles qui seraient promises à un proche démantèlement.

Il ne semble pas, dit-on de source française, que les armes tactiques ramenées sur le sol russe aient été *« réellement détruites »* et, donc,il est probable qu'elles sont venues s'ajouter à l'arsenal existant. Selon les analystes français, Moscou paraît rencontrer de sérieux obstacles pour le contrôle *et, même, la comptabilité précise* de ce type d'armes.

En revanche, pour ce qui est de l'arsenal stratégique, le décompte est sans doute plus exact. L'an dernier, la Russie possédait encore 1 260 « vecteurs » (missiles sol-sol intercontinentaux, missiles embarqués à bord de sous-marins et bombardiers) capables de délivrer jusqu'à 6 647 têtes nucléaires au total, puisque chacun de ces systèmes d'armes emporte des charges multiples.

A la différence des Etats-Unis, qui l'ont ratifié en janvier 1996, la Russie n'a toujours pas ratifié le traité Start-2 qui a notamment pour ambition d'éliminer les missiles à plusieurs têtes, de réduire le nombre des lanceurs depuis un sous-marin et qui fixe à chacun des deux pays signataires un plafond de 3 000 à 3 500 charges en 2003.

La Russie a retiré ses missiles intercontinentaux SS 13 et SS 17, mais elle a modernisé ses SS 24 et SS 25 qui sont monocharges. De même, elle a retiré l'ensemble de ses sous-marins *Yankie-1* (avec des missiles SS-N-6), *Delta-1* et *Delta-2* (avec leurs SS-N-8) ainsi qu'un premier *Delta-3* (avec ses SS-N-18). A propos de ses 44 bombardiers Blackjack et Bear-h (armés de 300 missiles de croisière au total) qui étaient déployés en Ukraine, la Russie ne semble pas les avoir transférés *« dans la mesure où leur état ne les rend pas immédiatement opérationnels »*. Elle a néanmoins récupéré les têtes nucléaires équipant ces bombardiers.

RECONVERSION

Ainsi, aujourd'hui, les Russes en *sont pratiquement* à 10 % au-dessus du seuil maximum, pour les têtes nucléaires stratégiques, fixé par le traité Start-1 en 1993. Les difficultés qu'ils rencontrent sont de deux ordres.

D'abord, un problème financier majeur. Le démantèlement, c'est-à-dire la destruction, des systèmes d'armes leur coûte cher, malgré l'assistance des Occidentaux (dont la France, avec son programme d'aide AIDA à hauteur de 100 millions de francs par an) qui se plaignent d'être confrontés à un excès de secret imposé par Moscou sur ses propres activités. Les Russes, au demeurant, ont proposé – pour aller plus vite et à moindre coût – de *« désactiver »* les armements, autrement dit de séparer le missile et sa tête pour rendre inopérant le fonctionnement de l'ensemble du système. Mais cette option ne satisfait pas totalement les pays occidentaux.

Ensuite, une exigence des Américains. Le traité Start-2 vise à obtenir de la Russie qu'elle reconvertisse sa panoplie sur le modèle d'un arsenal jugé plus stabilisant, à savoir l'élimination en priorité des missiles et des bombardiers, qui *sont des outils d'une première* frappe automatique, et la préférence donnée aux sous-marins, qui sont plutôt des instruments de seconde frappe moins agressifs *a priori*. Or, les sous-marins ont été et ils sont encore *« le maillon le plus faible »* du dispositif russe.

« Il n'est pas exclu, observe le ministère français de la défense dans sa réponse à M. Delanoë, *que la Russie rencontre des difficultés pour maintenir une force stratégique au niveau de celle qui est envisagée par Start-2 »*. Si la tendance présente se maintenait durant les prochaines années, un décalage dans le temps n'est donc pas impossible de la part de Moscou pour appliquer à la lettre les diminutions prévues pour 2003.

Jacques Isnard

Discrétions et nostalgies soviétiques au musée du KGB

MOSCOU
de notre envoyé spécial

Cela commence par une déception : le musée ne se trouve pas dans le bâtiment central du KGB, mais dans un petit immeuble à l'arrière. Pas question de visiter la Loubianka et ses sinistres caves, ni même le bureau de Béria ou du « saint patron » Andropov.

Car Iouri Andropov, qui dirigea le KGB pendant quinze ans sous Brejnev, reste la figure emblématique de ce musée créé en 1982, ouvert en 1988 aux groupes organisés et sur rendez-vous. Un grand registre exposé dès l'entrée présente les portraits des chefs de l'institution, commentés d'un ton neutre : Iagoda, Ejov, Béria, condamnés à mort et fusillés, mais aussi Bakatine, l'éphémère chef du KGB nommé par Gorbatchev en 1991, le seul dénoncé comme *« traître »* : *« Il a livré aux Américains les plans des micros installés dans leur ambassade. »*

Car le KGB ne renonce à rien d'une histoire présentée comme une succession de hauts faits patriotiques. Ni aux exploits des maîtres espions de la deuxième guerre mondiale ni à ceux de la Tchéka, des agents du Guépéou et du NKVD qui allaient traquer les *« Blancs dans leurs refuges à l'étranger »*, et dont l'arsenal est complaisamment étalé : depuis le stylo empoisonné jusqu'à l'*oudavka*, cette cordelette qui vous étrangle un homme *« en quatre secondes »*. Il ne manque que le « parapluie bulgare »...

Et les atrocités de la collectivisation, la terreur, le goulag ? Le KGB ne connaît pas, ou si peu. *« Huit mille agents du NKVD ont été victimes des répressions illégales*, dit le guide. *Et cela nous a beaucoup gênés dans notre action. »* Pas un mot des autres, de ceux qui ont péri par millions, y compris à la Loubianka toute proche.

Surprise à propos de la mort de Staline, que le guide date du 2 mars 1953, *« bien qu'elle ait été annoncée le 5 »*. S'agit-il de blanchir Béria, soupçonné d'avoir retardé l'arrivée des médecins ?

Discrétion encore sur les échecs. Penkovski, l'agent de la CIA démasqué dans les années 60, est dûment mentionné, mais pas « Farewell », l'espion qui travaillait pour la France et sur lequel le guide n'a *« aucune information »*. Ni non plus, bien sûr, sur Charles Hernu...

Ce guide, un colonel sûr de lui, a survécu à tous les changements : limogé à chaque redécoupage de l'institution, il a été chaque fois réembauché. Mais il reste, tout comme son musée, un nostalgique de la « grande maison ». A tout hasard, il garde sa carte du parti : pas celle du KPRF, le parti de la Fédération de Russie dirigé par Guennadi Ziouganov, mais bien celle du Parti communiste de l'Union soviétique ...

Michel Tatu

Le Mexique durcit sa politique contre le trafic de stupéfiants

A la veille de la visite de M. Clinton, le gouvernement annonce une réorganisation de la police antidrogue

MEXICO
de notre correspondant

Dissolution de la brigade des stupéfiants et création d'une force spéciale pour lutter contre le trafic de drogue, arrestation d'un homme de confiance du « capo » le plus recherché du pays, multiplication des saisies de marijuana et de cocaïne... A quelques jours de la première visite officielle du président Bill Clinton, les 6 et 7 mai, le Mexique met les bouchées doubles en matière de lutte contre les stupéfiants, principal contentieux entre les deux pays qui s'accusent mutuellement de ne pas en faire assez pour contrôler ce fléau.

Washington reproche à son voisin de laisser transiter des tonnes de cocaïne colombienne sur son territoire et Mexico a beau jeu de signaler que les Etats-Unis sont, de très loin, les plus gros consommateurs de drogue du monde. Pour corriger la mauvaise impression laissée par l'arrestation, en février, du patron de l'Institut national pour la lutte contre les drogues (INCD), le général Jesus Gutierrez, soupçonné d'être au service du narcotrafic, les autorités mexicaines ont pris le taureau par les cornes en annonçant, mercredi 30 avril, le renvoi dans leur corps d'origine (la police judiciaire fédérale) des mille deux cents agents de l'INCD et la dissolution de cet organisme autonome.

CORPS D'ÉLITE

Son directeur, Mariano Herran, conserve cependant ses fonctions à la tête de la nouvelle *« police spéciale chargée des délits contre la santé »*, qui sera directement rattachée au procureur général de la République (ministre de la justice et responsable de la police judiciaire) et dont les membres seront sélectionnés en fonction de critères extrêmement sévères.

Ce corps d'élite, composé pour l'instant d'une soixantaine d'agents qui percevront des salaires élevés pour les *« préserver de l'énorme pouvoir de corruption »* des cartels de la drogue, recevra un *« entraînement intensif et permanent »* fourni par des experts de divers pays. Des pourparlers sont en cours avec les Etats-Unis, la France, l'Espagne, la Grande-Bretagne et l'Italie, a confirmé le procureur de la République, Jorge Madrazo, qui a eu des mots très durs à l'égard de l'ancienne brigade antidrogue.

« Nous avons dissous l'INCD, a-t-il expliqué, *parce qu'il était entré dans un processus accéléré de décomposition dès sa création, en 1993, et qu'il était infiltré par le crime organisé. »* Il en faudra sans doute davantage pour rétablir la confiance entre Washington et Mexico, d'autant que l'ancien procureur général de la République, Antonio Lozano, démis de ses fonctions en décembre, a lâché une véritable bombe quelques heures à peine après l'annonce de la dissolution de l'INCD en affirmant qu'il avait averti le président Ernesto Zedillo des soupçons pesant sur le général Gutierrez plusieurs mois avant sa nomination à la tête de la brigade antidrogue.

SAISIE RECORD

La présidence de la République a *« catégoriquement »* démenti cette information, mais l'affaire apporte de l'eau au moulin d'un secteur important du Congrès américain qui reproche au Mexique de faire preuve d'indolence à l'égard des cartels de la drogue et souhaite lui appliquer le même traitement qu'à la Colombie. M. Clinton a obtenu, le mois dernier, un sursis pour le Mexique, mais il devra présenter un nouveau rapport au Congrès, en septembre, pour justifier le maintien du « certificat de bonne conduite » accordé aux pays qui coopèrent en matière de lutte contre le trafic de drogue.

Excédé par les exigences du Congrès américain, le président Zedillo a souligné que le Mexique était d'autant plus disposé à coopérer avec les Etats-Unis que sa *« propre souveraineté est désormais menacée par des "capos" venus d'ailleurs »*. Le responsable de la lutte antidrogue aux Etats-Unis, le général Barry McCaffrey, qui s'est rendu à deux reprises au Mexique au cours des dernières semaines, a reconnu les efforts réalisés par ce pays, rappelant que *« plus de deux cents policiers avaient été assassinés au Mexique l'an dernier lors d'affrontements avec les "narcos" »*.

Il a cependant déploré que les saisies de cocaïne aient considérablement diminué en 1996 (23,8 tonnes, contre 46,1 tonnes en 1993). Le message semble avoir été entendu puisque la police mexicaine a confisqué, la semaine dernière, près de 10 tonnes de cocaïne en une seule opération réalisée près de la frontière avec le Texas. Un record depuis 1990.

Bertrand de la Grange

…sol un arsenal …léaires tactiques

…les experts français

…musée du KGB

…le trafic de stupéfiants

L'UE n'entend pas laisser l'Iran pratiquer une discrimination entre ses membres

POUR l'Union européenne (UE), l'Iran a franchi « le » pas de trop : en annonçant, mercredi 30 avril, qu'il refusait le retour à Téhéran de l'ambassadeur d'Allemagne, Horst Baechmann – qui, comme l'ensemble de ses collègues des pays membres de l'Union européenne, aurait dû regagner son ambassade, conformément à la décision prise par l'UE mercredi (*Le Monde* du 1er mai) –, Téhéran a braqué les Quinze.

Le chef de la diplomatie néerlandaise, Hans van Mierlo, président en exercice du conseil des ministres de l'UE, a demandé aux pays membres de ne pas renvoyer leurs ambassadeurs à Téhéran, par solidarité avec Bonn, et pour protester contre l'attitude jugée *« arbitraire »* des autorités iraniennes. Les pays membres de l'UE ne devraient pas soulever d'objections, puisque M. Van Mierlo a consulté ses pairs avant de formuler sa demande. Toutefois, on ignorait encore vendredi quelle serait l'attitude de la Grèce – pour qui le rappel des ambassadeurs ne se justifiait pas. L'ambassadeur d'Italie, qui avait regagné Téhéran avant la décision de M. Van Mierlo, devrait rentrer à Rome. Désormais, le retour à leurs postes des ambassadeurs de l'UE est lié à celui de leur homologue allemand.

Cela n'équivaut pas à une rupture des relations diplomatiques, jamais envisagée par les Quinze, qui avaient simplement rappelé leurs ambassadeurs pour consultation, après le verdict prononcé le 10 avril par un tribunal de Berlin, désignant *« le plus haut sommet de l'Etat iranien »* comme le commanditaire du meurtre, en septembre 1992, dans la même ville, de quatre opposants kurdes. Cette décision était assortie d'une suspension du *« dialogue critique »* engagé en 1992 avec l'Iran, suspension reconduite mardi 29 avril, en même temps qu'était confirmé l'embargo sur les armes à destination de l'Iran. Les Quinze ont aussi suspendu les visites ministérielles, et décidé d'expulser les agents des services spéciaux iraniens et de ne plus accorder des visas à d'autres. Mi-figue, mi-raisin, la réaction des Quinze ménageait l'avenir, d'autant que les choix à venir de l'Iran sont indéchiffrables, à trois semaines d'une élection présidentielle qui paralyse les pouvoirs de décision.

A FLEURETS MOUCHETÉS

Vues d'Iran, dont le nationalisme à fleur de peau est exacerbé par la nature idéologique du régime, les récentes décisions de l'UE, de surcroît à la veille d'un scrutin présidentiel, sont une offense. D'où une cascade de réactions qui, en l'espace de quarante-huit heures, ont presque effacé la retenue – si l'on en juge à l'aune d'un régime religieux – dont ont fait preuve les autorités après le verdict de Berlin. Non seulement le Guide de la république islamique, Ali Khamenei, la plus haute autorité de l'Etat, a fait savoir que l'ambassadeur allemand était indésirable, mais le ministère des affaires étrangères a annoncé que l'Iran *« refuse toute négociation »* avec l'UE sur les droits de l'homme, les armements conventionnels, nucléaires et chimiques.

Chacun aura néanmoins noté que Téhéran protège ses arrières. Pour le Guide, considéré comme le principal défenseur de la ligne islamiste puriste, l'ambassadeur allemand ferait mieux de ne pas revenir *« avant un certain temps »*. Pour le président de la République islamique, Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, les décisions de l'UE sont une preuve de faiblesse et, *a contrario*, la démonstration de *« la vraie puissance de l'Iran »*. La presse, elle, aura surtout vu dans l'attitude de l'UE un *« échec »* de la politique des Etats-Unis, qui auraient voulu voir adoptées des sanctions économiques et commerciales contre Téhéran.

Le duel entre l'Iran et l'UE se déroule à fleurets mouchetés. Il n'est pas sûr, malgré les rodomontades de Téhéran qui affirme pouvoir se passer des Européens en se tournant vers la Russie et l'Asie, que les choses iront plus loin.

Mouna Naïm

M. Mobutu et M. Kabila tentent d'organiser la transition au Zaïre

Vendredi 2 mai en fin de matinée, le président zaïrois et le chef de la rébellion devaient se rencontrer au large de Pointe-Noire. Les troupes de l'Alliance, qui continuent leur progression, estiment qu'elles se trouvent à moins de quinze jours de Kinshasa

Le président zaïrois Mobutu Sese Seko devait quitter Kinshasa, vendredi 2 mai en fin de matinée, pour s'entretenir avec le chef rebelle Laurent-Désiré Kabila, a confirmé vendredi dans la capitale zaïroise son fils et porte-parole. Nzanga Mobutu a précisé que son père rencontrerait, au port congolais de Pointe-Noire, le président sud-africain Nelson Mandela et que les pourparlers avec le chef de la rébellion, Laurent-Désiré Kabila, débuteraient plus tard dans la journée de vendredi. *« Kabila est parti ce matin. Il est parti à l'aube pour la capitale angolaise, Luanda, d'où il sera transporté sur un bâtiment de la marine sud-africaine pour les entretiens »*, a déclaré, de son côté, un responsable des questions de sécurité de l'alliance rebelle. Sur le terrain, les troupes rebelles poursuivent leur avancée : elles estiment qu'elles pourraient atteindre Kinshasa avant quinze jours.

KINSHASA
de notre envoyé spécial

Etat d'urgence oblige, le défilé du 1er Mai n'a pas eu lieu à Kinshasa. Le présentateur du journal de 20 heures a profité de l'opportunité pour rappeler discrètement aux téléspectateurs zaïrois que cette date n'en constituait pas moins *« le dix-septième anniversaire de mariage du président Mobutu Sese Seko, avec "Maman" Bobi Ladawa, son épouse »*. Mais le culte du maréchal ne fait plus recette. Le vieil homme malade est sur le point de perdre le pouvoir. Les Kinois s'intéressent plutôt à la date de son départ.

La télévision officielle a confirmé jeudi soir que le président Mobutu rencontrerait Laurent-Désiré Kabila, le chef de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL), vendredi, à bord d'un navire de la marine de guerre sud-africaine.

Contrairement à ce qui avait été prévu, le rendez-vous n'est plus fixé à Libreville, au Gabon, mais à Pointe-Noire, la capitale économique du Congo. Certains détails, pour prosaïques qu'ils soient, ne s'inventent pas : le port de Libreville n'est pas suffisamment profond pour accueillir un bâtiment de la taille et du tirant d'eau de l'*Outeniqua*, un ancien brise-glaces soviétique racheté à Moscou en 1993 par la marine sud-africaine.

Le maréchal Mobutu devait rejoindre le président Nelson Mandela en fin de matinée, vendredi 2 mai, à Pointe-Noire, les deux hommes embarquant après un bref entretien. De son côté, Thabo Mbeki, le vice-président sud-africain, devait retrouver Laurent-Désiré Kabila à Soyo, un port pétrolier à l'extrême nord-ouest de l'Angola, sur l'embouchure du fleuve Zaïre, où un hélicoptère devait les attendre pour les conduire à bord du navire croisant dans les eaux internationales.

« OCCASION HISTORIQUE »

Bill Richardson, l'ambassadeur américain aux Nations unies, envoyé spécial du président Clinton, a payé de sa personne pour convaincre ses interlocuteurs d'accepter enfin le face-à-face. Arrivé mardi à Kinshasa, il s'est rendu le jour même à Lubumbashi, le fief de M. Kabila, puis à Kinsangani mercredi avant de revenir à Kinshasa dans l'après-midi pour un ultime entretien avec M. Mobutu. Alors qu'il venait d'entrer au camp Tshatshi où se trouve la résidence du chef de l'Etat, l'ambassadeur de France à Kinshasa a été prié de venir assister à la rencontre.

En sortant, le diplomate américain s'est réjoui de ce que les deux hommes aient accepté de se rencontrer pour *« discuter en tête-à-tête »*. Il a aussitôt considéré ce sommet comme une *« occasion historique qui pourrait conduire à une transition pacifique au Zaïre »*. Il a remercié les présidents Mandela et Bongo pour leurs efforts, soulignant qu'il s'agissait là d'une *« initiative de paix africaine »*. M. Richardson a finalement dit *« la fierté des Etats-Unis d'avoir pu jouer un rôle de catalyseur dans cette affaire »*.

« SUITE LOGIQUE »

Bizima Karaha, le « ministre » des affaires étrangères de l'AFDL s'est réjoui lui aussi de *« la décision de M. Mobutu de venir discuter sérieusement. L'Alliance discutera de son départ*, a-t-il dit. *Pas question de négocier un cessez-le-feu. Mobutu ne se bat pas. Il n'y a qu'une force qui avance. L'autre se retire. Si la rencontre aboutit à la démission du président zaïrois, l'Alliance sera flexible sur le délai qu'il pourrait demander pour quitter le pouvoir »*.

Si le président Mobutu n'a fait aucune déclaration sur cette rencontre, le vice-premier ministre, ministre des affaires étrangères, Gérard Kamanda wa Kamanda, a simplement remarqué que les négociations n'avaient pas commencé aujourd'hui. *« Cette rencontre entre le président Mobutu et M. Kabila est la suite logique des négociations »* entamées en février, a-t-il estimé, avant de souligner que M. Kabila avait *« mis de l'eau dans son vin »* puisque auparavant il réclamait le départ du président.

Alors que le premier face-à-face entre M. Mobutu et M. Kabila se précisait, les rebelles continuaient leur inexorable progression à travers le pays. Ils ont pris le contrôle de Kikwit, la grande ville du Bandundu abandonnée lundi par les forces armées zaïroises (FAZ). Les rebelles en provenance de Tshikapa, de Kananga, d'Ilebo et de Kikwit les talonnent et prétendent désormais qu'ils seront à Kinshasa d'ici dix à quinze jours.

Dans le Nord du pays, ils sont aux portes de Yakoma, sur la frontière centrafricaine, et sur le point de prendre Bumba, sur le fleuve Zaïre. Devant l'avancée du rouleau compresseur de l'Alliance, le président Mobutu a envoyé une unité de la Division spéciale présidentielle (DSP), sa garde prétorienne à Lisala, son village natal en aval de Bumba. Mais celle-ci a commencé de piller la localité jeudi. Les rebelles vont se lancer à l'assaut de Gbadolite, à partir de Yakoma et de Lisala, prenant en étau la région où Mobutu Sese Seko a vécu ces dernières années. A moins que les pourparlers de l'*Outeniqua* n'induisent un cessez-le-feu *de facto* et le gel des positions des uns et des autres. Ce qui éviterait au maréchal Mobutu l'humiliation de voir le sanctuaire qu'il s'est construit à Gbadolite – où sont enterrés les siens et le président rwandais Juvénal Habyarimana – profané par les rebelles de Laurent-Désiré Kabila.

Frédéric Fritscher

APRÈS LA LIBÉRATION, UN CESSEZ-LE-FEU SERAIT BIENVENU.

PESSIN

Un pont aérien a commencé à rapatrier les réfugiés rwandais

Selon Médecins sans frontières, les rebelles ont procédé à de nouveaux massacres

PLUS DE 1 500 Rwandais hutus, réfugiés dans la région de Kisangani, dans l'est du Zaïre, ont été rapatriés jeudi 1er mai par avion vers le Rwanda, a indiqué le porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), Paul Stromberg. Depuis le début du pont aérien, mercredi, 1 825 personnes ont été rapatriées, sur un total de plus de 85 000 réfugiés dispersés dans la région de Kisangani et dont une dizaine de milliers seulement ont été localisés.

Les trains affrétés par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) – la rébellion zaïroise – vers Kisangani, et qui transportent des centaines de réfugiés, embarrassent plus qu'ils n'aident le HCR, estime-t-on sur place. Mercredi, deux trains sont arrivés dans la capitale du Haut-Zaïre, amenant près de 1 500 réfugiés du camp de Biaro (41 km plus au sud) dans cette ville sous contrôle rebelle depuis le 15 mars. Les organisations humanitaires ont dû s'organiser à la hâte pour les transporter dans le seul centre de transit. *« On nous accuse de ne pas faciliter les rapatriements. Nous, on montre que nous sommes capables de les faire sans l'ONU »*, a déclaré lundi le responsable de l'Alliance chargé des relations avec les agences de l'ONU, Emmanuel Kamanzi.

Selon une enquête sur place de Médecins sans frontières (MSF), les rebelles zaïrois ont pratiqué la chasse aux réfugiés, massacrant hommes, femmes et enfants dans la région de Shabunda au cours des dernières semaines. *« Des tueries à grande échelle se sont déroulées au cours d'un passé récent dans la région de Bukavu-Shabunda. Ces tueries ne se déroulent pas dans le contexte de combats. Tous les réfugiés sont considérés comme des ennemis et sont ainsi visés, y compris les femmes et les enfants »*, peut-on lire dans ce rapport, daté du 25 avril, dont l'AFP a obtenu une copie.

ÉLIMINATION SYSTÉMATIQUE

Les soldats de l'Alliance de Laurent-Désiré Kabila se servent des organisations d'aide internationales comme appât pour débusquer les réfugiés des forêts de l'est du Zaïre où ils se cachent et les tuent ensuite sur la route, précise le rapport, qui clôture une mission d'une semaine, du 26 mars au 3 avril, sur les quelque 200 kilomètres de l'axe Bukavu-Kigulube-Shabunda. Les villageois ont l'ordre de ne pas aider les réfugiés et sont, au contraire, forcés de contribuer à la politique d'élimination de l'Alliance, dit MSF, dont le document se fonde sur les constatations de la mission et des témoignages de villageois, d'expatriés de la région mais aussi des déclarations de responsables militaires de l'Alliance.

Ce texte a été rédigé avant que 85 000 réfugiés fuient, fin avril, les camps au sud de Kisangani, victimes de violences des villageois et des rebelles, selon différents témoignages. De nouveaux massacres auraient alors été commis. MSF, dans un document couvrant les six mois d'odyssée des réfugiés dans l'est du Zaïre depuis octobre dernier, avait conclu la semaine dernière que les rebelles poursuivaient une politique d'élimination physique systématique des réfugiés par la faim, l'épuisement et le massacre.

Le rapport sur la région de Shabunda précise qu'à l'origine, les rebelles avaient pour consigne de ne viser que les hommes, y compris les adolescents, mais s'en sont ensuite pris aux femmes et enfants. *« Toutes les ex-FAR (Forces armées rwandaises de l'ancien régime hutu, renversé en 1994 après avoir massacré des centaines de milliers de Tutsis) et interahamwes* [milices gouvernementales] *devaient être éliminées. S'ils se servent de femmes et enfants comme boucliers, c'est dommage. Tous ceux qui sont dans la forêt sont considérés comme des ennemis »*, dit un commandant rebelle cité par le rapport.

Des enquêteurs de l'ONU préparaient jeudi à Genève une mission dans l'est du Zaïre, qui sera un test crucial de la volonté des rebelles qui contrôlent la majeure partie du pays de faire la lumière sur les massacres de réfugiés dont ils sont accusés. – *(AFP, Reuter.)*

« Elle a froid. – Non, elle est morte ! »

Le diplomate américain Bill Richardson a été brutalement confronté, mercredi 30 avril, à la tragédie des réfugiés hutus rwandais. Parcourant un centre de regroupement de réfugiés, à Kisangani, il s'est arrêté devant une jeune femme et a caressé la tête de l'enfant qu'elle portait. *« Elle a froid*, a-t-il noté. – *Elle est morte*, a corrigé la mère. – *Je suis désolé, vraiment désolé »*, s'est excusé Richardson, avant de poursuivre sa visite, la mine assombrie.

La jeune mère a ensuite été emmenée dans un camion du HCR, serrant toujours contre elle le petit cadavre. Elle devait passer la nuit dans un camp de transit près de l'aéroport international de Kisangani, avant d'être rapatriée jeudi à bord d'un Iliouchine. M. Richardson avait prévu de visiter le camp de réfugiés de Biaro, à 41 kilomètres au sud de Kisangani, mais la remise inattendue de 450 réfugiés par les autorités rebelles zaïroises a mobilisé le seul ferry susceptible de transporter des véhicules sur l'autre rive du fleuve. – *(Reuter.)*

« Les Nord-Coréens en sont réduits à manger des écorces », affirme la Croix-Rouge

GENÈVE
de notre correspondante

Depuis les inondations meurtrières de 1994, une famine d'une gravité comparable à celle de l'Ethiopie, au début des années 80, frapperait la Corée du Nord, selon les organisations humanitaires.

Les premiers signes de la famine ont commencé à paraître, selon les informations de l'ONU, à l'été 1996. Puis le pays a souffert des effets désastreux de nouvelles inondations. Depuis, la situation n'a cessé de se dégrader. La Croix-Rouge internationale, l'ONU et ses institutions spécialisées viennent de lancer des cris d'alarme et des appels de fonds, en affirmant qu'on se trouvait là face à un désastre majeur. Si la situation est inquiétante à Pyongyang – on évalue à 1,3 million de tonnes de vivres le manque de nourriture –, elle est catastrophique dans le nord du pays, d'où parviennent les pires nouvelles. Mais les organisations humanitaires, non gouvernementales et ONU, n'ont pas l'autorisation de se rendre – pas plus d'ailleurs que d'autres étrangers, sauf les Chinois – à une distance d'une heure au nord de la capitale. Le déclin économique, l'isolement du pays, les conséquences du coût de l'énorme appareil militaire ont pour effet de ne plus permettre d'importer le riz dont a besoin la population pour survivre.

A Genève, on évoque parfois une vision cauchemardesque : cadavres d'enfants morts de faim gisant sur le bord des routes, villageois vendant leur femme pour manger, cannibalisme... M. Ole Gronning, représentant la fédération de sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge – institution qui fournit et distribue l'aide alimentaire aux quelque 139 000 personnes souffrant de la faim –, joint par téléphone à Pyongyang, a déclaré avoir entendu ces rumeurs. Mais, à sa connaissance, elles n'ont jamais pu être confirmées, puisque personne ne peut se rendre dans le nord du pays. Pourtant, le gouvernement de la Corée du Nord ne minimise plus l'ampleur catastrophique de la famine. *« La population est réduite à manger des écorces d'arbre trempées dans l'eau »*, a précisé M. Gronning. *« Il ne fait pas de doute que ces personnes commencent à mourir de faim. Naturellement, les enfants et les vieillards sont les principales victimes du désastre alimentaire... Les rations alimentaires ne sont plus que de 100 grammes par jour. Avant cette période, elles étaient de 450 grammes, et les villageois trouvaient quelques pommes de terre, quelques légumes, des lapins. Maintenant, ils n'ont plus rien. Les médicaments essentiels ainsi que les antibiotiques manquent dans les hôpitaux. Le seul espoir réside dans l'arrivée, à temps et en quantité suffisante, de l'aide internationale. »* Selon l'Unicef, on a constaté, au début du mois d'avril, qu'au moins 164 enfants sont morts de faim.

Christiane Berthiaume, porte-parole du Programme alimentaire mondial (PAM), nous a confirmé qu'il manquait plus de 1 million de tonnes de vivres pour assurer la survie de la population. *« Si rien n'est fait à temps, des milliers de personnes vont mourir avant l'été »*, a-t-elle déclaré. Avant d'ajouter : *« 50 % des enfants hospitalisés pèsent la moitié de leur poids normal. Les gens se battent pour un peu de nourriture. Les autorités donnent des nouvelles de plus en plus alarmantes au sujet des difficultés des populations des régions les plus touchées, au nord. Mais elles ne nous permettent pas de nous rendre sur place pour procéder à une évaluation des besoins les plus évidents. »*

SIGNE D'ESPOIR

Tout se passe comme si la communauté internationale répugnait à voler au secours d'un pays au régime toujours stalinien, sans prendre en compte le fait que des innocents meurent de faim. D'autres, comme le Japon, craignent que l'aide internationale ne soit détournée pour les besoins de l'armée. Le PAM espère pourtant pouvoir envoyer, au cours du mois de mai, plus de 60 000 tonnes de vivres, ce qui est loin de couvrir les besoins de base.

Un navire américain, le *Galveston Baye*, doit aborder, le 3 mai, avec 5 000 tonnes de mélange de maïs et de soja et 8 500 tonnes de maïs pur. Un autre navire américain de secours devrait arriver, aux alentours du 20 mai, avec 6 600 tonnes de riz et 1 500 tonnes de mélange de maïs et de soja ainsi que 6 900 tonnes de maïs. L'Union européenne, pour sa part, est en cours d'acquisition de 26 000 tonnes de riz et de 6 600 tonnes de semences. Le PAM a reçu la part de la Corée du Sud : 9 500 tonnes de vivres.

Un signe d'espoir, cependant : la société de la Croix-Rouge nord-coréenne et la société de la Croix-Rouge sud-coréenne viennent de décider de se réunir afin d'examiner les problèmes des aides alimentaires, ainsi que d'autres questions humanitaires. La réunion est prévue pour le 3 mai à Pékin.

Isabelle Vichniac

PREMIER MAI Dans le discours qu'il a prononcé devant ses militants, *jeudi 1er mai*, à Paris, Jean-Marie Le Pen s'en est pris très vivement au président de la République, l'accusant d'organiser *« un véritable coup d'Etat »*, et il a souhaité sa démission dans l'hypothèse où les candidats de la droite obtiendraient un nombre de voix inférieur à la majorité. La veille, M. Le Pen avait renoncé à se présenter aux législatives. ● DEUX MANIFESTATIONS ont été organisées à Paris. A la demande d'un *« grand changement »* clamée, le matin, par l'extrême droite, a répondu, l'après-midi, un cortège syndical *« pour l'emploi, l'égalité des droits, la solidarité contre le racisme »*. ● UNE DÉMARCHE SYNDICALE UNITAIRE a ainsi eu lieu pour la première fois depuis quatorze ans, attirant plus de 30 000 personnes à Paris et dans de nombreuses villes de province.

Non candidat, M. Le Pen prend M. Chirac comme cible principale

Le président du Front national a renoncé à se présenter aux élections législatives anticipées, qu'il a présentées, à l'occasion de son discours du 1er mai, comme un « plébiscite » suscité par le chef de l'Etat

PAS UN MOT, pas un seul mot sur sa non-candidature. Les sympathisants et militants du Front national venus défiler et écouter le traditionnel discours de 1er mai de leur président, Jean-Marie Le Pen, ont attendu en vain. Tout avait été dit, ou presque, la veille sur France-Info. Le reste, les explications, il les a réservées aux candidats de son parti, rassemblés à Paris, dans l'après midi de ce 1er mai.

« Certains ont peut-être pu s'étonner que je ne sois pas, comme je l'ai toujours été, dans la bataille de terrain, à vos côtés », a commencé le chef de l'extrême droite avant d'évoquer, sans avoir l'air d'y croire vraiment, un problème de cumul de mandats. *« Je détiens déjà deux mandats qui seront essentiels dans l'avenir : le mandat de conseiller régional PACA* [Provence-Alpes-Côte d'Azur], *parce que nous avons bien l'intention d'enlever cette région, et le mandat européen, où il se passera des choses probablement déterminantes dans les années qui viennent »*, a-t-il ajouté, en précisant que le *« Front national a pris l'initiative de regrouper dans l'Euronat tous les partis nationaux et nationalistes des pays européens, de façon à créer une force qui puisse contrebalancer celle des internationalistes »* (*Le Monde* du 1er avril). Un travail qui *« demande beaucoup d'implication personnelle »*.

Il y a aussi cette campagne législative *« à forme présidentielle »*, ce *« plébiscite »* suscité par Jacques Chirac qui provoquera, souhaite ardemment M. Le Pen, sa démission et une nouvelle élection présidentielle. *« J'ai préféré monter sur ce pont-là plutôt que sur celui de l'équipage. Je suis sur la passerelle »*, nous a-t-il expliqué. Du haut de cette passerelle, qui en l'occurrence était, jeudi, une vaste estrade dressée place de l'Opéra, il a interpellé et invectivé le chef de l'Etat.

« C'est un véritable coup d'Etat, un plébiscite, alors chiche ! », lance-t-il à une foule électrisée. Il prévient que *« ce n'est pas sur la majorité parlementaire issue d'un scrutin truqué qu'il faudra juger la réponse populaire. C'est sur le nombre des suffrages obtenus »*. Et *« si les candidats de Chirac ont moins de la majorité, il devra partir comme le fit le général de Gaulle en 1969 »*.

Se posant comme *« challenger privilégié de Jacques Chirac »*, le président du Front national tire à boulets rouges : *« Vous avez toujours trahi*, vocifère-t-il, *vos amis, vos idées, vos engagements électoraux, et aujourd'hui vous demandez un blanc-seing pour trahir la France en la dissolvant dans l'Europe de Maastricht. » « Dissolution = magouille »*, proclament des affiches brandies par des militants.

« Le pouvoir se savait à la merci d'un événement politique ou économique intérieur ou étranger qui aurait provoqué une déstabilisation », accuse M. Le Pen, en citant *« les affaires de corruption qui se multipliaient, s'approchaient dangereusement de Matignon et même de l'Elysée »*, la crainte de la montée du Front national et l'adoption de la monnaie unique. Il affirme, enfin, que cette dissolution permet à M. Chirac d'éviter le débat sur *« le bilan des gouvernements Juppé-Balladur »*. Là encore, le chef de l'extrême droite n'a pas de mots assez durs : *« L'étalon-or de la nullité, c'était Cresson* [premier ministre de François Mitterrand] ; *aujourd'hui, c'est Juppé. »*

« Ils se prétendent bons gestionnaires mais ont endetté la France plus rapidement que la gauche... Pour les impôts, c'est la mitraillette fiscale... Pour le chômage, le gouvernement joue au ping-pong avec les chômeurs », rien n'échappe à la critique. La gauche est associée au désastre. *« La gauche et la droite ont fait la même politique alternativement depuis vingt ans (...). Elles nous proposent la même marchandise avariée »*, insiste M. Le Pen. Il lui faut amalgamer les deux ailes politiques pour mieux poser le FN en force alternative, comme porteur du *« grand changement »*.

> « Vous avez toujours trahi, et aujourd'hui vous demandez un blanc-seing pour trahir la France en la dissolvant dans l'Europe de Maastricht »

« Vous avez été l'artisan d'une politique antinationale, antisociale et antifamiliale », lance encore, à l'adresse du président de la République, M. Le Pen, qui se fait l'avocat des *« travailleurs français »*. Reprenant tous les phantasmes de l'extrême droite, il dénonce pêle-mêle le *« capital anonyme et vagabond »*, *« Big brother »*, *« une minorité anonyme et conquérante »*, *« les lobbies »*, *« les sectes maçonniques »* et *« le Bnai Brith* [franc-maçonnerie juive] *»* auxquels, prétend-il, M. Chirac prêterait une oreille favorable.

Il dénonce un *« complot »* visant à *« détruire les nations (...) par la promotion de structures supranationales, la suppression des frontières, des politiques antinatalistes, d'immigration et de naturalisation massive ». « Ce que l'on vous cache, c'est que la France est menacée de disparaître (...). Avant la fin du siècle, avant quatre ans. » « Ce que Chirac nous demande aujourd'hui, c'est d'être complice de ce suicide national »*, ajoute-t-il avant de crier : *« Ça, monsieur, jamais ! »*

« Ne vous dites pas "mon député n'est pas un mauvais bougre, il me dit qu'il fait ce qu'il peut". C'est faux, il aurait pu voter contre cette politique de mort ou démissionner ; il n'en a rien fait. Alors, sortez-le », recommande le chef à ses troupes. C'est une campagne sans merci et M. Le Pen rêve aux circonscriptions, nombreuses bien sûr, où son parti pourrait se maintenir au second tour pour imposer son jeu. Lui-même commencera le 7 mai sa série de réunions publiques, dégagé des contraintes électorales personnelles : une décision qu'il semble cependant encore mal accepter.

Janie Le Pen l'affirme : *« Jean-Marie »*, son époux, *« hésitait mardi encore »* sur sa candidature. Il pesait le pour et le contre. Côté jardin, la volonté d'en découdre, même s'il n'aime pas les campagnes de terrain, et, la poursuite d'une tradition – il n'a jamais failli aux élections législatives, sauf en 1967. Côté cour, la comparaison qui ne manquera pas d'être faite avec celui qui, depuis son succès à l'élection du comité central du parti, en mars, au congrès de Strasbourg, est présenté comme le seul numéro deux du parti. Le délégué général, Bruno Mégret, est en effet en position favorable dans la circonscription de Vitrolles-Marignane. Mais, parmi les raisons qui ont pesé en faveur de sa décision finale, il y a aussi la brièveté de la campagne électorale, rendant difficile, surtout pour un homme de soixante-neuf ans, deux campagnes à la fois.

Les réflexions de ses proches sur l'interprétation défavorable qui serait faite de sa non-candidature ou sur le chef qui se devait d'être au-dessus de la mêlée lui revenaient certainement à l'esprit. Un sondage – défavorable – commandé pour évaluer les chances du Front national dans les deuxième et troisième circonscriptions des Alpes-Maritimes (Nice), où il envisageait de se présenter, aurait finalement emporté la décision. Aveu de faiblesse, M. Le Pen a refusé l'obstacle.

Une page est tournée, il sait que le livre se refermera lors de la prochaine élection présidentielle. Jusque-là, toutefois, il montrera qu'il est toujours le chef. Si beaucoup ont été consultés, peu ont été mis au courant de la décision. Et c'est seul qu'il a décidé du jour et du lieu de l'annonce.

Christiane Chombeau

Le durcissement de l'électorat lepéniste

L'attitude des électeurs du Front national constitue l'une des inconnues du scrutin législatif (*Le Monde* du 2 mai). A l'incertitude sur le nombre de circonscriptions où le FN pourra se maintenir au second tour s'ajoute celle sur le comportement de l'électorat frontiste en cas de duel droite-gauche le 1er juin.

Selon le dernier sondage d'Ipsos (*lire page 7*), on assiste à un durcissement accru des intentions de vote des électeurs lepénistes. De plus en plus sensibles à la stratégie de rejet de la droite comme de la gauche, la moitié d'entre eux (49 %) se réfugieraient dans l'abstention, soit une hausse de 11 points en une semaine et de 21 points depuis le mois de mars. Un tiers (32 %, en baisse de 7 points en une semaine et de 20 points en un an) se reporteraient sur le candidat RPR ou UDF et 19 % sur celui de gauche.

Le retour de Jean-Jacques Susini, héraut de l'OAS

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

« Jean-Marie » lui avait d'abord demandé de se présenter en Corse. Finalement, ce fut Marseille, dans une circonscription où le Front national bat des records d'audience. Après un quart de siècle de retraite politique, Jean-Jacques Susini, figure emblématique de l'Organisation armée secrète (OAS), renoue avec ses vieux démons : un nationalisme radical, au service d'une cause, la France éternelle, menacée hier par la décolonisation, aujourd'hui par la mondialisation.

PORTRAIT

Trois fois amnistié, il doit son adoubement à Marseille au seul Jean-Marie Le Pen

Le héraut de l'Algérie française n'a pas la carte du Front national. Il doit son adoubement provençal au seul M. Le Pen, dont il est l'ami, même si ce lien n'avait pas suffi, jusqu'à présent, à le détourner de ses occupations : des études de médecine et d'économie, la direction d'une société de sécurité. La passion politique, à soixante-trois ans, l'habitait toujours.

Débarqué à Marseille le 28 avril, M. Susini y suscite pour l'instant plus d'interrogations que d'émotion. Il a assuré, lors de sa première conférence de presse, que son passé est son *« honneur »*. Et quel passé ! Agé à l'époque de vingt-sept ans, Jean-Jacques Susini fut non seulement un dirigeant influent de l'OAS, mais l'une de ses rares têtes politiques. Orateur intarissable, organisateur méticuleux, il avait barre sur le général Raoul Salan, le chef suprême de l'organisation. Responsable de l'agitation-propagande, il n'en fut pas moins mêlé aux opérations de la branche militaire, qui firent deux mille morts dont 85 % de musulmans.

RICHES ÉTATS DE SERVICE

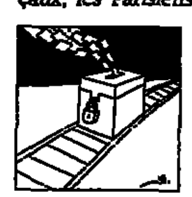
L'Algérie devenue indépendante, M. Susini se réfugie en Italie, où le frappe une première condamnation à mort par contumace. Il y prépare l'attentat qui faillit coûter la vie au général de Gaulle, au Mémorial du mont Faron, à Toulon, en 1964. Seconde condamnation à mort, toujours par contumace. Retour en France en 1968, après l'amnistie, suivi d'une tentative de créer un *« PSU de droite »* parmi les rapatriés et d'un séjour derrière les barreaux pour avoir commandité au nom de l'OAS des hold-up dans le Midi. Acquitté, il est de nouveau incarcéré. On l'accuse d'avoir organisé l'enlèvement et l'assassinat d'un ancien trésorier de l'OAS, le colonel Raymond Gorel. M. Susini devra attendre une ultime amnistie, en 1987, sous le gouvernement de Jacques Chirac, pour échapper aux assises, où il devait répondre de cette disparition à laquelle il nie avoir été mêlé.

Riches états de service, qui lui vaudraient l'estime de tous à l'extrême droite s'il n'y passait parfois pour un traître pour avoir été l'instigateur des accords mort-nés FLN-OAS, qui visaient à arracher aux vainqueurs un minimum de garanties en faveur des Français demeurés en Algérie. *« Tout cela est du passé »*, assure-t-il aujourd'hui. Pour les électeurs de la quatrième circonscription des Bouches-du-Rhône (15e et 16e arrondissement de Marseille), où il se présente, certainement.

Dans ce quartier, dont le taux de chômage oscille aujourd'hui autour de 30 %, Guy Hermier, communiste refondateur, est le député sortant. Dans cette circonscription acquise au PCF depuis les années 30, le Front national a recueilli 45,28 % des suffrages exprimés au second tour des législatives de 1993. M. Susini le revenant *atteindra-t-il ce score ?* Cela augurerait bien de son avenir à Marseille, où on prête à l'ancien clandestin l'intention de se lancer dans une nouvelle carrière politique, au grand jour cette fois.

Bertrand Le Gendre

Du « sortons-les ! » de l'Opéra à « l'angoisse du vide » de la République



RÉCIT

EN CE MATIN du 1er mai, le ton est donné. Les anciens combattants sont en rang, les étudiants aussi, puis les Bretons, les Provençaux, les *Parisiens*, *etc.* Pas question de se mélanger, chacun respecte son carré, son ordre de passage. Ils attendent. Beaucoup ont emmené avec eux leur chien, et les bêtes portent *des cocardes tricolores* à l'oreille, se regardent, ne résistent pas à l'envie de s'affronter. Un ancien SDF brandit une pancarte *« Pour le grand changement »*. Il est seul. Des affiches présentent une photo-montage, le *« visage de la pensée unique »* : des flèches indiquent *« la bouche de Léotard, la barbe de Hue, le front de Juppé, les yeux de Jospin »*. D'autres pancartes lancent un seul cri, imprécis : *« Sortons-les ! »* Les slogans sont rares. Tout juste essaie-t-on le nouveau *« Le Pen, liberté »*. La foule n'est pas nombreuse – quelques milliers de personnes – et une voix, omniprésente, celle du speaker, plane au dessus des têtes, prend des accents lyriques, joue avec les rythmes. Elle dit : *« Qu'il zappent le RPR, le PS, zappons-les. Sans hésitation je vote Le Pen. »*

Au début, ça a été la panique, expliquent les militants, le sentiment d'une injustice, d'une élection et d'une expression volées. La dissolution, *« ça nous a coupé l'herbe sous le pied*, dit un avocat. *On prendra la parole ailleurs. Le Français, de droite, de gauche, il se révoltera forcément, ça viendra tout seul »*. Un distributeur de vins veut délocaliser son entreprise en Angleterre, *« à cause des taxes et des charges sociales »*. Certains ne sont pas si virulents contre le président de la République : *« Dans sa logique, il a eu raison de dissoudre. »* Attendons, *« et quand les Français verront qu'avec 16 % des voix, le FN ne comptera que deux ou trois députés, tout ça en ayant eu droit à sept minutes d'antenne, on verra le malaise »*, assure un ingénieur informatique.

Le cortège emprunte l'avenue de l'Opéra, non sans avoir auparavant salué le chef, qui se tient debout sur une estrade. Deux jeunes « mégretistes », avocat et administrateur de biens, font de la stratégie : *« Le jeu est dangereux pour Chirac. A 15 % ou 16 %, nous sommes en mesure de maintenir des "triangulaires" pour planter la droite. S'il y a cohabitation, Chirac n'a pas le tempérament assez florentin pour que celle-ci lui profite »*, expliquent ces anciens du GUD. *« Faudrait sortir de la nostalgie et de la brocante, les vieux du FN ont des revanches à prendre sur la vie*, disent-ils. *Le Pen et les vieux sont une vraie contradiction quand il s'agit de coller au terrain. On pourrait imaginer une évolution à l'italienne, en quittant le folklore traditionnel, en changeant le nom du parti, en infiltrant un peu partout. Ce ne serait pas délirant d'arriver à 25 %. »*

« RATTRAPEZ-LE ! »

Daniel, un ouvrier carriste de trente-sept ans, ancien électeur communiste au Havre, écoute Le Pen et dit : *« Si lui, il ne fait pas mieux que les autres, alors, un mec comme Johnny, il pourra se présenter, il aura plus de voix que les autres. »* Une vieille dame donne l'impression de s'être fait voler son sac à main. Elle crie aux hommes du service d'ordre : *« Rattrapez-le ! Rattrapez-le ! »* Elle a simplement vu un homme crier *« "Le Pen" en faisant un bras d'honneur »*. La manifestation se disloque à l'Opéra. Il est 13 h 30.

Cinq stations de métro plus loin, place de la République, c'est déjà le mélange de salsa, de chants espagnols, de free-jazz et de ballades de Charles Trenet : *« Mon Dieu, quel sourire à la vie »*, dit le refrain. Les slogans de Strasbourg refleurissent : *« Il n'y a qu'une race humaine divisée en classes sociales. » « En novembre, décembre 95, Le Pen était hors course », « C'est le profit et le capitalisme qui créent le chômage et la misère, pas les immigrés »*, clament des pancartes. Ce ne sont pas les élections qui ont attiré plus de 30 000 personnes en cet après-midi. Quoiqu'il arrive, il s'agit plutôt de montrer qu'on est là et de compter sur sa propre force, répètent les manifestants. L'un d'eux s'est déguisé en robot et le robot affiche sur son écran d'ordinateur : *« L'homme m'a inventé pour travailler à sa place, il cotise. Pourquoi pas moi ? »*

De vieux métallos de la CFDT pestent contre le PS. *« Avec ma femme, on a éteint la télé en entendant Aubry. Quand je pense qu'elle était contre les 35 heures alors qu'elles était ministre*, dit Jean. *On n'a pas envie de rattacher cette manif au contexte politique. On a presque oublié que ce 1er mai était aussi lié à un réflexe anti-Le Pen. Non, on est là parce qu'aucun des grands problèmes ne sera réglé. Que ce soit la gauche, la droite, on aura bien besoin d'un grand mouvement social. »* Raymond, le militant CGT de Stains, a simplement peint une banderole qui dit : *« Et le social, bordel ! » « Dans six mois, les gens vont recevoir des coups comme ils n'en auront jamais reçu dans leur vie. On ne peut plus mégoter. C'est l'urgence. Faut se rassembler. »*

On parle de Vilvorde, des marches européennes de chômeurs qui vont converger à Amsterdam, le 14 juin, à l'occasion de la conférence intergouvernementale. Les pétitions de *« L'Ethique sur l'étiquette »* circulent pour exiger une information sur les conditions de production des vêtements vendus en France – et fabriqués par *« des enfants, des esclaves ou des travailleurs privés de toute liberté syndicale »*. Les Guyanais sont nombreux. Ils chantent et dansent en répétant : *« Mais oui, la France bafoue les droits de l'homme dans ses départements. »*

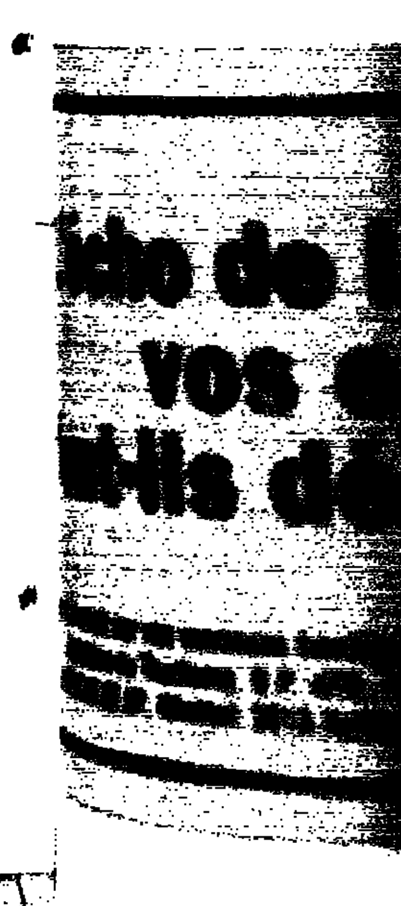
« NOUS SOMMES LA GAUCHE »

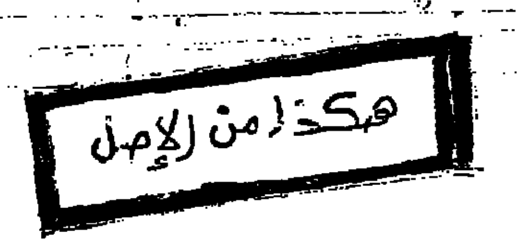
Une infirmière de maternité de Seine-Saint-Denis raconte qu'on parle d'un bébé aujourd'hui en terme de coût. *« Les partis politiques ? Ils n'ont que des projets qui font des chômeurs*, dit-elle. *On nous humilie pendant cette campagne. » Une enseignante de la CFDT se demande « si, avec la dérégulation commencée sous Mitterrand, ce n'est déjà pas trop tard. Le mouvement social se recrée mais est-on sûr que les gouvernements aient prise sur le pouvoir de l'argent ? »*

Les gens se parlent, cherchent, sont tranquillement heureux de l'*« unité retrouvée »*, déterminés à être indifférents à la campagne électorale. *« On votera peut-être du bout des doigts mais Jospin, ça nous a déjà coûté cher en espoir. C'est comme si on voulait y croire alors qu'on s'est déjà fait avoir*, explique un cheminot, gréviste de la gare du Nord en décembre 1995. *Dans mon immeuble, mes voisins sont des anciens SDF, je discute avec eux. C'est effrayant. Je sens que si, par malheur, ils revivent ce qu'ils ont vécu, c'est la mort, ils n'ont plus rien à perdre. Déjà, ils sont au bord de la violence. »*

La situation est incertaine, très mouvante, *« les gens ne sont pas dans les startings-blocks mais ils peuvent l'être très vite, on ne peut rien deviner »*, raconte un postier de FO. *« On sent une très forte envie de bouger et une très forte angoisse, un niveau de colère et de méfiance incroyable*, ajoute un ancien gréviste de décembre 1995. *On est dans le doute, la complexité, on sent qu'on peut faire plein de choses pour faire admettre que la société tue, que la première urgence, c'est l'homme. C'est peut-être l'angoisse du vide ou l'angoisse de se dire que cette fois, un mouvement social pourrait vraiment changer les choses et réussir. »* Place de la Nation, les derniers tracts lancent une mise en garde aux partis : *« Nous sommes la gauche, parce que nous la faisons. »*

Dominique Le Guilledoux







LE SONDAGE DU JOUR

La majorité consolide sa position dans les intentions de vote

en %	TENDANCE ACTUELLE	INTENTION DE VOTE MOY.	rappel 22-23 avril	TAUX DE FERMETÉ DU CHOIX
EXTRÊME GAUCHE	entre 0,5 et 1,5	1	1,5	
PCF	entre 9 et 11	10	10	
PS-DIVERS GAUCHE	entre 26 et 31	28	29	
ÉCOLOGISTES	entre 4 et 8	5	5	
UDF-RPR-DIVERS DROITE	entre 36 et 41,5	40,5	39,5	
FN	entre 13,5 et 16	15,5	15	

Selon cette enquête réalisée par Ipsos, les 29 et 30 avril, auprès d'un échantillon représentatif de 1 620 personnes âgées de 18 ans et plus inscrites sur les listes électorales, et publiée par Le Point *(daté 3 mai), la majorité consolide ses positions. Cette tendance renforce, à son profit, les projections en sièges. RPR-UDF-divers droite obtiendraient 331 sièges dans la future Assemblée, contre 245 à la gauche (dont 219 pour le PS et 26 pour le PC). Le FN n'obtiendrait qu'un seul siège.*

Le pourcentage élevé d'électeurs indécis accroît l'incertitude quant aux résultats

DANS UN CONTEXTE électoral normal, on estime que les grandes lignes d'un scrutin national se dessinent nettement un mois avant le premier tour. Compte tenu de la dissolution impromptue décidée par Jacques Chirac, faudra-t-il attendre la dernière semaine pour voir se cristalliser le choix des Français ? Ce n'est pas exclu, tant l'attitude des personnes interrogées par sondages paraît encore incertaine et flottante.

Certes, la dernière enquête en date, réalisée par Ipsos pour *Le Point*, marque une consolidation des intentions de vote en faveur de la majorité sortante, qui gagne 1 point, tandis que le Parti socialiste en perd 1 et l'ensemble de la gauche 1,5. Mais les deux sondages précédents, de CSA et Louis-Harris (*Le Monde* du 2 mai), indiquaient un mouvement inverse, et les deux grandes coalitions électorales restent au coude à coude, autour de 40 % d'intentions de vote au premier tour de scrutin.

Tout indique que les dix premiers jours de campagne électorale n'ont provoqué de déclic ou d'élan ni dans l'électorat de la majorité ni dans celui de la gauche. Au contraire, l'indécision semble s'accentuer. Selon Ipsos, la tendance actuelle des intentions de vote en faveur du PS ou de la majorité sortante s'inscrit dans des fourchettes plus larges qu'il y a une semaine. En effet, le taux de fermeté du choix affiché par les personnes interrogées s'est affaissé, quel que soit le parti concerné : il s'est effrité de 6 points pour les candidats de gauche, de 4 points pour ceux de droite et d'extrême droite et de 10 points pour les écologistes.

Au total, deux électeurs sur cinq (en baisse de 3 points en une semaine) restent hésitants et déclarent qu'ils pourraient encore changer d'attitude d'ici au 25 mai. De façon également symptomatique, les souhaits des Français restent très partagés : 42 % d'entre eux souhaitent une victoire de l'actuelle majorité, 38 % un succès de la gauche. Jamais, depuis vingt ans, l'écart n'avait été aussi étroit à trois semaines du premier tour. Enfin, si les sondeurs ont pour l'instant conservé l'hypothèse d'un taux de participation semblable à celui de 1993, ils commencent à envisager un niveau d'abstention plus élevé, ce qui ajoute davantage encore à l'incertitude.

Tout incite donc à présenter avec la plus grande prudence les projections en sièges réalisées par les instituts à partir des intentions de vote de premier tour. Exercice déjà aléatoire en temps normal (*Le Monde* du 29 avril), ce calcul de probabilité se révèle, aujourd'hui, encore plus incertain. Ainsi, l'IFOP a décidé de ne présenter, durant la campagne électorale, que des fourchettes de sièges. De la même manière, si Ipsos affiche une *« moyenne »* des sièges que les partis pourraient remporter le 1er juin, Pierre Giacometti, directeur des études politiques de cet institut, insiste fortement sur la *« valeur relative »* de l'écart d'une centaine de sièges actuellement en faveur de la majorité RPR-UDF.

En effet, dans cent cinquante circonscriptions, l'écart des intentions de vote entre les deux candidats qui arriveraient en tête au premier tour est inférieur à 5 points. Et, parmi ces cent cinquante circonscriptions, trente-cinq *« présentent un profil d'égalité quasi parfaite »*. Or, c'est dans ce gros quart de circonscriptions sensibles que va se jouer le sort des élections législatives. *« On ne mesure aujourd'hui que très imparfaitement l'impact que pourraient avoir les résultats du premier tour auprès des Français, qu'ils aient ou non voté le 25 mai »*, ajoute M. Giacometti en guise d'avertissement. Des surprises restent donc possibles.

Gérard Courtois

Défilés syndicaux unitaires « pour l'emploi et la fraternité »

L'ESSAI est largement transformé pour les syndicats. Plus de trente mille personnes (soixante mille selon les organisateurs, vingt-trois mille selon la police) ont défilé, jeudi 1er mai à Paris, pour la première manifestation intersyndicale depuis quatorze ans, lancée sur un double mot d'ordre, le premier de facture classique – *« pour l'emploi, contre le chômage et l'exclusion »* –, le second, plus dans l'air du temps – *« pour l'égalité des droits, la solidarité contre le racisme et la xénophobie »*. Parti de la place de la République vers 14 h 45, le cortège s'est dirigé vers la place de la Nation, sous le soleil, avec les ballons aux couleurs des organisations syndicales présentes (CGT, CFDT, FO, UNSA, FSU). Il était précédé d'une banderole *« 1er mai unitaire pour l'emploi et la fraternité »*.

Dans le carré de tête, Louis Viannet, accompagné de la quasi-totalité du bureau de la CGT, était le seul grand dirigeant confédéral présent. Il était cependant entouré par Alain Olive et Jean-Paul Roux, secrétaires généraux de l'UNSA et de la FEN, par Michel Deschamps et Monique Vuaillat, secrétaire généraux de la FSU et du SNES. Jean-René Masson, numéro deux de CFDT était présent, tandis que Force ouvrière était représentée par Jacques Mairé (FO-Paris) et Jacques Lemercier (FO-PTT), tous deux opposants à Marc Blondel. Gilbert Zakine, président de l'intersyndicat des internes, était une des rares personnalités non syndicales présentes dans le carré de tête, la CFDT ayant demandé que les responsables des syndicats non confédérés (Groupe des dix, dont les syndicats SUD) et des diverses associations de lutte contre l'exclusion n'y soient pas admis.

Le secrétaire général de la CGT a salué *« un rassemblement fort et significatif »* et l'*« unité d'action »* des syndicats. Si les *« revendications sur l'emploi, les salaires, la réduction du temps travail, sont toujours présentes »*, il y a *« en plus l'objectif de lutter contre la xénophobie, à un moment où le FN essaie d'investir le terrain syndical »*, a-t-il souligné.

Les dirigeants syndicaux ont insisté sur le caractère *« strictement syndical »* de ce 1er mai. Alors que le PS avait tenu à *« saluer »* les manifestants, par la présence de trois parlementaires au départ du cortège, cette initiative a été jugée *« déplacée »* par un responsable CFDT. Pour le PCF, Robert Hue s'est glissé parmi les militants CGT du Val-d'Oise. Dans la foulée de la manifestation de Strasbourg du 22 février, la dimension antiraciste était très présente. Des mains jaunes *« Le Pen, touche pas à mon Premier Mai »* et de nombreuses affichettes *« Marianne, la France que j'aime est sans le Pen »* parsemaient le cortège. Scandé notamment par les opposants à Nicole Notat, qui arboraient le badge « CFDT en lutte », le slogan *« c'est pas les sans-papiers, c'est pas les immigrés, c'est Juppé qu'il faut virer »* alternait avec *« F comme fasciste, N comme nazi, à bas le Front national »*.

EN PROVINCE ÉGALEMENT

Au milieu du cortège CGT étaient regroupés les collectifs des sans-papiers. Les étudiants de l'UNEF et UNEF-ID et les lycéens du « Manifeste » revendiquaient être *« tous des enfants d'immigrés »*, suivis des associations de lutte contre le racisme (Ras l'front), la Ligue des droits de l'homme, des représentants des marches européennes contre le chômage. Etaient aussi présents les anarchistes de la Confédération nationale du travail, les trotskistes de Lutte ouvrière et de la Ligue communiste révolutionnaire. Comme à Paris, des défilés unitaires syndicaux se sont tenus dans près d'un tiers des grandes villes de province. A Bordeaux, à l'appel des principaux syndicats, trois mille manifestants ont défilé, tandis que Marc Blondel marquait sa différence en participant à un meeting à quelques mètres du cortège. Le secrétaire général de FO a rappelé que *« la fracture sociale est* [un sujet] *prioritaire »*.

A Nantes, Nicole Notat a été la vedette des « Trente-deux heures pour les trente-deux heures » organisées par l'union régionale CFDT des Pays de la Loire, les 30 avril et 1er mai. Dans son intervention, elle a enfoncé le clou de la réduction du temps de travail en prenant fait et cause pour la loi de Robien : *« Nous disons aux hommes politiques de gauche et de droite tentés de casser cette loi qu'elle a ouvert un espace de négociation collective. Nous leur demandons de porter leurs débats sur l'extension de la réduction du temps de travail et de cesser d'en discuter le principe. »*

Alain Beuve-Méry (avec nos correspondants)

Une opération du DAL stoppée par la police

Droit au logement (DAL) a tenté, jeudi 1er mai, d'installer une vingtaine de familles sans logis ou mal logées dans un immeuble vide de la rue du Bac, à Paris, à proximité de l'hôtel Matignon. Le président du DAL, Jean-Baptiste Eyraud, a expliqué qu'il souhaitait demander aux candidats aux élections législatives *« comment ils comptaient financer le logement social et donner à tous un logement décent »*. Un imposant dispositif policier a immédiatement été déployé. Vers 18 h 30, au moment où l'association Emmaüs déchargeait des matelas, les forces de l'ordre ont chargé violemment, blessant légèrement trois personnes et bousculant la cinquantaine d'enfants présents. L'immeuble a été évacué sans nouveaux heurts, vers 20 h 30.

L'opération a été menée en collaboration avec des militants **de la fédération des finances de la CGT. L'immeuble de quatre étages visé par le DAL est vide depuis deux ans ; il appartient à la Caisse nationale de prévoyance (CNP), filiale de la Caisse des dépôts.**

Les associations de Vitrolles-Marignane prises de court par la dissolution

VITROLLES
de notre correspondant régional

Les associations vitrollaises ont saisi l'occasion du 1er mai pour manifester dans la rue, pour la première fois depuis l'élection de Catherine Mégret (FN) à la mairie de la ville. A l'appel de la Coordination des associations Vitrolles-Marignane, trente d'entre elles appelaient à un défilé à 9 h 30. En tête des 400 manifestants marchait une délégation d'une quinzaine de *« licenciés de la mairie »* suivie d'une banderole unitaire ; puis venaient la CFDT et, notamment, le MRAP, Ras l'Front ou le Mouvement démocratique vitrollais (MDV), dont c'était la première apparition. La manifestation avait été appelée au nom de *« défense de l'emploi »* à la mairie de Vitrolles et de Marignane, *« pour le combat contre la précarité et le chômage »*, *« pour l'égalité des droits et contre l'exclusion »*, *« pour la défense de la démocratie et des valeurs républicaines »*. L'union locale CGT, pourtant partie prenante du collectif, avait affrété trois cars pour le défilé de Marseille organisé par l'ensemble des organisations syndicales à l'exception de FO, qui a regroupé environ 15 000 personnes.

A 12 h 30, un *« pique-nique géant »* était convoqué dans le parc du Griffon. Un gros millier de pique-niqueurs ont investi l'ombrage des pins et des jeunes platanes : les marcheurs vitrollais, auxquels s'étaient jointes des délégations venues de Marseille et des alentours, parmi lesquelles celle de Martigues, ville communiste de l'étang de Berre, où vient de naître un collectif contre le FN et les idées d'extrême droite, Ensemble citoyens, qui avait mobilisé plusieurs centaines de personnes le matin même. Le candidat communiste de la 12e circonscription, Alain Hayot, était présent, tandis que le candidat socialiste, Henri d'Attilio, maire de Châteauneuf-lès-Martigues, est passé y expliquer comment il poursuivrait son travail de terrain *« pour battre encore une fois Mégret, après avoir battu Stirbois »*.

Regroupés sur la base d'activités spécifiques ou de quartiers, ces associations anti-Front national qui fleurissent se réjouissaient du succès de leur première apparition publique. Mais les discussions, autour des repas froids, allaient bon train sur les suites à donner à cette initiative, dont la tenue avait été prévue avant la dissolution surprise de l'Assemblée nationale. Celle-ci force à des choix politiques immédiats qu'elles sont d'autant moins prêtes à assumer qu'elles sont toutes très remontées contre les responsables de la gauche locale. Le tout nouveau MDV, par exemple, qui diffusait son premier journal jeudi, regroupe des militants qui veulent *« contruire une alternative politique de gauche fondée sur la participation des citoyens »*. Mais il a décidé, à l'instar des autres groupes, de ne pas se lancer dans ces législatives anticipées. Cela inquiétait les candidats, et singulièrement ceux du PS.

Michel Samson

Le Parti socialiste propose « un nouveau pacte démocratique »

Le premier secrétaire du PS, Lionel Jospin, a présenté, vendredi 2 mai, le programme de son parti pour les élections législatives, trois jours après l'adoption par le RPR et l'UDF de leur plate-forme électorale intitulée « Un nouvel élan pour la France »

Le Parti socialiste a présenté, vendredi 2 mai, lors d'une réunion de son conseil national élargi à ses candidats, son programme électoral intitulé *« Changeons d'avenir, nos engagements pour la France »*. Tiré à six millions d'exemplaires, ce document est introduit par un texte rédigé par Lionel Jospin sur *« un choix de civilisation »*. *« Revenir au capitalisme du XIX[e] siècle ou construire une société de progrès et de solidarité pour le XXI[e] siècle : tel est l'enjeu de l'élection qui vient. »* Le programme du PS s'articule autour de vingt-deux engagements, comme la création de 700 000 emplois pour les jeunes, la semaine de 35 heures, la baisse de la TVA et le relèvement du barème de l'ISF. Nous publions ci-dessous, en exclusivité, de très larges extraits du programme socialiste. Nous publions également le programme RPR-UDF, intitulé *« Un nouvel élan pour la France »* (lire page 9), qui a été adopté par le comité politique réunissant les principaux dirigeants des deux formations de la majorité.

DOUZE MOIS de réflexion, dix jours de travail d'écriture et de mise en forme : le programme électoral du Parti socialiste, présenté vendredi 2 mai lors d'un conseil national élargi aux candidats sous le titre « Changeons d'avenir, nos engagements pour la France », a été achevé lors d'une ultime réunion, au domicile de Lionel Jospin, dans la nuit du 30 avril au 1er mai. C'est une petite cellule qui s'est activée sur ce document, comprenant autour de M. Jospin, qui a rédigé personnellement l'introduction sur *« un choix de civilisation »*, deux secrétaires nationaux – Pierre Moscovici et Manuel Valls – et plusieurs collaborateurs du premier secrétaire, au premier rang desquels Claude Allègre et Aquilino Morelle, un jeune énarque docteur en médecine.

L'équipe chargée de la plate-forme programmatique a apporté son concours, notamment Jean Glavany pour tout ce qui concerne la jeunesse. Le PS a également pris les conseils de publicitaires, et en particulier de Jacques Séguéla et d'un de ses collaborateurs, Stéphane Fouks. Ce texte de seize pages, qui joue sur les couleurs verte et orange, tiré à six millions d'exemplaires, sera dès le 2 mai disponible sur Internet.

Sur le fond, le programme ne comporte pas d'innovation majeure. Il est la synthèse des trois conventions thématiques de 1996 – sur l'Europe, la démocratie et la politique économique et sociale – et des rapports sur la sécurité et l'immigration. Il comprend quatre parties : « Changeons la politique économique et sociale » ; « Changeons la vie quotidienne des Français » ; « Changeons l'Europe » ; « Changeons notre démocratie ». Plus précisément, les engagements sont au nombre de vingt-deux, l'objectif étant, selon la courte conclusion rédigée par M. Jospin, de proposer *« un nouveau pacte démocratique aux Français »*. *« Pour réussir, un préalable s'impose : faire reculer le chômage. Voilà pourquoi nous voulons changer de modèle de développement et faire naître un nouvel humanisme économique pour la France »*.

Au chapitre économique, le PS reprend ses objectifs de création de sept cent mille *« vrais emplois »* – sans indication de durée – et de réduction de la semaine de travail à trente-cinq heures, en précisant que cela sera fait par la négociation et *« progressivement »*, l'impulsion étant donnée par une loi-cadre. Sur la fiscalité, le PS se prononce pour un relèvement du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune. Le but est de stabiliser les prélèvements obligatoires puis de *« les diminuer »* et de réduire les prélèvements sociaux *« pesant sur le travail »*. Des états généraux de la santé sont annoncés, ainsi qu'un programme de relance du logement social, tandis que l'accent est mis fortement sur la sécurité. Plus franchement que cela avait été dit jusqu'à présent, le texte indique : *« Nous supprimerons les lois Pasqua-Debré. »* L'objectif est de réguler et de contrôler les flux d'immigration. La question du droit de vote des étrangers aux élections locales n'est pas évoquée. Sur l'Europe, le PS se présente comme *« le parti de François Mitterrand et Jacques Delors »*. Prudemment, il parle aussi, sans s'avancer davantage, du rétablissement d'un *« contrôle administratif »* des licenciements.

Michel Noblecourt

« Changeons d'avenir, changeons de majorité : nos engagements »

À MOINS de mille jours de l'an 2000, les élections des 25 mai et 1er juin prochains vont décider de l'avenir de la France. Par respect des Français, nous voulons que cette campagne permette un vrai débat d'idées qui éclaire pleinement votre choix. Par respect des Français, nous voulons que notre programme soit autant d'engagements. Tous ces jours qui viennent, nous les consacrerons à en parler avec vous. Pour vous convaincre, non seulement de la nécessité pour la France de changer de politique, mais surtout de la chance qui s'offre à vous de changer d'avenir.

Lionel Jospin

L'ENJEU DE CES ÉLECTIONS : UN CHOIX DE CIVILISATION

Le président de la République a dissous l'Assemblée nationale par convenance. Les Français doivent répondre en exprimant leurs convictions. Les élections législatives leur donnent l'occasion de se prononcer sur un choix de civilisation. Quel monde voulons-nous laisser à nos enfants ? Quelle Europe voulons-nous construire ? Quelle France voulons-nous proposer comme modèle ?

La France de demain doit être libre, forte et généreuse ; elle doit prendre sa pleine part à la construction d'une véritable communauté internationale, œuvrer partout où elle le peut pour la paix, parler en pensant aux Etats les plus pauvres, militer pour l'indispensable prise en compte de l'environnement dans le développement économique. Cela commence en Europe.

Deux conceptions de l'Europe s'affrontent. L'une, fondée sur la dérégulation, la fin du service public et l'austérité pour les peuples, est celle de la droite. L'autre, que nous avons toujours défendue, est celle d'une Europe indépendante, tournée vers le progrès, l'amélioration des conditions de vie et d'emploi, l'affirmation d'un modèle social, la fidélité à notre civilisation. Aujourd'hui, les vrais Européens sont ceux qui refusent de laisser l'Europe glisser vers un ultra-libéralisme qui conduit inéluctablement à la dissolution de l'Union européenne. Construire une Europe politique, au service de la démocratie, de la croissance et de l'emploi, c'est rester fidèle à toute l'histoire de la construction européenne.

La mondialisation qui a saisi l'économie est une véritable mutation du capitalisme. Si elle n'est pas maîtrisée, elle nous projettera dans l'économie du XXI[e] siècle, mais en rétablissant des rapports sociaux dignes du XIX[e] siècle. La République est aujourd'hui menacée dans ses valeurs mêmes : la Liberté, l'Egalité, la Fraternité. La droite veut engager notre pays dans la voie du capitalisme dur. Pour justifier cette option, elle avance l'alibi de la « nécessaire adaptation » aux exigences nouvelles de la concurrence internationale. Quand une entreprise annonce des licenciements, la Bourse s'envole : voilà la logique de ce capitalisme.

Sans résignation, ni scepticisme, les socialistes ont la volonté politique non de refuser les évolutions en cours, mais de les maîtriser. Nous voulons entrer de plain-pied dans l'économie du siècle prochain, mais dans le même temps bâtir le modèle de société du XXI[e] siècle. Nous avons besoin d'efficacité économique, mais inscrite dans la solidarité nationale. L'entreprise est immense, mais rien ne nous fera y renoncer.

Revenir au capitalisme du XIX[e] siècle ou construire une société de progrès et de solidarité pour le XXI[e] siècle : tel est l'enjeu de l'élection qui vient.

Plus de chômage, plus d'inégalités, plus d'impôts, plus d'exclusion, plus de précarité, voilà la « facture sociale » de la droite. La droite a échoué. Jamais, en si peu de temps, la situation économique et sociale ne s'était autant dégradée dans notre pays. Même si elle le dément, cette même droite prépare une purge libérale. Réduction des emplois publics, accélération des privatisations, démantèlement des services publics, remise en cause de la protection sociale : continuer ainsi, c'est accepter de poursuivre en l'aggravant une politique qui échoue depuis quatre ans.

Un choix clair vous est donc offert : d'un côté, une société dominée par le libéralisme qui conduit inévitablement au règne sans contrôle de l'argent. De l'autre, une société moderne, fidèle à ses valeurs fondamentales, dans laquelle l'intérêt général est placé au-dessus de l'intérêt financier. Une société où l'homme est au coeur de l'économie. Aujourd'hui, le pouvoir demande aux Français un blanc-seing pour avoir les mains libres pendant cinq ans. Pour gagner ces élections législatives, il tente de rééditer la manœuvre de la campagne précédente, celle de 1995 : avancer masqué, préparer une politique ultralibérale tout en revenant, le temps de l'élection, au discours des promesses.

Nous avons exercé le pouvoir pendant dix ans. Fiers des réformes que nous avons accomplies – abolition de la peine de mort, cinquième semaine de congés payés, retraite à 60 ans, RMI, modernisation de l'économie, libération des médias, décentralisation, priorité donnée à l'éducation et à la culture – nous reconnaissons aussi nos échecs. Nous en avons tiré les enseignements. Notre démarche politique, rénovée, reste ancrée dans trois convictions :

– Nous voulons remettre l'Homme au centre de l'économie.

– Nous voulons remettre la France en marche : en créant des emplois, en diminuant la durée du travail, en rendant du pouvoir d'achat aux Français.

– Nous voulons reconquérir l'avenir : par la priorité à l'éducation, à la recherche, à la culture, à la santé, à l'environnement.

La droite a confisqué tous les pouvoirs. Sauf un, le plus important : le pouvoir de changer d'avenir. Les Français doivent l'utiliser, maintenant.

> « Nous supprimerons les lois Pasqua-Debré. Nous rétablirons le droit d'asile et le code de la nationalité dans sa version républicaine »

1) CHANGEONS LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

(...) Il faut changer d'avenir en faisant émerger une nouvelle logique économique qui, sans accroître les déficits publics ni relancer l'inflation, permette une plus juste répartition des richesses entre tous les Français. Avec un objectif prioritaire : l'emploi.

Parce que le chômage n'est pas une fatalité. Aujourd'hui, l'Etat dépense des sommes considérables pour favoriser l'emploi des jeunes, qui ne font qu'entretenir le cercle vicieux de la précarité : petits boulots, CDD, « stages » de formation... En simplifiant drastiquement ces aides, sans augmenter les dépenses publiques, notre objectif est de créer 700 000 vrais emplois pour les jeunes, pour moitié dans le secteur public, pour moitié dans le secteur privé.

Ces vrais emplois, payés avec un vrai salaire, seront la première étape de l'insertion dans la vie professionnelle.

Tous les exemples historiques indiquent que seul un engagement de la puissance publique peut venir à bout d'un chômage massif. Un budget maîtrisé, réorientant la dépense publique vers l'emploi, sera un puissant levier d'action.

Aujourd'hui, la machine permet des gains énormes de productivité, dont l'Homme doit bénéficier. Nous proposons de ramener progressivement la durée légale du temps de travail de 39 heures à 35 heures, sans diminution de salaire. Cela se fera par la négociation entre partenaires sociaux, l'Etat ayant pour rôle de donner le cap et de fixer le calendrier. Une loi-cadre, qui aura également pour objet de lutter contre les horaires abusifs et les heures supplémentaires, donnera l'impulsion à ce mouvement historique. Pour investir, les entreprises françaises ne manquent pas d'argent, car leurs profits sont élevés ; ce qui leur fait cruellement défaut, ce sont les débouchés.

Notre première priorité est de libérer du pouvoir d'achat pour ceux qui en ont le plus besoin, grâce à une Conférence nationale sur l'emploi, les salaires et la durée du travail, qui relancera la négociation collective.

Préparer l'avenir, c'est s'engager résolument dans la grande compétition économique et culturelle de demain. L'intelligence sera à la fois l'enjeu et la richesse du XXI[e] siècle.

(...) Construire l'Université du futur. Non seulement nous reprendrons l'effort ralenti par la droite, mais nous l'amplifierons. La formation en alternance sera petit à petit mise en place. Les formations générale et professionnelle seront étroitement associées. Enfin, nous ferons éclore la grande université européenne de demain.

Relancer l'effort de recherche. Cet effort est indispensable pour le développement d'un pays moderne. Nous devons aller vers l'objectif de 2,5 % du PIB pour le budget national de la recherche. (...)

Fasciné par les grandes entreprises, notre pays oublie souvent que sa richesse réside tout autant dans ses milliers de PME. Plus créatrices, elles sont aussi plus fragiles. Demain, les emplois créés le seront surtout par des petites entreprises et des services nouveaux. La croissance naîtra de l'innovation, de la créativité, de la souplesse des entrepreneurs. Il faut libérer les énergies, et avant tout celles des PME. L'Etat doit tout faire pour y parvenir.

Nous développerons une fiscalité favorable à l'investissement à risque, à une épargne mobilisée pour les fonds propres des PME. Nous simplifierons les procédures administratives pour les jeunes entreprises. Nous investirons dans l'intelligence à travers un soutien massif à la recherche publique comme privée et grâce à des aides importantes à l'innovation et à la formation. Nous investirons dans la création grâce à une politique active de « capital-risque » et à un appui aux PME qui développent les nouvelles technologies.

En France, l'impôt pèse trop sur les classes moyennes et frappe plus le travail que le capital. Nous voulons stabiliser les prélèvements obligatoires, puis les diminuer, et rendre l'impôt plus juste. Nous engagerons des réformes de structure favorisant le travail par rapport au capital en accordant la priorité au pouvoir d'achat des ménages.

Pour augmenter le pouvoir d'achat en diminuant les prélèvements qui pèsent sur les salaires et sur les petites retraites, une CSG élargie et réformée sera substituée à toutes les cotisations salariales maladie, dans des conditions qui profiteront à l'immense majorité des retraités. Pour favoriser l'emploi, nous diminuerons les prélèvements sociaux pesant sur le travail. Nous modifierons progressivement l'assiette d'une partie des cotisations patronales, en les faisant reposer sur l'ensemble de la richesse produite par les entreprises et non sur le seul travail. De même, la part de la taxe professionnelle pesant sur les salaires sera réduite. Nous allégerons la TVA sur les produits de première nécessité et accroîtrons le dégrèvement social de la taxe d'habitation, afin de concentrer les baisses d'impôts sur les revenus modestes et moyens. Nous instaurerons une contribution plus juste du capital à la solidarité nationale en relevant le barème de l'impôt de solidarité sur la fortune. Enfin, nous lutterons efficacement contre la fraude fiscale.

2) CHANGEONS LA VIE QUOTIDIENNE DES FRANÇAIS

(...) Menacer la Sécurité sociale au nom de la réforme : telle est la politique conduite par la droite. Réformer la Sécurité sociale pour la préserver : tel est le projet des socialistes.(...) Nous réunirons des Etats généraux de la Santé pour examiner de façon claire et concertée les objectifs et les moyens d'une vraie réforme, profonde et durable. (...)

Nous voulons maîtriser les dépenses de santé mais de façon négociée et qualitative, afin de réduire les gaspillages, de favoriser une meilleure prise en charge des soins actuellement mal remboursés, comme les soins dentaires et la lunetterie.

L'égalité d'accès aux soins sera assurée par la création de la couverture maladie universelle et la gratuité des soins pour les ménages à faibles revenus. La sécurité des soins et la santé de la population seront renforcées grâce à une meilleure coordination des soins par le développement des réseaux et filières de soins, la promotion du service public hospitalier, une régionalisation progressive du système de santé.

Mais la santé c'est, avant tout, la santé publique. Nous lui donnerons la place qu'elle mérite. Médecine scolaire, médecine du travail, médecine préventive : autant de priorités. Le rôle du médecin généraliste sera accru. La protection des Français sera assurée grâce à une agence de la sécurité sanitaire qui aura en charge la surveillance de l'alimentation, de l'eau, de l'air, des médicaments et des produits biologiques.

« La retraite est le patrimoine de ceux qui n'ont pas de patrimoine. » Le plan Juppé visait, sans la moindre concertation, à la remettre en cause. Les fonds de pension votés par la droite vont gravement déstabiliser les retraites par répartition et accentuer les inégalités entre Français.

Nous consoliderons le système de retraite par répartition, celui de tous les Français, en concertation avec l'ensemble des partenaires sociaux.

Nous revaloriserons les pensions de reversion des Français les plus modestes. Nous alignerons l'évolution des pensions sur celle des salaires nets.

Disposer d'un toit est la condition de l'autonomie de la personne. (...)

Nous engagerons le remodelage complet des quartiers construits après-guerre et qui sont aujourd'hui en pleine dégradation. La dignité de nos concitoyens qui y habitent l'exige. Nous nous fixons l'objectif de 300 000 réhabilitations et de 150 000 logements neufs par an. Nous faciliterons une accession sociale à la propriété.

La montée de la violence contre les personnes et les biens inquiète légitimement nos concitoyens. (...)

Nous donnerons la priorité à la sécurité de proximité en affectant, dans le cadre des emplois de proximité, 35 000 personnes à des contrats locaux de sécurité. Par redéploiement, 10 000 fonctionnaires de police seront affectés à cette mission prioritaire et 5 000 seront recrutés, pour un total de 50 000 agents supplémentaires.

Pour être respectée comme elle le mérite, la police doit être irréprochable.

Nous créerons une instance indépendante de contrôle de la police, associant des magistrats et des policiers, afin de faire respecter la déontologie policière. Cette instance pourra être saisie par les citoyens. La sécurité des Français suppose également de lutter efficacement, au niveau européen, contre les grands trafics et contre la corruption.

Nous mettrons en place un espace judiciaire européen commun offrant aux magistrats la possibilité de remplir leur mission sans être empêchés de le faire par les réglementations nationales.

L'annonce de la suppression de 5 000 postes à l'Education nationale traduit mieux que tout discours la politique de la droite. La France a besoin de plus de professeurs, de plus d'éducateurs. Nous voulons faire de l'éducation la première priorité budgétaire. Notre objectif est d'abord de conforter l'école de la République, creuset de l'intégration, garantie de l'égalité des chances.

Nous proposons de répartir l'encadrement selon le principe de discrimination positive qui nous a conduits aux ZEP. Nous voulons libérer les initiatives des enseignants en multipliant les projets et les contrats d'établissement.

Nous augmenterons l'aide aux IUFM et en particulier aux bourses d'élèves-professeurs. Nous proposons d'adapter les rythmes scolaires au niveau de la commune ou du groupement de communes dans le cadre d'options définies nationalement.

Nous renforcerons l'enseignement professionnel au sein du service public d'éducation par un partenariat systématique (avec les entreprises et les administrations) comportant la généralisation de l'alternance sous statut scolaire ou par apprentissage. Nous relancerons, dans l'enseignement supérieur, la politique engagée de 1988 à 1993 (plan « Université 2000 ») et que la droite a gelée depuis : refonte des premiers cycles universitaires autour d'un dispositif d'orientation souple, rationalisation des formations technologiques supérieures.

Vieux pays d'immigration, la France veut maîtriser le flux de nouveaux travailleurs immigrés. Elle doit dans le même temps rester le pays du respect des droits de l'homme. (...)

Nous supprimerons les lois Pasqua-Debré. Nous rétablirons les droits fondamentaux au mariage, à la vie en famille et le droit d'asile, ainsi que le code de la nationalité dans sa vision républicaine. Les résidents étrangers retrouveront leur droit au renouvellement de leur carte de dix ans. Nous développerons de nouveaux moyens de lutte contre l'immigration irrégulière et sanctionnerons vigoureusement les entreprises qui ne respecteront pas la loi. Nous instituerons avec les Etats d'origine une politique de coopération, afin de réguler et de contrôler les flux d'immigration.

La politique économique doit se montrer respectueuse des grands équilibres écologiques. (...)

Nous donnerons la priorité aux transports collectifs par le développement du service public du rail, le développement des transports en commun en ville, par l'incitation au transport de marchandises par le rail. Nous rééquilibrerons la fiscalité des différents carburants en fonction de leur caractère plus ou moins polluant.

Nous réorienterons la politique énergétique de la France en instaurant un moratoire sur la construction de réacteurs nucléaires, en augmentant les incitations aux économies d'énergie et au développement des énergies renouvelables. Nous fermerons le surgénérateur « Superphénix ». Nous abandonnerons le projet de canal à grand gabarit Rhin-Rhône-Saône.

mocratique »

rité : nos engagements

C'EST MOI, TONY BLAIR!

PANCHO

pour la France »

(...) Nous porterons le budget de la culture à 1% du budget de l'Etat. *Nous maintiendrons un service public fort, diversifié et accessible à tous et soutiendrons le développement des chaînes thématiques développées grâce à la technologie numérique. Nous démocratiserons l'accès au multimédia. (...)

L'agriculture française a su relever le défi de la modernisation et de l'exportation. Pourtant, la crise de la « vache folle » a révélé au grand public ce que les socialistes affirment depuis longtemps : le modèle d'agriculture intensive, fondée sur la productivité à outrance, doit être dépassé. Il faut renouer avec une agriculture plus extensive, tournée vers la qualité. (...)

Nous proposons de diversifier nos modèles de production, de favoriser la pluri-activité, de mieux répartir les « droits à produire », *de développer et professionnaliser les nouvelles activités d'accueil. Les principes de la modulation et du plafonnement des « aides directes » devront être au centre de la PAC, que l'adhésion des pays de l'Est ne pourra remettre en cause. Nous donnerons la priorité à l'installation de jeunes agriculteurs, plutôt qu'à l'agrandissement des exploitations.

Conscients de la richesse qu'elle *représente pour la France*, nous proposons à l'outre-mer un nouveau pacte républicain, pour le développement, la solidarité et l'égalité des chances. (...)

Nous favoriserons, dans le respect *des accords de Matignon* de 1988, la négociation d'un nouveau statut pour la *Nouvelle-Calédonie*, permettant son accession à la souveraineté, selon le rythme et les modalités fixés par les partenaires locaux. Avant l'an *2000*, Mayotte sera appelée à choisir son statut au sein de la République.

Des services publics de qualité, garantissant à tous l'égalité d'accès et de traitement, à Paris ou en province, dans les villes ou les campagnes : voilà ce *que les citoyens* sont en droit d'attendre de l'Etat. *Sécurité*, éducation, transports, santé, poste, télécommunications : ces services publics doivent être garantis à tous les Français. Nous considérons que « *le service public à la française* » est un exemple. Nous refusons la privatisation des services publics et leur transformation en objet de profit. Nous voulons préserver l'avenir des services publics, mais en les rénovant. Plus efficaces, plus proches *des citoyens*, plus responsabilisés : c'est ainsi que nous les voulons à l'avenir.

3) CHANGEONS L'EUROPE

Un Euro, oui, mais pour quoi *faire? De la réponse* à cette question, dépend l'avenir de l'Europe et celui de la France.

La France, qui fut à l'origine du projet d'une monnaie unique européenne, doit reprendre l'initiative politique.

Il faut à la France une politique qui préserve ses intérêts. Nous voulons construire l'Europe, mais sans défaire la France.

Plus que jamais, le Parti Socialiste le parti de François Mitterrand et de Jacques Delors reste le parti de l'Europe. Mais pas de n'importe quelle Europe.

Fidèles à toute l'histoire de la *construction européenne, nous* nous opposons à sa dérive libérale.

Nous voulons une vision politique et non technique de l'Europe. Nous voulons une approche dynamique et non comptable de l'Europe.

Nous posons quatre conditions au passage à l'Euro:

– la création de l'Euro ne saurait exclure ni des pays fondateurs de l'Europe, ni des pays qui sont devenus *des piliers de l'Union européenne*.

Nous voulons que la monnaie unique soit celle de toute l'Union européenne. Les adhésions de l'Italie et de l'Espagne nous paraissent nécessaires et possibles, ainsi que celle du Royaume-Uni, s'il le souhaite.

– si l'on veut que la monnaie unique soit un succès, rencontre l'adhésion des peuples, à commencer par le nôtre et ne *s'identifie pas à la stagnation* économique et à la régression sociale, l'Europe *doit être sociale et* politique. Nous voulons, par conséquent, que les relations entre les pays participant à l'Euro soient fondées, non sur un pacte d'austérité, mais sur un pacte de *solidarité* et de croissance, permettant une politique pour l'emploi *et le progrès social*.

– pour rétablir la politique et la démocratie *dans leurs droits, il* faut, à côté de la Banque centrale européenne: un gouvernement économique européen. Représentant les peuples, il aura la charge de coordonner les politiques économiques des Etats de l'Union.

– *pour construire* la nécessaire stabilité monétaire, les parités entre *grandes devises doivent* être équilibrées. Il faut prévenir toute forme de dumping monétaire. Nous ne voulons pas d'un Euro surévalué par rapport au dollar ou au yen.

L'élargissement de l'Union est *souhaitable, mais il doit* être préparé avec sérieux. C'est l'intérêt des pays candidats eux-mêmes que d'entrer dans une Europe renforcée.

Il ne sert à rien de promettre à ces pays leur adhésion dans l'*Union* pour l'an 2000. Il faut d'abord que soient réunies les conditions de cette *adhésion sur* le plan agricole, budgétaire, institutionnel. L'élargissement ne doit en aucun cas conduire au démantèlement des politiques communes (politique agricole, fonds régionaux).

Nous voulons redonner un sens à la construction européenne et, *pour cela, faire* avancer une Europe politique vers plus de démocratie.

Nous ne voulons pas de «grignotage» de notre souveraineté, ni de dilution de la France, nous voulons une souveraineté partagée.

4) CHANGEONS NOTRE DÉMOCRATIE

*Par bien des aspects, la démo*cratie française reste archaïque. La justice doit être indépendante du pouvoir politique(...) Les nominations de magistrats ne doivent plus être soumises au pouvoir politique.

Le ministre de la Justice, tout en fixant, dans le cadre des lois votées par le Parlement, les orientations de la politique pénale nationale et en veillant à sa cohérence sur l'ensemble du territoire, ne pourra *plus intervenir, de quelque* manière que ce soit, dans les affaires judiciaires *individuelles*. La carrière de tous les magistrats, du Siège comme du Parquet, relèvera du seul Conseil Supérieur de la Magistrature, rendu totalement indépendant du pouvoir politique.

(...) Nous voulons une justice accessible, rapide, moderne et respectueuse des droits. Une justice accessible: grâce au développement des maisons de justice, lieu d'information, de médiation, de conseil ; grâce à la participation *des citoyens aux juridictions et* grâce à une large extension de l'aide juridictionnelle pour les plus démunis.

Une justice rapide et moderne: grâce au développement du juge de proximité, la redéfinition et la rationalisation de la carte judiciaire, la simplification des procédures civiles, l'augmentation des crédits de la justice. Une justice respectueuse des droits: le recours à la détention doit être strictement limité avant un jugement, en particulier pour les mineurs, l'indemnisation des détentions injustifiées devant être améliorée.

Le caractère contradictoire de la procédure d'instruction sera renforcé. (...)

Nous raccourcirons et harmoniserons *la longueur des mandats* électifs et fixerons à 5 ans la durée de tous les mandats politiques(...)

Nous limiterons strictement le cumul des mandats et des fonctions politiques(...)

Nous inscrirons dans la Constitution l'objectif de parité hommes-femmes(...) Nous limiterons le recours à l'article 49 alinéa 3 aux lois les plus importantes. *Nous facliterons la création des* commissions parlementaires d'enquête. La modernité, dans une démocratie, c'est donner un véritable statut à l'opposition. Nous le ferons (...)

La modernité, c'est réformer l'Etat. *Il ne faut pas "moins* d'Etat», ni «plus d'Etat», mais «mieux d'Etat», c'est-à-dire un Etat efficace. Pour une moralisation de la vie publique, il ne faut plus un Etat désinvolte avec le droit, mais un Etat qui fasse de la *justice un fondement effectif de* la démocratie. Nous voulons un Etat au service de tous et non confisqué par quelques-uns. Nous voulons un Etat renouvelé, pour une société rassemblée et une Nation ouverte (...). ■

« Fidèles à toute l'histoire de la construction européenne, nous nous opposons à sa dérive libérale. Nous voulons une approche dynamique et non comptable de l'Europe »

RPR-UDF : « Un nouvel élan »

PAR LA DISSOLUTION, en redonnant la parole aux Français, le président de la République a pris une décision courageuse, de nature à proposer au pays, après un effort de remise en ordre, le nouvel élan, la confiance, la stabilité et les perspectives d'avenir dont il a aujourd'hui le plus urgent besoin. La France évitera ainsi de perdre un an dans la bataille pour la croissance et l'emploi. Cela nous mettra en position de force dans les débats européens qui s'annoncent.

Ensemble, nous avons tout pour réussir le tournant de l'an 2000. Nous affirmons une ambition : faire gagner la France, partout et toujours. Les socialistes avaient laissé *un pays en récession, en faillite*. Sous les deux septennats de *François Mitterrand*, les *inégalités* se sont accrues. Les Français payent encore le prix de ces erreurs. La France ne peut pas recommencer.

Depuis 1993, la majorité redresse le pays. Aujourd'hui, notre projet marque un nouvel élan :

– pour instaurer une nouvelle démocratie et un Etat moderne ;

– pour libérer l'initiative au service de l'emploi ;

– pour rénover notre modèle social *afin de mieux protéger* ;

– pour faire de la France le moteur d'une Europe *plus proche du* citoyen.

Pour réussir ce nouvel élan, la majorité unie s'engage délibérément sous le signe du dialogue et de la générosité au service de la réforme et de la solidarité.

1) L'ÉTAT

Un Etat efficace au service des citoyens, c'est un Etat plus *proche, économe, recentré sur* ses missions essentielles.

Nous ferons baisser les impôts en rendant l'Etat plus efficace et plus économe. Tous nos voisins en ont fait la démonstration : là où l'impôt baisse, le chômage recule.

– stabiliser les dépenses publiques afin qu'elles ne progressent pas plus vite que les prix.

L'Etat moderne doit affermir son autorité partout où elle est irremplaçable ; lutte contre la drogue, *contre* les *intégrismes*, *contre* la délinquance, contre l'immigration illégale et le travail clandestin.

Nous voulons une justice plus efficace, plus accessible, pour garantir la sécurité de chacun et l'égalité des citoyens devant la loi :

– faciliter l'accès des citoyens à la justice par la simplification des procédures, le développement de la conciliation et de la médiation, et la multiplication des maisons de justice.

– réduire les *délais de jugement* en appel et en première instance.

– *adapter l'exécution des peines* afin qu'elle se traduise par des sanctions effectives pour les délinquants.

– donner une réponse *judiciaire* rapide à tous les délits commis par des mineurs.

– aider les victimes et améliorer leur indemnisation.

Restaurer la morale publique, lutter contre les abus de pouvoir et moderniser la vie politique sont pour nous des exigences prioritaires :

– interdire le cumul de plus de deux mandats dont un exécutif (fonction ministérielle comprise) ;

– prévoir un nombre restreint de ministères, limités à 15 ;

– favoriser l'accès des femmes aux responsabilités politiques ;

– *modifier le scrutin régional* pour donner des majorités stables *et cohérentes*.

Nous voulons une école qui forme à la citoyenneté, qui ouvre à la culture, qui se rapproche de l'entreprise et qui intègre tous ses enfants :

– favoriser l'égalité des chances de tous les enfants, par une priorité accordée à l'apprentissage des matières *fondamentales, par la lutte* contre l'illettrisme et par l'éducation artistique ;

– généraliser, dans cet esprit, l'aménagement des rythmes scolaires ;

– offrir à chaque élève son parcours *de réussite à l'école et mettre* en œuvre une véritable éducation à l'orientation au collège et au lycée ;

– valoriser l'apprentissage et contruire une voie technologique d'égale dignité avec les autres voies de formation, pour mieux préparer *les élèves et les étudiants à la vie* professionnelle ;

– garantir à chaque établissement scolaire les conditions de son autonomie et de sa sécurité ;

– poursuivre l'application de la réforme de l'université, mettre en place le statut étudiant et renforcer l'insertion professionnelle des étudiants.

Emploi, formation professionnelle, soutien à l'exportation, action sociale, logement, culture : nous ferons progresser la décentralisation, nous ferons le pari du développement local et de la proximité :

– généraliser l'expérimentation avant l'adoption des réformes afin de prendre en compte la diversité des situations locales ;

– assurer un meilleur service de sécurité de proximité par des contrats locaux de sécurité signés entre le maire et l'Etat, notamment pour lutter contre la drogue ; donner *aux collectivités locales de nouvelles* compétences en matière sociale ;

– attribuer aux régions la totalité de la formation professionnelle, le soutien à l'exportation pour les PME-PMI, une partie de l'aide au logement et des aides à l'emploi, ainsi qu'une partie de la politique culturelle (patrimoine).

2) L'EMPLOI

Libérer l'initiative au service de l'emploi.

Il faut que les efforts de chacun *soient récompensés et non, comme* trop souvent, pénalisés. Les impôts et les charges étouffent l'économie, nous le savons tous. Nous les baisserons.

– accentuer la réduction des charges sociales pour les bas salaires, par un système stable et compréhensible par tous. Elle permettra ainsi de rendre du pouvoir d'achat aux salariés.

– signer un pacte de modération de la fiscalité locale entre l'Etat et les *collectivités locales* ;

– poursuivre la baisse de l'impôt sur le revenu et engager la réforme de la taxe professionnelle.

Ce sont les PME qui créent le plus d'emploi. Nous devons encore leur simplifier la vie :

– détaxer les investissements en fonds propres dans les PME, artisanales ou commerciales, réalisés par leurs exploitants ;

– créer un « Livret emploi » qui drainera l'épargne des particuliers vers les PME ;

– créer un chèque emploi-charges sociales pour les très petites entreprises. L'achat de ce chèque libérera l'employeur de toute autre formalité et de toute autre charge ;

– supprimer deux tiers des formulaires demandés aux entreprises ;

Faciliter le quotidien des Français, c'est leur donner les moyens de choisir leur lieu de vie et leur rythme de travail, c'est *également* faciliter leurs relations avec l'administration :

– étendre le prêt à taux zéro aux logements anciens ;

– réduire les droits de mutation sur les résidences principales ;

– inciter les partenaires sociaux à la négociation sur le temps choisi, afin de mettre en place le compte épargne temps au profit des salariés ;

– élaborer une charte des relations du citoyen avec l'administration avec, pour mots d'ordre, respect et simplification.

Nous motiverons les salariés grâce à un renforcement de la participation et de l'intéressement. La période mitterrandienne a démontré que l'Etat était souvent mauvais actionnaire. Nous poursuivrons les privatisations des entreprises publiques *du secteur concurrentiel*. Face à la révolution technologique *et à la mondialisation, la recherche*, l'innovation sont des atouts sûrs pour la France :

– diffuser les technologies de pointe à tous les Français, en particulier en donnant à tous les élèves une formation à l'utilisation d'Internet et du multimédia ;

– valoriser la diffusion des résultats *de la recherche fondamentale* et encourager la coopération entre recherche publique et recherche privée.

3) LE SOCIAL

Rénover notre pacte social *pour mieux protéger ceux qui ont* besoin de la solidarité nationale.

Nous préserverons notre modèle social et la solidarité entre les générations. En matière de santé, nous réaffirmons solennellement notre attachement indéfectible au remboursement *des soins, à une méde*cine libérale et au libre choix du médecin par le malade :

– élaborer une grande loi sur la santé publique qui organisera la prévention des grands fléaux modernes et intégrera une politique de l'environnement ambitieuse (eau, air, bruit). Un comité d'éthique sur l'environnement sera institué qui tranchera les grandes questions ;

– poursuivre la consolidatiion de notre système de retraite ;

– faire bénéficier les plus jeunes de l'expérience des anciens en développant le tutorat en entreprise.

La famille est le lieu où s'exerce la solidarité entre les générations, l'autorité et le respect mutuel. La politique familiale est un investissement pour l'avenir : nous la rendrons encore plus globale, concrète et ambitieuse :

– *relever l'âge limite de versement* des prestations familiales ;

– *encourager toutes les formules* d'emploi, de travail choisi pour *mieux concilier vie familiale et vie* professionnelle.

Nous instaurerons l'« école de la deuxième chance » à chaque étape de la vie :

– offrir une deuxième chance aussi bien à ceux qui ont été exclus du système scolaire, qu'aux chômeurs de longue durée et aux salariés souhaitant réorienter et faire progresser leur carrière ;

– reconnaître le droit à la poursuite ou à la reprise d'études selon *le principe de validation des acquis*.

Nous garantissons le RMI. Il est un instrument de la cohésion nationale. Il appelle un équilibre entre responsabilité et solidarité pour être un réel instrument de réinsertion. Nous amplifierons la lutte contre toutes les exclusions :

– garantir la mise en place définitive de l'assurance-maladie universelle ;

– mettre en œuvre la loi de cohésion *sociale* ;

– aider les familles les plus en difficulté, en développant une politique de prévention pour les jeunes enfants par un suivi médical et alimentaire adapté à leurs difficultés ;

– favoriser la généralisation du SAMU social dans les grandes villes.

Enfin, notre pacte social réaffirme nos priorités : donner à chacun un emploi ou une activité, garantir l'accès aux soins et au *logement, réussir le pacte de re*lance pour la ville.

4) L'EUROPE

Faire de la France le moteur d'une Europe proche du citoyen.

Plus que jamais, la France est décidée à défendre ses intérêts. La dimension du monde a changé. Sous l'autorité du président de la République, la France affirmera sa présence dans le monde et poursuivra la modernisation de son outil de défense et du service national. La France est d'autant plus puissante *que l'Europe est forte. Elle doit* donc en être le moteur. L'Europe, *c'est la paix et la prospérité pour* les Français, c'est l'indépendance de la première puissance commerciale du monde, bientôt dotée de sa propre monnaie :

– défendre nos intérêts commerciaux sur la scène internationale, en premier lieu ceux de notre agriculture dans les prochaines négociations ;

– réussir le passage à l'euro au 1er janvier 1999 pour simuler la croissance et l'emploi ;

– faire mieux prendre en compte la spécificité et les intérêts des DOM-TOM par l'Europe.

Mais pour nous, l'Europe doit être aussi une Europe de la sécurité, une Europe de la proximité, une Europe *de la démocratie. Le mo*dèle social français doit inspirer la *future Europe sociale :*

– assurer la sécurité des citoyens en renforçant la coopération policière, douanière et judiciaire contre tous les trafics ;

– améliorer et démocratiser les mécanismes de décision pour garantir la primauté du politique ;

– instaurer une véritable Europe *sociale qui évite la concurrence dé*loyale entre pays européens, grâce à la constitution d'un espace européen.

L'Europe doit être une force de paix, de rassemblement et de rayonnement :

– *élargir l'Europe, après la ré*forme des institutions, aux pays d'Europe centrale et orientale qui sont prêts à nous rejoindre.

Nous sommes attachés aux valeurs républicaines, celles de l'idéal humaniste : la tolérance, la fraternité, la responsabilité *et le patrio*tisme. Offrons à nos jeunes en l'an 2000 une société plus juste, plus fraternelle, plus prospère, plus respectueuse de l'environnement et capable de faire face aux grands défis de la société actuelle. ■

Gaullistes et centristes vantent les mérites d'un libéralisme tempéré par la participation

Alain Juppé accuse les socialistes de préconiser « une relance artificielle »

Alain Juppé, Edouard Balladur et François Bayrou ont célébré, jeudi 1er mai à Port-Marly, dans les Yvelines, en compagnie de nombreux ministres, le trentième anniversaire des ordonnances de 1967 sur la participation. Le premier ministre a opposé, à cette occasion, la *« relance artificielle »* promise selon lui par la gauche à la *« croissance durable »* voulue par l'union RPR-UDF.

DIRIGISME ou initiative ? *« Relance artificielle »* ou *« croissance durable »* ? C'est en ces termes qu'Alain Juppé a résumé le choix offert aux Français, jeudi 1er mai à Port-Marly (Yvelines). *« D'un côté, la relance promise par le PS et le PC, artificielle et bureaucratique, par l'augmentation des dépenses publiques : c'est un coup de vieux pour la France. De l'autre côté, la croissance que nous voulons amplifier, durablement créatrice d'emplois, grâce à la baisse des charges, dans le respect de notre modèle social »*, a précisé le premier ministre. Evoquant l'un des six chantiers que la nouvelle majorité devrait ouvrir dans les six premiers mois de la prochaine législature, celui sur *« les relations du travail »*, M. Juppé a aussi annoncé une *« grande loi d'orientation portant réforme de la formation professionnelle »*.

Prévue de longue date mais transformée à la hâte en réunion électorale, la *« fête de la participation »*, organisée par le RPR à destination de ses militants des sections professionnelles, fut l'occasion de doubles retrouvailles : celles d'Edouard Balladur, applaudi par deux mille délégués debout, avec la branche la plus populaire du mouvement néogaulliste ; celle de la famille démocrate-chrétienne, par la voix de François Bayrou, président de Force démocrate, avec le *« prophète »* de Gaulle, que les centristes contestèrent parfois.

Dans un retour historique sur la fin des années 60, M. Bayrou a établi une sorte de parallèle avec la période actuelle *« où, une nouvelle fois, peut-être la dernière de ce siècle qui clôt un millénaire, il est donné à la France de choisir la forme de son destin »*. Traitant du concept de participation sur le plan politique, le ministre de l'éducation nationale a ainsi justifié la dissolution de l'Assemblée nationale : *« Nos concitoyens ont connu les alternances. Ils en ont éprouvé les successives déceptions. (...) C'est pourquoi ils ne donnent plus de blanc-seing. Ils n'acceptent plus d'être simplement consultés tous les cinq ou sept ans et de voir leur sort leur échapper durant l'intervalle qui sépare deux élections. »*

M. Balladur, qui fut, comme conseiller de Georges Pompidou, le rédacteur des ordonnances de 1967, a prôné un développement de la participation, son introduction dans la fonction publique, et la généralisation de l'association des salariés aux conseils d'administration des entreprises. *« Nous avons le devoir moral de résoudre la question sociale, telle qu'elle se posera au XXIe siècle »*, a affirmé l'ancien premier ministre, en estimant que *« la gauche n'a pas qualité pour apporter cette réponse »*. Puis, M. Balladur s'est interrogé à haute voix sur ce mot, *« libéralisme »*, qui trouble tant la majorité depuis le début de la campagne et que M. Juppé, dans son discours, s'est gardé de prononcer. *« Moi, la liberté me convient très bien*, a dit M. Balladur. *Si c'est du libéralisme, c'est un libéralisme qui est d'abord le nôtre, c'est-à-dire qu'il est ordonné, mais aussi partagé, qu'il est soumis à des règles, qu'il ne s'agit pas de créer une société sauvage, où tout serait permis à quelques-uns. »* Mardi, toujours dans les Yvelines, Philippe Séguin avait parlé d'un *« libéralisme légitimé, tempéré, corrigé »*.

Jean-Louis Saux

Vive polémique autour des chiffres du chômage

***LA POLÉMIQUE** sur les statistiques du chômage a* redoublé le jour de la fête... du Travail, au lendemain de la publication, mercredi 30 avril, des données de mars, *qui traduisaient une baisse de 0,2 % du* nombre de demandeurs d'emploi (*Le Monde* du 2 mai). Alain Juppé *« truque les chiffres »*, a dénoncé *Lionel Jospin, mercredi, à Aulnay-sous-Bois* (Seine-Saint-Denis). Le premier secrétaire du PS s'est dit *« scandalisé »* de le voir oublier que, en juin 1995, le *gouvernement avait changé le mode de comptabili*sation des chômeurs, excluant du « baromètre officiel » les 286 000 personnes qui, à l'époque, étaient *inscrites à l'ANPE tout en exerçant une activité* mensuelle de plus de soixante-dix-huit heures.

La réplique du premier ministre est venue de Port-*Marly, où M. Juppé a répété que la législature socia*liste (1988-1993) s'était soldée par 700 000 chômeurs de plus. Mais comment peut-il contester, contre *toute évidence, que le changement de mode de calcul* lui a profité ? Sous l'effet de la flexibilité croissante du marché du travail, le nombre des chômeurs ayant *une activité réduite n'a cessé d'augmenter et dépasse* aujourd'hui 360 000, selon l'ANPE. *« A normes statistiques inchangées,* assure François Hollande, porte-parole du PS, *le chômage a augmenté de 450 000. »*

Le PS oublie de dire que c'est lui qui avait enclenché cette mécanique, comme le lui a rappelé le mi*nistre du travail, Jacques Barrot, dans un communi*qué publié le 1er mai. Alors ministre du travail (1991-1993), Martine Aubry avait pris un décret, *en février 1992, qui précisait que les chômeurs consi*dérés comme *« immédiatement disponibles »* devaient avoir travaillé moins de soixante-dix-*huit heures dans le mois. Le gouvernement* d'Edith Cresson rapprochait la norme française de celle, très restrictive, du Bureau international du travail. Par *ailleurs, la baisse des entrées à l'ANPE en février* et mars accréditerait l'idée que le transfert en cours de l'inscription des chômeurs de l'ANPE vers les Assedic *entraîne une « évaporation »* de certains demandeurs d'emploi. Mais au-delà des chiffres, c'est bien la définition même du chômage qui est en *cause, une norme trop restrictive étant incapable de* rendre compte de ce « halo » du chômage que constitue le sous-emploi chronique frappant environ 2 millions de personnes.

Jean-Michel Bezat

Hajer, vingt et un ans, attend sa naturalisation et ne votera pas

C'EST UN IMMEUBLE GRIS, avec des rambardes vertes et une entrée orange. Un joli orange, assez doux, qui fait comme du soleil sur le visage. Il y a un balcon, d'où l'on voit la ville et sur lequel on peut faire pousser des fleurs, quand elles veulent bien. Et même si la baignoire s'obstine à s'écailler sans raison, même si les notes du chauffage électrique sont astronomiques et s'il arrive qu'on le coupe quand cela devient vraiment trop cher, ici, quand la famille est arrivée, cela ressemblait presque à un paradis.


VU PAR

Ils étaient six, alors : les parents et leurs quatre filles. La petite dernière est née peu de temps après le déménagement. Elle n'a jamais connu le rez de chaussée de 35 mètres carrés dans lequel son père, sa mère et ses soeurs avaient vécu, seize ans durant, dans une seule pièce. Seize ans pendant lesquels Aïcha, la mère, n'a cessé de réclamer de la mairie, de l'office HLM, de qui voulait bien l'entendre, un appartement décent. La réponse était toujours la même : on savait bien qu'elle était en règle et que son mari, agent d'entretien dans une grosse association caritative, avait toujours travaillé.

On lui disait qu'elle était prioritaire, mais qu'il n'y avait pas assez de logements, dans cette banlieue de Paris, pour tous ces gens qui en demandaient. Ou, quand il y en avait, qu'ils étaient trop petits pour sa famille trop nombreuse. Aïcha avait du mal à comprendre qu'on lui refuse des appartements qui faisaient le double du sien, en lui disant qu'ils étaient trop exigus pour elle. A force de réclamer, elle avait fini par agacer. A force d'agacer, elle avait fini par obtenir ce logement neuf de 95 mètres carrés. Elle s'était toujours demandée si c'était pour ne plus la voir qu'ils avaient fini par céder.

Les jumelles, Hajer et Najla, auront vingt-deux ans en juillet. Elles passent cette année, toutes les deux, leur licence d'histoire. Elles avaient dix-huit mois quand leur mère a quitté la Tunisie pour s'installer en France. Elles ne voteront pas, car elles ne sont toujours pas françaises. *« A la préfecture, on nous a répondu qu'il faudrait attendre entre dix-huit mois et deux ans pour avoir la nationalité française. On nous a expliqué que c'était une faveur, pas un droit »*, raconte Hajer de sa voix douce. Il avait fallu des années pour convaincre le père de les laisser réunir les papiers nécessaires à leur naturalisation, des dizaines de coups de téléphone pour enfin obtenir un rendez-vous à la préfecture au mois de novembre, et pour pouvoir enfin déposer leur dossier en février. Maintenant, il faut attendre et attendre encore. Hajer dit qu'elle a eu le temps d'apprendre la patience. *« Le sentiment d'être mis de côté,* dit-elle, *j'ai grandi avec ça, et ce n'est pas demain que ça va changer. »*

SOLIDAIRE DES SANS-PAPIERS

En 1995, à la fac, ses condisciples lui disaient : *« Tu t'en fous, toi, de l'élection présidentielle, tu n'es pas française ! »* C'était faux, mais elle avait laissé dire. Elle aurait voté Voynet ou « Arlette » au premier tour, et Jospin au second, si elle avait pu. Elle pense qu'après les législatives *« la droite ou la gauche ne vont pas se gêner pour annoncer un plan d'austérité »*, que les hommes politiques promettent toujours des emplois et une baisse des impôts et ne tiennent pas parole. Dans sa ville, elle voit les friches industrielles remplacer les entreprises *« cassées »* et *« la vie qui devient de plus en plus morte, sauf autour du centre commercial »*.

Elle croit se rappeler qu'un président de la République avait promis le droit de vote aux immigrés, et qu'il ne s'était rien passé. Elle a vu la différence entre les discours et les actes de la municipalité communiste où elle a passé toute sa vie. Comme pour se consoler, elle se dit que le droit de vote *« n'est qu'un des aspects de la citoyenneté »*. Elle est allée, seule, à toutes les manifestations contre la loi Debré : *« Il fallait être là, pour dire "non". »* Elle est solidaire des sans-papiers. Elle est descendue dans la rue, elle, la si timide, à l'automne 1995. *« Prendre conscience, ne pas être indifférent, être concerné par ce qui se passe, c'est ça aussi être citoyen »*, mais elle aurait aimé voter, quand même, sûrement, ne serait-ce que pour *« faire barrage à Le Pen »*. Et pour la gauche, malgré les illusions perdues.

Aïcha, elle, a de la peine : *« Quand on ne vote pas, ça veut dire qu'on n'est rien du tout. » « Moi, je suis immigrée partout : en France et en Tunisie. Mes filles, si elles votaient, seraient enfin de quelque part. »* Le jour où ce sera enfin possible, elle rêve du moment où elle les accompagnera jusqu'à la porte du bureau de vote. *« Alors, alors seulement,* dit-elle, *je me dirai qu'elles sont enfin comme tout le monde. Adoptées. »*

Agathe Logeart

La possible candidature de Jacques Calvet ravive les passions à Levallois-Perret

LA CANDIDATURE de Jacques Calvet dans la 5e circonscription des Hauts-de-Seine (Levallois-Clichy), envisagée il y a plusieurs semaines par les instances nationales du RPR pour calmer le jeu entre partisans et adversaires du député sortant et ancien maire RPR de Levallois-Perret, Patrick Balkany, risque bien aujourd'hui de mettre le feu aux poudres.

Les dirigeants du mouvement néogaulliste voulaient éviter un nouveau choc frontal entre le maire RPR de Levallois, Olivier de Chazeaux, et son prédécesseur à l'hôtel de ville. Non content de l'avoir battu lors des élections municipales de 1995, le jeune chiraquien avait réussi à le faire condamner à deux ans d'inéligibilité pour prise illégale d'intérêts. Dès lors, les plaies nées de la campagne électorale pour les municipales risquaient d'être remises à vif, d'autant qu'Isabelle Balkany n'avait pas caché que si *« Patrick »* ne pouvait se présenter, elle affronterait elle-même M. de Chazeaux pour laver l'honneur de la famille.

Le RPR avait suggéré un parachutage. Les noms de Xavier Emmanuelli puis de Corinne Lepage avaient circulé. Finalement, les dirigeants du parti néo-gaulliste avaient approché Jacques Calvet, qui doit quitter la tête du groupe PSA à l'automne 1997 et n'avait jamais caché son envie de se recycler dans la politique.

La dissolution a précipité les choses, et M. de Chazeaux a été investi par les deux partis de la majorité pendant que le RPR suggérait à M. Calvet de s'intéresser plutôt au département de l'Essonne pour un tandem avec Serge Dassault. Cette proposition ne l'a pas séduit. Jeudi 1er mai, M. Calvet a indiqué à l'AFP : *« Je confirme très clairement que je suis en train de songer à poser ma candidature* [dans les Hauts-de-Seine] », ajoutant qu'il prendrait sa décision après avoir recueilli *« les réactions de ceux qui sont, d'ores et déjà, candidats »*. M. Calvet étant disposé à aller au combat *« si Olivier de Chazeaux acceptait d'être son suppléant »*. Cette démarche est appuyée par six élus de la majorité municipale, dont le premier adjoint, Philippe Wajnglas.

LUTTE FRATRICIDE

Cette annonce n'a pas entamé la détermination d'Olivier de Chazeaux : *« Il y a une rumeur. M. Calvet souhaiterait être candidat. Il se réveille aujourd'hui,* commente-t-il. *Moi, j'ai reçu une mission de la part des instances nationales et je la mènerai à terme. Je ne connais pas M. Calvet, je n'ai jamais eu de contact avec lui, mais je constate une chose : il a soixante-cinq ans. Il a peut-être envie de se ménager une retraite, mais ce n'est pas comme ça qu'on procède. »* Pas question donc pour lui de former le « ticket » voulu par M. Calvet. M. de Chazeaux ajoute aussi : *« Tout le monde connaît ses positions sur l'Europe et le traité de Maastricht. Nous sommes bien loin du nouvel élan pour la France. »*

Sans vouloir prendre ouvertement position dans cette affaire, certains responsables du RPR ne cachent pas, en privé, que le maire de Levallois *« a de plus en plus tendance à se balkanyser »* et que *« si Calvet y va, de Chazeaux est mal »*. Une lutte fratricide qui pourrait faire l'affaire de la candidate de la gauche, Catherine Lalumière (PRS), ancien ministre socialiste et soutenue par le PS.

Jean-Claude Pierrette

Lionel Jospin félicite Tony Blair pour sa « magnifique victoire »

LE PREMIER SECRÉTAIRE du PS, Lionel Jospin, a adressé à Tony Blair, vendredi 2 mai, ses *« chaleureuses félicitations personnelles et celles des socialistes »* après la *« magnifique victoire »* des travaillistes en Grande-Bretagne. *« Je me réjouis que les Britanniques aient su, pour changer d'avenir, changer de majorité »*, a-t-il ajouté. Pour François Hollande, porte-parole du PS, l'ampleur du succès des travaillistes *« témoigne du rejet du thatchérisme en Angleterre au moment où certains en France continuent contre toute raison d'en faire leur référence »*.

Le secrétaire national du PCF, Robert Hue, a évoqué quant à lui *« un résultat satisfaisant »*, tout en précisant qu'*« il n'était pas sûr que Tony Blair apporte de grands changements »*. Soulignant que le leader travailliste *« se réclame davantage du centre que de la gauche »*, M. Hue a plaidé pour *« une gauche bien à gauche »* en France.

Jean-François Mancel affirme que « les socialistes se trompent d'époque »

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL du RPR, Jean-François Mancel, a estimé, jeudi 1er mai, que la victoire des travaillistes anglais *« vient de creuser un peu plus les rides des ambitions archaïques de la coalition socialo-communiste de M. Jospin »*. *« C'est parce qu'ils se sont débarrassé de leurs vieilles lunes que les travaillistes ont gagné »*, affirme M. Mancel, en observant que *« le succès de Tony Blair est d'avoir su faire table rase de toutes les idées ringardes que le PS français vient pour sa part de ressortir des placards et de la poussière : le retour au dirigisme et aux nationalisations, à la dépense publique et aux augmentations d'impôts. »*

L'accord gauche-Verts contre le FN ne porte que sur cinq circonscriptions

LE PS, LE PCF, le Parti radical-socialiste et les Verts ont conclu un accord, mercredi 30 avril, pour présenter, au premier tour des législatives, un candidat unique dans cinq circonscriptions *« à forte influence Front national »*. Deux sont réservées à une candidate socialiste – Birgitta Hessel dans la deuxième d'Eure-et-Loir et Odette Casanova dans la première du Var –, la première des Pyrénées-Orientales est attribuée à Jean Vila (PCF), la huitième de Seine-Saint-Denis revient à Jean-Luc Bennahmias (Verts) et la neuvième du Nord à la candidate radicale-socialiste Colette Huvenne. Cet accord correspond au nombre de circonscriptions fixé au départ par le PCF, qui arguait du délai très bref et d'une réticence de ses fédérations. Le secrétaire national du parti, Robert Hue, s'est défendu de *« faire obstacle »* à l'accord qui, à l'origine, portait sur une quarantaine de circonscriptions. Le Mouvement des citoyens a protesté contre *« son éviction »* des discussions.

DÉPÊCHES

■ **CHER : le ministre délégué aux finances et au commerce extérieur,** Yves Galland (UDF-rad), qui avait été investi par la majorité RPR-UDF dans la première circonscription du Cher, a annoncé le 30 avril qu'il retirait sa candidature *« pour ne pas prendre le risque de faire élire un socialiste »*. M. Galland avait été investi après la décision de Jean-François Deniau (UDF-PR) de ne pas se représenter. Yves Fromion (RPR), qui était le suppléant de M. Deniau, avait fait connaître son intention de se porter candidat.

■ **LOIRET : Xavier Deniau, soixante-quatorze ans, député sortant RPR** de la quatrième circonscription du Loiret et frère de Jean-François Deniau, député sortant UDF-PR du Cher, a choisi comme suppléant son propre fils, François-Xavier, actuellement directeur adjoint au cabinet du ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette.

■ ***INDRE-ET-LOIRE* : le comité départemental du RPR d'Indre-et-Loire** a apporté, mercredi 30 avril, un net soutien à Michèle Beuzelin, qui s'est mise en congé du parti néogaulliste pour se présenter dans la première circonscription face au candidat investi par la majorité, Renaud Donnedieu de Vabres (UDF-PR), directeur de cabinet de François Léotard. Le président départemental du RPR, Bernard Debré, et le député sortant de la cinquième circonscription, Philippe Briand, n'ont pas pris part au vote.

■ **HAUTE-CORSE : Vincent Carlotti, le candidat investi par le PS et le PRS** dans la deuxième circonscripion de Haute-Corse, a déclaré forfait, jeudi 1er mai, pour cause d'inéligibilité. M. Carlotti avait omis de se faire réinscrire sur les listes électorales après sa radiation de celle de la commune d'Aléria (Haute-Corse), dont il avait été le maire de 1989 à 1995.

■ **VERTS : la formation écologiste de Dominique Voynet présentera 410 candidats.** Dans 29 circonscriptions, le PS ne présentera pas de candidats contre les Verts, au terme de l'accord programmatique et électoral signé mercredi 30 avril. Dans 79 circonscriptions, les Verts ne présenteront pas de candidat face au PS. Les fédérations du PCF, du MDC et des Verts ont conclu un accord pour des candidatures communes ou des soutiens mutuels dans quatre des cinq circonscriptions de l'Aisne.

■ **ÉVÊQUES : l'Eglise catholique appelle les électeurs** à la *« réflexion »* avant les législatives et rappelle que *« le vote engage la responsabilité de chaque électeur pour la construction d'une société où la fraternité entre les hommes et le respect de chacun soient pleinement reconnus »*, selon un communiqué de Mgr Louis-Marie Billé, président de la Conférence des évêques de France, publié mercredi 30 avril.

■ **AGRESSION :** François Hollande, porte-parole du PS, a indiqué, mercredi 30 avril, que les socialistes ont exprimé lors de la réunion de leur Bureau national leur *« solidarité à l'égard de Jacques Delors, victime d'une agression à Grenoble par un commando d'extrême droite »*. L'ancien président de la Commission européenne a été agressé, mardi, par des personnes se réclamant d'un *« comité anti-Maastricht »* qui l'ont aspergé de crème à raser, coiffé d'une tarte à la crème et légèrement blessé au menton alors qu'il s'apprêtait à donner une conférence sur l'Europe à l'Institut d'études politiques de Grenoble. M. Delors a refusé de porter plainte. En revanche, la mairie de Grenoble ainsi que l'IEP ont décidé de le faire.

Manifestation du 1er mai sans incident en Guyane

APRÈS DEUX SEMAINES de troubles liés à l'arrestation de syndicalistes et de militants indépendantistes guyanais et à leur incarcération en Martinique (*Le Monde* du 30 avril), la manifestation du 1er mai à Cayenne s'est déroulée sans incident. Deux mille personnes selon la police, six mille selon les organisateurs, ont défilé dans les rues du chef-lieu de la Guyane, ce qui témoigne d'une forte mobilisation. La veille, l'un des responsables de l'Union des travailleurs guyanais, Fabien Canavy, avait été libéré. A Paris, plus de trois cents Guyannais et sympathisants ont défilé, dans le cortège unitaire syndical, en scandant *« Halte, halte à la répression, il est fini le temps des colonies ! »*. Les manifestants portaient des écriteaux sur lesquels étaient inscrits les noms des militants emprisonnés.

JUSTICE Le procès de la Josacine empoisonnée s'est ouvert devant la cour d'assises de Seine-Maritime, vendredi 2 mai à Rouen. Jean-Marc Deperrois, un chef d'entreprise de quarante-six ans, y comparaît pour « *empoisonnement avec préméditation* ». ● M. DEPERROIS est accusé d'avoir placé du cyanure dans le flacon de Josacine, un antibiotique, dont Emilie Tanay, une enfant de neuf ans, avait absorbé une cuillerée avant de mourir brutalement, le 11 juin 1994, à Gruchet-le-Valasse (Seine-Maritime) ● L'ACCUSÉ a toujours nié les faits qui lui sont reprochés, ses défenseurs dénonçant une « *construction intellectuelle* ». ● RETIRÉE du marché dans la panique, et absente des pharmacies pendant plus de trois mois, la Josacine a retrouvé aujourd'hui, selon le laboratoire Belon qui la commercialise, son niveau de ventes d'avant l'« affaire » et demeure l'un des antibiotiques les plus prescrits.

Josacine empoisonnée : questions sur la mort d'Emilie, neuf ans

Jean-Marc Deperrois comparaît devant la cour d'assises de Seine-Maritime pour « empoisonnement avec préméditation ». Il a toujours nié avoir versé du cyanure dans le flacon d'antibiotique dont l'enfant avait absorbé une cuillerée avant de mourir

ROUEN
de notre envoyé spécial

Qui a tué Emilie Tanay ? Le samedi 11 juin 1994 vers 20 h 15, à Gruchet-le-Valasse (Seine-maritime), s'écroulait cette enfant âgée de neuf ans, après avoir ingéré une cuillerée-dose de Josacine, l'un des antibiotiques les plus couramment utilisés en pédiatrie. Transportée à l'hôpital général du Havre dans un coma profond, la fillette décédait deux heures plus tard. Après quelques jours d'analyses, un médecin légiste concluait à une intoxication aiguë au cyanure, et un expert-toxicologue corroborait cette constatation en relevant « *la présence probable* » de cette substance hautement toxique dans le médicament utilisé. Dans le flacon, 3,35 grammes de cyanure de sodium allaient être ainsi décelés.

PROCÈS

Informé de la mort suspecte de l'enfant, le laboratoire Bellon, qui fabrique l'antibiotique, décidait alors de retirer du marché les flacons de Josacine en granulés pour suspension buvable de 125, 250 et 500 mg. Annoncée sans grande préparation, le 16 juin, au journal télévisé de 20 heures de France 2, cette décision allait provoquer un grand émoi parmi les utilisateurs du médicament. Du même lot de fabrication en cause étaient issus 28 000 flacons. Mais l'hypothèse de la contamination accidentelle de l'antibiotique au cours du processus de fabrication, du conditionnement, du stockage, du transport ou de la vente devait faire long feu.

Menée dans le plus grand secret par la brigade de recherches de la compagnie de gendarmerie du Havre, l'enquête écartait rapidement l'erreur de manipulation, ainsi que l'hypothèse d'un acte de malveillance au cours de ce même cycle de fabrication et de conditionnement. La Josacine était ainsi placée définitivement hors de cause. En revanche, les investigations débouchaient, fin juillet, sur la garde à vue et la mise en examen surprise d'un chef d'entreprise de quarante-six ans, également deuxième adjoint au maire de Gruchet-le-Valasse, Jean-Marc Deperrois, pour « *empoisonnement avec préméditation* ».

Particulièrement discrète, cette étape judiciaire ne fut connue que le 17 août, transformant dès lors l'« affaire de la Josacine » en « affaire Deperrois », dossier qui demeure complexe : l'homme qui comparaît à Rouen à partir de vendredi 2 mai devant la cour d'assises de Seine-Maritime n'a jamais cessé de nier les faits qui lui sont reprochés et de lutter contre ce que l'un de ses défenseurs, Me Charles Libman, qualifie de « *construction intellectuelle* ».

Selon l'accusation, la mort d'Emilie Tanay serait la conséquence d'une méprise, commise par Jean-Marc Deperrois, qui tentait, toujours selon elle, d'assassiner le mari d'une femme qu'il convoitait. Le soir du drame, Emilie avait été confiée aux époux Tocqueville, Jean-Michel et Sylvie, dont l'un des fils était un camarade de classe de la petite fille. Atteinte d'une bronchite, celle-ci suivait un traitement de Josacine, à la prise duquel médicament le médecin traitant avait adjoint un sirop fluidifiant. Pour le soir, la mère d'Emilie avait donc laissé en évidence les médicaments – dont l'antibiotique préparé avec de l'eau minérale le jour-même – sur la table de la salle à manger des Tocqueville, dont le domicile jouxte la mairie de Gruchet-le-Valasse.

> Les enquêteurs allaient découvrir que Jean-Marc Deperrois avait acquis pour les besoins de son entreprise 1 kilogramme de cyanure de sodium

Or, au cours de leur enquête, les gendarmes apprenaient de Jean-Michel Tocqueville que sa femme, secrétaire de mairie, entretenait une relation avec le deuxième adjoint au maire. Sylvie Tocqueville confirmait que ses rapports avec Jean-Marc Deperrois avaient évolué, « *passant de professionnels à complices, d'amicaux à privilégiés et de privilégiés à adultérins* », débouchant sur un rapport sexuel en mars 1994. Et les gendarmes acquéraient la conviction que le chef d'entreprise, marié et père de famille, mais dont le couple semblait battre de l'aile, voulait refaire sa vie avec Sylvie Tocqueville.

Cette information, insuffisante pour étayer une quelconque accusation, allait prendre alors un tour singulier pour les enquêteurs lorsque ceux-ci interceptaient le 22 juin 1994 une conversation téléphonique au cours de laquelle un correspondant de Jean-Marc Deperrois lui demandait s'il lui restait un produit dont il ne précisait pas la nature et s'il n'avait pas été inquiété. Les enquêteurs allaient ainsi découvrir que l'adjoint au maire avait acquis pour les besoins de son entreprise, Imagerie thermique industrielle (ITI), spécialisée dans la thermophotographie industrielle, 1 kilogramme de cyanure de sodium.

Placé en garde à vue et interrogé sur ces faits, Jean-Marc Deperrois niait dans un premier temps avoir détenu une telle substance toxique, puis reconnaissait finalement en avoir possédé – avant de s'en être débarrassé – afin d'expérimenter un procédé de traitement des surfaces métalliques. Il expliquait son mensonge par la peur d'avoir des ennuis et la crainte du scandale si ses relations extra-conjugales étaient connues. Cependant, les enquêteurs estimaient par ailleurs que Jean-Marc Deperrois avait matériellement pu s'introduire le 11 juin 1994 au domicile des Tocqueville par la cour intérieure de la mairie et qu'informé du fait que Jean-Michel Tocqueville avait été souffrant la veille des faits, il avait pu croire que le médicament non rangé qui se trouvait sur la table de la salle à manger était destiné à son rival.

Après deux années d'instruction et onze demandes de mise en liberté rejetées, la justice a donc estimé qu'existait « *un faisceau de présomptions graves, précises et concordantes de nature à établir que* [Jean-Marc Deperrois] *a été l'auteur du crime d'empoisonnement avec préméditation dont a été victime Emilie Tanay* ». Nombre d'expertises chimiques et toxicologiques, le plus souvent fondées sur des probabilités et non des certitudes, puisque le cyanure de sodium détenu par Jean-Marc Deperrois n'a jamais été retrouvé, devraient alimenter pendant au moins quinze jours les débats animés par le président Jean Reynaud.

Face à la « *stratégie de mensonge de la garde à vue* » dénoncée par l'accusation, la défense devrait faire valoir de son côté la fragilité de certains témoignages et expertises, ainsi que la personnalité de l'accusé : « *Quelqu'un de bien, qui est dévoué à sa famille, à son travail, à son village, pour lequel, en sa qualité d'élu, il ne ménage ni son temps ni son ardeur* », énonce ainsi l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rouen, qui renvoie Jean-Marc Deperrois devant la cour d'assises. Un homme également « *décrit comme compétent, sympathique, gentil, honnête, de bonne moralité, ouvert, cordial, sérieux et travailleur* ». « *Et qui, en tant que père de famille*, ajoute Me Libman, *soit, pour en avoir donné à ses enfants, ce qu'est la Josacine.* »

Jean-Michel Dumay

L'un des antibiotiques les plus courants retiré du marché dans la panique

« *LE LABORATOIRE BELLON vient d'apprendre la survenue d'un décès dont la cause serait l'introduction, dans des circonstances encore inconnues, d'une substance toxique étrangère dans un flacon de l'antibiotique Josacine, flacon de granulés de 500 mg pour suspension buvable (...). Les responsables du laboratoire ont immédiatement décidé, dans le souci d'assurer la plus grande sécurité possible, après concertation avec l'Agence du médicament, de procéder par précaution au retrait de tous les flacons de Josacine suspension buvable (...).* »

Lu le 16 juin 1994 au cours du journal télévisé de 20 heures sur France 2 par le présentateur Etienne Leenhardt, le communiqué *du fabricant de la Josacine, filiale de Rhône*-Poulenc - Rorer, avait créé une véritable panique dans les foyers français (*Le Monde* du 18 juin 1994).

Les centres antipoison, les hôpitaux, les SAMU, les pharmacies, les pédiatres et les médecins de garde avaient été assaillis d'appels téléphoniques et, n'ayant reçu aucune information ni directive, n'avaient pu que répercuter les termes du communiqué du Laboratoire Bellon.

De même, les agences de presse n'avaient pas été alertées, et l'Agence du médicament avait finalement déploré « *les conditions incroyables* » dans lesquelles s'était faite la *communication du retrait du médicament*.

Le sentiment de panique avait été à la mesure de la renommée de l'antibiotique, parmi les plus utilisés dans la gamme des remèdes aux infections dites courantes, oto-rhino-laryngologiques et bronchopulmonaires, notamment chez les enfants.

« L'IMAGE DU PRODUIT » INTACTE

Mise sur le marché pour la première fois en 1979, réputée précisément pour sa formule destinée aux enfants, son conditionnement en sachets et en suspension buvable, ainsi que pour son goût à la fraise, la Josacine a, selon Rhône-Poulenc - Rorer, *retrouvé le niveau de ventes qui était le sien* avant « l'affaire Deperrois ». Elle se place *aujourd'hui, en France*, au cinquième rang des antibiotiques prescrits.

La firme pharmaceutique insiste sur « *la solidarité du corps médical français pour la prescription de ce médicament* » et considère qu'en définitive « *ni l'image du produit ni celle du laboratoire n'ont été altérées* ». L'antibiotique avait été retiré du marché pendant plus de trois mois et sa commercialisation avait repris début octobre 1994.

Le Laboratoire Bellon, qui n'a pas rendu publique l'estimation du préjudice causé par le retrait de son médicament, a obtenu de la Cour de cassation que sa constitution de partie civile au procès de Jean-Marc Deperrois soit recevable. Le chiffre d'affaires annuel des ventes de Josacine au moment des faits était de 350 millions de francs.

J.-M. Dy

Le tribunal d'Aix-en-Provence fixe la consignation du « collectif de citoyens » contre Mme Mégret

MARSEILLE
de notre correspondant

Malgré l'aspect très formel de l'audience – une mise en état de la procédure –, 175 des 730 personnes ayant assigné pour diffamation raciale Catherine Mégret, le maire Front national de Vitrolles (Bouches-du-Rhône), après l'entretien accordé au journal allemand *Berliner Zeitung* (*Le Monde* du 26 février), se sont déplacées, mercredi 30 avril, devant le tribunal correctionnel d'Aix-en-Provence. Les autres étaient représentées par l'avocat de ce « collectif de citoyens », Me Alain Molla.

Dans le journal allemand, le maire de Vitrolles avait notamment déclaré : « *On va donner moins d'allocations* [aux immigrés] *de façon à ce qu'ils aillent vivre ailleurs. On va réétudier les dossiers, retirer à des immigrés pour donner à des Français.* »

La date du procès sur le fond a été fixée au 30 juin. Tous les assignataires présents ont, par roulement, défilé devant le tribunal présidé par Jacques Nunez. Le magistrat leur a indiqué qu'il leur faudrait verser, avant le 23 juin, une consignation de 100 francs, indispensable pour que la juridiction soit effectivement saisie. Habituellement, le tribunal correctionnel impose des consignations d'un montant de 1 000 francs minimum : c'est, par exemple, la somme retenue pour SOS-Racisme, qui est venu à cette même audience confirmer sa citation directe contre Mme Mégret pour provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence raciale.

La justice aixoise a porté une attention particulière à cette audience en procédant à un accueil renforcé des plaignants et en veillant à ce que tous assistent à cette première étape de la procédure. Des brochures sur les lois antiracistes, éditées par le ministère de la justice, étaient à la disposition des assignataires. Venu en observateur et en robe d'avocat, Jean-Jacques Anglade, ancien maire socialiste de Vitrolles, a « *salué le courage de tous ceux qui ont engagé cette procédure* ». Le président de SOS-Racisme, Fodé Sylla, a qualifié cette action d'« *acte de citoyenneté sans précédent* ».

« UNE CHANCE DU DIABLE »

Représentée par son défenseur, Me Wallerand de Saint-Just d'Autingues, qui a dénoncé « *une procédure de corne-culs* », Catherine Mégret sera entendue le 30 juin, le tribunal l'ayant expressément souhaité. Dans un communiqué, le maire de Vitrolles a dénoncé « *un scandale juridique* » et « *une prise en otage de la justice à des fins partisanes* ». « *Les agitateurs à l'origine de ce montage bafouent la justice* », a-t-elle ajouté.

Conscients des aléas de ce procès, les assignataires ont mis l'accent sur la faiblesse de l'arsenal juridique réprimant les propos et actes racistes. Jeune régisseur de théâtre, Jean-Philippe ne se fait « *aucune illusion* », mais « *en fonction du résultat de ce procès* », il écrira à son député pour que soit modifiée la législation. « *On ne peut pas dire n'importe quoi sans en supporter les conséquences* », ajoute-t-il. Tous pensent, à l'image de Monique, éducatrice, que « *cette initiative citoyenne fera pression sur la nouvelle Assemblée nationale qui devra se positionner sur l'inadéquation des textes contre le racisme* ».

Selon un chef d'établissement *scolaire*, le téléscopage de cette procédure avec les élections législatives est « *une chance du diable, car nous démontrons que la démocratie existe par les citoyens à la base et non pas parce qu'il existe des hommes politiques* ». Les thèmes de la « *leçon citoyenne donnée aux hommes politiques* » est dans toutes les bouches. « *Le peuple de gauche*, affirme ainsi une assistante de direction marseillaise, *est mal à l'aise dans les partis, mais si bien dans des actions citoyennes comme celle-là.* »

Après cette audience, les militants de SOS-Racisme, Ras l'front Vitrolles et Alarme citoyens de Marignane ont manifesté jusqu'à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence.

Luc Leroux

Perquisition à la brigade financière après le vol de scellés concernant le dossier Elf

LES ENQUÊTEURS de l'inspection générale des services (IGS) ont effectué une perquisition, mercredi 30 avril, dans les locaux de la sous-direction des affaires économiques et financières (AEF) de la police parisienne, rue du Château-des-Rentiers (13e arrondissement). Chargés par le juge d'instruction Marie-Paule Moracchini des recherches sur la disparition, dans un bureau de la brigade financière, d'un carton de scellés relatifs à l'affaire Elf, ils n'ont découvert « *aucune piste probante* », indiquait-on vendredi matin 2 mai de source judiciaire. Mais cette nouvelle incursion de la « *police des polices* », survenant quelques jours après le placement en garde à vue d'un commissaire et de trois officiers de la brigade financière – qui avaient pris part à l'inventaire des scellés, quelques heures avant leur disparition –, n'a fait qu'alourdir le climat au sein d'une institution policière déjà secouée par le « *cambriolage* » perpétré dans ses murs.

Le Syndicat national des officiers de police a déploré, dans un communiqué, « *le climat de suspicion déplacé qui règne actuellement à l'encontre des officiers de la PJ de Paris* ». « *C'est sur l'ensemble des fonctionnaires de ce service qu'on fait planer le doute* », a regretté, pour sa part, un porte-parole de la CGT-Police. Le juge d'instruction chargé de l'affaire Elf, Eva Joly, a réitéré sa confiance aux enquêteurs de la brigade financière, à qui ont été confiées la quasi-totalité des commissions rogatoires délivrées dans ce dossier (*Le Monde* du 30 avril).

DÉTAIL DES PIÈCES

Dans son édition du vendredi 2 mai, le quotidien *Libération* livre par ailleurs le détail des neuf scellés dérobés. Ces pièces avaient été saisies au cours d'une perquisition ordonnée par Mme Joly dans les bureaux d'un décorateur de Saint-Tropez, Henri Garelli, qui avait réalisé des travaux dans les résidences personnelles du PDG d'Elf-Gabon, André Tarallo, à Genève, à Paris et en Corse, à Bonifacio (*Le Monde* du 23 avril). Selon *Libération*, qui se réfère manifestement au procès-verbal récapitulatif dressé le 19 avril, les policiers avaient inventorié l'ensemble des factures émises par la SARL Garelli de 1992 à 1996 (scellé A1) ; le listing informatique du compte client d'André Tarallo (A2) ; une chemise cartonnée intitulée « *Tarallo Paris* » et contenant des courriers, des devis et des copies de chèques (A3) ; deux chemises cartonnées intitulées « *Tarallo Corse* » (A4 et A5) ; un dossier « *Tarallo Corse jardin* » (A6) ; des bordereaux et des avis de crédit de la Société marseillaise de crédit (SMC), ainsi que des chèques (Eurochèques suisses et Union bancaire privée) (A7) ; le listing informatique du répertoire téléphonique de M. Garelli (A8) ; un dossier « *Tarallo Genève* » (A9).

Seuls les agendas du décorateur pour les années 1993, 1994 et 1995, qui avaient été extraits du carton par les enquêteurs, n'ont pas été emportés par le ou les voleurs. En revanche, il est avéré que le juge avait bien reçu, par télécopie, la reproduction des trois chèques signés par M. Tarallo et tirés sur le compte 117240 TA-rubrique « *Colette* » ouvert à la CBI-TDB Union bancaire privée de Genève (*Le Monde* du 26 avril), compte qui avait accueilli une partie de la commission versée par Elf en 1992, sur une opération au Venezuela. Les deux premiers, datés des 30 janvier et 20 novembre 1994 (53 900 francs et 94 800 francs), représentent les honoraires du décorateur. Le troisième, daté du 27 décembre 1994, d'un montant de 400 000 francs, constitue le règlement d'une entreprise de ferronnerie. Le parquet de Paris a tenu, en revanche, à préciser, dans un communiqué du 30 avril, que « *les indications publiées* » par *Le Parisien*, *L'Express*, *Le Nouvel observateur* et *Le Canard enchaîné* relatives au versement par Elf d'une commission au parti du chancelier allemand Helmut Kohl, la CDU, « *ne reposent sur aucun fondement qui serait tiré du dossier de la procédure d'information judiciaire suivie au cabinet de Mme Eva Joly* ».

Hervé Gattegno

L'ordre des médecins de Seine-et-Marne menace de sanctions les signataires de la convention

« Un incident très grave », selon le docteur Bouton, président de MG France

Dans un courrier adressé le 28 avril à l'ensemble des médecins du département, le conseil de l'ordre de Seine-et-Marne menace de *« poursuites »* pour *« violation de la déontologie médicale »* les praticiens qui auraient signé la convention médicale. Cette initiative, qui s'est faite sans l'aval du conseil national de l'ordre, est qualifiée de *« scandale public »* par le docteur Bouton, président de MG France.

LE PLAN DE MAÎTRISE des dépenses de santé mis en œuvre par le gouvernement et dans lequel la nouvelle convention médicale, en vigueur depuis le 31 mars, joue un rôle fondamental, se heurte aujourd'hui à une difficulté de taille. On sait que cette convention, qui régit les relations entre les caisses d'assurance-maladie et les médecins libéraux, prévoit des sanctions collectives en cas de dépassement des budgets consacrés aux dépenses de santé. En d'autres termes, les praticiens pourraient être amenés à reverser collectivement une partie de leurs honoraires dès lors que certains d'entres eux auraient eu une activité dépassant la norme. C'est cette disposition qui avait été à l'origine de la récente grève des internes des hôpitaux.

Le conseil départemental de Seine-et-Marne de l'ordre des médecins menace aujourd'hui les médecins du département qui signeraient le texte de la convention médicale de *« poursuites »* pour *« violation de la déontologie médicale »*. Dans un document daté du 28 avril adressé à leurs confrères, les docteurs Joël Le Guérinel et André Deseur, respectivement président et secrétaire général de ce conseil départemental, expliquent notamment que *« les médecins qui accepteraient de signer ces textes s'exposeraient aux poursuites que* [le conseil départemental] *engagerait à leur encontre du fait du non-respect du code de déontologie médicale »*.

Ces responsables ordinaux joignent à leur courrier le texte d'une délibération de ce conseil en date du 27 avril qui constate que les textes de l'actuelle convention *« portent atteinte à l'honneur de la profession »*, *« comportent des sanctions collectives contraires au principe de la responsabilité individuelle du médecin »*, *« sont de nature à rompre l'indispensable confiance des personnes en leur médecins »*. Selon ce conseil départemental, le texte de la convention *« porte atteinte à l'indépendance professionnelle des médecin par des sanctions de reversement du fruit de leur travail, obérant ainsi leur faculté de prescription au bénéfice des personnes mis en concurrence avec leur capacité personnelle de vivre de leur travail »*. On pourrait ne voir là qu'une réaction rétrograde, minoritaire et de peu de portée si l'argumentation du conseil départemental de Seine-et-Marne ne se fondait, pour l'essentiel, sur celle faite par le conseil national de l'ordre des médecins.

« Il faut rappeler que le conseil national s'est prononcé il y a quelques semaines, soulignant que l'exercice médical était un exercice individuel et que les dispositions envisagées d'ordre collectif étaient inadaptées, a déclaré au *Monde* le professeur Bernard Glorion, président du conseil national. *Nous avons communiqué cet avis au gouvernement qui nous avait consulté, comme le veulent les textes en vigueur. Pour autant, cet avis consultatif n'a pas été retenu par le gouvernement. »* On peut dès lors comprendre les hésitations de certains médecins qui se posent aujourd'hui des questions sur le fait de savoir s'il doivent ou non adhérer à une convention dont le conseil national a fait savoir qu'elle n'était pas conforme à la déontologie médicale.

UN TEXTE SANS VALEUR

« Notre avis était consultatif. Depuis, le texte de la convention a été signé par les ministres et il est paru au Journal officiel, précise le professeur Glorion. *Compte tenu des questions soulevées, j'ai convoqué un conseil national extraordinaire qui se tiendra mercredi 7 mai, au terme duquel nous formaliserons la réponse que nous donnerons aux médecins. Dans l'attente, le texte diffusé par le conseil départemental de Seine-et-Marne n'a bien évidemment aucune valeur. »* Le professeur Glorion souligne qu'aucun texte ne confère à un conseil départemental le droit et le pouvoir de donner de telles instructions à des médecins.

Jusqu'où peut-on invoquer les principes déontologiques fondant une activité individuelle pour s'opposer à une texte officiel et à la nécessaire maîtrise collective des dépenses de santé ? Le gouvernement avait fait savoir à plusieurs reprises lors de la grève des internes qu'il n'entendait pas revenir sur le principe des sanctions collectives et du reversement des honoraires. Pour sa part, le conseil national de l'ordre, en charge du respect de la déontologie, a entrepris une analyse juridique de la situation actuelle, analyse qui, espère-t-il, permettra de donner *« une réponse cohérente »* à tous les médecins libéraux français.

Certains, en son sein, envisagent un recours en Conseil d'Etat afin d'obtenir l'abrogation des éléments de la convention médicale qui leur semblent en opposition avec les fondements de la déontologie médicale.

« Il s'agit là d'un incident très grave, un scandale public », a pour sa part déclaré le docteur Richard Bouton, président du syndicat MG France, signataire de la convention médicale, à propos de l'initiative du conseil departemental de Seine-et-Marne. Le docteur Bouton *« exige la démission »* du docteur Joël Le Guerinel, président de ce conseil.

Jean-Yves Nau

Polémique sur la distribution de repas sans porc dans une école de Colombes

*« **JE NE SUIS PAS** au FN et je ne suis pas raciste. »* A l'école maternelle Charles-Perrault de Colombes (Hauts-de-Seine), la directrice Annette Degois est sur ses gardes. Invitée à justifier son refus de distribuer des repas de substitution aux élèves qui ne mangent pas de porc, la directrice prend grand soin, dans une polémique qu'elle qualifie de *« cabale »*, de déborder le moins possible du sujet.

Le 28 mars, en réponse à un parent d'élève concerné, Akli Boughetof, elle expliquait déjà : *« La laïcité est avant tout le respect de la différence, mais en aucun cas la mise en évidence d'une différence par rapport aux autres. »* Et d'évoquer : *« Les enfants qui ne mangent pas de bœuf, les enfants qui ne mangent pas de poisson, les enfants qui ne mangent pas d'œufs, les enfants qui ne mangent pas de betteraves... »* Mme Degois affirmait alors : *« Je ne reviendrai pas sur cette décision. »*

Cette affaire provoque un net embarras dans la ville, alors que la campagne électorale est engagée. Certains rappellent que la suppression des menus spéciaux dans les cantines scolaires fut l'un des premiers actes de la nouvelle municipalité Front national de Marignane, qui l'avait ainsi justifiée, le 27 novembre 1996, devant le tribunal administratif de Marseille : *« Les élèves de confession musulmane ou israélite n'ont pas plus de droit à se voir offrir des plats de substitution au porc que les élèves catholiques à exiger du poisson le vendredi »* (*Le Monde* du 3 décembre 1996).

Mme Degois affirme qu'elle n'a pas eu connaissance de ce procès. Elle précise avoir supprimé la distribution des menus spéciaux *« depuis à peu près quatre ans »* et n'avoir eu *« aucune réclamation jusqu'à ce jour »*. Faisant de cette affaire une *« question de principe »*, M. Boughetof, épaulé par un autre parent d'élève, Pascal Deleu, n'a pas baissé les bras. Le 1er avril, l'inspection de l'éducation nationale lui faisait savoir que la directrice *« agit dans ce cadre-là en tant que personne employée par la municipalité de Colombes (...), seule responsable du fonctionnement de la cantine »*.

A la mairie, on fait valoir que la distribution de repas de substitution est la règle en vigueur depuis 1962. Mais on ne se précipite pas pour régler le problème posé à l'école Charles-Perrault. *« Je ne suis pas de ceux qui jouent les dictateurs dans ma commune »*, explique le maire (PCF), Dominique Frelaut. Favorable à ce que soit *« mis un terme à cette interprétation individuelle »* de la règle, M. Frelaut ne souhaite pas, toutefois, que *« cela se transforme en demande de caractère collectif d'une communauté »*.

Maire adjoint chargé de l'enseignement, Maurice Lobry, candidat socialiste dans la 1 première circonscription des Hauts-de-Seine, s'affirme également soucieux de régler le conflit *« par la voie de la médiation »*. La majorité municipale a décidé de convoquer Mme Degois, *« dans le souci de lui faire comprendre qu'on aimerait qu'elle applique la loi commune »*, précise-t-il. Mais, soulignant que *« ce conflit peut faire naître certaines crispations »*, l'adjoint au maire indique que *« le fait de mener de grandes batailles sur ces questions ne sert pas forcément la cause de ceux qui en sont les victimes, mais celle de leurs adversaires »*. Soucieux d'*« apaisement »*, M. Lobry a même suggéré à M. Boughetof d'inscrire son enfant dans une autre école.

En toile de fond de cet embarras figure le Front national, dont l'élu socialiste souligne qu'il *« fait son meilleur score dans le bureau de vote de l'école Charles-Perrault »*, en précisant qu'il *« ne peut pas exclure que Mme Degois subisse des pressions dans ce quartier »*. Ce que la directrice de l'école reconnaît incidemment. *« On m'a reproché de distribuer des repas de substitution aux Maghrébins et pas aux autres,* indique-t-elle. *Plusieurs personnes m'ont appelé en me disant :* "Si on n'est pas maghrébin, on n'a plus rien." *»*

Jean-Baptiste de Montvalon

Le dalaï-lama réunit en Savoie les religions des cinq continents

Cette rencontre œcuménique marque la fin du séjour en France du chef du bouddhisme mayahana

LA ROCHETTE (Savoie)
de notre envoyé spécial

Sous un immense chapiteau blanc où se pressent six mille personnes, le dalaï-lama a réuni les représentants d'une trentaine de religions des cinq continents, que le chef de l'Eglise lamaïque du Tibet préfère appeler plus modestement *« traditions spirituelles »*.

Le dalaï-lama achevait, le 30 avril à La Rochette (Savoie), au milieu de cette *« Eglise du monde »*, un séjour en France de quinze jours, interrompu brièvement par une visite aux Etats-Unis pour une rencontre avec le président Bill Clinton.

PRÉSENTATION DES RITUELS

Sur la vaste scène où se sont installés les représentants des différentes « traditions », le spectacle est coloré. Les costumes cherokee, apache, aztèque se mélangent à la couleur pourpre des moines bouddhistes, aux vêtements blancs des musulmans, à la robe ample et noire de l'envoyé de l'Eglise orthodoxe.

Aborigène d'Australie, chaman de Sibérie, vaudou du Bénin, participent également à cette grand-messe mise en scène par l'écrivain Jean-Claude Carrière. Ce dernier met en garde le public qui va assister à la présentation des différents rituels contre les risques de *« maladresse »*, de *« désordre »* ou de *« confusion »*. *« Ce sera un peu artificiel,* prédit l'écrivain. *Mais nous inaugurons peut-être aujourd'hui le rituel des rituels. »*

Cette rencontre inter-religions s'inscrit dans *« l'esprit d'Assise »* initié en 1986 par le pape Jean Paul II, qui avait alors réuni les plus importants responsables religieux de la planète.

Le dalaï-lama souhaitait que le rassemblement de La Rochette aille bien au-delà du petit groupe des grandes religions invitées en Italie et qu'il s'ouvre aux autres traditions dites *« premières »* ou *« autochtones »*. Son appel fut largement entendu. *« Le but que je m'étais fixé a été accompli »*, s'est félicité le dalaï-lama.

Au cours de cette réunion œcuménique, le dalaï-lama a réaffirmé la *« nécessité du pluralisme religieux au sein de l'humanité »*, et souligné : *« La méthode la plus efficace pour dépasser les conflits est le contact étroit et l'échange entre les tenants de croyances différentes, pas seulement au niveau intellectuel, mais aussi par des expériences spirituelles profondes. C'est là une méthode puissante pour développer la compréhension et le respect mutuel. »*

Le Père Bodin, membre du secrétariat général de la Conférence épiscopale, a indiqué que le dialogue inter-religieux était *« un chemin incontournable si nous voulons être fidèle à notre croyance »*. *« Il est nécessaire pour la paix du monde et l'avenir de tous nos enfants »*, a ajouté le recteur de l'institut musulman de la mosquée de Paris, Dalil Boubakeur.

« QUELQUES DOUTES »

Au cours de la longue présentation des rituels, le dalaï-lama a laissé transparaître une réelle émotion. Mais il est apparu aussi perplexe à l'égard de certaines pratiques religieuses.

Interrogé à l'issue de la cérémonie, il a reconnu avoir éprouvé parfois *« quelques doutes »*. *« J'ai du respect pour tous ceux qui adhèrent à ces différentes traditions, car elles sont souvent en accord avec les aspirations et la nature des gens. Mais cela ne veut pas dire que je les respecte par conviction, ou parce que je crois en leur valeur. Moi-même, j'ai quelquefois certains doutes sur des rituels bouddhistes. »*

Claude Francillon

Le « danger des sectes »

A plusieurs reprises, au cours de sa visite en France, le dalaï-lama a mis en garde ses auditeurs contre *« le danger des sectes »*. *« Certaines personnes éprouvent le besoin d'être prises en main. Elles peuvent être vulnérables. En face d'eux, il y a des gens qui ont une soif de pouvoir, de contrôle, et qui se présentent comme les détenteurs d'une tradition quelconque. Il y a alors un fort risque pour les personnes un peu faibles ou un peu confuses »*, a déclaré le XIVe dalaï-lama.

Le chef du bouddhisme mayahana estime d'autre part *« qu'il faut être très prudent dans le choix d'un maître spirituel »*. *« On ne choisit pas sur un coup de tête. (...) Si un maître se comporte à l'opposé de son enseignement, il est nécessaire de le contrecarrer. »*

La reprise d'Isola 2000 est confiée à Bernard Riccobono

CONTRE TOUTE ATTENTE, la cour d'appel d'Aix-en-Provence a désigné, mercredi 30 avril, l'imprimeur varois Bernard Riccobono comme repreneur de la station de sports d'hiver Isola 2000 (Alpes-Maritimes). La cour a rejeté le plan de continuation présenté par le groupe Pierre et Vacances, leader européen de l'*immobilier* de loisirs, qui avait annoncé, à l'audience du 19 février, avoir acquis pour un franc auprès de la structure de défaisance du Crédit lyonnais – le Consortium de réalisation (CDR) – la créance détenue par la banque sur la station, d'un montant de 253 millions de francs (*Le Monde* du 21 février).

Pierre et Vacances, qui s'engageait à rembourser l'intégralité des autres créanciers, avait reçu l'appui du CDR, et avait été soutenu par l'avocat général. Dans sa décision, la cour relève : *« L'offre de Pierre et Vacances de régler le passif à 100 % ne saurait être analysée comme une proposition sérieuse. »* Le choix de M. Riccobono ouvre la possibilité de poursuites pénales pour *« banqueroute »* contre les anciens dirigeants de la station, le promoteur Dominique Bouillon et Sophie Deniau, belle-fille de Jacques Toubon, tous deux déjà mis en examen par le juge Eva Joly pour *« abus de biens sociaux et recel »*.

Relaxe confirmée pour des trafiquants de drogue

LA COUR D'APPEL DE TOULOUSE a confirmé, mercredi 30 avril, la relaxe de quatre ressortissants italiens impliqués dans un trafic de plus d'une tonne de cocaïne. Leur arrestation, en flagrant délit, en janvier 1994, s'était déroulée lors d'une opération de « livraison *surveillée* » organisée par la direction générale des douanes. Découvrant à l'audience, en août 1996, l'existence de cette opération, le tribunal correctionnel de Toulouse avait relaxé les prévenus. Le procès de la « prise du siècle » était alors devenu celui des douaniers et de leurs méthodes. Devant la cour d'appel, le 20 mars, l'avocat de la défense, Me Christian Etelin, avait révélé que le ministre de la justice préparait un projet de loi pour préciser les ambiguïtés du texte du 19 décembre 1991 organisant les opération dites *« sous couverture »*.

DÉPÊCHES

■ **AGRESSION : Jean-Jacques Jégou, député (UDF) du Val-de-Marne, a été agressé à son domicile du Plessis-Trévise, mercredi** soir 30 avril, par un groupe de quatre ou cinq hommes encagoulés et armés. Blessé au ventre avec un couteau ou un tournevis, il a été opéré à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil. Il espère reprendre la campagne électorale dès lundi 5 mai dans la 4e circonscription du Val-de-Marne. Les agresseurs n'auraient dérobé que quelques centaines de francs et des bijoux sans grande valeur. M. Jégou, chef d'une entreprise spécialisée dans la distribution de quincaillerie pour le bâtiment, a déclaré au *Monde* : *« Ils pensaient qu'en tant qu'homme politique j'avais beaucoup d'argent, mais je ne sais pas s'il y a un lien avec la campagne, j'espère que non. »*

■ **POLICE : une centaine d'armes de guerre ont été saisies, et** deux personnes ont été interpellées aux Saintes-Maries-de-la-Mer (Bouches-du-Rhône), lors du démantèlement d'un trafic d'armes de collection dans le Sud-Est. Après une année d'enquête, les gendarmes ont saisi des pistolets, des pistolets-mitrailleurs et des fusils de guerre, datant notamment de la première guerre mondiale et vendues jusqu'à 20 000 francs pièce sur les marchés aux puces ou par petites annonces.

■ **VILLE : les conventions de développement des deux zones franches urbaines (ZFU) de Seine-Saint Denis** ont été signées, mercredi 30 avril, par le ministre délégué à la ville et à l'intégration, Eric Raoult, et les maires des communes de Clichy-sous-Bois, Montfermeil et Bondy. Ce dispositif, qui exonère les entreprises installées dans les ZFU, a pour objectif la création de deux cents emplois sur ces deux sites.

■ **CONSOMMATION : une quarantaine d'associations organisent,** samedi 3 mai, une campagne intitulée « De l'éthique dans l'étiquette » visant à sensibiliser l'opinion à une consommation citoyenne et à l'inciter à réclamer de la part des commerces de l'habillement et de la chaussure des informations sur les conditions sociales et écologiques de fabrication. La campagne entend aussi obtenir de la part des distributeurs le respect d'un code de conduite *prévoyant notamment un système de contrôle indépendant.*

Double enquête sur le naufrage d'une gabare de la marine nationale

CHERBOURG
de notre correspondant

Une double enquête, judiciaire et administrative, a été ouverte, mercredi 30 avril, après le naufrage, au large du Cotentin, d'une gabare de la marine nationale qui transportait des explosifs. Un artificier civil de la délégation générale pour l'armement et un officier-marinier ont trouvé la mort. Trois pyrotechniciens de l'arsenal de Cherbourg sont portés disparus dans l'explosion, puis le naufrage de la *Fidèle*.

Affecté à des missions de servitude au profit du port militaire, ce bâtiment de 630 tonnes a coulé en quelques minutes, alors qu'une équipe d'artificiers procédait au « pétardement » d'un stock – récemment déclassé – de grenades contre des nageurs de combat. Ce programme d'élimination d'armes périmées consistait à détruire en mer quelque 9 600 engins de faible puissance.

Utilisée comme deux autres bâtiments du même type, à Brest et à Toulon, pour le mouillage et le relevage des bouées, coffres, radeaux et autres engins nautiques, ainsi que pour lutter contre les pollutions par hydrocarbures, la *Fidèle* était aussi la seule des trois gabares de la marine à être gréée en mouilleur de mines.

Les artificiers de la pyrotechnie chargés de stocker les grenades ont imaginé un protocole particulier pour l'élimination de ces explosifs. Ils ont prolongé de trois mètres au-dessus de l'eau les rails des chariots destinés au mouillage des mines. Jetées l'une après l'autre après avoir été dégoupillées par un procédé mécanique, les grenades étaient détruites, comme en utilisation réelle, par environ dix mètres de fond.

Chacune des charges prise intrinséquement ne présentait pas un gros danger potentiel selon les pyrotechniciens. A l'air libre, leur explosion est en effet inoffensive pour un homme à distance de plus de quarante centimètres. Mais, pour cette mission de routine qui avait déjà eu lieu à cinq reprises, sans incident, avec la même gabare depuis février, 1 400 grenades se trouvaient à bord de la *Fidèle*, soit environ 700 kilos d'explosifs.

Entendue à trente kilomètres à la ronde, l'explosion, qui a fait deux morts, a été très violente. Les rescapés – dont dix blessés, à des degrés divers – ont été secourus par un bateau de pêche et un voilier croisant dans les parages. Les recherches pour retrouver les trois disparus ont été interrompues jeudi 1er mai.

Un chasseur de mines va tenter de repérer l'épave, qui doit se trouver par 80 mètres de fond. Le procureur de la République de Caen et l'état-major de la marine ont ouvert, chacun dans sa compétence, une enquête d'ordre judiciaire et administratif.

René Moirand

prise d'Isola 2000
nfiée à Bernard Riccobono

e confirmée
des trafiquants de drogue

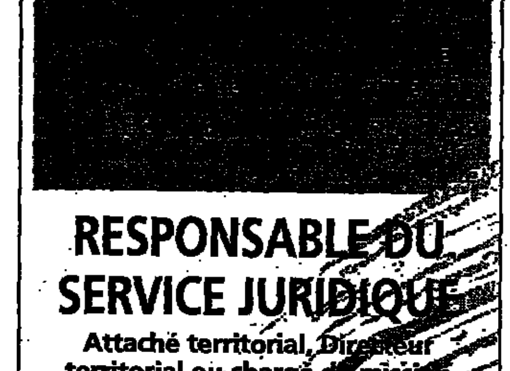
mble enquête sur le naufrage
é gabare de la marine nationale

هكذا من الأصل

Le Monde des INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Cadres Territoriaux



RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE

Attaché territorial, Directeur territorial ou chargé de mission

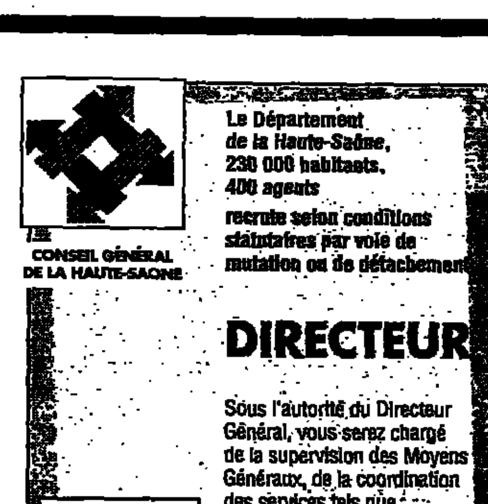
Sous l'autorité du *Secrétaire général*, vous animez une équipe de 4 personnes pour *prendre en charge* : • la préparation et le suivi du conseil municipal • le conseil juridique interne • le précontrôle de légalité des actes de la collectivité • la gestion des contentieux et les relations avec les juridictions et conseils externes (avocats, huissiers, experts, notaires) • la gestion des contrats d'assurances • le suivi des conventions d'occupation du domaine privé de la ville • l'instruction de dossiers du secrétariat général.

Votre formation supérieure (3ème cycle de préférence) allie des connaissances en droit public et droit privé. Une expérience dans une *fonction similaire serait appréciée.*

• Régime indemnitaire • Prime de fin d'année.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo avant le 24 mai à M. le Maire, DRH, BP 330, 60021 BEAUVAIS cedex

---



Le Département *de la Haute-Saône*, 230 000 habitants, *400 agents*

recrute selon conditions statutaires par voie de mutation ou de détachement

DIRECTEUR

Sous l'autorité du Directeur Général, vous serez chargé de la supervision des Moyens Généraux, de la coordination des services tels que :
• Finances,
• Secrétariat du Conseil Général,
• Aide au logement
• Ressources Humaines.

Vous possédez une solide expérience dans un poste similaire, le sens du dialogue, des relations et du travail d'équipe.

Des connaissances approfondies dans les domaines juridique et financier sont également indispensables.

Poste à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser *candidature* manuscrite + CV *+ photo* à M. le Président *du Conseil* Général, *Direction* Générale des Services Départementaux, *Service des* Ressources *Humaines*, 23 rue de la *Préfecture*, BP 349, 70006 *Vesoul cedex.*



LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE-MARITIME
à Rouen, au cœur de la Normandie à 1 heure 20 de Paris
Recrute

Un sous-directeur d'arrondissement

chargé des actions sociales et médico-sociales à la direction départementale de la solidarité

Cette direction est engagée dans un processus de réorganisation et de déconcentration des missions d'actions sociales et médico-sociales.

MISSIONS
• Responsable hiérarchique direct d'une vingtaine de cadres médico-sociaux, il anime et coordonne la mise en œuvre territoriale des politiques sociales et médico-sociales du Conseil Général en s'appuyant sur environ 400 agents.
• Interlocuteur des élus et des partenaires, il négocie les domaines et les modes de collaboration exigés pour un travail efficace dans le développement social local.
• Cadre responsable d'équipes et membre de l'équipe de direction. Il met en œuvre les outils de management et il contribue, par son implication personnelle et sa compétence, à la réussite des objectifs assignés à la Direction Départementale de la Solidarité.

RECRUTEMENT
Agent des cadres d'emploi de catégorie A des filières administratives et médico-sociales par voie de mutation ou de détachement.

Adresser CV détaillé, lettre de motivation, photo, dernier arrêté de promotion, copie des 3 dernières fiches de notation avant le 12 mai 1997 à :

Monsieur le Président du Conseil Général de la Seine-Maritime
Direction des ressources humaines - Hôtel du Département
Quai Jean Moulin - 76101 ROUEN CEDEX

COMMUNAUTE DE COMMUNES

SAINT-ETIENNE METROPOLE

373 815 habitants (Département de la Loire), recrute

1 Chargé de Mission

dans le cadre de la mise en place de son service économique

Missions
■ accueil des entreprises et montage des dossiers
■ suivi prospection en liaison avec les partenaires institutionnels
■ définition supports de communication et suivi de leur élaboration
■ définition et suivi des études à caractères économique
■ définition et suivi de réalisation de zones d'activités

Profil
■ Bac + 4 au moins sur un diplôme à finalité économique
■ expérience exigée du développement économique local au sein d'une Collectivité Territoriale ou d'une Agence Economique type Comité d'Expansion
■ sens du contact
■ disponibilité et facilité d'adaptation
■ pratique courante de l'anglais

Conditions recrutement
■ statutaire (Attaché, Attaché Principal ou Directeur Territorial)
■ ou à défaut contractuel

Candidature à adresser à :
Monsieur le Président de la Communauté de Communes
Le Polygone - 46, rue de la Télématique - BP 797
42952 SAINT-ETIENNE CEDEX 9 - Tél. 04.77.92.38.92



recrute pour sa direction de la prévision des affaires financières et des marchés

UN ATTACHÉ

chargé de la Prévision, du Budget et de la Gestion Financière

Rattaché au service des finances, ce poste à caractère évolutif, s'articule autour de deux missions principales :

■ **mission budgétaire**
• préparation du budget en liaison avec le directeur
• prospective budgétaire et suivi du plan pluriannuel
• rédaction de rapports budgétaires

■ **mission financière**
• gestion de la dette
• gestion de la trésorerie
• élaboration de tableaux de bord financiers.

Vous justifiez d'une expérience dans ces domaines que vous alliez à des connaissances budgétai-res et financières.

Vous pratiquez l'outil informatique (tableur,...) et faites preuve de qualités rédactionnelles et de disponibilité.

Ce poste est à pourvoir immédiatement par voie de mutation, d'inscription sur liste d'aptitude ou de détachement.

Merci d'adresser candidature manuscrite et CV avant le 25/5/97, à M. le Président du Conseil Général, Direction des Ressources Humaines, Hôtel du Département, 1 place de la République, 41020 Blois cedex. Tél : 02 54 74 62 22. Poste 2350.

Le Syndicat mixte de la Maison de Franche-Comté à Paris
recrute

le Directeur

de la Maison de Franche-Comté
2, boulevard de la Madeleine - 75009 Paris
Fonctionnaire de Catégorie A

MISSIONS
• Assurer la promotion de l'activité économique de la Franche-Comté, dans le cadre d'un programme d'animation à mettre en place en liaison avec les représentants des milieux professionnels et des collectivités.
• Veiller à la valorisation commerciale des espaces disponibles et assumer la responsabilité de la gestion de l'ensemble des locaux.
• Coordonner les activités en présence sur le site.

PROFIL
• Grande disponibilité, sens des relations publiques et capacité d'animation.
• Bonne connaissance des problématiques économiques de la Franche-Comté et du marché parisien.
• Maîtrise des problèmes de gestion.
• Sens pratique et capacité d'organisation.
• Niveau Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent.
• Expérience professionnelle d'au moins cinq ans exigée.

Merci d'adresser votre candidature accompagnée de votre CV détaillé à :

Monsieur le Président
du Syndicat Mixte de la Maison de Franche-Comté
Secrétariat Général
4, square Castan - 25031 Besançon Cedex

Tous renseignements complémentaires peuvent être obtenus au numéro de téléphone suivant :
03.81.61.62.08

Le Centre Hospitalier Spécialisé d'EVREUX
Recrute par concours sur titres

1 adjoint technique

- branche services techniques généraux –

Rattaché à la direction des services économiques, en lien direct avec l'attaché de direction des services économiques, il supervise l'équipe des ateliers.

Il est plutôt généraliste surtout dans les domaines génie civil et BTP.

Il doit être un conseiller technique de la direction, il participe à la préparation et au contrôle de l'exécution des opérations techniques, il collabore à l'élaboration des projets de travaux neufs et d'entretien. Il est investi de la gestion technique d'une partie de service et du contrôle de certains matériels de haute technicité.

Il assure le suivi des chantiers entrepris dans l'établissement et coordonne les chantiers exécutés en régie.

Les candidatures, CV, photocopie diplôme devront être adressées au plus tard le 24 mai 1997 par lettre recommandée (le cachet de la poste faisant foi), au directeur du centre hospitalier spécialisé, 52 rue de Conches, 27022 Evreux cedex.

FORÊT La forêt française, la plus développée d'Europe occidentale, est fréquentée chaque année par des centaines de millions de visiteurs qui veulent s'y promener, et y pratiquer des activités sportives. ● L'OFFICE national des forêts (ONF) a pour mission d'organiser une fréquentation de plus en plus importante sur les 4,5 millions d'hectares qu'elle gère. ● DES CONTRADICTIONS peuvent apparaître avec les autres missions de l'ONF : l'exploitation des arbres dans le cadre de la mise en place d'une filière bois, et la protection de la flore et de la faune du milieu forestier. ● D'AUTRES FONCTIONS échoient à l'ONF, tel le traitement des massifs atteints par la maladie, comme la forêt du Mézenc, dans la haute vallée de la Loire, ou encore le comptage des cerfs pour établir les plans de chasse, comme en forêt de Tronçais.

L'ONF veut ouvrir son domaine réservé aux usagers

Outre exploiter du bois et protéger le milieu naturel, l'Office national des forêts doit accueillir des centaines de millions de visiteurs chaque année. A Orléans, dans la plus grande forêt domaniale de France, la cohabitation entre tous les publics s'opère sans conflit apparent

ORLÉANS
de notre correspondant

Aucun roi de France n'y a perdu la raison. Les « écoguerriers » ne s'y cachent pas derrière les troncs.

REPORTAGE

Promeneurs en VTT, écologistes, et chasseurs ont appris à vivre en bonne entente avec les forestiers

Après Fontainebleau, la contestation n'a pas gagné la forêt d'Orléans. Il règne dans cet énorme massif, le plus vaste ensemble domanial en France, avec ses 35 000 hectares, une surprenante concorde entre les écologistes, les promeneurs et l'Office national des forêts (ONF).

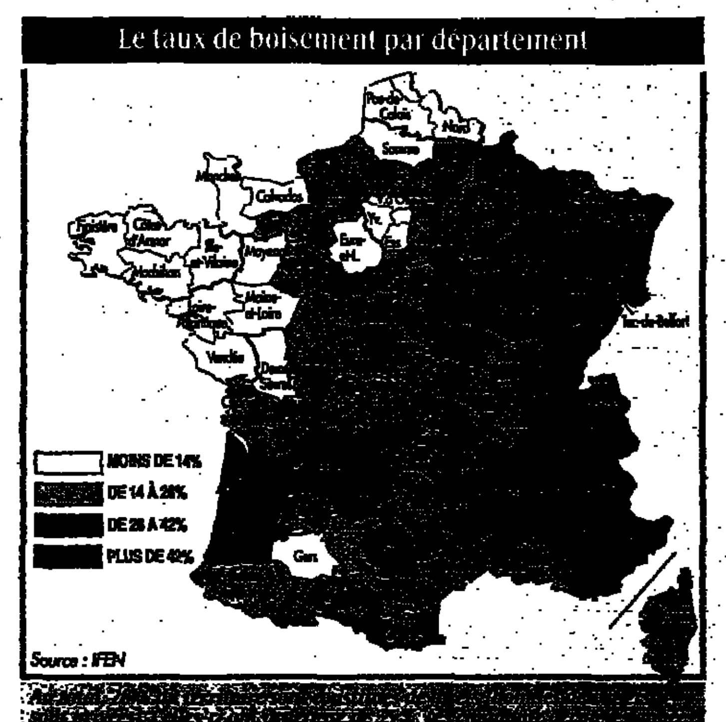
Pourtant, en 1994, 100 kilomètres de routes forestières ont été fermées aux véhicules à moteur. Responsable de cette mesure, Bernard Gamblin, directeur régional de l'ONF, se délecte dans le paradoxe : *« C'est une fermeture qui revient à une ouverture. »* L'objectif était de rendre la quiétude aux promeneurs. Et aux animaux, en sachant que *« plus la faune est tranquille, moins elle commet de dégâts »*. Cette décision a permis à l'ONF de concevoir une stratégie d'accueil du public : nouveaux plans de circulation et nouvelle signalétique, rénovation des aires de stationnement, édition de guides, etc. Six millions de francs ont été dépensés en 1996 pour cette grande « toilette ».

Dans l'ensemble, ces modifications ont été bien acceptées. Lors des chasses à courre, les badauds suivaient la meute en 4 × 4 ; bloqués par les barrières, ils enfourchent aujourd'hui un VTT. *« J'ai eu une partie de ces gens contre moi,* avoue M. Gamblin. *Mais il n'est pas question d'interdire la "suite". Cela fait partie du folklore de la chasse à courre. »*

Une forêt consensuelle, où tous les usagers cohabitent sans conflit majeur, voilà ce qu'est devenu le domaine d'Orléans. *« L'ONF s'entend et négocie avec les clubs »*, reconnaît Georges Joumas, responsable d'un club de cyclotouristes. *« Avant, il n'y avait aucune discussion possible. »* Le vététiste est le nouveau roi de la forêt. Des nuées s'y déploient ; sur des circuits désignés. *« L'Office estime qu'il vaut mieux canaliser le flux avec des recommandations précises plutôt que d'interdire bêtement au risque que les gens fassent n'importe quoi »*, précise M. Joumas.

A l'inverse des pays anglo-saxons, la forêt domaniale française est statutairement « multifonctionnelle ». Partout et simultanément, l'ONF est tenu d'exploiter, de protéger et d'accueillir le public sur le « domaine privé » de l'Etat. Pour prévenir les conflits potentiels, il doit donc rechercher le meilleur compromis.

Une nouvelle politique de communication a été mise en œuvre vis-à-vis des écologistes. Avec Les Naturalistes orléanais, qui « couvent » la forêt depuis des décennies, un partenariat a été engagé. *« C'est le dialogue, pour l'instant »*, affirme avec prudence Jean-Louis Pratz, un des responsables de cette société savante.



Un observatoire pour le public a été aménagé à l'étang du Ravoir pour suivre à distance les évolutions d'un couple de balbuzards, grand rapace migrateur qui avait disparu depuis le début du siècle du ciel d'Europe. Un accord a également été trouvé pour la protection d'un rarissime crapaud-sonneur au ventre jaune. On a arrêté en commun un nouveau plan de fauche de la végétation le long des allées, là où se trouve la flore la plus riche. Des réserves biologiques autour de deux étangs tardent en revanche à être créées, et les écologistes s'impatientent.

SCIENTIFIQUES ET TECHNICIENS

Esthétiquement, la forêt d'Orléans ne vaut certes pas celle de Fontainebleau. C'est une forêt classique, où le chêne prédomine, sans « réserve intégrale ». Deux discours – « scientifique » des écologistes et « technicien » de l'Office – s'affrontent sur le terrain. Mais deux cultures apprennent à mieux se connaître et à échanger : *« Les naturalistes gardaient jalousement leurs secrets. Maintenant, nous faisons ensemble les inventaires »*, affirme-t-on à l'ONF, où une évolution des mentalités est en cours. *« A l'école, on apprenait aux forestiers que laisser un arbre mort, c'était une faute grave. C'est un grand changement mental qu'on leur demande,* observe le directeur régional. *Les thèses des forestiers écologistes de Pro-sylva, ont pu naître de nos excès. Ici, nous essayons de faire une sylviculture raisonnée, en tenant compte de la biodiversité. »*

Après le « tout résineux », le « tout feuillu » ? *« C'est un peu un effet de mode »*, reconnaît M. Gamblin. L'« accusation » de productivisme forcené ? *« Nous avons le souci de l'économie. Il s'agit de l'argent du contribuable. Les plans de coupes sont établis pour vingt ans. Nous ne pouvons modifier leur assiette. Les cours ont baissé l'an passé, par contre la demande a été forte. »* Dans le Centre, le chiffre d'affaires des coupes de bois a été de 137 millions de francs en 1991 et de 129 millions en 1996. La chasse a rapporté 14 millions en 1991 et 15 millions en 1996. Si entreprise « capitaliste » il y a, elle devra mieux faire...

Régis Guyotat

L'œil de l'Elysée

Depuis sa création, l'Office national des forêts (ONF) garde des liens très étroits avec les pouvoirs publics. Sur les six présidents qui se sont succédé à la tête de son conseil d'administration, trois furent secrétaires généraux de la présidence de la République : Michel Jobert, sous la présidence de Georges Pompidou, Jean-Louis Bianco, sous celle de François Mitterrand, et, actuellement, Dominique de Villepin qui occupe le secrétariat général auprès de Jacques Chirac. Le président, poste honorifique et bénévole, *« règne mais ne gouverne pas »*, selon la tradition forestière ; c'est le directeur général qui dirige réellement l'ONF.

Des missions contradictoires et contestées

L'OFFICE national des forêts (ONF), établissement public à caractère industriel (EPIC), a été créé en 1964 en remplacement de l'ancienne administration des eaux et forêts. Sous tutelle conjointe du ministère de l'agriculture et du ministère de l'environnement, la vénérable maison des forestiers est devenue un organisme à vocation industrielle et commerciale gérant environ 4,5 millions d'hectares de forêts appartenant à l'Etat et aux communes (la forêt privée occupe, elle, 10 millions d'hectares).

L'ONF assure trois missions essentielles, définies par les ministères de tutelle : la production de bois, la protection de l'environnement, et l'accueil du public. En confiant à l'Office la gestion *de ses forêts domaniales, l'Etat a indiqué clairement* ses priorités en matière de politique forestière : l'ONF doit jouer un *« rôle pilote »* dans la filière bois qui passe par la régularité des approvisionnements et l'amélioration de la compétitivité de la filière. Grâce aux ventes de bois public, l'ONF assure 40 % du volume de bois vendu en France.

L'ONF gère en effet pour le compte de l'Etat et des collectivités locales l'ensemble du domaine public forestier, assure la production et la vente du bois et restitue ensuite les bénéfices opérés. Cette activité lucrative lui a assuré un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs en 1996.

OUVRIR LA FORÊT AUX LOISIRS

L'Office assure par ailleurs des missions d'intérêt général de préservation de l'environnement forestier et d'accueil du public. Face à une demande de plus en plus grande du public – les forêts françaises accueillent plusieurs centaines de millions de visiteurs chaque année –, un effort réel a été fait dans la réalisation d'équipements pour *ouvrir la forêt aux loisirs (sentiers de randonnées,* routes forestières, aires d'accueil, panneaux d'information, visites guidées...) : 100 millions de francs ont ainsi été investis en 1996.

Très contesté depuis le début des années 80 pour sa gestion des forêts françaises par les défenseurs de la nature, l'ONF tente d'afficher une politique plus écologique des milieux forestiers. En créant des réserves biologiques domaniales, en limitant les coupes « à blanc » et en s'impliquant dans des mesures de gestion des espaces naturels fragiles (dunes, littoral...), l'ONF espère répondre à la demande pressante du public d'une forêt plus « naturelle ».

Cet affichage laisse sceptiques les environnementalistes, qui dénoncent encore aujourd'hui sa gestion *« productiviste »* de la forêt. Utilisation d'herbicides, système de cloisonnement des parcelles d'arbres, régénération assistée : les méthodes de l'ONF copiant les pires travers de l'agriculture intensive sont encore largement décriées.

La controverse n'est pas près de se terminer. François Terrasson, du Muséum d'histoire naturelle, écrivait ainsi récemment dans la revue scientifique *La Recherche* : *« Le principal résultat de cette gestion forestière est de donner aux forêts qui parlaient à l'imaginaire un look de jardin public. »*

S. Z.

Tronçais compte ses cerfs

TRONÇAIS
de notre envoyée spéciale

« Un mâle coiffé de dix cors et deux mulets, deux biches suivies de deux jeunes, venant du sud-est, se dirigeant vers le nord ; allure lente et gagnage. » Denis, agent technique de l'Office national des forêts (ONF), pousse un soupir de soulagement. Voici deux heures qu'il attendait au pied d'un chêne centenaire, en lisière de la parcelle 238 de la forêt de Tronçais, scrutant sans bouger les hectares qui lui étaient impartis. Une longue attente à l'écoute des piverts qui martèlent les bois si prisés des marchands de vins de Bourgogne. Et puis, au crépuscule, sous un ciel virant au rose, les animaux sont sortis du bois sombre. Dans un silence scrupuleux, Denis a pris note avant de rejoindre les autres observateurs.

Au centre polyvalent, une marée d'uniformes verts a envahi la grande salle. Les uns, observateurs *« fixes »*, les autres, *« mobiles »*, ils sont environ deux cent cinquante bénévoles de l'ONF, des fédérations de chasseurs et quelques rares associations de protection de la nature, venus participer à l'opération de comptage des cerfs organisée par l'ONF. L'objectif est simple : déterminer l'*« effectif minimum certain »* de cervidés occupant les 10 000 hectares de forêt. 670 bêtes ont été repérées, mais l'ONF reverra ce chiffe à la baisse en croisant les feuilles de recensement et en intégrant d'autres indices comme les comptages nocturnes aux phares ou le nombre de « brames » pendant la saison des amours.

Le chiffre final servira à l'établissement du plan de chasse fixé par le préfet sur recommandation de l'ONF. En 1995, 550 têtes avaient été dénombrées ; 180 avaient été accordées aux *« prélèvements »*. En clair, livrées à la chasse à courre ou aux tirs individuels.

« Il y a un équilibre faune-flore à trouver. Si on laisse trop de cerfs, ils mangent les jeunes pousses et font des dégâts », explique Thierry Viteaux, technicien forestier. *« Dégâts »*, le mot est lâché. Les cerfs mangent effectivement les pousses et les bourgeons. Et on peut apercevoir, en bordure des parcelles, ces arbres-bonsaï restés nains à la suite des coups de dents. C'est pour protéger ses parcelles de jeunes arbres que l'ONF cherche à faire baisser le nombre de cervidés. Gestion contestée par les associations naturalistes. *« Pour l'ONF, il y a toujours trop d'animaux »*, assure Roger Dupuy, animateur de Nature 18 et un des rares écologistes à avoir participé au comptage. *« Parler en termes de dégâts évite à l'ONF de se poser des questions sur sa gestion. Ils ont une vision trop économique de la forêt. La forêt n'est pas que de l'argent sur pied, mais un ensemble végétal avec ses arbres et sa faune, qui a aussi un rôle biologique et social »*, renchérit François Moutou, président de la Société française d'étude et de protection des mammifères. Même quand ils comptent ensemble, écologistes et forestiers ont toujours des comptes à régler.

Sylvia Zappi

Les chasseurs demandent 600 têtes à Compiègne

1 710 cervidés viennent d'être recensés sur les 19 000 hectares de la forêt domaniale de Compiègne et dans les bois privés environnants. Un chiffre exceptionnel : le dernier inventaire recensait seulement 480 animaux. Conséquence : le conseil départemental de la faune et de la chasse de l'Oise a demandé 600 têtes pour la saison à venir pour les chasseurs à tir et à courre de la forêt domaniale (plus 296 droits de tir dans les bois privés), soit le nombre des naissances attendues d'ici mi-juin. L'an dernier, il avait obtenu 400 « bracelets ». – *(Corresp.)*

Dendroctones et typographes à l'assaut du Mézenc

LE PUY
de notre correspondant

La haute vallée de la Loire, à cheval sur la Haute-Loire et l'Ardèche, offre de somptueux paysages : une succession de pics et de dômes ornés de massifs boisés présentant toute la palette des verts. Cette splendeur est gravement menacée : l'« écharpe » d'épicéas de 1 100 hectares qui ceint la base du « crâne » chauve du mont Mézenc (1 753 m d'altitude), le toit de la région, est en effet attaquée par deux insectes ravageurs : le dendroctone et le typographe.

Pour contrer cette invasion, l'Office national des forêts (ONF) a lancé une grande opération qui s'articule en trois parties : l'abattage massif des arbres atteints, aisément repérables à leur dépérissement précoce et rapide (quelque 30 000 pieds seront abattus par an) ; le traitement avec des produits appropriés, grume par grume, pour prévenir l'arrivée du redoutable typographe ; enfin la lutte contre le dendroctone (il mesure de huit à neuf millimètres et creuse, sous l'écorce, des galeries mortelles) en lâchant massivement un autre insecte, le prédateur naturel du dendroctone : le rhizophagus.

SAUVEURS À 2 F PIÈCE

Un contrat d'élevage du rhizophagus a été passé avec l'université libre de Bruxelles pour fournir 50 000 insectes (à 2 francs pièce) par an pendant trois ans. Depuis 1994, 200 000 rhizophagus ont été lâchés, 40 000 le seront encore en 1997. Après, les spécialistes estiment que le rhizophagus suffira, par sa propre reproduction, à éliminer le dendroctone. Une opération de ce type a déjà été menée avec succès à l'autre extrémité de la Haute-Loire, dans les forêts du mont Mouchet.

A ces actions chirurgicales et curatives, l'ONF va ajouter d'importantes « greffes », c'est-à-dire du reboisement programmé sur plusieurs années pour reconstituer une forêt qui date de la seconde moitié du siècle dernier. C'est pour lutter contre les crues destructrices de la Loire que l'Etat acquit des terrains soumis à une forte érosion. Le boisement y commença en 1863 et se prolongea jusqu'en 1885 avec diverses essences (pin de Haguenau, sapin pectiné, épicéa commun, hêtre, érable, chêne, châtaignier, robinier, ailante), mais, faute d'« ambiance forestière » (abris, humus, etc.) et dans un climat beaucoup plus rude que de nos jours, seul l'épicéa donna de bons résultats.

Les conditions ayant changé, de nombreuses espèces sont désormais utilisées pour le reboisement. Des résineux d'abord (sapin baumier, sapin noble, pin à crochets, pin cembro, pin monticola, mélèze d'Europe, douglas d'altitude), mais aussi des feuillus (hêtre commun, érable sycomore, érable plane, érable rouge, érable à sucre).

L'état de la forêt du Mézenc est grave, mais pas désespéré. Les moins ardents à espérer la réussite des efforts entrepris ne sont pas les maires de la région, qui savent combien la forêt est indispensable à l'activité touristique et sportive de leurs communes.

Jean-Pierre Foron

Tony Blair, le bourgeois travailliste

Après quatre échecs électoraux successifs de son parti, le charismatique leader de la gauche a su séduire les électeurs du centre avec un programme prônant le libéralisme économique et plus de protection sociale. Un thatchérisme à visage plus humain



LE véritable héritier de Margaret Thatcher serait-il Tony Blair ? La Dame de fer le verrait-elle comme son disciple élu ? Il est vrai qu'elle n'a que mépris pour son successeur au 10, Downing Street, ce John Major qui n'a aucune autorité et n'est même pas sorti de l'université.

Mais de là à embrasser la cause du chef du Parti travailliste qui a mis fin à près de dix-huit années de règne conservateur, il y a un pas qu'elle se refuse à franchir. Ainsi a-t-elle fait la différence entre un *« premier ministre Blair »*, qu'elle rejette, et un *« M. Blair »* qui la fascine autant qu'elle le fascine lui-même.

Des commentateurs proches de Maggie ont rapporté des propos qui ont jeté un froid chez les tories : Tony serait *« très habile »*, il ne serait pas quelqu'un qui *« laissera tomber la Grande-Bretagne »*, mais un *« patriote »*, un vrai radical, autoritaire comme elle les aime, elle qui a toujours traité les hommes politiques comme des petits garçons. *« Je vois toujours beaucoup de socialisme derrière le Labour, mais pas chez M. Blair ; je crois qu'il a véritablement changé »*, a-t-elle écrit. Son attitude témoigne à la fois du changement d'atmosphère dans cette Angleterre qui s'apprête à affronter le IIIe millénaire et du nouveau souffle apporté par Tony Blair dans la vie politique britannique.

Tony est un pur produit de l'ère Thatcher : entré au Labour en 1975, ce jeune avocat a écrit son premier article en 1979, l'année de l'arrivée au pouvoir de « Mrs T », avant de devenir député de Sedgefield en 1983, à trente ans. Il a fait toute sa carrière à l'ombre des tories, alors qu'il était déjà désabusé par l'impuissance d'un Labour fossilisé, prisonnier des syndicats et de mythes éculés.

ARRIVÉ à la tête du parti en 1994 dans des circonstances dramatiques – après la mort d'une crise cardiaque de John Smith –, il a accommodé les aspects les plus acceptables du thatchérisme et du libéralisme de marché à une sauce centriste et moralisatrice apte à capter la sympathie des classes moyennes. Du passé travailliste il a fait table rase, en proposant une sorte de thatchérisme à visage humain.

Sa vie se raconte comme un roman bourgeois. Son père, Leo, fils d'acteurs qui l'avaient abandonné, était un tory bon teint marié à une protestante originaire d'Ulster. Né en 1953, Tony a fait ses études à Fettes, la plus célèbre Public School d'Ecosse, avant de commencer son droit à Oxford. Séducteur doté d'un caractère rebelle, on le voit alors guitariste chevelu du groupe de rock Ugly Rumours (« Vilaines Rumeurs ») ou, en blazer et canotier, parmi ces étudiants BCBG surnommés à l'époque « groupe des fraises à la crème ». Il aime s'amuser, mais affirme déjà une foi chrétienne qui n'est guère dans l'air du temps. Il est brillant et dispute à une brillante consœur – Cherie Booth, la future Mme Blair – le poste de stagiaire dans un grand cabinet d'avocats. Il n'y avait qu'une place en jeu, mais tous deux seront pris grâce à leur charme et à leur talent.

Success story d'une jeunesse joyeuse et sans souci dans un *monde qui sombre*. Le modèle de l'Etat-providence mis en place après la guerre dans un grand consensus Labour-tories n'a pas résisté au crash pétrolier et à l'immobilisme qui ont fait du Royaume-Uni *« l'homme malade de l'Europe »*.

On présente Tony comme le premier politicien britannique postmoderne, parfaitement à l'aise avec les raffinements de la technique médiatique et entouré de *spin doctors* (conseillers en communication). Il a intégré la dimension européenne de la politique britannique, parle un peu le français. Il est ouvert aux idées et aux méthodes venues d'ailleurs, des nouveaux démocrates à la Clinton aux sociaux-démocrates au pouvoir dans les années 80 – Parti socialiste français ou Labour australien –, alors que tant de politiciens britanniques continuent de se complaire dans leur petit jeu formaliste et désuet.

Fils putatif de « Maggie », il ne serait peut-être pas si éloigné de la génération Mitterrand. C'est en 1981, en effet, qu'il croise le fer pour la première fois, et pas la dernière, avec Tony Benn et les gauchistes du Labour. Comment ne pas voir un air de parenté avec l'ancien premier secrétaire du PS, habile et féroce manœuvrier qui a su se faire élire mais aussi réélire – *le rêve du Labour – et faire plier* le PC ? Mais M. Blair n'est-il pas aussi le petit cousin du président Clinton, lui aussi avocat passé par Oxford, même si le moralisme de Bill reste plus de façade que celui de Tony ?

Mais, derrière l'irrésistible ascension de Tony Blair, de ses emprunts au néolibéralisme ou à ceux qui avaient tenté avant lui, avec peu de succès il est vrai, de moderniser le Labour, se cache une personnalité plus complexe. Certes, après quatre défaites électorales successives, le parti ne pouvait plus se permettre la moindre erreur. Pour reprendre l'image du député Tony Banks, les militants sont prêts *« à manger de la merde »* pour gagner.

M. Blair ne veut être ni l'insipide éteignoir de rêves que fut le dernier premier ministre travailliste, James Callaghan, ni l'intellectuel de gauche brillant mais sans prise sur le réel qu'était Michael Foot, ni cet éternel perdant de Neil Kinnock, auquel pourtant il doit tant. Il est plus proche de l'éphémère John Smith, au réformisme ancré dans une foi profonde. C'est là que transparaît le côté charismatique, chaleureux et novateur de la personnalité de Tony.

> Les tories n'ont jamais su comment prendre cet homme qui s'est approprié sans coup férir les bijoux de famille et a remis de l'ordre dans le Labour

Pour survivre dans cette traversée du désert des années 80, il lui a fallu s'accrocher aux branches du thatchérisme, accepter par réalisme l'économie de marché et ce qui en découlait – dérégulation du travail, mise au pas des syndicats, privatisations, accroissement massif du fossé entre riches et pauvres, coups de canif répétés dans le Welfare State –, et qu'il ne pourra corriger qu'à la marge. Il lui a fallu ancrer son parti résolument au centre, loin des utopies gauchisantes. Mais il a dû surtout faire preuve d'une force morale et de convictions plus profondes que ne le laisse paraître un sourire électoral bien affûté. Cette force, il l'a trouvée dans sa découverte de la foi – anglicane alors que son épouse Cherie est catholique – grâce à un condisciple, le clergyman australien Peter Thomson, et surtout aux œuvres de l'Ecossais John Macmurray.

Macmurray a prêché un christianisme social, communautaire, qui a fortement influencé le jeune Blair. Et même quand il peut surprendre par une tonalité conservatrice s'apparentant à un retour à des valeurs victoriennes de *« société décente »*, on aurait tort d'y voir seulement un artifice électoral destiné à rassurer les classes moyennes. Ces idées sous-tendent sa philosophie et sa vie personnelle qui, contrairement à tant d'hommes politiques dans cette Grande-Bretagne rongée par le *« sleaze »* (les « affaires » de sexe et d'argent), restent en accord avec son discours. Pour mieux le comprendre, laissons-le parler.

D'abord sur son *« projet moral »*. Il ne cache pas qu'il est pour la famille traditionnelle, personnellement contre l'avortement – qu'il accepte politiquement, au risque d'être traité d'hypocrite par l'archevêque catholique de Glasgow. Il affirme sa *« tolérance zéro »* envers les mendiants et les délinquants, ce qui détonne dans cette société permissive tout en rassurant bien des gens. La famille est la clé de tout : *« C'est en son sein que nous apprenons la différence entre le bien et le mal, que la société existe, et sur ses valeurs que l'on peut bâtir une société décente. »* Elle est le fondement de son Labour nouveau.

Ensuite, sur la société dont il rêve après trois lustres d'individualisme effréné. *« Il reste une grande idée en politique. Elle prend différents noms – participation, nation, inclusion, communauté –, mais elle est simple : aucune société ne peut prospérer économiquement ou socialement sans que tous ses membres ne prospèrent, sans que l'on utilise le talent et l'énergie de tous plutôt que de quelques-uns et que chaque individu œuvre pour le bien de la communauté »*, a-t-il écrit dans la préface à son livre, *New Britain*. *« Liberté, égalité, fraternité (ou solidarité) »*, ajoutera-t-il. Voilà sa *« stakeholder economy »* (économie participative), qui se combine avec une priorité accordée à *« l'éducation, l'éducation et l'éducation »* et aux technologies de pointe. On est loin du *« La société n'existe pas ! »* lancé de manière provocante par Mme Thatcher.

Tony Blair entend se tailler une place entre « Maggie » et Marx : *« Je suis né après la guerre. (...) Seuls les pervers ne voyaient pas que l'expérience de l'Europe de l'Est était un désastre politique et économique. »* En même temps, *« c'est parce que je croyais en une justice qui ne soit pas seulement individuelle mais sociale que je suis entré en politique. » « La vieille gauche (travailliste) croyait en un Etat-providence non réformé ; la nouvelle droite veut le démanteler. (...) La vieille gauche était en faveur du contrôle de l'Etat sur l'industrie, d'impôts et de dépenses élevés ; la nouvelle droite est pour le laisser-faire et le retrait de l'Etat de pratiquement tout. Le rôle que le Labour nouveau entend lui donner est différent ; c'est d'équiper les gens et le business pour le changement par le partenariat. »* Ses avances envers le patronat et la City ont été bien reçues, et le *Financial Times* du 5 octobre 1996 a titré son éditorial : « Blair parle *et la Bourse grimpe* ».

POUR cela, il faut arriver au pouvoir. *« Je ne crois certainement pas au pouvoir à n'importe quel prix ; mais sans lui, la politique est un exercice sans objet. »* On ne saurait être plus clair. C'est le but de sa révolution radicale au centre pour toucher le cœur de la société britannique, la classe la plus importante et la moins sûre d'elle-même, qui hésite entre gauche et droite, inquiète de la dérive radicale des tories et des vieux démons du travaillisme de papa. Il faut la convaincre que le Labour saura être bon gestionnaire, tout comme l'avait fait avant lui le PS français.

Néoréalisme contre néolibéralisme et néosocialisme. Un socialisme dont il ne parle plus que du bout des lèvres, et qu'il a même épelé *« social-isme »* pour en rappeler les origines sociales plutôt que collectivistes, chrétiennes plutôt que marxistes. Ce sont des idées généreuses qui attirent une société en manque d'âme, mais qui ne permettent pas toujours à Tony Blair de répondre avec précision aux questions qui lui sont posées.

Car ce que ses adversaires, et parfois aussi ses amis, lui reprochent, c'est de « coller » au plus près aux objectifs des tories pour ne pas inquiéter les électeurs et de faire des propositions qui demeurent vagues. Ses constantes reculades et volte-face en fonction de l'évolution de l'opinion, du moins telle qu'elle est perçue par ses *spin doctors*, l'ont contraint à revenir sur les promesses de son programme électoral, dont l'encre était à peine sèche. Au point qu'il a pu apparaître comme inconsistant et promettant tout à tout le monde.

Qui est donc Tony Blair ? *« Tony en toc »*, comme l'affirme la propagande des tories ? Il faut dire que ceux-ci n'ont jamais su comment prendre cet homme qui s'est approprié sans coup férir les bijoux de famille et a remis de l'ordre dans le Labour. Comment prétendre qu'il est dangereux alors qu'il vous ressemble à s'y méprendre ? Comment l'accuser de fricoter avec la vieille gauche qu'il pourfend, lui qui a fait voter à la hussarde la réforme de la « clause IV », qui prévoyait la propriété collective des moyens de production ? Au début, on l'a surnommé « Bambi », car il devait se faire manger tout cru par ses gauchistes. Raté ! Puis on l'a rebaptisé « Staline » en raison de son autoritarisme ; mais alors, comme le traiter d'hésitant, de pusillanime ? Décidément, dans ce monde à l'envers où le champion des tories est sorti à la force du poignet d'une banlieue minable et où celui du Labour fait partie de l'establishment, rien n'est simple !

Elu, Tony Blair restera-t-il le même ? Préservera-t-il son autorité sur ses camarades, ou bien ceux-ci recommenceront-ils à se disputer comme avant ? Sera-t-il le grand réformateur de la fin du siècle, en mettant en pratique ses promesses de toilettage démocratique de la Constitution, ou bien se contentera-t-il d'une gestion prudente ? Restera-t-il aussi à l'aise en Europe avec des partenaires qui n'en peuvent plus d'une guerre de tranchées avec des tories de plus en plus eurosceptiques, ou bien cédera-t-il à ceux de ses conseillers qui se méfient du *« continent »* ?

En attendant de le savoir, offrons-nous une de ces pirouettes verbales que les Britanniques savent si bien faire. Voici comment Andrew Marr, rédacteur en chef de *The Independent*, décrit l'impact du Labour nouveau : *« Son effet sur la vieille Grande-Bretagne a été bizarre, comme celui d'une starlette croqueuse de diamants jetant son dévolu sur un vieux gentleman soupçonneux et décrépit. Le pays est flatté malgré lui de l'attention de la jeune personne. Mais sous les bouffées de chaleur du plaisir persiste un cynisme coriace. Nous craignons que tout ne se termine dans les larmes et peut-être la trahison. Nous pensons qu'il nous en coûtera cher. Mais le flirt est plein de fun et de glamour et nous change de ce mariage qui n'en finit plus avec les tories. Alors, au diable ! »*

Patrice de Beer

Dessin de Chris Riddell, paru dans « The Economist »

L'élan sans l'ENA ?

par Bernard Spitz

APRÈS la pensée unique, le bouc émissaire unique ? Alain Juppé (promotion Charles de Gaulle, 1972) n'a pas tardé à rejoindre Laurent Fabius (promotion François Rabelais, 1973) dans la dénonciation du même invisible ennemi, responsable de tous les maux du pays : l'ENA.

Après une succession d'affaires et de désastres financiers qui ont exaspéré les citoyens autant qu'ils ont discrédité l'Etat, un débat sur la sélection des élites dans ce pays n'a certes rien de choquant. Il s'agit même d'un sujet central dans le fonctionnement de toute démocratie : la place accordée à l'Etat et le rôle de ceux qui sont censés le faire fonctionner au nom de l'intérêt général. A condition toutefois de ne pas glisser immédiatement sur le terrain – si tentant électoralement parlant – de l'anti-élitisme primaire.

Les Français sont-ils choqués par l'existence d'une école d'application qui forme les cadres de la haute fonction publique ? Le sujet, à vrai dire, leur indiffère ; et il ne faudrait sans doute pas un grand effort de conviction pour qu'ils se félicitent de voir de brillants éléments renoncer à des études lucratives pour choisir le service de l'Etat et remplir les pages du bottin administratif. Qui peut croire que la France irait mieux si tous ses cadres publics avaient plutôt été nourris au biberon de la Harvard Business School... Au moment où l'on s'interroge sur les atouts de la France dans la mondialisation, la qualité de sa haute fonction publique, enviée dans les nombreux pays qui envoient leurs étudiants à l'ENA, devrait être notée pour s'en réjouir plutôt que mise ainsi en doute.

Le poids des énarques est-il excessif dans l'économie ? On peut le soutenir, tout en relevant qu'il n'est que la conséquence du choix français de faire de l'Etat un producteur de biens et services. Mais, outre qu'il n'est pas nécessaire d'avoir fait l'ENA pour faire sombrer une entreprise, comment expliquer que quelques-uns de nos plus grands groupes privés en aient placé récemment à leur tête ? Est-ce par masochisme également que le marché boursier a salué leur arrivée par une notable hausse des cours...

A cette aune, ce n'est d'ailleurs pas la seule ENA qu'il faudrait placer sur la sellette, mais l'ensemble de notre système de formation supérieure qui, des grandes écoles aux grands corps techniques de l'Etat, exerce son emprise sur la société et sur l'économie du pays. Contentons-nous à ce stade de souligner que, évidemment, l'enseignement de l'ENA est largement perfectible, sans qu'il y ait là matière à alimenter des élections nationales. Quant aux clichés sur les énarques, on ne peut que leur opposer l'évidence qu'une promotion de l'ENA compte autant d'ânes qu'ailleurs : c'est-à-dire autant d'esprits obtus et d'arrogance tatillonne que n'importe quelle collectivité ; *mais pas moins non plus de curiosité* intellectuelle, de générosité au service d'autrui ni même, parfois, de sens de l'Etat.

Il faudra la remplacer par « quelque chose plus proche de la réalité », a précisé M. Juppé. La modernité n'est pas dans les procès en sorcellerie. Elle est dans la restauration d'un Etat impartial, efficace et respecté

Cette soudaine convergence des condamnations ne serait-elle pas destinée à faire diversion contre ce qui indispose avant tout l'opinion : non pas tant l'existence de l'ENA que le monopole de ses anciens élèves sur la vie politique française, comme MM. Juppé et Fabius sont bien placés pour le savoir ; la faiblesse des politiques devant la gestion technocratique de l'Etat ; et le sentiment donné de l'impunité d'une caste devant l'accumulation des sinistres restés sans responsables ni coupables ?

Sur le quasi-monopole des énarques dans la vie politique, une réforme permettrait de corriger cette dérive : celle qui consisterait à demander une démission des intéressés de la fonction publique lors de leur accession à des responsabilités électives d'un certain niveau (élection au Parlement ou à la tête de collectivités importantes, par exemple). Ainsi, les jeunes intéressés par la politique n'emprunteraient plus forcément la voie de l'ENA ; et les candidats à ces fonctions venus du secteur privé verraient l'égalité des chances mieux respectée.

Des pays européens comme l'Italie ou l'Angleterre, entre autres, appliquent cette règle qui repose logiquement sur la séparation entre service de l'intérêt général et engagement partisan.

Le poids excessif des énarques dans le fonctionnement des ministères pose une autre question : il est heureux que les responsables politiques aient à leurs côtés des techniciens qui les aident à prendre les meilleures décisions possible. A condition toutefois que les cabinets politiques ne doublonnent pas avec les directions des ministères et que le ministre ne se contente pas de jouer le porte-parole de son administration. Mais, dans ce cas, à qui la faute ? A-t-on déjà vu des chefs d'entreprise se retrancher derrière le manque d'imagination de leurs comptables ?

La question de l'impunité, enfin, *pose un problème plus large qui est* celui de la crise actuelle de la notion de responsabilité dans la société française. Mais qui a nommé ceux des hauts fonctionnaires qui ont failli dans la conduite de grandes entreprises publiques, si ce n'est les politiques, précisément ?

Il faudra remplacer l'ENA par *« quelque chose plus proche de la réalité »*, a précisé le premier ministre. La modernité n'est pas dans les procès en sorcellerie. Elle est dans la restauration d'un Etat impartial, efficace et respecté. Supprimer l'ENA est peut-être un symbole tentant, mais ce serait surtout un leurre politique qui ne dispensera personne de la réforme de l'Etat et du statut de la fonction publique qui attend notre pays, tôt ou tard.

Comme elle paraît loin *La Tentation de Venise*, qui faisait écrire, non sans panache, à son auteur : *« Pourquoi jeter l'opprobre sur ceux qui ont conquis de haute lutte, par leur travail et leur mérite, des titres dont, que je sache, personne ne leur a fait cadeau ? Oui, je suis fier d'être normalien et énarque. Fier d'être un pur produit de la méritocratie républicaine. »*

Depuis la IIIe République, notre tradition favorise ainsi la sélection qui promeut les talents et non les héritiers. Quel est alors ce « quelque chose » de plus moderne par lequel on voudrait désormais remplacer l'élitisme républicain ? Il n'y a guère que trois possibilités : l'argent, le rang social, et le favoritisme. A cette modernité-là, on peut préférer le côté rétro de celui qui disait en 1959, aux élèves de l'ENA : *« Vous êtes des hommes appelés par votre vocation à exercer la fonction la plus importante et la plus noble qui soit dans l'ordre temporel, je veux dire : le service de l'Etat. »* Il s'appelait Charles de Gaulle.

***Bernard Spitz**, ancien élève de l'ENA, est maître des requêtes au Conseil d'Etat.*

Moderniser l'Ecole

par Joseph Rovan

J'AI participé, à la demande de Roger Seydoux, aux travaux préparatoires à la création de l'ENA. Je pensais qu'il fallait ouvrir plus largement l'accès aux grands postes de l'administration publique. Dans les colonnes du *Monde*, je me suis élevé contre le transfert de l'ENA à Strasbourg, projet absurde dans une France qui reste centrée sur Paris. J'estime qu'un enseignement, même de haute qualité, dispensé à des élèves qui sortent directement de leurs scolarités précédentes, n'est pas suffisamment qualifiant pour les futurs hauts fonctionnaires qui se forment à l'Ecole, et encore moins pour ceux qui bifurquent ensuite vers les grandes entreprises et les responsabilités politiques. L'histoire de l'ENA depuis cinquante ans montre qu'il leur manque l'expérience de la réalité qui s'acquiert dans la vie administrative, économique et sociale.

Je pense donc que l'ENA devrait jouer un rôle analogue à celui de l'Ecole de guerre, où l'on accède après quelques années passées dans la vie militaire, les garnisons, les unités, les services. Il convient de supprimer le concours d'accès direct, le concours d'étudiants, et de réserver l'Ecole à des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales (qui accèdent actuellement à l'ENA par le second concours) ainsi qu'à des personnes travaillant dans des entreprises et dans les organismes de la vie sociale (syndicats, associations socio-culturelles, etc.), qui entreraient elles aussi à l'ENA après avoir accumulé une expérience solide. Une période d'au moins cinq ans dans ces activités publiques, parapubliques ou privées devrait précéder la présentation aux concours.

Il faut faire de l'ENA l'étape centrale d'un processus de formation continue

Avant de gérer la société, il faut l'avoir vécue du dedans. Je constate d'ailleurs que les hauts responsables administratifs et politiques des pays européens que je connais bien reçoivent des formations plus concrètes.

Le monde en fonction duquel l'ENA a été créé n'existe plus, il est devenu infiniment plus complexe, plus large, et plus changeant. Pour lui faire face, il faut faire de l'ENA l'étape centrale d'un processus de formation continue.

***Joseph Rovan** est professeur émérite à la Sorbonne.*

Boucs émissaires

par Jean-Pierre Jouyet

DEPUIS plus d'un siècle, travaillistes et conservateurs britanniques ont eu tout loisir de supprimer Oxford à chaque élection. Depuis dix ans, en France, chaque slogan électoral qui se respecte exige la suppression de l'ENA. De droite à gauche on l'accuse de tous les maux de la France. Aujourd'hui sa suppression est officiellement demandée, voire programmée. Tenons-nous en aux faits et aux responsabilités. La Ve République est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale, aux termes de l'article premier de la Constitution. Dans notre République, le politique décide, inspire ; l'administration exécute.

Le pouvoir suprême est dévolu au chef de l'Etat : sur les cinq présidents qui se sont succédé depuis 1958, deux seulement sont issus de l'ENA (et de la droite) : Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac.

Le premier ministre conduit la politique du gouvernement. Sur les quinze premiers ministres qui ont épaulé les présidents de la République depuis trente ans, cinq sont sortis de l'ENA (Jacques Chirac – encore –, Laurent Fabius, Michel Rocard, Edouard Balladur et Alain Juppé... actuel pourfendeur de l'institution).

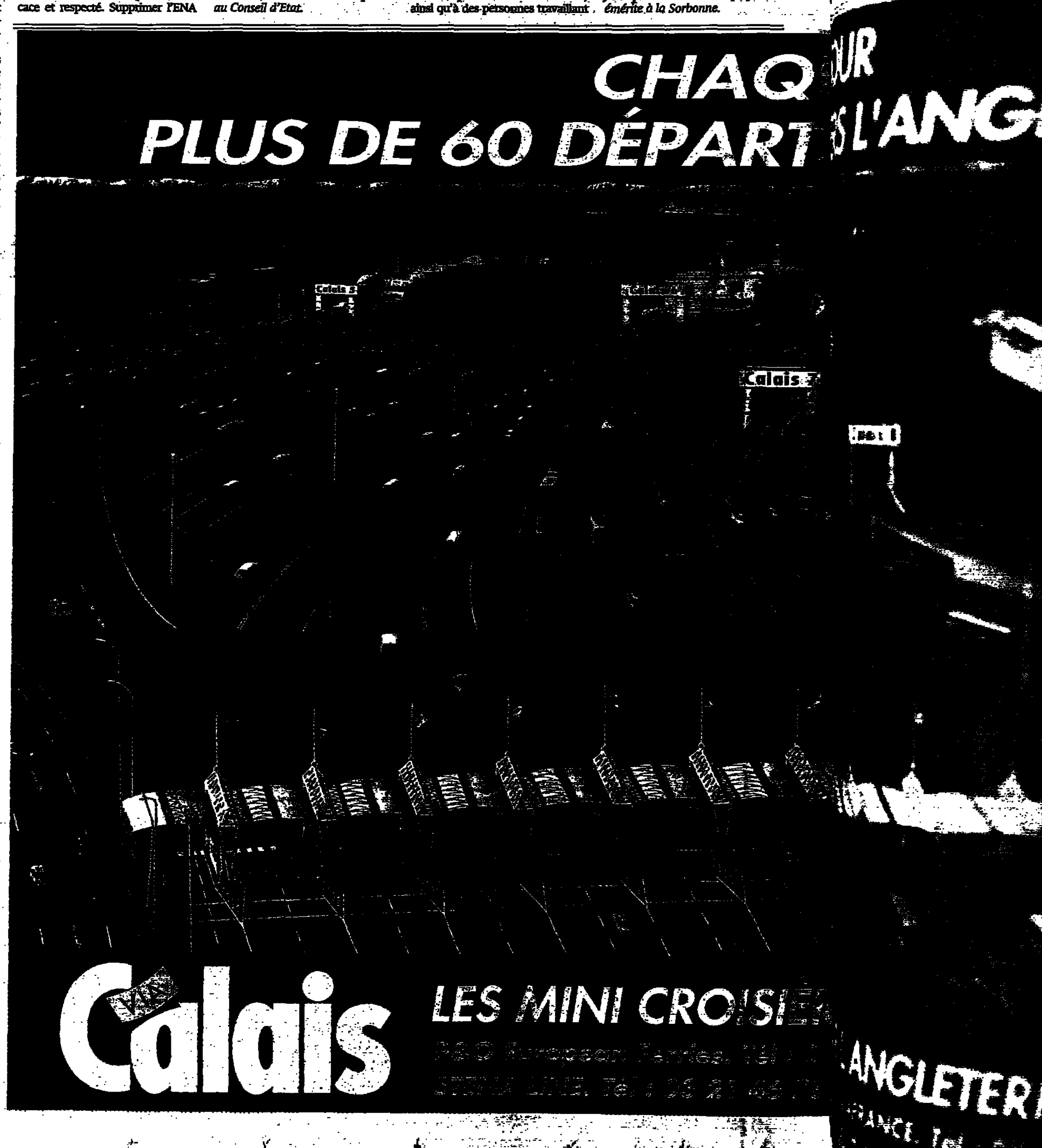
Bien que le Parlement ait vu ses prérogatives décroître, son magistère d'influence reste réel. Sur les neuf titulaires du perchoir de l'Assemblée nationale, nous comptons deux énarques depuis la fondation de la Ve République (Laurent Fabius et Philippe Séguin). Aucun président du Sénat n'a été énarque. Si la France a été mal gérée ou l'est aujourd'hui, avouons qu'en termes politiques la responsabilité de l'ENA est faible.

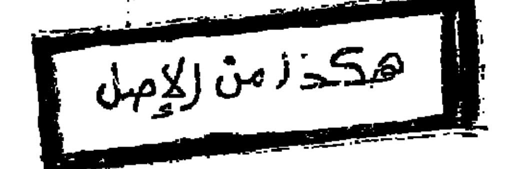
Pour qui a été fonctionnaire, il est évident que le devoir et la dignité du serviteur républicain est de respecter les orientations des politiques forts et inspirés. Ce fut le cas dans le ministère aujourd'hui le plus contesté – les finances – au temps d'Edouard Balladur ou de Pierre Bérégovoy. S'il y a des dysfonctionnements entre pouvoir politique et administration, ils sont davantage à rechercher dans la prééminence de cabinets pléthoriques, courtisans et dispendieux.

Imaginons ce débat chez nos voisins d'outre-Manche. Voit-on aujourd'hui Tony Blair, pour l'emporter, vilipender Oxford, Cambridge ou Eaton, écoles élitistes s'il en est ? Nenni. Il a pour tout programme de réclamer la suppression des écoles qui échouent. C'est ce qu'il nous faut. C'est déjà beaucoup, en vérité et en maturité démocratique.

Pourquoi supprimer l'ENA ? Quel est le débat, les institutions ou les moyens de s'en servir ? Est-ce parce qu'une administration confisque le pouvoir – non – ou parce que le pouvoir politique avoue, en s'en prenant à des boucs émissaires, son impuissance à gouverner – hélas oui ! Ni le général de Gaulle ni François Mitterrand n'ont eu besoin de supprimer l'ENA pour gouverner.

***Jean-Pierre Jouyet**, ancien élève de l'ENA, est avocat.*





Pour une Europe des peuples

par Henri Nallet

LE président de la République a principalement justifié la dissolution de l'Assemblée nationale par la gravité des échéances européennes prévues en 1998 et par la nécessité de les soustraire au débat électoral. Mais ce que certains ont qualifié de manœuvre a déjà échoué puisque l'Europe est déjà au centre du débat et que la majorité s'y divise. Placé sur la défensive, Alain Juppé, pour faire diversion, accus, dès ses premières interventions, les socialistes et leur premier secrétaire, Lionel Jospin, d'abandonner le combat pour l'Europe et de trahir le traité de Maastricht à la négocation *duquel ils* ont participé. Le premier ministre attribue ce *qu'il appelle un « virage »* aux nécessités électorales d'un rapprochement *avec les anti-européens* de gauche dans l'espoir de disqualifier l'analyse et les *propositions* de Lionel Jospin.

Cette analyse *caricaturale* est une erreur qui doit être dissipée, autant pour *assurer la clarté du débat* politique interne que pour éclairer nos partenaires sur les *positions* que nous défendrions à la table de la négocation *si nous devenions* majoritaires à l'issue des élections. Contrairement à ce *que prétend* Alain Juppé, la position des socialistes n'est pas le résultat d'un calcul tactique. Elle vient de loin et procède à la fois d'un engagement européen profond et d'une attention à la manière dont les peuples, aujourd'hui, perçoivent l'Europe et ses conséquences dans leur vie quotidienne.

Notre réflexion fait apparaître une dérive libérale et conservatrice de la construction européenne à l'œuvre depuis de nombreuses années et qui, à nos yeux, a pris désormais de telles proportions qu'elle met en danger le projet européen lui-même.

Malgré le message clair envoyé par les peuples européens lors de la ratification du traité, la victoire des conservateurs en France a accentué et accéléré l'évolution de l'Europe vers un type de société que nous ne partageons pas : l'adhésion du gouvernement *français au pacte de stabilité* marque symboliquement *cette dérive. Nous ne voulons plus* faire de concession au nom des *intérêts supérieurs* de la *construction* européenne prise pour elle-même. L'Europe, *dans l'état où elle est* aujourd'hui, ne peut plus justifier certains renoncements ou compromis que nous avons assumés dans d'autres temps.

Ce qu'Alain Juppé présente ironiquement comme un raidissement tactique nous est en fait dicté par le calendrier même de la construction européenne et la manière dont le chef de l'Etat entend l'aborder. Le passage à la monnaie unique, la réforme des institutions et l'ouverture des négociations d'élargissement *regroupées en quelques mois* concernent la substance même de l'Europe et vont déterminer son contenu pour de nombreuses années. C'est donc bien maintenant qu'il faut en débattre, car, demain, lorsque vingt ou vingt-cinq Etats membres constitueront l'Union, l'ensemble sera infiniment plus lourd à faire évoluer et nous aurons, sans doute, plus de difficultés à nous y faire entendre.

Nous considérons donc que la « séquence européenne » de 1998, qui sert de prétexte à la dissolution, offre la dernière chance avant bien longtemps de donner un coup d'arrêt à la mise en œuvre *« libérale-conservatrice »* du projet européen *et de l'infléchir dans* un *sens plus* conforme aux valeurs que nous défendons. *En mettant cette question* au cœur de la campagne, nous voulons *demander* aux Français de trancher entre deux conceptions de *l'Europe et de la France en Europe*, de dire le sens qu'ils veulent donner aux échéances *que* M. Chirac voudrait soustraire au débat public.

Les électeurs doivent savoir que le gouvernement français, derrière quelques déclarations convenues sur l'emploi et l'Europe sociale, prépare les trois grands dossiers européens – passage à la monnaie unique, réforme des institutions, élargissement – dans un esprit ultralibéral et conservateur qui reprend tous les poncifs de la « *pensée unique » naguère vilipendée.*

Ainsi, la monnaie unique, qui est devenue au fil des mois la pierre d'achoppement de toute la politique européenne du gouvernement, est désormais considérée comme une fin en soi, détachée de toute visée économique et politique, soumise aux seuls critères de convergence, devenus contre l'es*prit du traité et de manière absurde* des chiffres fétiches à la réalisation *desquels* toutes les politiques sont mécaniquement assujetties. Ce qui permet aux dirigeants conservateurs d'utiliser la construction européenne pour imposer à leurs peuples, de manière perverse et peu courageuse, des sacrifices qui vont bien au-delà des exigences du traité.

Ainsi, la dérégulation, la privatisation, le démantèlement des services publics, la création des fonds de pension, le démantèlement de la Sécurité sociale qu'appellent de leurs vœux le *gouvernement et* la majorité nous sont progressivement présentés comme les conséquences nécessaires de la monnaie unique. C'est déjà le cœur du programme économique de la droite si elle gagne les élections : elle imposera au peuple de nouveaux sacrifices au nom de l'Europe. Ce qui, bien sûr, apportera de l'eau au *moulin des adversaires résolus de* la monnaie unique.

> Nous savons aujourd'hui que les peuples n'adhèrent à l'Europe unie que s'ils ont acquis la conviction que l'Europe s'engage tout entière et avec détermination dans la lutte contre le chômage

Quant à la réforme *des institutions* qui fait l'objet de la conférence intergouvernementale, elle est destinée à doter l'Europe d'institutions et de mécanismes de décision plus efficaces et plus démocratiques afin de permettre le fonctionnement de l'Union élargie aux pays de l'Europe centrale et orientale. Il faut pour cela revoir la composition et l'organisation de la Commission, élargir les matières où l'on décide à la majorité, en particulier le secteur fiscal, associer davantage le Parlement aux décisions, ouvrir de nouveaux champs d'action ou de politiques communes dans les domaines de la politique extérieure et de la sécurité. Et, à cette occasion, redéfinir le rôle de l'OTAN.

Au total, bâtir en commun les éléments d'une Europe politique qui s'affirme comme une puissance dans le monde. Le chantier est vaste et difficile. Il semble que l'on s'apprête, la France en tête, à se satisfaire d'un résultat minimal, c'est-à-dire d'un de ces bricolages institutionnels dont l'Union a le secret, qui ravit quelques spécialistes, mais éloigne plus encore l'Europe de ses peuples.

Le résultat de cette gestion libérale-conservatrice des échéances européennes ne fait, pour nous, pas de doute : si tout continue ainsi, nous nous retrouverons en l'an 2000 dans une vaste zone de *libre-échange*, où les *dernières* politiques communes – PAC et fonds *structurels – seront en voie de disparition*, et où la pratique communautaire *se réduira de plus en plus* à des actions intergouvernementales *dans un ensemble* à la fois vaste et mou où le seul pouvoir conséquent et indépendant sera celui de la banque centrale. Avec la participation active de Jacques Chirac et de la droite française, nous serons entrés, sans doute pour très longtemps, dans une Europe réduite au seul marché, Europe de la main invisible dont la politique sera enfin exclue. Mme Thatcher elle-même n'en avait jamais demandé autant...

Nous n'avons jamais voulu de cette Europe-là et nous ajoutons seulement que nous sommes bien décidés à nous y opposer, car nous sommes attentifs aux différentes manifestations sociales qui, depuis *cinq ans, mettent l'Europe en question.* Nous savons aujourd'hui que les peuples n'adhèrent à l'Europe unie que s'ils ont acquis la conviction que l'Europe s'engage tout entière et avec détermination dans la lutte contre le chômage. Voilà ce qui manque désespérément à l'Europe des comptables qui se prépare. Il faut en finir avec l'Europe technocratique qui met en place, hors de la vue des peuples, des mécanismes institutionnels sophistiqués et incompréhensibles. Il est urgent au contraire de parler aux Français et à nos partenaires d'une Europe politique qui donne sens aux *efforts communs. Depuis plusieurs* mois déjà, nous avons proposé ce qui nous apparaît comme les conditions de cette Europe politique qui donnerait enfin un sens aux décisions à prendre en 1998 :

– Fonder les relations entre les pays participant à l'euro non sur un pacte d'austérité, mais sur un engagement commun de solidarité et de croissance, lié à une politique pour l'emploi et le progrès social.

– Mettre en place, comme le permet le traité de Maastricht, un gouvernement économique européen doté de vrais pouvoirs face à la banque centrale et capable de concevoir et d'impulser une politique conjoncturelle.

– Permettre *au plus grand* nombre d'Etats-membres d'adhé*rer à la zone Euro, pour le bon* fonctionnement du marché unique, *c'est-à-dire*, là *encore*, la *reconnaissance*, par les uns et les autres, du caractère *profondément politique* d'une telle décision.

La parité entre l'euro et le dollar ne dépend pas que des autorités de l'Union, mais la volonté de ne pas voir la monnaie européenne surévaluée par rapport à la monnaie américaine affirme aussi la volonté de l'Europe de prendre toute la place à laquelle elle peut prétendre dans le commerce international.

La finalité sociale de la construction européenne doit rester *« l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi des peuples »* (préambule du traité de Rome) et l'exigence institutionnelle doit maintenir une construction politique vigoureuse et volontariste, capable de résister au nouvel élargissement projeté, et inscrit dans chacun des traités d'adhésion.

Dans tout cela, que nous appelons les conditions de la réussite de la monnaie unique, quoi d'extraordinaire, quoi de radicalement nouveau de notre part ? Lorsqu'en 1992 nous avons demandé aux Français de trancher en faveur de la monnaie unique, nous ne voulions pas qu'elle serve de prétexte à des sacrifices répétés et injustement répartis, à la dérégulation, à la régression sociale, au démantèlement des services publics et au repli de l'Etat. Nous étions et nous sommes toujours favorables à une monnaie unique. *Nous étions et nous* sommes toujours hostiles à une *conception ultralibérale et régressive* de la politique économique et sociale.

Si les Français nous confient les *responsabilités gouvernementales*, ce sont ces perspectives qui guideront notre action dans l'ensemble des négociations européennes parce qu'ils nous en auront donné mandat. Pour chercher à faire prévaloir ce changement, nous pourrons nous appuyer sur l'effet considérable de l'arrivée de nos amis travaillistes au pouvoir au Royaume-Uni et sur notre volonté de renouer le dialogue franco-allemand sur des bases nouvelles, à la fois plus exigeantes et plus prévisibles. Nous chercherons à négocier avec l'ensemble de nos partenaires, comme ce fut jusqu'à présent toujours le cas, un compromis. Ce qui signifie bien, tout le monde l'a compris, que notre *acquiescement* à l'ensemble et au détail des négo*ciations de l'année 1998 dépendra* de l'attention qui aura été portée à nos demandes.

Oui, il y a bien aujourd'hui deux conceptions de l'Europe et de la manière de la construire qui s'affrontent. Les Français les départageront en décidant de la majorité qui sera chargée de gouverner la France et de parler en son nom.

***Henri Nallet**, ancien ministre, est responsable national des questions européennes au Parti socialiste.*

AU COURRIER DU « MONDE »

LE SENS DU MOT « DÉMOCRATIE »

Quel est le sens du mot « démocratie » ? Il a, évidemment, une multitude de sens ; et chacun d'entre nous utilise le sens qui lui est commode. Il est facile de dire que les élections anticipées servent la démocratie en donnant la parole au peuple. Est-ce la parole que l'on donne au peuple ou bien plutôt le triste choix de crier sa haine ou sa soumission ? Est-ce que le cri du peuple favorisera la démocratie ? A *un cri répondra un autre cri* et pendant ce temps-là le peuple aura cru *que ces cris signifiaient* reconnaissance, respect, prise en compte, alors qu'en réalité chaque leader n'aura de cesse de jouer avec ces cris. Ainsi va cette non-actualité d'une non-élection qui, si elle se renouvelait, risque de réaliser la démocratie virtuelle, qui règnera quand les politiques auront fait la preuve que l'économie marchande peut se passer d'eux. Et cette démocratie-là aura-t-elle un sens ?

Alain Bréant, médecin, par courrier électronique

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Bonne nouvelle pour l'Europe

LA victoire éclatante de Tony Blair aux élections générales du jeudi 1er mai est-elle de bon augure pour l'Europe ? La réponse est oui. Il faut s'en féliciter à l'heure où l'Union européenne aborde, avec l'euro et la CIG, l'étape la plus importante de son histoire.

L'heureux événement tient d'abord à l'ampleur de la victoire travailliste ou, *a contrario*, à celle de la défaite historique subie par les conservateurs de John Major. Pour autant qu'on pouvait le savoir vendredi matin, le groupe eurosceptique au sein du parti tory ne se sort pas mieux de la débâcle que les conservateurs europhiles, au contraire. La seule formation vraiment euro-enthousiaste de la scène politique britannique, le Parti libéral-démocrate de Paddy Ashdown, engrange des gains aussi inattendus que significatifs.

Mais il n'y a pas que cela, qui serait déjà réconfortant pour ceux qui, à juste titre, pensent que la Grande-Bretagne a un rôle important à jouer dans l'Europe de demain. Il y a aussi l'évolution plus profonde que pourrait bien receler la victoire de M. Blair vers une plus grande convergence, non pas de la petite comptabilité maastrichtienne qui monopolise trop souvent l'actualité européenne, mais du profil général de trois des plus grandes nations de l'Union.

Convergence vers un modèle européen commun de développement avec, d'un côté, une Grande-Bretagne travailliste qui veut ajouter à la flexibilité de son économie une dose de solidarité sociale et, de l'autre, l'Allemagne et la France, qui s'attachent à retrouver plus de compétitivité tout en maintenant leur niveau de protection sociale.

Célébrer la bonne nouvelle ne doit pas occulter la grande prudence – et même la réticence – manifestée par M. Blair devant la marche vers une Union plus intégrée.

Le nouveau premier ministre abhorre toute évolution fédéraliste et le dit haut et fort. Lors des prochains grands rendez-vous européens, il défendra des positions guère éloignées de celles de son prédecesseur à Downing Street. Il est opposé à toute extension du vote à la majorité dans le domaine de la politique étrangère et de défense commune (la PESC). Il a placé un triple obstacle avant une éventuelle adhésion de la Grande-Bretagne à l'euro : décision unanime du cabinet, vote aux Communes, enfin approbation par référendum. Il a choisi pour secrétaire au Foreign Office un homme tenté par l'euroscepticisme, Robin Cook.

Reste que M. Blair est, dans sa méfiance européenne, plus pragmatique que dogmatique, contrairement à ce qu'étaient devenus les conservateurs. Il dispose d'une majorité suffisamment large et de l'appui potentiel des libéraux-démocrates s'il veut aller à l'encontre de ses propres eurosceptiques. Il a les moyens de mettre en œuvre une politique européenne cohérente et positive. Et il a sans doute derrière lui un pays plus enthousiaste pour la cause européenne qu'on ne l'imagine souvent.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Une grève chez Renault

NOUS VOILÀ en face d'une très grave crise gouvernementale. La veille ou l'avant-veille, les orateurs communistes, qui vantaient les mérites du blocage des salaires, étaient conspués par les ouvriers en grève des entreprises nationalisées Renault. Hier, place de la Concorde, les orateurs communistes étaient acclamés quand ils affirmaient que la politique de baisse des prix avait échoué, et qu'en conséquence les salaires devaient être augmentés.

Dans l'intervalle, la grève Renault s'était étendue malgré le comité d'entreprise, malgré le syndicat, malgré le Parti communiste. Les résultats définitifs des élections pour la solidarité sociale apportaient au Parti communiste et à la CGT une déception. Il était urgent d'aviser.

Un jour, à l'Assemblée, M. Jacques Duclos, s'adressant d'un ton significatif aux socialistes, les avait prévenus que son parti ne se laisserait jamais déborder à sa gauche. Débordé par une grève, risquant de l'être plus dangereusement par un mouvement d'opinion, le Parti communiste jette du lest. Mais ce lest, c'est tout le programme économique du gouvernement, le programme d'une baisse des prix qui devrait amener une restauration de la valeur d'achat du franc.

La politique de baisse des prix par ordonnances de l'Etat n'est pas une panacée, et nous le voyons bien. Mais, appliquée, elle suppose que l'Etat prend en main lui-même la fixation des salaires dans les entreprises nationalisées, cela va de soi, et aussi dans les autres. Cela suppose une majorité fidèle, un gouvernement résolu, ferme, stable.

Rémy Roure
(3 mai 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

La télévision apprivoisée par les enfants

LA TÉLÉVISION est-elle si dangereuse qu'il *faille établir autour d'elle une manière de cordon* sanitaire censé protéger la jeunesse de ses perversités ? Les Américains ont entrepris de dresser une ligne Maginot électronique avec la « puce anti-violence », un artifice qui permet de *sélectionner automatiquement les programmes* convenables pour les enfants, exonérant au passage les adultes de leurs responsabilités.

Les Français ont opté pour une méthode qu'Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qualifie d'« *instrument de pédagogie* ». La signalétique mise en place sur les écrans français en novembre 1996 reste à la discrétion des chaînes, elle n'a qu'un rôle d'information pour le public, mais les premiers résultats seraient encourageants. En trois mois, le nombre des enfants aurait diminué devant les programmes signalés du rond vert, du triangle orange ou du carré rouge.

BIENTÔT 500 000 HEURES DE PROGRAMMES

Cette autorégulation à la française ferait des émules en Europe. Le CSA a créé un groupe de travail permanent avec ses homologues britannique et allemand. Mais le carré rouge sera-t-il un remède plus universel que son ancêtre blanc *ou que le gadget à puce des* Américains ? La signalétique n'est guère utilisée par les chaînes pendant la journée, lorsque les enfants sont souvent seuls devant les séries policières ; elle ignore les bandes-annonces, *qui sont diffusées* aux heures de grande écoute ; enfin, elle n'apparaît que quatre à cinq secondes en début de programme. C'est miracle que 80 % des Français, selon un récent sondage, en connaissent l'existence.

Les autorités chargées de veiller à la bonne conduite audiovisuelle savent elles-mêmes les limites de leur action. Les 50 000 heures de programmes diffusées chaque année par les télévisions hertziennes terrestres en France seront bientôt multipliées par dix avec le développement du câble et du satellite. La vanité d'une attitude exclusivement défensive commence à être admise, y compris dans les associations de protection de l'enfance. L'ob*jectif du Forum international, organisé* du 21 au 25 avril à l'Unesco, était au contraire de s'interroger sur le rôle positif que pourraient jouer les médias dans la formation des jeunes.

Les deux cents chercheurs de soixante pays réunis à Paris par le Groupe de recherche sur la relation enfant-médias (Grrem) ont croisé leurs travaux, communiqué leurs expériences, convaincus que par la pluridisciplinarité ils peuvent *« éclairer ceux qui ont le pouvoir d'agir »*.

La notion de violence est souvent dans l'œil de l'enfant téléspectateur autant que sur l'écran, et pour la même image, le traumatisme varie d'un individu à l'autre. *« Les plus jeunes ont du mal à différencier le réel et la fiction*, a rappelé le psychiatre Serge Tisseron. *Il faut leur apprendre à lire les images pour qu'ils y entrent sans angoisse.* » Un tel apprentissage est de la responsabilité des diffuseurs qui, selon certains chercheurs, devraient faire précéder leurs programmes « à risque » de « mode d'emploi ».

LE RÉEL ET L'IMAGE

Un tel apprentissage est aussi du ressort de l'école où des ateliers d'explication (trucages, effets spéciaux, etc.) pourraient aider les enfants à s'orienter dans le flot d'images. *« Pourquoi la lecture globale des images produirait-elle moins de dégâts que le même procédé appliqué à l'apprentissage de la lecture dans les classes primaires des années 60-70 ? »*, a demandé Hervé Bourges. Le travail de décryptage devient essentiel à une époque où les pouvoirs, médiatique et politique, ont intérêt à accréditer l'idée que toutes les images sont vraies, alors les progrès de la technologie répandent de plus en plus le virtuel sur les écrans.

L'éducation à l'image commence avec les dessins animés (jusqu'à quel âge croit-on que les personnages sont réels ?). En 1995, France 3 a diffusé 1 100 heures de programmes jeunesse (soit 17 % du temps d'antenne total), dont 85 % en animation. La France est devenue le troisième pays coproducteur après les Etats-Unis et le Japon. Mais l'apprivoisement de l'image doit se faire le plus tôt possible car la consommation télévisuelle des enfants évolue avec l'âge : les moins de dix-huit ans consacrent 70 % de leur temps de téléspectateurs à regarder des programmes tout public.

LE BON USAGE DES MÉDIAS

Lassés de s'interroger sur l'effet des médias sur le public, les chercheurs sont passés à la question inverse. *« Quel usage fait le public des médias ? »*, demande Geneviève Jacquinot, professeur en sciences de l'éducation à Paris-VIII, parlant sur l'*« intelligence télévisuelle »* des enfants. Ceux-ci sont moins passifs qu'on le croyait. Nombre de recherches présentées au Forum ont confirmé la prochaine réconciliation entre l'école et la télévision.

L'explosion des programmes à vocation éducative – en nombre et en qualité – avait été une nouvelle fois mesurée au récent MIP TV de Cannes. Ils sont soit l'oeuvre du service public, comme en Grande-Bretagne avec les pionniers de la *BBC*, ou en France avec La Cinquième. Ils peuvent aussi être d'origine privée et source de profits, comme pour Discovery Channel aux Etats-Unis ou Zee TV en Inde.

La télévision devrait être l'avenir de l'éducation, notamment avec le développement des techniques interactives qui favoriseront le dialogue entre le maître et l'élève. La maîtrise de l'outil télévisuel par les enfants et les formateurs sera décisive dans les pays où les besoins d'éducation sont les plus grands. Au Brésil, précisait à Cannes Joaquim Falcao, représentant d'une fondation pour la télévision éducative, *« un enfant passe quatre heures à l'école et quatre heures et demie devant la télévision »*.

Jean-Jacques Bozonnet

Esprit libre *par Calligaro*



Le calcul présidentiel et la fracture politique

Suite de la première page

La campagne présidentielle de 1995 s'était engagée, elle aussi, sur le postulat d'une question d'avance résolue, tant Edouard Balladur paraissait se situer au confluent exact des souhaits de la société et des attentes de la majorité. Les accidents de la campagne du premier ministre d'alors et la façon dont M. Chirac était parvenu à se présenter comme le seul à proposer aux Français le vrai débat auquel ils avaient droit avaient déjoué cette analyse.

Les mêmes facteurs pourraient, même dans un temps court, faire obstacle aujourd'hui au calcul du président de la République, d'une part parce que les instructions judiciaires en cours, menacées d'interruption par une amnistie si la droite l'emporte, pourraient produire des surprises ; d'autre part parce que le risque d'une réaction de l'électorat contre l'escamotage d'un débat normal à l'occasion d'élections législatives n'est pas nul.

Le paysage que dessine cette campagne accélérée est en effet celui d'une coupure entre la problématique politique qui a inspiré la décision présidentielle et une société qui laisse faire et laisse dire, mais ne se reconnaît pas totalement dans le choix qu'on lui propose. Si l'intention de M. Chirac était de provoquer une clarification non pas limitée à l'éventail des partis, mais impliquant le pays *« dans ses profondeurs »*, comme aurait dit le général de Gaulle, rien n'indique à ce jour que le but soit en passe d'être atteint.

Les jugements portés par les Français sur l'opération dissolution, tels que les mesurent les sondages ou tels que les retracent les enquêtes de la presse, font apparaître un degré élevé de scepticisme, voire d'indifférence, qui pourrait se muer en irritation contre un pouvoir et une « classe politique » plus attentifs à résoudre leurs contradictions et à assurer leur avenir qu'à répondre aux interrogations ou aux inquiétudes de la société.

La campagne de *« rupture »* que le Front national a choisi de mener s'inscrit bien évidemment dans la logique de la contestation de la décision présidentielle formulée dès le début par Jean-Marie Le Pen. Contraint de se situer personnellement hors du scénario électoral proprement dit, puisqu'il n'a trouvé aucune circonscription où il puisse être certain d'être élu, le président du Front national, voyant poindre *la fin de sa carrière, tente d'attirer* à lui ce qui pourrait être un vote de refus, un ultime *« Sortez les sortants ! »*, quarante ans après celui qui avait marqué son entrée en politique à la tête du mouvement Poujade en 1956.

La présence active des militants d'extrême droite sur le terrain de la campagne interdit d'exclure que le Front national bénéficie d'un vote protestataire qui le situerait au-dessus du niveau évalué par les sondages.

Ce danger ne souligne que davantage l'importance du défi auquel doit répondre la gauche. Lancés dans la campagne sur une stratégie d'union proposant une alternative plus virtuelle que réelle, les socialistes et les communistes peuvent craindre que les règles du jeu fixées par le chef de l'Etat ne les enferment dans une opposition elle aussi formelle. L'attitude respectueuse adoptée par Lionel Jospin vis-à-vis de M. Chirac, dès lors que la dissolution fait partie des prérogatives constitutionnelles du président, pourrait dissuader de voter à gauche ceux qui perçoivent la démarche chiraquienne comme un artifice.

En 1995, le candidat socialiste à l'élection présidentielle s'était présenté en rénovateur de la vie politique, proposant à la fois de réduire la durée du mandat du chef de l'Etat, d'interdire le cumul des mandats et de réintroduire la représentation proportionelle dans le mode de désignation des députés. N'est-ce pas là *« le vif du sujet »* dans lequel M. Jospin, aujourd'hui, promet d'entrer ?

Patrick Jarreau

RECTIFICATIFS

FRONT NATIONAL

La présentation des résultats du sondage de la Sofres sur le Front national (*Le Monde* du 20 mars) comportait une erreur. Aux prochaines élections législatives, en cas de second tour opposant le PS à l'actuelle majorité, les sympathisants du Front national sont 26 % seulement à souhaiter que le FN appelle à voter pour le RPR ou l'UDF ; dans un sondage similaire, il y a un an, ils étaient 38 % à formuler le même vœu. L'inversion de ces deux chiffres, *dans un de nos tableaux*, est évidemment fâcheuse : la diminution sensible du nombre d'électeurs FN qui sont prêts à reporter leur voix, au second tour, vers la majorité témoigne, en effet, de l'impact accru de la stratégie de Jean-Marie Le Pen visant à faire battre la majorité.

CANNES

Le tableau des entrées obtenues par les films lauréats de la Palme d'or est paru incomplet dans une partie de l'édition du supplément « Cannes, les années cinéma » (*Le Monde* du 19 avril). Manquait les résultats de 1994 (*Pulp Fiction* : 2 774 013 entrées), 1995 (*Underground* : 426 170 entrées) et 1996 (*Secrets et mensonges* : 1 400 007). Manquaient aussi les notes : *« (1) Les résultats des années 1954, 1955, 1957 et 1962 sont indisponibles »* et « (2) *En 1967* (Blow-up), *résultats cumulés pour Paris et Bordeaux, pas de chiffres pour les autres régions »*, ainsi que la source des données chiffrées, fournies par le Centre national du cinéma.

DISPARITIONS

Bo Widerberg

Un écrivain et critique devenu un artisan engagé du cinéma

LE CINÉASTE suédois Bo Widerberg est mort, des suites d'une longue maladie, jeudi 1er mai à l'hôpital d'Aengelholm, dans le sud du pays, où il avait été admis le matin même. Il était âgé de soixante-six ans.

Né à Malmö le 8 juin 1930, il aura d'abord été journaliste et écrivain. Collaborateur à vingt ans de la presse de province, il publie durant les années 50 un recueil de nouvelles et un roman, *La Fin de l'automne*. Simultanément, il s'intéresse de plus en plus au cinéma, et devient critique pour le grand journal de Stockholm *Expressen* en 1960. Il s'impose alors comme l'une des figures de proue d'un mouvement qui se dessine dans le milieu cinématographique de son pays sous l'influence de trois facteurs : la médiocrité générale et la perte de public d'un cinéma national abandonné à lui-même par les pouvoirs publics, le règne solitaire d'Ingmar Bergman, seul réalisateur reconnu en Suède même comme à l'étranger, et l'irruption dans le monde entier, notamment en France, des « nouvelles vagues ».

A Stockholm, tandis que Harry Schein, en créant l'Institut du film suédois et en mettant au point un nouveau système d'aides, va donner un cadre institutionnel à l'émergence d'une nouvelle génération (Widerberg lui-même, Vilgot Sjöman, Jörn Donner – tous trois venus de la critique – Mai Zetterling, Jan Troell), Bo Widerberg tire dans ses textes les leçons de la situation d'alors et dessine des perspectives d'avenir. Il déclenche une véritable tempête dans le milieu cinématographique en publiant en 1962 *Vision du cinéma suédois*. Il dénonce l'académisme, coupé du monde, du cinéma de son pays, et s'en prend violemment à Bergman, accusé de faire *« bon accueil à tous les mythes les plus frustres sur nous et nos compatriotes, et encourageant les fausses notions que les étrangers s'attendent à voir confirmées sur nous »*. La même année, il réalise un court métrage pour la télévision, *Le Petit Garçon et le cerf-volant*.

Il enchaîne immédiatement avec son premier film (bêtement titré en français) *Le Péché suédois*, sa seule réalisation manifestement inspirée par l'esthétique de la nouvelle vague, notamment par *A bout de souffle*, pour la liberté revendiquée qu'il prend avec la grammaire traditionnelle de la réalisation. Cette chronique du quotidien des adolescents distille une amertume poétique et sociale suggérée avec délicatesse. Le cinéma de Widerberg restera attentif aux réalités sociales, en recourant souvent à l'improvisation, mais le cinéaste s'éloignera bientôt d'une approche moderne de l'enregistrement de la réalité contemporaine pour privilégier des évocations historiques ayant valeur de métaphore.

Le Quartier du corbeau (1963), qui vaut à son auteur un début de reconnaissance internationale en même temps qu'on découvre celui qui deviendra son acteur-fétiche, Thommy Beggren, évoque la vie sinistre des quartiers ouvriers des années 30.

« FICTION DE GAUCHE »

On devine l'un des thèmes qui vont parcourir toute l'œuvre engagée du réalisateur, celui de la révolte individuelle contre une société oppressante. Widerberg revient pourtant brièvement à une réalisation proche de sa propre réalité avec *Amour 65* (1965), centré sur la difficile vie sentimentale d'un jeune réalisateur. Après *Hello Roland* (1966), il tourne le film qui lui vaudra consécration, *Elvira Madigan* (1967), recherche formelle dans le style impressionniste et méditation sur l'art coupé du monde autour de la figure de la grande danseuse.

Adalen 31 (1969) est une évocation spectaculaire et émouvante, quoique dans un style assez conventionnel, d'une grande grève ouvrière qui se termine tragiquement. Le film vaut à son auteur le prix spécial du jury au Festival de Cannes. Widerberg est alors au sommet de sa gloire. Il part aux Etats-Unis réaliser *Joe Hill* (1971), consacré à l'un des héros du syndicalisme révolutionnaire américain et qui n'échappe pas à l'imagerie pieuse telle que la pratique alors la « fiction de gauche cinématographique ». Malgré un nouveau prix à Cannes, le film ne parvient pas à élargir l'assise internationale de son auteur, qui reste dépendant de l'état du cinéma dans son pays : il devra ensuite se contenter de réalisations mineures, des films policiers pour la plupart (*Tom Foot*, 1974, *Un flic sur le toit*, 1976, *Victoria*, 1979, *L'Homme de Majorque*, 1985). *« On m'a souvent reproché de mélanger lyrisme, poésie et engagement social,* déclarait-il au *Monde* au moment d'*Un flic sur le toit*. *Là j'ai fait quelque chose de complètement nouveau pour moi, un film antilyrique au possible ; que j'aime beaucoup. je ne veux pas d'étiquette, je ne veux pas qu'on me mette dans une case. »*

Bo Widerberg avait tenté de renouer avec son style lyrique consacré aux détresses matérielles du passé en parvenant à réaliser *Le Chemin du serpent* (1987), d'après le roman de Lindgren. 1996 avait marqué un nouveau retour à l'écran, avec *Lust och faegring stor*, un film dans lequel son fils Johan tenait un rôle, au côté de l'actrice Marika Lagercrantz, et qui avait été retenu dans la sélection pour l'oscar du meilleur film étranger.

Jean-Michel Frodon

■ **BERNARD VONNEGUT**, chimiste américain qui a travaillé sur la pluie artificielle, est décédé vendredi 25 avril à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Après des études au prestigieux Massachusetts Institute of Technology, il entre en 1946 au centre de recherche de la *General Electric*, à *Schnectady*, où il reste jusqu'en 1953. Travaillant sur les techniques de pluie artificielle, il découvre en 1946 que l'iodure d'argent se cristallise dans le même système hexagonal qu'un cristal de glace, et qu'il en a à peu près la même dimension. Quand on répand des cristaux d'iodure d'argent au-dessus d'un nuage, la vapeur d'eau se solidifie autour d'eux et forme les noyaux glacogènes précurseurs de la pluie. Bernard Vonnegut s'intéressera aussi à l'électricité contenue dans les nuages et à la physique des éclairs.

■ **ROGER GAUTHERET**, biologiste et spécialiste de la culture des tissus végétaux, est décédé lundi 28 avril. Né le 29 mars 1910 à Paris, il est de 1942 à 1979 professeur de biologie cellulaire à la faculté des sciences de Paris. Réalisateur de la première culture de tissus végétaux, il fonde l'école européenne dans cette discipline. Ses travaux porteront sur l'étude embryologique des tissus végétaux *in vitro* et sur les propriétés de certaines hormones végétales, les auxines. Il s'intéressera aussi au désherbage des céréales. Roger Gautheret a été élu membre de l'Académie des sciences en 1958, dont il deviendra plus tard le vice-président (1977-1978), puis le président (1979-1980).

NOMINATIONS

Ordre national du Mérite

Une liste de nominations, promotions et élévations dans l'ordre national du Mérite au titre du ministère de la défense est parue au *Journal officiel* daté jeudi 1er-vendredi 2 mai.

Sont élevés à la dignité de *grand-croix* : René Omnès, général de division ; Jacques Lemaire, général de corps d'armée.

Sont élevés à la dignité de *grand-officier* : Ludovic Dupont de Dinechin, général de brigade ; Albert Mergien, général de brigade ; Jacques de Serre de Saint-Roman, général de division aérienne.

Sont promus *commandeur* : Alain Simonet, contrôleur général des armées ; Gérard de Badts de Cugnac, colonel ; Francis Bourdieu, commissaire général de division ; Philippe Charrier, colonel ; Jean-Claude Crasnier, colonel ; Jean Cuvelot, colonel ; Alain Depardieu, colonel ; Bernard Devaux, général de corps d'armée ; Jean-Pierre Favorel, colonel ; André Gouffault, colonel ; Patrick Manificat, général de brigade ; Jean Pachabeyian, général de brigade ; Christian Piroth, général de corps d'armée ; Marie Rosier, général de brigade ; Victor Vaniton, commissaire général de brigade ; Dominique de Viville, colonel ; Etienne Bied-Charreton, contre-amiral ; Philippe Canonne, vice-amiral d'escadre ; Claude Gaucherand, contre-amiral ; Henri Argellier, général de brigade aérienne ; Jean Haxaire, général de brigade aérienne ; Claude Morel, colonel ; Jean-Paul Trapy, général de division aérienne ; Patrick Wolllez, général de division aérienne ; Pierre Barabé, médecin général inspecteur ; Jackie Bebeydt, ingénieur en chef de 1re classe des études et techniques d'armement ; René Julier, ingénieur général de 1re classe de l'armement ; Maximin Lisbonis, ingénieur général de 1re classe de l'armement, André Mégard, ingénieur général de 1re classe de l'armement ; Léon Albert, lieutenant-colonel ; Jean Aspord, colonel ; Henri Bernard, colonel ; Kamel Brahimi, colonel ; Olivier Collard, colonel ; Guy Radufe, colonel ; Jacques Schaller, colonel ; Maurice Rolain, colonel ; Pierre Buot, pharmacien chimiste en chef ; Charles Wahl, médecin en chef.

Le Journal officiel publie en outre une liste de promotions au grade d'officier et de nominations au grade de chevalier dans l'ordre national du Mérite au titre du ministère de la défense.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Baptiste MÜCKENSTURM
et
Anne HEILBRONN
ont l'immense plaisir d'annoncer la naissance de leur fils,

Raphaël,

le 20 avril 1997.

11, rue du Pré-aux-Clercs,
75007 Paris.

Décès

– Le vice-président du groupe Sciences humaines de l'université René-Descartes,
Le directeur de l'Institut de psychologie,
Les personnels enseignants et administratifs de l'Institut de psychologie,
expriment leur profonde tristesse à l'annonce du décès de

Carmel CAMILLERI,
professeur émérite
à l'université Paris-V - René-Descartes.

Institut de psychologie,
28, rue Serpente,
75006 Paris.

– Elsa Carton,
Mme Jeanne Hainé,
Aliette Hainé,
Leurs familles,
Jean-Louis Baudry,
Ses amis,
Ses collaborateurs,
ont la douleur de faire part de la mort de

Michèle CARTON-HAINÉ,

survenue brutalement, le 28 avril 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la chapelle de l'Est du cimetière du Père-Lachaise, le mardi 6 mai, à 11 heures.

Pas de fleurs.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

– Françoise et Ahmed Djebbar,
Monique et Alain Bardinet,
Jasmine et Philippe Delaume,
Nicole et Yves Bompard,
Sylvie et Antonio Garcia,
Catherine Delaume,
Bernard Delaume,
Michel Delaume,
ses enfants

Jacqueline Charles,
leur mère,

François, Stéphane, Thomas, Julie, Salima, Louis, Romain, Marine et Jeanne,
ses petits-enfants,

Tous ses proches,

ont la tristesse d'annoncer que

M. Robert DELAUME,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
ingénieur en chef au corps des mines,

s'en est allé de l'autre côté de la vie d'où il nous regarde désormais, le mardi 29 avril 1997, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 7 mai, à 10 heures, en l'église Notre-Dame de Saint-Mandé.

Elle sera suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Mandé Sud, situé à Paris, dans le 12e arrondissement.

Les condoléances se feront sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Son épouse,
Sa fille,
Sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean GUITER,
professeur honoraire,

survenu à Menton, le 25 avril 1997.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

– Jean-Pierre Chevènement,
maire de Belfort,
président du District de l'agglomération belfortaine,
Les élus et agents de la ville de Belfort et du District de l'agglomération belfortaine,
ont la très grande peine de faire part du décès de

Gérard JACOT,
secrétaire général de la ville de Belfort
et du District
de l'agglomération belfortaine,
chevalier dans l'ordre
national du Mérite,

survenu le 30 avril 1997, à Paris, dans sa cinquante-deuxième année.

Ils assurent Arlette et Stéphanie Jacot de leur profonde sympathie.

– M. et Mme Georges-Edouard Janod
et leurs enfants
ont la tristesse de faire part du décès de leur frère et oncle,

Albert JANOD,

survenu le 24 avril 1997.

L'incinération a eu lieu, mardi 29 avril, dans la stricte intimité.

14, quai Esmenard,
83110 Sanary-sur-Mer.

– Marie Mussault,
sa femme,
Claire et Paul,
ses enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Olivier MUSSAULT,

survenu le 23 avril 1997, à l'âge de quarante-sept ans.

Ses obsèques ont eu lieu le lundi 28 avril, à Versailles.

– Mme Andrée Pérochon, née Berthomé,
son épouse,
M. et Mme Claude Pérochon,
Mme Anne Prah-Pérochon,
ses enfants,
Mme Françoise Pérochon,
M. et Mme Hervé Pérochon,
M. et Mme Luis Prieto-Pérochon,
Mlle Anne-Christelle Pérochon,
ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
Les familles Pérochon et Berthomé,
ont la douleur de faire part du décès, le 28 avril 1997, dans sa quatre-vingt-dixième année, de

M. Eugène PÉROCHON,

professeur honoraire
de l'enseignement technique,
ancien instituteur,
lieutenant-colonel (c.r.),

chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre
national du Mérite,
commandeur des Palmes académiques,
croix de guerre 1940,
American Legion of Merit
Médaille d'or des services bénévoles.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 6 mai, à 14 h 30, en l'église de Saint-Maurice-sur-Fessard, suivie de l'inhumation.

Place de l'Eglise,
45700 Saint-Maurice-sur-Fessard.

– Yvonne Richard,
son épouse,
Lucie-Thérèse Faure,
Camille et Julien,
François et Monique Richard,
Emmanuelle, Olivier et Jean-Luc,
Jean-Marc Richard
et Sonia Fleck,
Odile et Suzanne,
Yann et Françoise Richard,
Emile, Pierre-Israël et Elisabeth,
Marianne Richard,
Cécile Dubus,
Blaise,
Etienne et Christiane Richard,
Marie-Hélène, Anne-Cécile, Charles, Paul-Etienne et Mathilde,
Philippe Richard,
Marguerite et Agathe,
Isabelle et Jean-Claude Bertheley,
Marion et Eliott,
Marie-Noëlle et Louis Astruc,
Caroline, Antoine et Marie,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Perret, Germain, Corbin,
La famille Hours,
Ainsi que les familles Eschevins, Cambon, Le Borgne, Lecomte, Reymondon et De Tassigny,
ont la *douleur de faire part du décès de*

M. Luc-André RICHARD,
ancien maire de Joncy,
chevalier du Mérite agricole,

endormi dans la Paix et l'espérance de la Résurrection, le 30 avril 1997, à Joncy, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Ses obsèques religieuses auront lieu en l'église de Joncy (Saône-et-Loire), le samedi 3 mai, à 16 heures.

« Je suis la Résurrection et la Vie
Qui vit et croit en moi ne mourra pas
pour toujours. »
Saint Jean XI-26.

Ni fleurs ni couronnes.

Anniversaires de décès

– Il y a tout juste quatre saisons, s'en allait

Anne-Rose MEHU.

Que les pensées de tous ceux qui l'ont aimée aillent vers elle.

José Maria
MONINO ORLIANGES

nous quittait le 2 mai 1994.

« Je suis l'inconsolé...
ma seule étoile est morte
et mon luth constellé
porte le soleil noir
de la mélancolie. »
Gérard de Nerval.

– *Il y a dix ans, disparaissait*

André SAUZIN

que tous ceux qui l'ont connu aient une pensée pour lui.

– Il y a onze ans,

Sophie

nous quittait avec

Tina.

Merci à tous ceux qui en gardent vivant l'affectueux souvenir.

Expositions

– Le vernissage de l'exposition « Deux Selva » (Joseph de Selva Mosca de Selva) aura lieu Galerie Etienne-de-Causans, 25, rue de Seine, Paris-6e, le 5 mai 1997, de 18 heures à 20 h 30. Exposition du 5 mai au 12 mai, 11 heures-13 heures, 14 h 30-19 heures, sauf dimanche et lundi, parking : 27, rue Mazarine. Tél. : 01-43-26-54-48.

Communications diverses

L'ASSOCIATION DU MFPF
DE PARIS
10, rue Vivienne, 75002 Paris

tiendra son assemblée générale le

mardi 27 mai 1997

à partir de 19 h 30.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

Soutenances de thèse

François MAURIER

a soutenu le 25 avril 1997, à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, sa thèse de doctorat en droit :

« Frontières et populations : le règlement des questions territoriales entre l'Autriche, l'Italie et la Yougoslavie dans la région de la haute Adriatique (1919-1991) ».

Le jury, sous la présidence du recteur J. Dehaussy, professeur émérite, directeur de thèse, et composé des professeurs O. Audéoud, Nancy-II, E. Decaux, Paris-X-Nanterre, L. Lucchini, Paris-I, lui a décerné la mention « très honorable, avec félicitations du jury ».

CARNET DU MONDE
Télécopieur :
01-42-17-21-36
Téléphone :
01-42-17-29-94
ou 38-42

FINANCE La Bourse de New York a totalement effacé la baisse de 10 % subie entre la mi-mars et la mi-avril. L'indice Dow Jones a gagné cette semaine plus de 4 % entre lundi et mercredi avant de subir, logiquement, une correction de 0,46 % jeudi. ● WALL STREET bénéficie à la fois d'une croissance américaine toujours très soutenue et de tensions inflationnistes apparemment limitées. ● LA CROISSANCE du produit intérieur brut américain au premier trimestre a atteint le niveau record depuis près de dix ans de 5,6 %. ● L'INDICE DOW JONES s'est apprécié de plus de 3,5 % depuis le début de la semaine et a bénéficié de la bonne tenue du marché obligataire, puisque le rendement des emprunts d'Etat américains à 30 ans est revenu sous le seuil des 7 %. ● A TOKYO, la Bourse a progressé de 4,85 % sur la semaine et se retrouve à son plus haut niveau depuis le début de l'année.

La croissance américaine ne fait plus peur à Wall Street

La grande Bourse américaine a gagné plus de 3,5 % depuis le début de la semaine et a entraîné dans son sillage les autres places internationales. Les investisseurs ne semblent plus craindre une remontée des tensions inflationnistes dans un contexte de plein-emploi

EN DÉPIT d'une pause marquée, jeudi 1er mai, par une petite baisse de 0,46 %, Wall Street a retrouvé depuis trois semaines une santé de fer. L'indice Dow Jones affiche depuis le début de la semaine une progression de plus de 3,5 %. Les séances de lundi, mardi et mercredi ont permis au Dow Jones d'afficher sa plus forte progression (+ 4 %) en trois jours depuis 1991 et de repasser un temps, mercredi, au-dessus du seuil des 7 000 points.

La grande Bourse américaine a ainsi totalement effacé la correction de 10 % enregistrée entre la mi-mars et la mi-avril. Wall Street bénéficie à nouveau d'un scénario économique idéal, caractérisé à la fois par une activité toujours aussi soutenue et par des tensions inflationnistes limitées. Après six années de croissance ininterrompue, la vigueur de l'économie américaine ne se dément pas, loin de là. La croissance du produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre, dont le chiffre a été annoncé le 30 avril, a atteint 5,6 % en rythme annualisé après 3,8 % au quatrième trimestre de 1996. Il s'agit tout simplement du rythme de croissance le plus élevé aux Etats-Unis depuis près de dix ans (6 % du quatrième trimestre 1987). Les experts attendaient « seulement » une progression de 4 % du PIB au cours des trois premiers mois de l'année. Les dépenses de consommation des ménages, qui ont augmenté de 6,4 % au premier trimestre en rythme annuel, du jamais vu depuis 1988, expliquent une nouvelle fois le rythme de la croissance outre-Atlantique. Les achats de biens durables (électroménager, automobile, informatique, ameublement) ont bondi dans le même temps de 19,9 % !

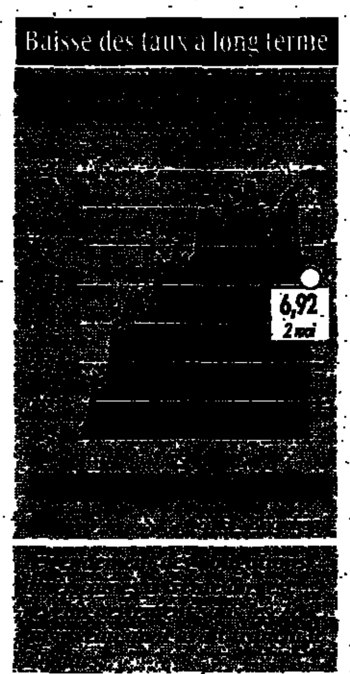
Le paradoxe dont bénéficie Wall Street depuis maintenant des années est que cette activité particulièrement soutenue ne se traduit pas par une hausse sensible de l'inflation dans un contexte de quasi-plein-emploi. Plus étonnant encore, jeudi 1er mai et pour la quatrième séance consécutive, le taux des emprunts d'Etat américains à trente ans a baissé pour s'établir à 6,92 %. Ce rendement était supérieur à 7 % depuis le 27 mars et s'élevait encore à 7,14 % à la fin de la semaine dernière.

Le marché obligataire américain profite à la fois de la perspective d'un accord entre l'administration américaine et le Congrès sur le retour à l'équilibre budgétaire en cinq ans et de la publication de statistiques soulignant le peu de tensions sur les prix. Ainsi, selon les chiffres publiés mardi, les coûts salariaux se sont accrus de 0,6 % au premier trimestre contre 0,9 % attendu. Jeudi, l'indice des prix payés par les directeur d'achat des principaux groupes manufacturiers américains était annoncé en recul à 49,6 en avril contre 50,9 en mars.

En outre, la hausse du dollar au cours des derniers mois réduit l'inflation importée et les économistes pronostiquent dans l'ensemble une nouvelle hausse du loyer de l'argent au jour le jour par la Réserve fédérale (Fed) à l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire le 20 mai. La Fed avait relevé, le 25 mars, pour la première fois depuis deux ans, son taux au jour d'un quart de point à 5,5 %.

ANCIENS ET MODERNES

Pour Abby Joseph Cohen, la responsable de la stratégie d'investissement de la banque américaine Goldman Sachs, une hausse de ses taux par la Réserve fédérale serait plutôt une bonne nouvelle pour Wall Street : *« Si la Fed remonte le loyer de l'argent à nouveau, cela devrait aider les actions en ralentissant la croissance et l'inflation »*, a-t-elle expliqué à l'agence Bloomberg. Mme Joseph Cohen est en quelque sorte le porte-drapeau des analystes de la « nouvelle ère », qui s'opposent aux experts classiques et réfutent leurs arguments selon lesquels la Bourse de New York est surévaluée et menacée par une baisse de grande ampleur. Les experts du *new era group* soulignent notamment que dans un environnement sans inflation et marqué par une ruée des générations du baby-boom vers la Bourse pour préparer leurs retraites, les critères classiques d'évaluation de la valeur des actions doivent être revus.



La querelle des anciens et des modernes n'a pas encore franchi l'Atlantique, ce qui n'a pas empêché les places européennes de bénéficier de la santé retrouvée de Wall Street. Londres a manifesté sa confiance avant la victoire attendue des travaillistes aux élections législatives en battant, jeudi, un nouveau record historique. La place britannique a gagné plus de 1,7 % depuis le début de la semaine. Paris et Francfort, qui étaient fermés jeudi 1er mai, ont fait encore mieux en s'adjugeant respectivement 4 % et 1,9 % de lundi à mercredi.

Même Tokyo retrouve de l'allant. L'indice Nikkei a atteint 19 514 points vendredi 2 mai, son plus haut niveau depuis le début de l'année. Le Nikkei s'est envolé de 4,85 % sur la semaine. Les investisseurs jugent que la hausse du dollar, notamment face au yen, et la vigueur de l'économie américaine favorisent les exportateurs japonais.

Vendredi, les opérateurs attendaient la publication des chiffres du chômage aux Etats-Unis en avril. Les analystes tablaient sur 200 000 à 250 000 créations nettes d'emplois et un taux de chômage inchangé à 5,2 % qui renforcerait le scénario d'une croissance économique soutenue sans trop de dérapage inflationniste.

Eric Leser

Tokyo au plus haut de l'année

La Bourse de Tokyo a terminé en hausse de 1,2 % vendredi 2 mai, l'indice Nikkei engrangeant en clôture 239,42 points à 19 514,75 points, à son plus haut niveau de l'année. Les valeurs japonaises ont gagné 4,85 % depuis le début de la semaine. Elles bénéficient, surtout les exportatrices, à la fois des statistiques confirmant le niveau soutenu de la croissance aux Etats-Unis et de la force du dollar face au yen.

***« De nouveaux fonds d'investisseurs étrangers ont fait leur apparition sur le marché, ce qui a encore amélioré l'humeur générale »*, estime Naoyuki Takanaka de Meiko Securities Co. *« Les valeurs de haute technologie et les exportatrices, qui ont des marchés importants aux Etats-Unis, affichent les meilleures performances »*, ajoute Ryuichi Endo, de Japan Investment Trust Management.**

La Samaritaine va réintégrer ses salariés indûment licenciés

DANS UN ARRÊT retentissant rendu le jeudi 13 février (*Le Monde* du 14 février), la Cour de cassation annulait purement et simplement les licenciements effectués par la Samaritaine en 1993 au motif que le plan social dans lequel ils s'inscrivaient était nul et *« de nul effet »*. Depuis cette date, direction et syndicats de la Samaritaine s'interrogeaient : concrètement, que fallait-il faire ? Cent huit salariés avaient été licenciés, dont quarante-huit par le biais de mesures d'âge. Dans quelles conditions devaient s'opérer les réintégrations des salariés qui en feraient la demande ?

L'arrêt de la Cour de cassation constituant une première, les deux parties étaient obligées d'innover. C'est ce qu'elles viennent de faire. Après plusieurs semaines de négociations, la direction a signé le mercredi 30 avril avec cinq syndicats (CGT, CFTC, FO, CSL et CGC) sur sept (CFDT et CAT n'ont pas signé) un accord d'entreprise *« destiné à définir les modalités d'accords individuels permettant de résoudre, sans recours à la procédure, les conditions de reprise du travail et indemnisations diverses »*.

Dans ce texte, la direction s'engage à réintégrer les anciens collaborateurs qui en feront la demande dans les quinze jours suivant la notification de cet accord. D'ores et déjà, quatorze personnes ont souhaité être réintégrées – cinq le sont déjà –, et la CGT pense que vingt-cinq personnes pourraient être intéressées. Le texte précise : *« La poursuite du contrat de travail s'effectuera dans l'emploi d'origine s'il en existe de disponible ou, à défaut, dans un poste aussi proche que possible du précédent.* (...) *Si le salarié accepte un nouveau poste, il aura une priorité absolue pour réintégrer son emploi d'origine si celui-ci devient disponible. Pour l'ensemble des personnes concernées (y compris l'encadrement), le montant du salaire de réembauche sera revalorisé d'un pourcentage égal à celui des augmentations générales intervenues depuis 1993 dans la catégorie des employés. »* Si besoin est, une formation de réadaptation leur sera proposée. Le temps écoulé entre le départ de l'entreprise et la reprise du travail sera pris en compte pour la détermination de la prime d'ancienneté, et chaque salarié pourra prétendre à l'intégralité de ses points auprès des régimes de retraite complémentaire et de prévoyance.

Un des points les plus litigieux de l'acord concerne les dommages et intérêts versés aux salariés. L'accord prévoit deux cas de figure. Les salariés qui ont signé une convention FNE percevront une indemnité égale à deux mois de salaire. Cette indemnité est portée à trois mois pour ceux dont le FNE a duré *« au moins trois ans »*. Les autres salariés recevront une indemnité *« égale à sept mois de salaire brut moyen calculés sur les douze derniers mois d'activité »*. L'indemnité de licenciement versée en 1993 sera conservée. Mais – contrepartie obtenue par la direction – pour le personnel réintégré, le montant de cette indemnité *« viendra en déduction de la future allocation de fin de carrière »*.

UNE COMMISSION DE SUIVI

Alors que, souvent appuyés par la CFDT, certains anciens salariés attaquent la Samaritaine aux prud'hommes, l'accord précise que les indemnisations qu'il prévoit ne peuvent pas se cumuler avec d'*« éventuels dommages-intérêts alloués par une décision judiciaire définitive »*.

La Samaritaine se désiste de toutes les procédures engagées contre les représentants du personnel. Elle règle la somme de 4 000 francs par dossier engagé par ces représentants devant les tribunaux. Enfin, toujours au titre des indemnités, la Samaritaine verse au comité d'entreprise une contribution exceptionnelle égale à 0,436 % pour les activités sociales et 0,15 % pour le fonctionnement du CE.

Valable deux mois, cet accord prévoit la création d'une commission de suivi, composé de représentants des seuls signataires, qui, elle, se réunira durant un an. Symboliquement important car il montre que la réintégration est possible et peut même donner lieu à un accord social, le texte ne règle pourtant pas tous les problèmes : rien ne dit, par exemple, que les Assedic s'en contenteront et ne demanderont pas à être remboursées des indemnités versées.

Frédéric Lemaître

Les associés d'Andersen votent contre la sécession de la branche conseil

L'ORGANISATION MONDIALE d'Arthur Andersen (Andersen Worldwide) n'éclatera pas. Les quelque 2 700 associés propriétaires de la firme d'audit, de fiscalité et de conseil informatique réunis au Palais des Congrès de Paris ont voté à 93 %, mercredi 30 avril, contre le départ des informaticiens.

Avec plus de 100 000 salariés dans le monde et près de 10 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1996, Andersen Worldwide est le numéro un mondial du conseil aux entreprises. Les services comptables et fiscaux sont regroupés dans Arthur Andersen, le conseil informatique dans Andersen Consulting. Fondé en 1913 par un jeune expert-comptable de l'Illinois, Arthur Andersen était, à l'origine, spécialisé dans la certification des comptes des entreprises. Après guerre, les comptables comprennent qu'il serait judicieux d'aider les entreprises à s'organiser. C'est ainsi que naît, en 1954, la division conseil qui se spécialisera ensuite dans l'informatique.

Depuis, les informaticiens ont dépassé les comptables et fiscalistes. En cinq ans, sous la direction de l'Américain George Shaheen, ils ont quintuplé leur chiffre d'affaires, qui atteint 5,3 milliards de dollars, contre 4,6 milliards de dollars pour Arthur Andersen ; selon le *Wall Street Journal*, chaque associé d'Andersen Consulting réalise 1 million de dollars de profits, là où ceux d'Arthur Andersen ne gagnent que 600 000 dollars. Or, les comptables et fiscalistes conservent le pouvoir sur l'organisation, puisqu'ils ont 1 700 associés, contre seulement un peu plus d'un millier pour les informaticiens. C'est ce qui explique la volonté de sécession d'une partie au moins des équipes de conseil. Une séparation totale aurait toutefois créé des problèmes juridiques sans fin, notamment pour savoir à qui appartient la marque Arthur Andersen.

VISION NON CAPITALISTE

Fondamentalement, pourtant, les perspectives des deux branches sont différentes. L'audit et la fiscalité, professions réglementées d'exercice libéral, ne peuvent que rester contrôlées par les professionnels. Au contraire, Andersen Consulting, dont les concurrents sont IBM Consulting ou Electronic Data Systems, ressemble plus à une entreprise « normale ». Certains rêvaient même d'introduire en Bourse leur société, en très forte croissance, même si cela n'a jamais été évoqué officiellement.

Une telle hypothèse semble incompatible avec la culture de l'entreprise, à laquelle, selon Xavier de Sarrau, patron d'Arthur Andersen en France, plus de 80 % des associés ont réaffirmé leur attachement. Après avoir fait leurs classes pendant une dizaine d'années, les éléments les plus brillants d'Andersen sont cooptés associés par leurs pairs, les autres étant priés d'aller chercher du travail ailleurs. Très bien payés pendant leur carrière, les associés achètent leurs actions Andersen à leur valeur nominale et les revendent sans plus-value lors de leur départ à la retraite. Cette vision non capitaliste permet aux jeunes de devenir associés sans avoir de fortune personnelle et aux anciens de léguer l'entreprise presque gratuitement aux jeunes générations.

Andersen Worldwide reste toutefois en crise : les relations financières entre le conseil et l'audit vont être revues . Surtout, l'organisation doit se trouver un président. Le conseil de surveillance d'Andersen Worldwide n'a pas été capable de choisir entre les deux candidats en lice : Jim Wadia, patron d'Arthur Andersen en Grande-Bretagne, et George Shaheen, PDG d'Andersen Consulting. Le conseil soumettra, dans les prochaines semaines, un nom au vote des associés.

Arnaud Leparmentier

Pratt & Whitney hésite à motoriser l'Airbus A-340 allongé

LE MOTORISTE américain Pratt & Whitney ne construira pas de moteur pour la version allongée du quadrimoteur A-340 d'Airbus si ses concurrents Rolls Royce et General Electric sont aussi sur les rangs. *« Il n'y a pas de place pour trois motoristes sur ce créneau »*, a affirmé Robert Wolfe, président de la division gros moteurs, à l'occasion de l'inauguration, mercredi 30 avril, de son nouveau siège régional à Paris pour la zone Europe - Afrique - Moyen-Orient.

Pratt & Whitney, qui propose pour le moment un dérivé de son PW4000, refuse de s'embarquer dans une guerre des prix du type de celle que se livrent les trois motoristes mondiaux sur le Boeing 777, pour lequel ils ont dû développer des moteurs géants. A l'inverse, Airbus, qui, avec la version allongée de son A-340, veut lutter de front contre l'avion de son rival, a intérêt à stimuler la concurrence. Les moteurs représentent en général de 20 % à 25 % du prix d'un avion.

Pratt & Whitney réagissait aux informations du *Monde* du 29 avril faisant état de l'étude par General Electric d'une version dérivée de son très gros moteur GE90, en association avec Snecma. *« Nous n'avons rien proposé à Airbus »*, a précisé un porte-parole de General Electric, tout en reconnaissant que des études étaient menées pour déterminer si le réacteur pouvait être compatible avec l'A340-600.

Pratt & Whitney a, d'autre part, indiqué qu'il était prêt à fournir un moteur pour le futur très gros porteur d'Airbus (l'A-3XX, qui offrira plus de 550 places). Selon les spécifications que doit encore déterminer l'avionneur européen, Pratt & Whitney proposerait soit un dérivé de son PW4000, soit un moteur complètement nouveau. Ce dernier serait développé avec l'américain General Electric, dans le cadre de leur filiale commune, mise sur pied au départ pour construire le moteur des versions allongées du super-jumbo Boeing 747. Alors que Boeing a annoncé l'abandon de ce projet, M. Wolfe affirme que l'avionneur en poursuit les études avec les motoristes.

Christophe Jakubyszyn

DÉPÊCHES

■ **GAN : cité par le président de l'assureur public, Didier Pfeiffer,** comme candidat potentiel à la privatisation (*Le Monde* du 31 avril), le groupe allemand Allianz s'est déclaré, mercredi 30 avril, *« toujours très attentif aux possibilités de développement sur le marché français »*. *« Nous sommes intéressés par des acquisitions majoritaires à chaque fois qu'une opportunité se présente, mais nous ne sommes pas pressés. »* Egalement cité, le groupe belgo-néerlandais Fortis n'a pas voulu commenter. Le néerlandais ING a déclaré ne pas être en contact avec le Gan.

■ **BULL : l'opération d'ouverture par l'Etat du capital du groupe informatique** a été sursouscrite plus de 21 fois par 70 000 particuliers, a annoncé, mercredi 30 avril, le ministère de l'économie. L'action a été offerte aux particuliers pour 36 francs et aux institutionnels pour 38 francs.

■ **COMPAGNIE DES SIGNAUX : la firme a acquis**, mercredi 30 avril, la participation du CEA-Industrie dans le groupe informatique CISI (64 % de CISI Holding).

■ **CRAY : le constructeur américain de super-ordinateurs** Cray Research a démenti, jeudi 1er mai, avoir conclu un accord avec son concurrent japonais NEC.

■ **BAYER : le chimiste et pharmacien allemand a indiqué**, mercredi30 avril, qu'il tablait sur une hausse de ses effectifs de 2 000 personnes, à 144 200, en 1997, mais uniquement hors d'Allemagne, où la suppression de 1 200 postes est prévue.

■ **SCHERING : le groupe pharmaceutique allemand envisage de racheter** une partie de ses actions à hauteur de 500 millions de deutschemarks afin de se protéger contre une OPA hostile, a annoncé, mercredi 30 avril, son directeur financier, Klaus Pohle, dans le quotidien *Tagesspiegel*.

■ **EMC : l'entreprise minière et chimique a ramené sa perte de** 342 millions à 267 millions de francs a annoncé, mercredi 30 avril, le président du directoire, Bernard Pache.

■ **POSTBANK : le conseil de surveillance de la Postbank a accepté de** coopérer avec la poste allemande (*Le Monde* du 2 mai). La première pourra utiliser les guichets de la seconde en échange d'une indemnité annuelle d'environ 1,4 milliard de deutschemarks, réduite progressivement à 700 millions en 2001. De plus, la poste recevra gratuitement 17,5 % du capital de la Postbank.



■ **LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance du vendredi 2 mai en hausse.** *L'indice Nikkei* **a gagné 1,24 % en clôture, à 19 514,75 points, son plus** *haut niveau* **de l'année.**

■ **LE DOLLAR s'inscrivait en baisse, vendredi, lors des premières transactions entre banques sur les places européennes. Il s'échangeait à 1,7234 deutschemark et 5,8120 francs.**

■ **LA LIVRE STERLING cédait du terrain, vendredi matin, au lendemain de la victoire électorale du Parti travailliste. Elle cotait 1,6131 dollar, 2,7795 deutschemarks et 9,38 francs.**

■ **L'OR a ouvert en hausse, vendredi, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 340,10-340,45 dollars, contre 339,50-339,80 dollars jeudi en clôture.**

■ **LES COURS DU PÉTROLE se sont repliés, jeudi 1er mai, sur le marché à terme de New York. Le prix du baril light sweet crude livraison juin a perdu 30 centièmes, à 19,91 dollars.**

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↗ Clôture | CAC 40 ↘ 1 mois | CAC 40 ↗ 1 an | MIDCAC ↗ 1 mois

NEW YORK ↗ DOW JONES | LONDRES ↗ FT 100 | MILAN → MIB 30 | FRANCFORT ↗ DAX 30

Progression à Paris

LA BOURSE DE PARIS gagnait *du terrain*, vendredi 2 mai en fin de matinée, soutenue par la détente des rendements obligataires. A 12 heures, l'indice CAC 40 était en hausse de 0,25 %, à 2 645,93 points.

Le marché était toutefois très peu actif, de nombreux investisseurs étant absents en raison du « pont » du 1er mai.

Sur le Matif, le contrat à terme sur les emprunts d'Etat français à dix ans était en hausse de 44 centièmes, à 129,40 points.

Le franc était stable, à 3,3717 francs pour 1 mark.

Les investisseurs ont accueilli favorablement la publication d'un nouveau sondage d'opinion IPSOS/*Le Point* sur les intentions de vote pour les élections législatives, indiquant que la droite conforte son avance sur la gauche.

Les opérateurs attendaient aussi *la publication*, *vendredi en* début d'après-midi, des statistiques du chômage américain au mois d'avril. Les analystes tablent sur 200 000 à 250 000 créations nettes d'emplois et un taux de chômage inchangé à 5,2 %.

Les rumeurs de rachat de Sommer Allibert par la firme américaine Delphi continuaient à circuler, vendredi matin, ce qui permettait au titre de gagner 3,8 % à 218 francs.

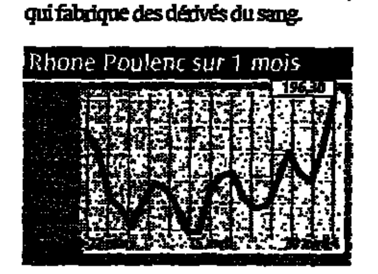
Indice CAC 40 sur un an

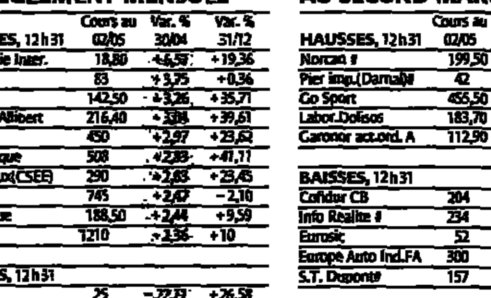
CAC 40 5 jours

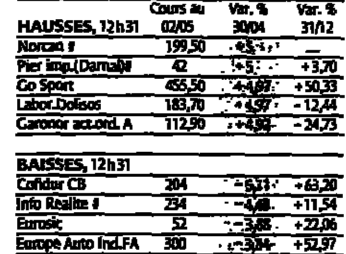
Rhône Poulenc, valeur du jour

LA BOURSE a salué l'annonce d'une hausse de 6,5 % du résultat net de Rhône-Poulenc au premier trimestre, à 674 millions de francs : le titre a fini sur un gain 4,5 % à 196,30 francs, dans un marché portant sur 435 millions de francs. *« Les nouveaux produits lancés dans les sciences de la vie contribuent de plus en plus significativement aux résultats du groupe,* a commenté le président du groupe, Jean-René Fourtou. *C'est pourquoi nous maintenons notre objectif de progression de 20 % du bénéfice net par action en 1997, hors éléments exceptionnels.* » Cette dernière précision renvoie aux difficultés de l'usine de Centeon, qui fabrique des dérivés du sang.

Rhone Poulenc sur 1 mois





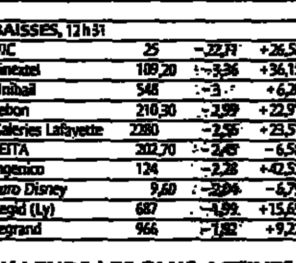


PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h31	Cours au 02/05	Var. % 30/04	Var. % 31/12
Metrologie Inter.	18,80	+6,57	+19,36
OLIPAR	83	+3,75	+0,36
GAN	142,50	+3,26	+35,71
Sommer-Allibert	216,40	+3,08	+39,61
Havas	450	+2,97	+23,62
Geophysique	508	+2,83	+41,11
CS Signaux(CSEE)	290	+2,83	+23,45
Clarins	745	+2,47	−2,10
Via Banque	188,50	+2,44	+9,59
Europe 1	1210	+2,36	+10
BAISSES, 12h31			
UIC	25	−22,71	+26,58
Finextel	109,20	−3,36	+36,15
Unibail	548	−3	+6,20
Lebon	210,30	−2,99	+22,91
Galeries Lafayette	2280	−2,56	+23,51
SEITA	202,70	−2,47	−6,58
Ingenico	124	−2,28	+42,52
Euro Disney	9,60	−2,04	−6,79
Cegid (Ly)	687	−1,99	+15,65
Legrand	966	−1,82	+9,27

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h31	02/05 Titres échangés	Capitalisation en F
Eaux (Gle des)	133576	109465557
Saint-Gobain	111736	86771419
Elf Aquitaine	140591	79555910
Alcatel Alsthom	122811	79191690
Carrefour	18358	66997310
Havas	125943	56325569,90
L'Oreal	26423	55227260
Rhone Poulenc A	253924	50675315,20
Unibail	85802	47212758
Paribas	117710	43941487,20

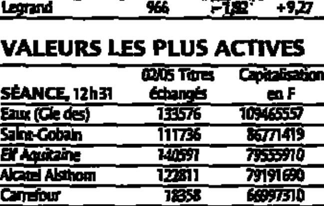


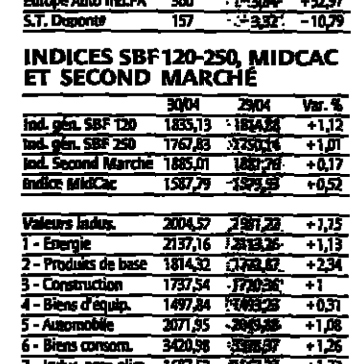
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h31	Cours au 02/05	Var. % 30/04	Var. % 31/12
Norcan #	199,50	+5,5	—
Pier Imp.(Damal)#	42	+5	+3,70
Go Sport	456,50	+4,87	+50,33
Labor.Dolisos	183,70	+4,57	−12,44
Caronor act.ord. A	112,90	+4,92	−24,73
BAISSES, 12h31			
Cofidur CB	204	−5,11	+63,20
Info Realite #	234	−4,48	+11,54
Eurosic	52	−3,88	+22,06
Europe Auto Ind.FA	300	−3,84	+52,97
S.T. Dupont#	157	−3,52	−10,79

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

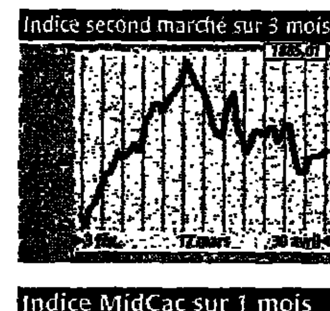
	30/04	29/04	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1835,13	1814,88	+1,12
Ind. gén. SBF 250	1767,83	1750,16	+1,01
Ind. Second Marché	1885,01	1881,78	+0,17
Indice MidCac	1587,79	1579,53	+0,52
Valeurs indus.	2004,57	1981,23	+1,15
1 - Energie	2137,16	2113,26	+1,13
2 - Produits de base	1814,32	1772,87	+2,34
3 - Construction	1737,54	1720,36	+1
4 - Biens d'équip.	1497,84	1493,28	+0,31
5 - Automobile	2071,95	2049,88	+1,08
6 - Biens consom.	3420,98	3378,37	+1,26
7 - Indus. agro-alim.	1687,52	1667,23	+1,22
Services	2016,03	1995,25	+1,04
8 - Distribution	3846,36	3802,36	+1,16
9 - Autres services	1309,44	1297,28	+0,94
Sociétés financières	1287,40	1278,18	+0,66
10 - Immobilier	819,78	816,83	+0,36
11 - Services financ.	1253,71	1244,02	+0,78
12 - Sociétés invest.	1756,95	1750,68	+0,36



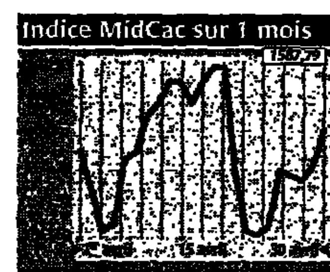


Indice SBF 250 sur 3 mois

Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCac sur 1 mois



Nouvelle hausse à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance du vendredi 2 mai en hausse. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a gagné 1,24 % en clôture, à 19 514,75 points, plus haut niveau de l'année. Les actions nippones avaient notamment profité du repli du yen face au dollar.

La veille, Wall Street avait cédé un peu de terrain. L'indice Dow Jones s'était replié de 32,51 points (−0,46 %) à 6 976,48 points, malgré la détente observée sur les rendements obligataires. *Le taux de l'emprunt* à 30 ans s'était replié à 6,91 %, contre 6,95 % mercredi.

Le marché obligataire avait été soulagé par l'annonce d'un recul, à 49,6 points en avril contre 50,9 points en mars, de l'indice des prix payés établi par les directeurs d'achats des principaux groupes manufacturiers américains. Les espoirs d'accord budgétaire entre la Maison-Blanche et le Congrès avaient aussi soutenu les cours des emprunts.

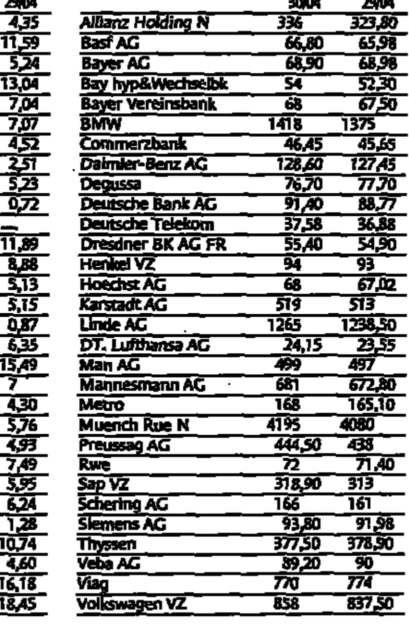
Les opérateurs étaient toutefois restés prudents avant la publication des statistiques du chômage américain au mois d'avril. Un nombre élevé de créations d'emplois pourrait inciter la Réserve fédérale à resserrer sa politique monétaire dès sa réunion du 20 mai.

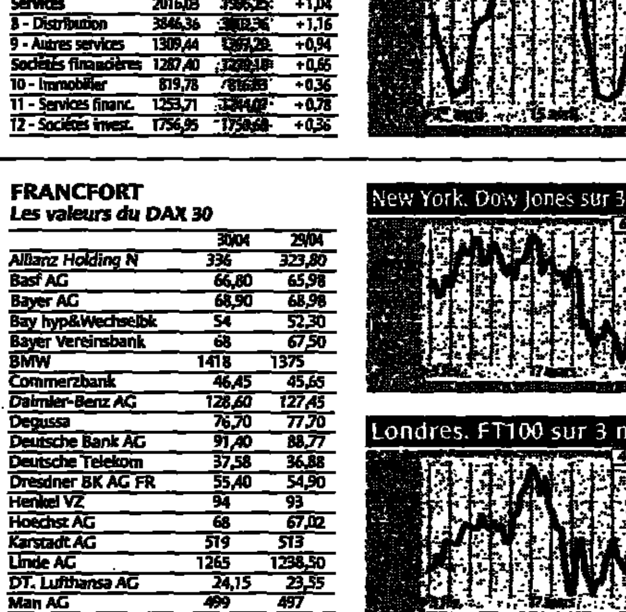
INDICES MONDIAUX

	Cours au 30/04	Cours au 29/04	Var. en %
Paris CAC 40	2621,82	[illegible]	+0,72
New-York/DJ indus.	6970,06	[illegible]	+0,12
Tokyo/Nikkei	19151,10	[illegible]	+2,51
Londres/FT100	4418,50	[illegible]	−0,33
Francfort/Dax 30	3438,07	[illegible]	+1,60
Frankfort/Commer.	1179,76	[illegible]	+1,47
Bruxelles/Bel 20	2676,26	[illegible]	—
Bruxelles/Général	2242,43	[illegible]	+0,33
Milan/MIB 30	1036	[illegible]	—
Amsterdam/Gé. Cbs	516,50	[illegible]	—
Madrid/Ibex 35	510,82	[illegible]	+1,53
Stockholm/Affarsal	2081,73	[illegible]	+0,83
Londres FT30	2872,40	[illegible]	−0,22
Hong Kong/Hang S.	12903,30	[illegible]	+2,35
Singapour/Strait t	2004,26	[illegible]	+0,70

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

	30/04	29/04
Alcoa	69,87	70
Allied Signal	72,25	71,50
American Express	66,12	66,87
AT & T	33,50	33,25
Boeing Co	98,62	96,12
Caterpillar Inc.	89,12	87,87
Chevron Corp.	68,50	67,87
Coca-Cola Co	63,50	62,62
Disney Corp.	82,12	80,75
Du Pont Nemours&Co	106,12	107,12
Eastman Kodak Co	83,37	83,25
Exxon Corp.	56,62	55,75
Gén. Motors Corp.H	57,87	57,37
Gén. Electric Co	111	110,62
Goodyear T & Rubbe	52,62	52,75
Hewlett-Packard	52,62	51,75
IBM	160,62	158,37
Intl Paper	42,25	41,75
J.P. Morgan Co	101,75	100,62
Johnson & Johnson	61,25	60
Mc Donalds Corp.	53,50	53
Merck & Co.Inc.	90,50	91,50
Minnesota Mng.&Mfg	86,87	87
Philip Moris	39,37	39,25
Procter & Gamble C	126	127,62
Sears Roebuck & Co	48,50	47,50
Travelers	55,37	55
Union Carb.	50	48,87
Utd Technol	75,62	74,50
Wal-Mart Stores	28,25	27,75





LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

	30/04	29/04
Allied Lyons	4,36	4,35
Barclays Bank	11,43	11,59
B.A.T. industries	5,20	5,24
British Aerospace	13,05	13,04
British Airways	7,03	7,04
British Petroleum	7,07	7,07
British Telecom	4,51	4,52
B.T.R.	2,50	2,51
Cadbury Schweppes	5,14	5,23
Eurotunnel	0,70	0,72
Forte	—	—
Glaxo Wellcome	12,03	11,89
Granada Group Plc	8,90	8,88
Grand Metropolitan	5,14	5,13
Guinness	5,09	5,15
Hanson Plc	0,87	0,87
Great Ic	6,39	6,35
H.S.B.C.	15,47	15,49
Impérial Chemical	7	7
Legal & Gen. Grp	4,11	4,30
Lloyds TSB	5,57	5,76
Marks and Spencer	4,92	4,93
National Westminst	7,24	7,49
Peninsular Orienta	5,98	5,95
Reuters	6,32	6,24
Saatchi and Saatch	1,30	1,28
Shell Transport	10,86	10,74
Tate and Lyle	4,59	4,60
Univeler Ltd	16,22	16,18
Zeneca	18,60	18,45

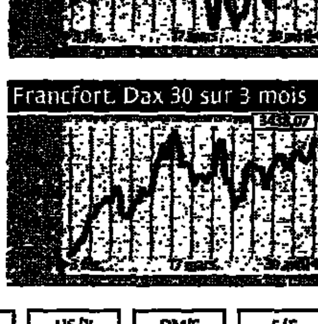
FRANCFORT
Les valeurs du DAX 30

	30/04	29/04
Allianz Holding N	336	323,80
Basf AG	66,80	65,98
Bayer AG	68,90	68,98
Bay hyp&Wechselbk	54	52,30
Bayer Vereinsbank	68	67,50
BMW	1418	1375
Commerzbank	46,45	45,65
Daimler-Benz AG	128,60	127,45
Degussa	76,70	77,70
Deutsche Bank AG	91,40	88,77
Deutsche Telekom	37,58	36,88
Dresdner BK AG FR	55,40	54,90
Henkel VZ	94	93
Hoechst AG	68	67,02
Karstadt AG	519	513
Linde AG	1265	1238,50
DT. Lufthansa AG	24,15	23,55
Man AG	499	497
Mannesmann AG	681	672,80
Metro	168	165,10
Muench Rue N	4195	4080
Preussag AG	444,50	438
Rwe	72	71,40
Sap VZ	318,90	313
Schering AG	166	161
Siemens AG	93,80	91,98
Thyssen	377,50	378,90
Veba AG	89,20	90
Viag	770	774
Volkswagen VZ	858	837,50

New York, Dow Jones sur 3 mois

Londres, FT100 sur 3 mois

Francfort, Dax 30 sur 3 mois



LES TAUX

PARIS ↗ Jour le jour | PARIS ↘ OAT 10 ans | NEW YORK ↗ Jour le jour | NEW YORK ↘ Bonds 10 ans | FRANCFORT ↗ Jour le jour | FRANCFORT ↘ Bunds 10 ans

Forte avance du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL DU MATIF, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en forte hausse, vendredi 2 mai. Après quelques minutes de transactions, l'échéance juin gagnait 58 centièmes, à 129,54 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,68 %, soit 0,11 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance. La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en hausse, soutenu par la publication d'indicateurs reflétant l'atténuation de tensions inflationnistes et par les espoirs d'accord budgétaire entre la Maison Blanche et le Congrès. Le rendement de l'emprunt à 30 ans s'était inscrit à 6,92 % en clôture.

La Banque de France a laissé inchangés, vendredi matin, ses taux directeurs.

Notionnel 10 % première échéance, 1 an

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 30/04	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	3,18	[illegible]	6,63	[illegible]
Allemagne	3,20	[illegible]	6,60	[illegible]
Grande-Bretagne	—	[illegible]	—	[illegible]
Italie	6,75	[illegible]	8,07	[illegible]
Japon	—	[illegible]	—	[illegible]
Etats-Unis	5,37	[illegible]	7	[illegible]

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 30/04	Taux au 29/04	Indice (base 100 fin 96)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,33	[illegible]	98,99
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5,02	[illegible]	99,56
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,45	[illegible]	100,43
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,80	[illegible]	101,37
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,44	[illegible]	101,62
Obligations françaises	—	[illegible]	—
Fonds d'Etat à TME	−2,02	[illegible]	98,98
Fonds d'Etat à TRE	−2,04	[illegible]	98,72
Obligat. franç. à TME	—	[illegible]	—
Obligat. franç. à TRE	—	[illegible]	—

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

	Achat 30/04	Vente 30/04	Achat 29/04	Vente 29/04
Jour le jour	[illegible]	—	3,1875	—
1 mois	[illegible]	3,38	[illegible]	3,40
3 mois	[illegible]	3,43	[illegible]	3,51
6 mois	[illegible]	3,54	[illegible]	3,60
1 an	[illegible]	3,61	[illegible]	3,67
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Francs 3 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Francs 6 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Francs 9 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Francs 12 mois	[illegible]	—	3,6250	—
PIBOR ECU				
Pibor Ecu 3 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Ecu 6 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Ecu 12 mois	[illegible]	—	[illegible]	—

MATIF

Échéances 30/04	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Juin 97	153336	[illegible]	129,16	[illegible]	129,02
Sept. 97	4317	[illegible]	127,50	[illegible]	127,48
Déc. 97	2	[illegible]	97,02	[illegible]	97,02
PIBOR 3 MOIS					
Juin 97	25908	[illegible]	96,42	[illegible]	96,40
Sept. 97	14074	[illegible]	96,50	[illegible]	96,46
Déc. 97	4762	[illegible]	96,47	[illegible]	96,43
Mars 98	3478	[illegible]	96,39	[illegible]	96,36
ECU LONG TERME					
Juin 97	1001	[illegible]	94,68	[illegible]	94,34
Sept. 97	—	[illegible]	—	[illegible]	—

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 30/04	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Avril 97	24783	[illegible]	2627	[illegible]	2623
Mai 97	27788	[illegible]	2626	[illegible]	2610
Juin 97	888	[illegible]	2601	[illegible]	2586
Sept. 97	78	[illegible]	2612,50	[illegible]	2600

LES MONNAIES

US/F ↘ 5,8222 | US/DM ↗ 1,7314 | US/¥ ↗ 127,0800 | DM/F ↗ 3,3713 | £/F ↗ 9,4830

Repli du dollar et du sterling

LE DOLLAR S'INSCRIVAIT en baisse, vendredi matin 2 mai, lors des premières transactions entre banques. Il s'échangeait à 1,7234 deutschemark, 5,8120 francs et 126,90 yens. Il n'avait pas profité de la hausse, la veille, du marché obligataire américain. Le secrétaire adjoint au Trésor américain, Larry Summers, avait par ailleurs estimé, jeudi, que le dollar restera la principale devise de réserve en dépit de la mise en place de la monnaie unique européenne. *« Le dollar restera la principale monnaie de réserve dans un avenir prévisible et toute érosion de sa position relative dans le système monétaire international, s'il y en a une, sera lente »*, avait-il affirmé lors d'une conférence sur l'euro à New York. La livre sterling s'inscrivait en net repli, vendredi matin, au lendemain de la victoire du Parti travailliste, à 1,6032 dollar, 2,7630 deutschemarks et 9,3145 francs.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 30/04	% 29/04	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	337,1300	+0,01	325	349
Ecu	6,5830	+0,08	—	[illegible]
Etats-Unis (1 usd)	5,8222	−0,30	5,5200	6,1280
Belgique (100 F)	16,3385	+0,01	15,7800	16,8800
Pays-Bas (100 fl)	299,7300	+0,03	—	[illegible]
Italie (1000 lir.)	3,4045	+0,02	3,1500	3,6500
Danemark (100 krd)	88,5600	+0,03	83,2500	93,2500
Irlande (1 iep)	8,7485	−2,82	8,3900	9,2300
Gde-Bretagne (1 L)	9,4830	+0,07	9,0600	9,9100
Grèce (100 drach.)	2,1215	+0,28	1,8500	2,3500
Suède (100 krs)	74,4200	+0,13	70	80
Suisse (100 F)	396,5600	+0,10	383	407
Norvège (100 k)	81,9600	−0,35	77,5000	86,5000
Autriche (100 sch)	47,8800	−0,03	46,4500	49,5500
Espagne (100 pes.)	3,9935	−0,12	3,7000	4,3000
Portugal (100 esc.	3,3600	−0,15	2,9500	3,6500
Canada 1 dollar ca	4,1698	+0,06	3,8600	4,4600
Japon (100 yens)	4,5917	−0,30	4,3800	4,7300
Finlande (mark)	112,2900	+0,53	106	[illegible]

PARITÉS DU DOLLAR

PARITES DU DOLLAR	02/05	30/04	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,7314	1,7269	+0,26
TOKYO : USD/Yens	127,0800	126,7700	+0,24

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant:	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	5,8177	5,8157	5,8355	5,8280
Yen (100)	4,5881	4,5829	4,6093	4,5997
Deutschemark	3,3725	3,3720	3,3723	3,3718
Franc Suisse	3,9741	3,9700	3,9647	3,9626
Lire ital. (1000)	3,3984	3,3942	3,3919	3,3893
Livre sterling	9,4811	9,4720	9,4725	9,4651
Peseta (100)	4,0012	3,9965	4,0008	3,9969
Franc Belge (100)	16,356	16,345	16,358	16,329

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	3,31	3,42	3,51
Eurodollar	5,60	5,74	5,93
Eurolivre	6,22	6,44	6,71
Eurodeutschemark	3,15	3,16	3,19

L'OR

	cours 30/04	cours 29/04
Or fin (k. barre)	63300	63400
Or fin (en lingot)	63500	63900
Once d'Or Londres	339,25	340,15
Pièce française(20f)	365	367
Pièce suisse (20f)	365	367
Pièce Union lat(20f)	370	370
Pièce 20 dollars us	2305	2400
Pièce 10 dollars us	1360	1380
Pièce 50 pesos mex.	2365	2350

LE PÉTROLE

En dollars	cours 02/05	cours 30/04
Brent (Londres)	18,52	18,28
WTI (New York)	20,15	20,15
Light Sweet Crude	20,15	19,86

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	02/05	30/04
Dow-Jones comptant	156,90	[illegible]
Dow-Jones à terme	161,23	162,03
CRB	248,29	247,98
MÉTAUX (Londres)		dollars/tonne
Cuivre comptant	2413	2440,50
Cuivre à 3 mois	2388	2365,50
Aluminium comptant	1610,25	1598,50
Aluminium à 3 mois	1648,50	1627,50
Plomb comptant	616,50	616,75
Plomb à 3 mois	623,50	629
Etain comptant	5612,50	5612,50
Etain à 3 mois	5710	5725
Zinc comptant	1245,75	1246,25
Zinc à 3 mois	1272,50	1270
Nickel comptant	7227,50	7227,50
Nickel à 3 mois	7415	7355

MÉTAUX (New-York)		$/once
Argent à terme	461	461
Platine à terme	388,50	388,50
Palladium	156,20	157
GRAINES, DENRÉES (Chicago)		$/boisseau
Blé (Chicago)	423	414
Maïs (Chicago)	295	298,50
Grain. soja (Chicago)	889,50	880,25
Tourt. soja (Chicago)	292,60	289,80
GRAINES, DENRÉES (Londres)		£/tonne
P. de terre (Londres)	25	20
Orge (Londres)	88	90
SOFTS		$/tonne
Cacao (New-York)	1394	1383
Café (Londres)	1537	1574
Sucre blanc (Paris)	311,70	[illegible]
OLÉAGINEUX, AGRUMES		cents/tonne
Coton (New-York)	71,90	70,50
Jus d'orange (New-York)	73	73,10

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 2 MAI

Liquidation : 23 mai
Taux de report : 3,50
Cours relevés à 12 h 31

CAC 40 PARIS
+0,40 %
CAC 40 : 2650,01

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% + –	Nominal (1)
B.N.P. (T.P)	1001	[illegible]	—	[illegible]
Cr.Lyonnais(T.P.)	901	[illegible]	—	[illegible]
Renault (T.P.)	1670	[illegible]	—	[illegible]
Rhone Poulenc(T.P)	2136	[illegible]	+ 0,56	[illegible]
Saint Gobain(T.P.)	1335	[illegible]	– 1,04	[illegible]
Thomson S.A (T.P)	1038	[illegible]	– 0,77	[illegible]
Accor	837	[illegible]	+ 1,31	[illegible]
AGF-Ass.Gen.France	189,90	[illegible]	– 0,21	[illegible]
Air Liquide	879	[illegible]	– 0,56	[illegible]
Alcatel Alsthom	649	[illegible]	– 0,61	[illegible]
Axa	359,10	[illegible]	– 0,02	[illegible]
Axime	702	[illegible]	– 0,14	[illegible]
Ciments Fr.Priv.B	210	[illegible]	—	[illegible]
Cipe France Ly #	820	[illegible]	– 1,09	[illegible]
Clarins	727	[illegible]	+ 2,47	[illegible]
CLF-Dexia France	540	[illegible]	+ 0,18	[illegible]
Club Mediterranee	452	[illegible]	– 0,92	[illegible]
Coflexip	317,10	[illegible]	– 0,91	[illegible]
Colas	804	[illegible]	– 0,49	[illegible]
Comptoir Entrep.	11,20	[illegible]	+ 1,78	[illegible]
Comptoirs Mod.	2725	[illegible]	+ 1,83	[illegible]
CPR	462,50	[illegible]	+ 0,32	[illegible]

Valeurs	Cours précéd.
Cred.Fon.France	65,15
Credit Lyonnais CI	195,50
Credit National	329
CS Signaux(CSEE)	282
Damart	4900
Danone	850
Dassault-Aviation	1315
Dassault Electro	687
Dassault Systemes	358,40
De Dietrich	267
Degremont	455
Deveaux(Ly)#	853
Dev.R.N-P.Cal Li #	48,10
DMC (Dollfus Mi)	127,30
Dynaction	140,50
Eaux (Gle des) ●	808
Eiffage	315
Elf Aquitaine	566
Eramet	295
Eridania Beghin	885
Essilor Intl	1608
Essilor Intl.ADP	1549
Esso	525
Eurafrance	2522
Euro Disney	9,80
Europe 1	1182
Eurotunnel	6,55
Filipacchi Medias	1325

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	% + –
Volkswagen A.G #	3695	+ 5,52
Volvo (act.B) #	147,50	+ 1,69
Western Deep #	145	– 2,06
Yamanouchi #	124,70	+ 1,60
Zambia Copper	15	+ 1,33

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 31
VENDREDI 2 MAI

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	119,35	[illegible]
CEPME 8,5% 88-97CA	100,66	[illegible]
CEPME 9% 89-99 CA#	110,76	[illegible]
CEPME 9% 92-06 TSR	120,50	[illegible]
CFD 9,7% 90-03 CB	123,25	[illegible]
CFD 8,6% 92-05 CB	119,54	[illegible]
CFF 10% 88-98 CA#	108,23	[illegible]
CFF 9% 88-97 CA#	101,97	[illegible]
CFF 10,25%90-01CB#	118,90	[illegible]
CLF 8,9% 88-00 CA#	113,14	[illegible]
CLF 9%88-93/98 CA#	103,82	[illegible]
CNA 9% 4/92-07	123,10	[illegible]
CRH 8,6% 92/94-03	117,35	[illegible]
CRH 8,5% 10/87-88#	108,11	[illegible]
EDF 8,6% 88-89 CA#	111,41	[illegible]
EDF 8,6% 92-04 #	118,60	[illegible]
Emp.Etat 6%93-97 #	100,50	[illegible]
Finansder 9%91-06#	123,85	[illegible]

Valeurs	Cours précéd.
M.R.M. (Ly)	200
Navigation Mixte	874
Part-Dieu(Fin)(Ly)	116,10
Pechiney CIP	233
Pechiney Intl	96
Poliet	502
Sabeton (Ly)	756
Samse (Ly)	807
Sechilienne(Ly)	1150

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	210	[illegible]
Commerzbank AG	158	[illegible]
Fiat Ord.	17,65	[illegible]
Gevaert	410,10	[illegible]
Gold Fields South	129,50	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; † offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 31
VENDREDI 2 MAI

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #		42,95	[illegible]
Adecco Trav.Tem.Ly	◆	460	[illegible]
AFE #		548	[illegible]
Aigle #		257,40	[illegible]
Albert S.A (Ns)	◆	150	[illegible]
Altran Techno. #		2030	[illegible]
Arkopharma#		351	[illegible]
Montaignes P.Gest.	◆	2200	[illegible]
Assystem #		455	[illegible]
Bque Picardie (Li)	◆	745	[illegible]
Bque Tarneaud(B)#		325,10	[illegible]
Bque Vernes		116,50	[illegible]
Beneteau #	◆	815	[illegible]
B I M P	◆	80	[illegible]
Boiron (Ly) #		688	[illegible]
Boisset (Ly)#		490	[illegible]

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 31
VENDREDI 2 MAI

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor	◆	52	[illegible]
Belvedere		730	[illegible]
BVRP		290	[illegible]
Coil		217	[illegible]
Electronique D2		880	[illegible]
FDM Pharma n.		225	[illegible]
Genset	◆	288	[illegible]
Guyanor action B	◆	20	[illegible]
High Co.	◆	152,50	[illegible]
Infonie		100	[illegible]
Joliez-Regol	◆	83,50	[illegible]
Mille Amis		108,20	[illegible]
Naturex		105	[illegible]
Olitec		1421	[illegible]
Picogiga	◆	289	[illegible]
Proxidis		32	[illegible]
R21 Santé		325	[illegible]
Stelax	◆	4,40	[illegible]

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 31
VENDREDI 2 MAI

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin CI	◆	800	[illegible]
Crédit Gén.Ind.	◆	8	[illegible]
Générale Occidentale	◆	195	[illegible]
Mumm	◆	1259	[illegible]
Sté lecteurs du Monde	◆	140	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; † offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 30 avril

VALEURS		Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI			
Agipi Ambition (Axa)		134,52	[illegible]
BANQUES POPULAIRES			
Valorg	◇	2411,99	[illegible]

Valeurs		Émission Frais incl.
CM Option Equilibre		259,85
Créd.Mut.Mid.Act.Fr.		158,55
Créd.Mut.Ep.Cour.T.	◆	912,10
Créd.Mut.Ep.Ind.C		131,64
Créd.Mut.Ep.J		22848,19
Créd.Mut.Ep.Monde		1527,85
Créd.Mut.Ep.Oblig.	◆	1850,37
Créd.Mut.Ep.Quatre	◆	1106,79

Valeurs		Émission Frais incl.
Trésora D	◇	862,63
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT		
Actimonétaire C		37834,84
Actimonétaire D		30807,97
Cadence 1 D		1073,60
Cadence 2 D		1077,93
Cadence 3 D		1064,29
S.G. France opport. C		1995,21
S.G. France opport. D		1904,68
Sogenfrance C		1760,39
Sogenfrance D		1609,08
Sogépargne D		310,61
Soginter C		2241,98
Fonds communs de placements		
Favor D		1505,70
Sogefiance D		1725,96
Sogenfrance Tempo D		189,78

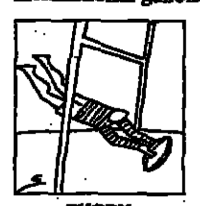
SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.

SPORTS Pour conquérir le titre de champion de France qui lui échappe depuis 1908, le Stade français ne lésine pas sur les moyens. Une fois le retour dans l'élite obtenu après une saison 1996-1997 exemplaire, le club parisien s'est lancé dans une vaste campagne de recrutement, quitte à affronter la concurrence des « gros bras » du championnat. ● MAX GUAZZINI, co-président du club et président du conseil de surveillance de la radio privée NRJ, doit doubler le budget. Il frôlerait alors les 20 millions de francs. ● LE CLUB parisien cherche d'autres sponsors avec l'aide du Paris-Saint-Germain omnisports auquel un accord le lie. Il doit aussi obtenir la modernisation du stade Jean-Bouin dont l'équipement ne répond plus aux normes du haut niveau. En attendant, les joueurs rejoindront l'Afrique du Sud lors d'un stage estival, pour progresser au contact des meilleurs.

Le Stade français-CASG veut redevenir un grand nom du rugby

Le club parisien, qui affronte Bègles-Bordeaux en seizièmes de finale du championnat de France, samedi 3 mai, a rejoint l'élite du ballon ovale. Grâce à son recrutement, il espère jouer les premiers rôles dès l'an prochain

LES NOMS ne se comptent plus. Prestigieux, clinquants, prometteurs... Si l'on en croit la rumeur, une partie de l'équipe de France, un international gallois, et une bordée d'espoirs s'apprêtent à sauter sur Paris. Le Stade français-CASG sera la grande adresse du rugby d'élite, la saison prochaine, celle où chaque joueur de renom veut se rendre, pour y trouver gloire et fortune. Aujourd'hui encore, de l'aveu même de Max Guazzini, rien n'est pourtant signé. Le coprésident du club, président du conseil de surveillance de la radio privée NRJ, s'amuse de tous les bruits, jongle avec la rumeur, conscient qu'on ne prête qu'aux riches, et plus encore, lorsqu'ils sont parisiens. Philippe Saint-André, l'ancien capitaine du Quinze de France, annoncé un peu vite dans la capitale, n'a-t-il pas, finalement, pris la route de l'Angleterre et de Gloucester ?


RUGBY

Max Guazzini réclame un peu de patience. Il ne renie en rien son ambition de donner à Paris le grand club de rugby que la ville se cherche en vain. Il a fixé la date du 19 mai pour présenter quelques-unes de ses nouvelles recrues. Elles seront brillantes, forcément, car, admet-il, « à Paris, il faut deux ou trois noms ». Dans l'immédiat, il concède du bout des lèvres son admiration pour Olivier Magne, le troisième ligne de Dax et de l'équipe de France, auquel il prédit une carrière de star, et des contacts téléphoniques avec Christophe Manas, trois-quart centre de Perpignan et grand espoir de l'attaque.

Pour le reste, la prospection continue. Une vingtaine de noms a été couchée sur une liste établie avec Bernard Laporte, l'entraîneur, Denis Charvet, le demi d'ouverture, et Jean-Pierre Rives, consultant très consulté. Ils espèrent convaincre une dizaine de joueurs de les rejoindre, tout en conservant l'essentiel de l'effectif actuel. Car, à moins de trente, estime l'entraîneur, il est impossible de suivre le rythme des meilleurs, de rêver à ce titre de champion de France que le club n'a plus connu depuis 1908.

« Le recrutement, c'est encore un match », affirme Bernard Laporte. Il n'est pas gagné d'avance. Le Stade français-CASG subit la concurrence de clubs dont les ressources financières n'ont rien à lui envier, et dont le récent palmarès est mieux fourni : Brive, champion d'Europe en titre, ou Castres, champion de France en 1993, par exemple, s'appuient sur de solides soutiens. Certains joueurs regardent aussi Paris avec méfiance, quitte à utiliser en leur faveur l'irruption dans l'élite d'une équipe présumée riche en moyens.

DOUBLER LE BUDGET

Vincent Moscato, trente et un ans, est arrivé cette année au Stade français, après une saison passée à Brive. *« Il y a beaucoup de joueurs qui préfèrent leur province*, analyse le talonneur parisien, *ils prétendent être contactés par nous, simplement pour faire monter les enchères auprès de leurs dirigeants. Il ne faut pas être naïf. »*

Pour fêter l'accession au groupe A1 et entretenir l'espoir de bien y figurer, Max Guazzini s'est engagé à doubler le budget. Cette année, il a oscillé entre 8 et 9 millions de francs. Il deviendrait l'an prochain l'un des trois ou quatre plus élevés du championnat. Mais le coprésident n'a pas pour seul souci que le recrutement. Dans l'ombre du Parc des Princes, le Stade Jean-Bouin est devenu le havre de paix de son équipe.

Les joueurs apprécient le lieu, l'entraîneur vante la qualité de la pelouse. L'éclairage est insuffisant. Cinq fois moins puissant que la norme édictée par la Commission nationale du rugby d'élite (CNRE), en charge du groupe A du championnat de France. Et cette dernière compte faire jouer plusieurs matches en nocturne, la saison prochaine. A Jean Bouin, selon les estimations du club, le coût des travaux avoisine les 800 000 francs. Les dirigeants espèrent obtenir une aide de la Ville de Paris, qui réservaient cette saison la totalité de ses subventions au Racing club de France et au Paris Université club (PUC).

Le Stade français s'interroge également sur son statut. Comment aborder un championnat, qui tutoie de plus en plus franchement le professionnalisme, dans les meilleures conditions juridiques ? Max Guazzini envisage la transformation du club en société anonyme à objet sportif (SAOS). Il est, pour l'instant, à titre personnel, l'un des bailleurs de fonds. Il a fait bénéficier l'équipe du sponsoring de la radio NRJ, auquel s'ajoute un accord avec le Paris-Saint-Germain omnisport. Celui-ci se charge notamment de démarcher des partenaires. *« Pour nous*, affirme Luc Dayan, consultant en marketing auprès de Canal Plus et du PSG-omnisport, *le Stade français est l'équipe idéale pour séduire les entreprises parisiennes. Nous n'avons pas le moindre doute sur le fait qu'il existe économiquement la place pour un club de rugby dans la capitale, dès lors qu'il se trouve un public. »*

Aujourd'hui, le PSG-omnisport possède un contrat de partenariat avec le Stade français sur le même modèle que celui du rugby à treize. Le Paris Saint-Germain, présent dans tous les sports collectifs du basket-ball au football, en passant par le hand-ball et le volley-ball, peut-il rester indifférent à l'aventure du rugby ? Une intervention plus franche aux côtés du Stade français risquerait cependant de modifier en profondeur l'équilibre des pouvoirs au sein du club. Tous les dirigeants actuels n'y sont pas forcément prêts.

Sur le terrain, Bernard Laporte et ses joueurs ont déjà la tête dans l'élite. L'entraîneur prévoit de reprendre l'entraînement à la mi-juillet, et de s'adjoindre un préparateur physique et un diététicien, pour diriger les deux entraînements quotidiens. La saison 1997-1998 du Stade français devrait commencer par un séjour de deux semaines en Afrique du Sud, au contact des rudesses du rugby du Transvaal. Un bon moyen de donner corps à l'ambition proclamée de Max Guazzini. Le coprésident verrait bien sa troupe championne de France. 1908-1998, quatre-vingt-dix ans après le dernier titre : les Rouge et Bleu du Stade français auraient soudain un petit air de phénix renaissant à la mode moderne dans les cendres du rugby de jadis.

Pascal Ceaux

Retrouvailles à Bordeaux

Le Stade français-CASG affronte le club de Bègles-Bordeaux en *seizièmes de finale du championnat de France, samedi 3 mai,* à Bordeaux. Pour la première ligne parisienne composée de Philippe *Gimbert, Vincent Moscato et Serge Simon, ainsi que pour* Bernard Laporte, l'entraîneur, ancien demi de mêlée, il s'agit de *retrouvailles. Les quatre joueurs avaient obtenu avec Bègles un titre* de champion de France en 1991 aux dépens du Stade toulousain (19-10). En avril 1993, à la suite de différends avec les nouveaux dirigeants, ils avaient été exclus du club. *« C'est un clin d'œil de l'histoire,* sourit Bernard Laporte. *Si le match avait eu lieu six mois après notre éviction, nous aurions plus été animés par un esprit de revanche. Là, c'est sur Bègles que sera la pression. Nous, nous allons plutôt nous amuser. »*

Huit fois champion de France

● **1892** : le Stade français *dispute et perd la première* finale du championnat de *France contre le Racing club* de France (4-3).
● **1908** : *le Stade français* remporte le dernier de ses huit titres de champion de France (1893, 1894, 1895, 1897, 1898, 1901, 1903, 1908), en battant le Stade bordelais université club (SBUC) (16-3).
● **1927** : dernière finale du championnat de France du *Stade français, battu par* Toulouse (19-9).
● **1996** : le *Stade français qui* a fusionné avec le club athlétique *des sports généraux* (CASG) devient champion de France du groupe B.
● **1997** : le Stade français-CASG, premier de la poule 3 du groupe A2, accède au groupe A1, élite du rugby français.

Kathy Parker, Petit Poucet anglais du tennis de table

QUAND elle a appris sa sélection aux championnats du monde de Manchester (Grande-Bretagne), Kathy Parker a pris peur. La légende veut qu'elle se soit exclamée : *« Maman, je vais être la pire joueuse de tous. »* Mme Parker l'a rassurée et tout est rentré dans l'ordre. Et Kathy a disputé, jeudi 1er mai, le double mixte des mondiaux (la finale se joue dimanche 4 mai) aux côtés d'un enfant de treize ans. C'est que Kathy Parker n'a que douze ans et demi. Haute de 1,42 m, cette collégienne anglaise brunette à taches de rousseur est l'un des plus grands espoirs du tennis de table européen. Dans un monde où la suprématie chinoise est totale tant chez les messieurs que chez les dames, ce n'est pas rien.

Kathy Parker a commencé le tennis de table à six ans. Elle grimpait alors sur une caisse pour apercevoir l'étrange terrain de jeu. Cette passion s'explique : papa (il se prénome Don) est un ancien international britannique, entraîneur de l'équipe nationale des années 80 qui comptait parmi l'élite. Maman (Don l'appelle Jill) est un ancien crack : championne d'Europe, triple championne du Commonwealth. Pourtant, affirment ses parents, Kathy n'a pas grandi dans le culte de ce palmarès, et ils n'ont même rien fait pour. Jill, d'ailleurs, est malade lorsqu'elle voit jouer sa fille : *« J'ai vu trop de filles prodiges de douze ans qui ont disparu en quelques mois, brûlées par les sollicitations et les efforts. »*

PALMARÈS AGRÉABLE

La carrière de Kathy est déjà bien remplie et son palmarès agréable. *Elle est championne* d'Angleterre des moins de dix ans, onze ans et douze ans, bien trop forte pour ses petits camarades et surtout plus solide qu'eux mentalement. Kathy est réputée pour sa formidable énergie, qui la mue d'un coin à l'autre de la table, et pour une furie têtue à rattraper les balles dans les angles les plus improbables. Alors, c'est sûr, face aux gosses, Kathy s'ennuie. Pourtant, Jill Parker est formelle : *« Si elle veut devenir une championne de tennis de table, il faudra qu'elle se consacre entièrement à ce sport et penser au jeu. Récemment, je l'ai emmenée dans un tournoi où elle a dû jouer sept matches dans la journée. Après le premier match, elle a voulu partir pour aller jouer avec des amis. Je l'ai prise à part et je lui ai parlé du match suivant. Elle ne comprenait pas ce que je faisais. »* Le monde du sport regorge de ces prodiges. Plus ou moins réussis. En regardant leur fille, les parents Parker pensent souvent à Jennifer Capriati, championne de tennis à quatorze ans et absente des courts à dix-huit ans pour cause de très sévère crise d'adolescence.

Ils pensent aussi à Martina Hingis. Seize ans, numéro une mondiale de tennis et invaincue cette saison. La Suissesse a la jeunesse toujours aussi paisible. Après une chute de cheval où elle s'est distendu des ligaments du genou, elle est clouée au lit et forfait jusqu'à la mi-mai, ce qui ne l'empêche pas d'être favorite des Internationaux de France de Roland-Garros.

Bénédicte Mathieu

■ **L'équipe de France masculine de tennis de table** a réédité l'exploit des championnats du monde de 1948 en gagnant, mercredi 30 avril, à Manchester, la médaille d'argent des mondiaux. Les Français ont été battus 3-1 par les *Chinois, vainqueurs de onze* titres en seize compétitions. *L'unique victoire tricolore a été* signée par Patrick Chila, qui a battu le champion olympique 1996 Liu Guoliang (21-17, 15-21, 21-10). Jean-Philippe Gatien n'a pu venir à bout du n° 1 mondial Kong Linghui (18-21, 21-16, 21-17) et de Liu Guoliang (21-19, 21-14), et Damien Eloi a bien résisté au vice-champion olympique Wang Tao, qui s'est finalement imposé (21-10, 31-29).

La Belgique reprend espoir dans la course au Mondial 98

EMMENÉS PAR UN EXCELLENT ENZO SCIFO, les Diables rouges belges ont repris espoir dans la course à la qualification pour le Mondial 98. Vainqueurs en Turquie 3-1 grâce à un triplé signé Oliveira, l'équipe de George Leekens se replace dans un groupe 7 toujours dominé par les Pays-Bas, vainqueurs 6-0 de Saint-Marin. Les autres résultats : Grèce-Croatie 0-1, Danemark-Slovénie 4-0 (Groupe 1). Italie-Pologne 3-0, Angleterre-Géorgie 2-0 (Groupe 2). Norvège-Finlande 1-1, *Suisse-Hongrie 1-0 (Groupe 3). Suède-Ecosse 2-1, Lettonie-Belarus 2-0,* Autriche-Estonie 2-0 (Groupe 4). Israël-Chypre 2-0, Russie-Luxembourg 3-0 *(Groupe 5). Yougoslavie-Espagne 1-1, Malte-îles Féroé 1-2* (Groupe 6). Roumanie-Eire 1-0, Liechtenstein-Lituanie 0-2 (Groupe 8). *Allemagne-Ukraine 2-0, Arménie-Irlande du Nord 0-0. (Groupe 9).*

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL : l'Argentine, vainqueur de l'Equateur 2-1,** se retrouve troisième du groupe de qualification pour le Mondial 98 de la zone Amsud. Autres résultats : Colombie-Pérou 0-1 ; Chili-Venezuela 6-0 ; Paraguay-Uruguay 3-1.

■ **Toulouse et Châteauroux sont en tête du championat de deuxième divison,** à égalité de points (66). Résultats de la 38e journée de championnat : Perpignan-Toulouse 0-1 ; Toulon-Châteauroux 0-1 ; Martigues-Epinal 4-0 ; Gueugnon-Le Mans 3-1 ; Niort-Amiens 1-0 ; Lorient-Mulhouse 0-0 ; Troyes-Charleville 1-1 ; Saint-Etienne - Red Star 3-3 ; Sochaux-Valence 0-1 ; Laval - Louhans-Cuiseaux 0-0 .

■ **AVIRON : le huit français a battu son homologue britannique,** jeudi 1er mai, sur la Seine. Sur une distance de 5 000 mètres (au lieu des 2 000 traditionnels en finale olympique), les Français l'ont emporté en 15 min 29 sec contre 15 min 38 sec à leurs adversaires (*Le Monde* du 2 mai).

■ **BASKET-BALL : Pau-Orthez - PSG-Racing et ASVEL-Limoges,** *telles sont les affiches des demi-finales aller du championnat* de France Pro A qui se dérouleront le mardi 6 mai, les matches retour ayant lieu le 8 mai, les belles éventuelles samedi 10 mai à Pau et Limoges.

■ **GYMNASTIQUE : le tribunal de grande instance de Paris** a ordonné, *mercredi 30 avril, une expertise médicale* pour déterminer si la Fédération française de gymnastique a une responsabilité dans la blessure *survenue à Elodie Lussac lors des Championnats du monde par équipe* en 1994 à Dortmund (*Le Monde* du 15 mars).

■ ***SPORTS ÉQUESTRES : l'Autrichien Hugo Simon*** a remporté, *jeudi* 1er mai, à Göteborg la première épreuve (barème C) de la finale de la *Coupe du monde de saut d'obstacles sur E.T.FRH. Agé de 54 ans, le vé*téran autrichien avait déja remporté la Coupe du monde en 1979.

■ ***CYCLISME : Luc Leblanc** est devenu le premier Français à inscrire* son nom au palmarès du Tour du Trentin, jeudi 1er mai, à l'issue de la quatrième et dernière étape courue autour de Linz (Autriche). Il a bâti sa victoire dans l'étape la plus montagneuse qui arrivait, mardi 29 avril, au sommet du passo San Pellegrino dans les Dolomites.

■ **DOPAGE : trois joueurs sud-africains de rugby** ont été suspendus pour deux ans pour dopage à la nandrolone, un stéroïde anabolisant, a annoncé, jeudi 1er mai, la Fédération sud-africaine de rugby (Sarfu) après un conseil de discipline. Johan Ackermann (Northern Transvaal), Stefan Bronkhorst et Bennie Nortje (Gauteng Lions) ont été contrôlés positifs à la nandrolone. - *(AFP).*

■ **VOLLEY-BALL : contre l'Allemagne,** l'équipe de France de volley-ball a remporté, jeudi 1er mai, à Poitiers, un match capital pour le compte des éliminatoires de l'Euro-97, dont la phase finale aura lieu aux Pays-Bas du 6 au 14 septembre. En tête du Groupe C, les « Bleus » se devaient de gagner pour rester dans la course à la qualification directe, promise au premier.

Pour devenir champion de France Monaco doit encore patienter

LA VICTOIRE (2-0) obtenue par les joueurs de l'AS Monaco, mardi 29 avril, sur la pelouse de la Meinau face au RC Strasbourg et devant plus de 25 000 spectateurs n'a pas été suffisante pour permettre aux protégés de Jean Tigana de s'emparer officiellement du titre de champions de France. Mathématiquement, le Paris-Saint-Germain, vainqueur à Lille, mercredi 30 avril, grâce à un but inscrit de la tête par Jimmy Algerino, peut encore rêver au titre. Mais à trois journées de la fin, les Parisiens comptent neuf points de retard sur les Monégasques et, dans le club de la capitale, personne ne se berce d'illusions.


FOOTBALL

L'objectif des joueurs du tandem Bats-Ricardo est plutôt d'assurer cette deuxième place, *synonyme de ticket* d'entrée pour la Ligue des champions. Car la menace du FC Nantes est toujours d'actualité. Vainqueurs à Nancy (1-3) grâce à un *doublé de Japhet* N'Doram et un but de Claude Makélélé, les joueurs de Jean-Claude Suaudeau ont les moyens de s'emparer de cette deuxième place, même si le calendrier ne leur est pas particulièrement favorable. Lors des trois dernières journées, les Nantais se déplaceront à deux reprises (Guingamp, Monaco) et recevront Montpellier pendant que le PSG recevra deux fois (Bordeaux, Strasbourg) et ira à Marseille.

Cette 35e journée aura permis au FC Metz de confirmer sa bonne forme actuelle. Depuis le début du mois d'avril, les Messins ont empoché dix points sur douze possibles, et voilà les joueurs de Joël Müller à la cinquième place du classement après leur victoire à Rennes (1-3) grâce à des buts signés Bruno Rodriguez, Robert Pires et Didier Lang. Autre équipe en forme : Bordeaux. Avec un Jean-Pierre Papin qui a inscrit face à Lens son treizième but de la saison, les Girondins qui se rendent au Parc des Princes samedi 3 mai sont bien placés pour disputer la Coupe de l'UEFA.

Al. C.

Le championnat de France de football de D1

35e journée

Caen-Montpellier	0-1
Strasbourg-Monaco	0-2
Lille-Paris SG	0-1
Nancy-Nantes	1-3
Bordeaux-Lens	2-1
Bastia-Le Havre	1-2
Rennes-Metz	1-3
Auxerre-Guingamp	1-0
Nice-Lyon	0-1
Marseille-Cannes	3-1

Classement

	Points	J.	G	N	P	Diff.	[illegible]	Série
1 Monaco	72	35	21	9	5	[illegible]	[illegible]	[illegible]
2 Paris SG	63	35	17	12	6	[illegible]	[illegible]	[illegible]
3 Nantes	60	35	15	15	5	[illegible]	≡	[illegible]
4 Bordeaux	58	35	15	13	7	[illegible]	↑	[illegible]
5 Metz	56	35	15	11	9	[illegible]	↑	[illegible]
6 Strasbourg	56	35	18	2	15	+3	↓	[illegible]
7 Auxerre	55	35	15	10	10	[illegible]	↑	[illegible]
8 [illegible]	55	35	15	10	10	[illegible]	↓	[illegible]
9 Lyon	55	35	15	10	10	[illegible]	≡	[illegible]
10 Montpellier	47	35	11	14	10	+2	≡	[illegible]
11 Marseille	46	35	11	13	11	+4	↑	[illegible]
12 Guingamp	44	35	11	11	13	-5	↓	[illegible]
13 Lens	41	35	11	8	16	-13	≡	[illegible]
14 Cannes	40	35	9	13	13	-12	≡	[illegible]
15 Le Havre	39	35	9	12	14	-9	↑	[illegible]
16 Rennes	39	35	10	9	16	-13	↓	[illegible]
17 Nancy	33	35	8	9	18	-17	≡	[illegible]
18 Lille	33	35	8	9	18	-26	≡	[illegible]
19 Caen	32	35	6	14	15	-14	≡	[illegible]
20 Nice	20	35	4	8	23	-38	≡	[illegible]

Les [illegible]

	[illegible]	[illegible]
1 Nantes	0	50
2 Auxerre	1	38
3 Paris SG	1	57
18 Lille	6	76
19 Nice	7	65
20 Marseille	11	70

Les buteurs
1 Guivarc'h (Rennes) — 21 buts
2 N'Doram (Nantes) — 20 buts
3 Zitelli (Strasbourg) — 19 buts

Les attaques
1 Monaco — 62 buts
2 Nantes — 57 buts
3 Paris-SG — 53 buts
Bordeaux — 53 buts

Les défenses
1 Monaco — 26 buts
2 Metz — 27 buts
Paris-SG — 27 buts

36e journée (samedi 3 mai) Auxerre-Rennes / Metz-Bastia / Le Havre-Nice / Lyon-Lille / Paris-SG-Bordeaux / Lens-Marseille / Guingamp-Nantes / Montpellier-Nancy / Cannes-Strasbourg (dimanche 4) / Monaco-Caen (dimanche 4)

La préservation des documents écrits coûte de plus en plus cher

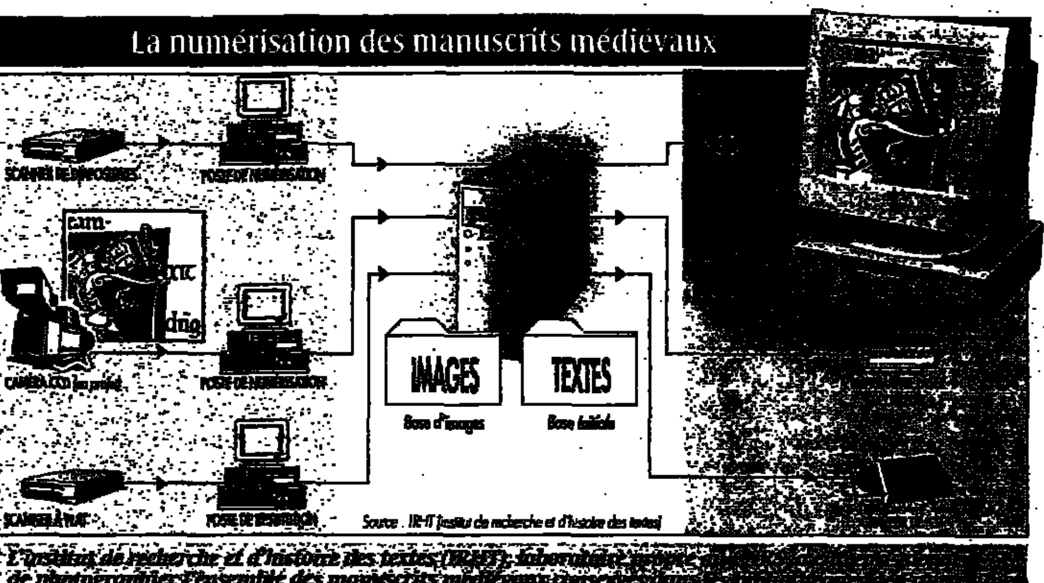
Moisissures, insectes, acidification, les agressions subies par le papier sont constantes. La protection des ouvrages est d'autant plus ardue qu'ils sont récents

Cinq siècles après l'invention de l'imprimerie par Gutenberg, plusieurs centaines de millions de livres sont conservés dans les bibliothèques et les archives. Protéger ces écrits de l'humidité, des moisissures ou de leur dégradation naturelle fait désormais partie intégrante des fonctions de ces institutions. La tâche est d'autant plus ardue que les livres sont récents, l'usage massif de la pâte à bois et l'emploi de l'encollage en milieu acide ayant fragilisé le papier et accéléré son jaunissement. La plupart des pays ont ainsi dû investir, ces dernières décennies, dans la mise au point de procédés de désacidification applicables à une échelle industrielle. Les archives nationales du Canada à Ottawa furent les premières, en 1981, à s'équiper d'une telle installation. Le contexte économique impose désormais de privilégier les méthodes de préservation les plus rentables, mais aussi d'établir de véritables programmes de conservation.

CE SONT des manuscrits datant du Ve au XIXe siècle, traitant de sujets de nature théologique, classique, historique et littéraire. Ils sont environ un millier, dont un tiers en parchemin. Conservés depuis le XIIe siècle dans la bibliothèque du monastère de Saint-Jean-le-Théologien, ensemble fortifié dominant l'île Patmos (Dodécanèse, Grèce), ils ont été entièrement désinfectés dans les années 70. Mais le mal était fait. Une contamination d'origine microbienne avait touché les parchemins les plus anciens, dont témoignent des altérations de couleur rouge-violet pouvant aller jusqu'à perforer le papier.

C'est un coran d'origine indienne du XVIe siècle, comprenant 1 278 pages rédigées en écriture « bihâri ». Le papier est de lin et de chanvre, la reliure de facture indienne à rabats avec contreplats, en peau de chèvre bordeaux à grain fin. Entré en piteux état à la Bibliothèque nationale de France (BNF) en janvier 1995, l'ensemble du manuscrit a été entièrement restauré. Au prix d'une longue observation – les papiers, colles et apprêts employés par l'Inde musulmane nous sont encore peu connus – et de mois de minutieux travail.

C'est une œuvre contemporaine, *Assemblage de gauloises bleues*. Pierre Buraglio l'a réalisée en 1978, à l'aide de 336 paquets de cigarettes usagés, mis à plat et disposés en 28 bandes collées au ruban adhésif par le revers. Loin d'être, selon la formule de Cézanne, *« solide comme l'art des musées »*, ce grand panneau, exposé au Musée d'art et d'archéologie de Toulon depuis 1982, s'y est lentement détérioré. Les rubans présentent notamment d'importantes altérations liées à l'instabilité et à l'acidité de l'adhésif. Décollement des paquets, apparition de taches visqueuses sur la couche bleue, la dégradation a été jugée suffisante pour que le Service de restauration des musées de France prenne l'œuvre sous sa protection.



L'Institut de recherche et d'histoire des textes (IRHT), laboratoire [illegible] de photographier l'ensemble des manuscrits médiévaux [illegible] base de données textuelles, appelée Initiale, a été élaborée [illegible] équipé depuis 1996 d'une chaîne complète de numérisation [illegible] d'une chaîne de traitement d'images pour les travaux de reproduction [illegible]

Manuscrits orientaux, archives byzantines ou œuvres modernes, il ne s'agit là que de quelques exemples. La préservation des écrits commença avec l'écrit lui-même, et devint une nécessité dès lors que s'imposa l'usage du papier. Alors que le nombre de livres imprimés conservés dans les bibliothèques se chiffre désormais par centaines de millions, la conservation-restauration des documents graphiques est devenue un métier en soi. Avec ses maîtres et ses techniques. Avec, aussi, ses contraintes économiques et ses choix culturels, qui furent longuement débattus lors des journées d'études internationales sur *« La conservation : une science en évolution »*, organisées à Paris, du 21 au 25 avril, par l'Association pour la recherche scientifique sur les arts graphiques (Arsag).

GRANDE FRAGILITÉ

« Aux premières années du XIIe siècle, le comte normand Roger, après la conquête de la Sicile, avait été séduit par un matériau nouveau et bon marché : le papier, que les Arabes avaient développé et diffusé au cours de leur expansion vers l'Occident au VIIIe siècle », rappelle Floréal Daniel (Centre de recherches sur la conservation des documents graphiques, Paris). Pendant un demi-siècle, le papier devint ainsi l'un des supports des archives de la cour normande de Sicile. Mais les admirateurs du génie islamique manquaient d'expérience. En 1145, Roger II fit retranscrire sur parchemin les documents établis pendant le règne de son père. Roulé, froissé, meurtri, le papier avait en quelques décennies fait la démonstration de sa grande fragilité.

Pour qu'il devienne le support culturel et patrimonial le plus important du millénaire, pour qu'il permette à l'imprimerie de s'épanouir, encore fallait-il apprendre à le ménager. Conservateurs, restaurateurs, chimistes, microbiologistes, architectes ou industriels : de multiples experts sont désormais requis pour préserver la mémoire du monde. Protéger les écrits de l'humidité, des moisissures ou des insectes est devenu un impératif, intégré dans la vie des bibliothèques et des archives. Et la tâche est d'autant plus ardue... que les livres sont récents.

« Il arrive souvent que des livres plusieurs fois centenaires se trouvent dans un excellent état de conservation, tandis que d'autres, nés au début de ce siècle, sont dans une condition déplorable », affirme Floréal Daniel. Raison de cet apparent paradoxe : l'utilisation massive, à partir de la seconde moitié du XIXe siècle, de la pâte à bois, et l'emploi de l'encollage à la colophane en milieu acide. L'acidité et les phénomènes d'oxydation qui en résultent jaunissent et fragilisent le papier de manière accélérée. Ce qui oblige la plupart des pays, depuis quelques décennies, à investir dans la mise au point de procédés de désacidification de masse, pour lesquels les Archives nationales du Canada (à Ottawa) furent les premières à s'équiper, en 1981, d'une installation industrielle.

UN PRODUIT ALACALIN RÉMANENT

« Les procédés utilisés actuellement sont tous basés sur l'imprégnation du papier par un produit actif alcalin rémanent, véhiculé par un fluide vecteur en phase liquide », précise Eric Français, ingénieur de la société Separex (Champigneulles, Meurthe-et-Moselle). Spécialisée dans les applications des fluides supercritiques, cette entreprise a acquis la licence exclusive d'un brevet détenu par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) pour une nouvelle technique d'imprégnation des papiers produisant un effet à la fois désacidifiant et renforçant. La toute jeune Bibliothèque nationale de France (BNF) vient de signer avec elle une convention de partenariat pour mettre ce procédé en œuvre dans son futur centre technique de Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne). Avec pour objectif la réalisation d'une unité industrielle capable de traiter 300 000 livres par an.

Catherine Vincent

Pieds de mouton

La restauration du livre, avant de recourir au XIXe siècle à la science naissante de la chimie, resta longtemps affaire de recettes. La plupart d'entre elles concernaient l'élimination des taches d'encre ou de graisse. Mais les artisans qui les mettaient en œuvre, jaloux de leurs secrets, ne nous ont guère laissé de témoignages. En voici l'un des rares, datant de 1732 : *« Pour ôter une tache d'huile, même sur le papier, prenez des pieds de mouton calcinés, appliquez chaudement cette poudre aux deux côtés du papier à l'endroit de la tache ; vous la laisserez pendant une nuit et vous mettrez quelque chose de pesant sur la tache, que si elle n'était pas entièrement ôtée, il en faudroit mettre une seconde fois, mais il faut que la tache ne soit pas vieille. »* L'utilisation de pieds de mouton calcinés pour nettoyer les taches de graisse est attestée depuis le XVIe siècle. Elle a été remplacée au XIXe siècle par des solvants, alcool ou térébenthine.

Les impossibles choix de la conservation

DÉSACIDIFICATION, désinfection à l'oxyde d'éthylène ou – plus rarement – aux huiles essentielles, reliure, restauration : la préservation des écrits est une nécessité qui coûte cher. D'autant plus cher que le nombre des ouvrages et documents publiés par nos sociétés ne cesse d'augmenter. *« Le poids financier des différentes techniques de la conservation représente une part de plus en plus considérable du budget de fonctionnement des bibliothèques »*, confirme Michel Duchein, inspecteur général honoraire des Archives de France. Or, dans ce domaine comme ailleurs, l'heure est à l'austérité. Ce qui impose non seulement de privilégier les méthodes de conservation les plus rentables, mais aussi d'établir des priorités claires, en un mot de définir un programme de conservation.

« Dans la plupart des institutions de taille moyenne – bibliothèques universitaires, bibliothèques ou archives régionales –, les activités de conservation ont jusqu'à présent été gérées « au coup par coup », en cherchant à parer aux besoins les plus évidents, aux situations les plus nuisibles », constate Andrea Giovannini (Atelier pour la conservation et la restauration du livre, Bellinzona, Suisse), pour qui un programme de conservation doit tout d'abord s'appuyer *« sur une vision claire de la situation de l'institution »*.

« ACHARNEMENT THÉRAPEUTIQUE »

Données précises concernant l'état des locaux (conditions climatiques, risques de catastrophes), fréquence d'utilisation et importance culturelle des objets ou des collections, niveau de connaissance du personnel en matière de préservation : prendre en compte l'ensemble de ces critères est indispensable, mais non suffisant.

Encore faut-il savoir choisir entre médecine préventive et curative. Et, souvent, entre le traitement nécessaire et ce que Michel Duchein qualifie d'*« acharnement thérapeutique »*. Faute de quoi, *« à vouloir tout conserver indifféremment – document, livre, objet – au motif que tout est signifiant et porteur de mémoire, nous aboutissons à un poids financier gigantesque »*.

« Si l'on admet qu'on ne peut pas tout conserver, la question essentielle devient alors : que conserver ? Aux noms de quels principes faire le choix ? Quels critères appliquer ? », ajoute cet ancien responsable des Archives de France. Il évoque le programme Delta, lancé il y a quelques années aux Pays-Bas, qui englobe musées, archives et bibliothèques et dont l'objet est d'aboutir à une définition légale des priorités en matière de conservation, de protection et de restauration. Un programme qui exige, au départ, une volonté politique au plus haut niveau. *« Comment n'y pas rêver en France*, conclut-il, *au moment où le budget du ministère de la culture subit une récession dont la conservation du patrimoine est la première victime ? »*

C. V.

La renaissance des zeppelins dans le ciel européen

VA-T-ON ASSISTER en Allemagne au retour du zeppelin, ce grand dirigeable rigide à carcasse métallique imaginé au début de ce siècle par le comte Ferdinand von Zeppelin ? Un dirigeable plus petit que ses ancêtres, construit par la société allemande Zeppelin Luftschifftechnik – dans laquelle la firme du comte Zeppelin, fondée en 1908, a pris 51 % des parts – vient en effet d'être présenté à Friedrichshafen, sur les bords du lac de Constance. Dénommé Zeppelin NT (New Technology), ce dirigeable est doté des derniers perfectionnements techniques. Et, surtout, il est rempli d'hélium, un gaz ininflammable, et non pas de cet hydrogène redouté qui causa la perte d'engins dans les années 30.

Les premiers zeppelins ont connu leur heure de gloire comme long-courriers entre 1910 et 1937. L'un des plus imposants, le *Graf-Zeppelin*, long de 236 mètres et capable de croiser à la vitesse de 100 km/h, fit le tour du monde. Il effectua de nombreuses traversées sur l'Atlantique Nord et l'Atlantique Sud, réalisant un total de 590 voyages entre 1928 et 1937. Mais, le 6 mai 1937, tout bascula. Le luxueux *Hindenburg* et ses 245 mètres, orgueil de l'Allemagne nazie, prit subitement feu lors de son atterrissage à Lakehurst, près de New York, provoquant la mort de 34 personnes, sans que l'on sache encore bien à l'heure actuelle si l'incendie alimenté par les grandes quantités d'hydrogène qu'il contenait fut provoqué par un sabotage ou par l'électricité statique.

STRUCTURE ALLÉGÉE

Le nouveau zeppelin présenté au Salon Aero ne risque pas ce genre d'accident, car, pour voler, il fait appel à l'hélium. Moins ambitieux que les géants qui l'ont précédé, ce dirigeable, organisé autour d'une armature résistante et légère de fibre de carbone et d'alliage d'aluminium, ne mesure que 75 mètres de long pour un diamètre de 17 mètres. Sa propulsion est assurée par trois moteurs Lycoming, développant une puissance totale de 600 chevaux transmise à quatre hélices, ce qui autorise une vitesse de croisière de 112 km/h, avec des pointes de 128 km/h. Pour rendre les conditions de vol plus sûres, Zeppelin NT a été doté d'une électronique aéronautique perfectionnée, d'un radar météo et d'un système d'amortissement des turbulences.

Equipée d'une cabine confortable, la première version de ce nouveau zeppelin (LZ N-07) pourra tenir l'air une trentaine d'heures et accueillir douze passagers et deux pilotes. Un vol de courte durée est prévu en juillet dans les environs de l'aéroport de Friedrichshafen avec quelques passagers. Mais la machine devra auparavant être certifiée par le Bureau de l'aviation fédérale. Ensuite, son constructeur lui fera effectuer des tests complémentaires.

Après un investissement initial de 170 millions de francs, la production en série de ces Zeppelin NT devrait débuter l'année prochaine. En 1998, le dirigeable pourra commencer ses premières utilisations, dédiées essentiellement au tourisme, à la publicité et à l'observation scientifique. Zeppelin Luftschifftechnik a déjà signé des contrats préliminaires avec quatre clients pour la fourniture de cinq dirigeables, au prix de 42 millions de francs l'unité. Le constructeur allemand escompte un marché de 20 à 30 dirigeables en 2005, date à laquelle il devrait mettre en vente un modèle plus imposant capable d'emporter 45 personnes.

TOURISME ET PUBLICITÉ

Si tout se passe comme prévu, le premier exemplaire du Zeppelin NT sera livré à la fin de 1998 à la compagnie suisse Skyship Cruise Ltd, qui envisage de l'employer en Suisse pour des croisières touristiques et des opérations publicitaires. Le deuxième exemplaire sera vendu, début 1999, à une société allemande, RLBG, qui l'utilisera pour des activités scientifiques et techniques. Le zeppelin n° 3 sera livré au printemps 1999 à la compagnie Ernsting's Zeppelin pour le transport de passagers à l'occasion de la Foire de Hanovre et la visite des îles de la mer du Nord.

Enfin, le quatrième et le cinquième exemplaire devraient être livrés aussi en 1999 à la société Transatlantische Luftschiffahrtgesellschaft, qui envisage également de l'utiliser pour des voyages touristiques et pour de la publicité. Zeppelin Luftschifftechnik est également en pourparlers avec plusieurs pays d'Amérique latine désireux d'utiliser le dirigeable pour observer l'environnement.

L'avenir dira si ce zeppelin « new look » a des chances de s'imposer pour une utilisation courante, et si l'on verra de nouveau circuler dans le ciel ces grands cigares volants. Il faut pour cela que le constructeur parvienne à une très grande sécurité de vol, sinon, en cas d'accident, ce sera la fin d'un nouveau rêve et cela sonnera le glas des dirigeables pour longtemps.

Christiane Galus

D'après les données du satellite ISO, l'Univers ne craint pas la sécheresse

L'UNIVERS est humide. Rien de plus logique à cela. L'hydrogène est le corps le plus abondant du cosmos et, à la troisième place, juste derrière l'hélium, vient l'oxygène, fabriqué en abondance au sein des étoiles lors des réactions nucléaires qui s'y produisent vers la fin de leur vie. Il était donc logique que les deux éléments se rencontrent pour former de l'eau (H_2O).

Les astrophysiciens ont pu vérifier leurs théories sur le sujet il y a déjà trente ans, dès la mise en service – en 1967 – du premier radiotélescope capable, dans les ondes radio émises par les molécules peuplant les espaces interstellaires, de détecter la « raie » caractéristique de l'eau. Depuis, on en a trouvé un peu partout. Au sein de galaxies situées à 200 millions d'années-lumière, dans plusieurs planètes du système solaire et dans nombre d'objets de notre voie lactée. Une étoile en fin de vie a même reçu le sobriquet de « Lion givré » en raison de la glace que les astronomes ont détectée dans son enveloppe externe.

Mais si les ondes radio trahissent la présence des molécules H_2O, elles *« ne permettent pas de tirer d'enseignements sur l'état dans lequel elle est présente (eau liquide, glace ou vapeur) et sur sa quantité »*, explique Jean-Paul Baluteau, du Laboratoire d'astronomie spatiale (CNRS, Marseille). Le rayonnement infrarouge peut, lui, apporter ce genre de précision, mais les gaz et la vapeur d'eau de l'atmosphère de la Terre l'absorbent presque totalement avant qu'il n'atteigne les détecteurs des télescopes terrestres. Seuls les satellites sont susceptibles de s'affranchir de cet écran gênant pour satisfaire vraiment la curiosité des scientifiques. Le premier d'entre eux, IRAS, a débroussaillé le terrain en dressant la première carte du ciel en infrarouge. Le second, l'européen ISO (Infrared Space Observatory), mille fois plus sensible que son aîné, a été lancé il y a un an et demi (*Le Monde* du 18 novembre 1995) et pourrait, si tout va bien, continuer à fonctionner durant une dizaine de mois.

« RÔLE CLÉ » POUR LES ÉTOILES

Les données qu'il a déjà amassées comblent d'aise les astrophysiciens. Première constatation : l'Univers semble ne pas craindre la sécheresse ! *« Pour la première fois, nous avons une impression nette de l'abondance de l'eau dans la Galaxie »*, explique José Cernicharo (Institut de la structure de la matière de Madrid), dans un communiqué publié, mardi 29 avril, par l'Agence spatiale européenne (ESA). La vapeur d'eau est, selon lui, *« l'une des molécules les plus importantes de l'espace »*. Dans les nuages galactiques relativement denses où se forment les étoiles, *« près de 10 % de la totalité des atomes d'oxygène sont incorporés dans des molécules de vapeur d'eau »* et *« il est possible qu'il en existe encore davantage sous forme de glace »*.

Cette abondance a surpris les spécialistes qui, du coup, lui assignent à l'eau un *« rôle clé »* dans la formation des étoiles. Elle permettrait, explique Jean-Paul Baluteau, l'évacuation de la chaleur susceptible de contrarier l'effondrement gravitationnel des gaz et des poussières à partir desquels se forment ces astres.

ISO a également détecté de la vapeur d'eau dans les couches supérieures de l'atmosphères des « planètes extérieures » Saturne, Uranus, Neptune et Jupiter. Son existence n'est pas surprenante en soi, mais les planétologue étaient persuadés qu'elle ne pouvait qu'être emprisonnée dans les profondeurs de ces astres gazeux. Comme sur Terre où elle gèle en formant à haute altitude des nuages de glace. Ce scénario n'est pas transposable. Les planétologues devront donc revoir leurs modèles pour expliquer cette énigme...

Jean-Paul Dufour

Dégradation par l'ouest

L'ANTICYCLONE qui protégeait la France commence à s'éloigner vers l'est. Il laisse *ainsi* le champ libre aux perturbations venant de l'Atlantique. Une première limite nuageuse abordera les régions de la moitié ouest samedi après-midi en *amenant* quelques ondées. L'arrosage sera un peu plus généreux dans la journée de dimanche et surtout pour le début de semaine avec l'installation d'un *vaste système dépressionnaire* sur l'Europe de l'ouest.

Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie. – Le temps se gâte dans la matinée. Les nuages donneront quelques ondées éparses le matin en Bretagne et l'après-midi plus à l'est. Il fera de 18 à 24 degrés.

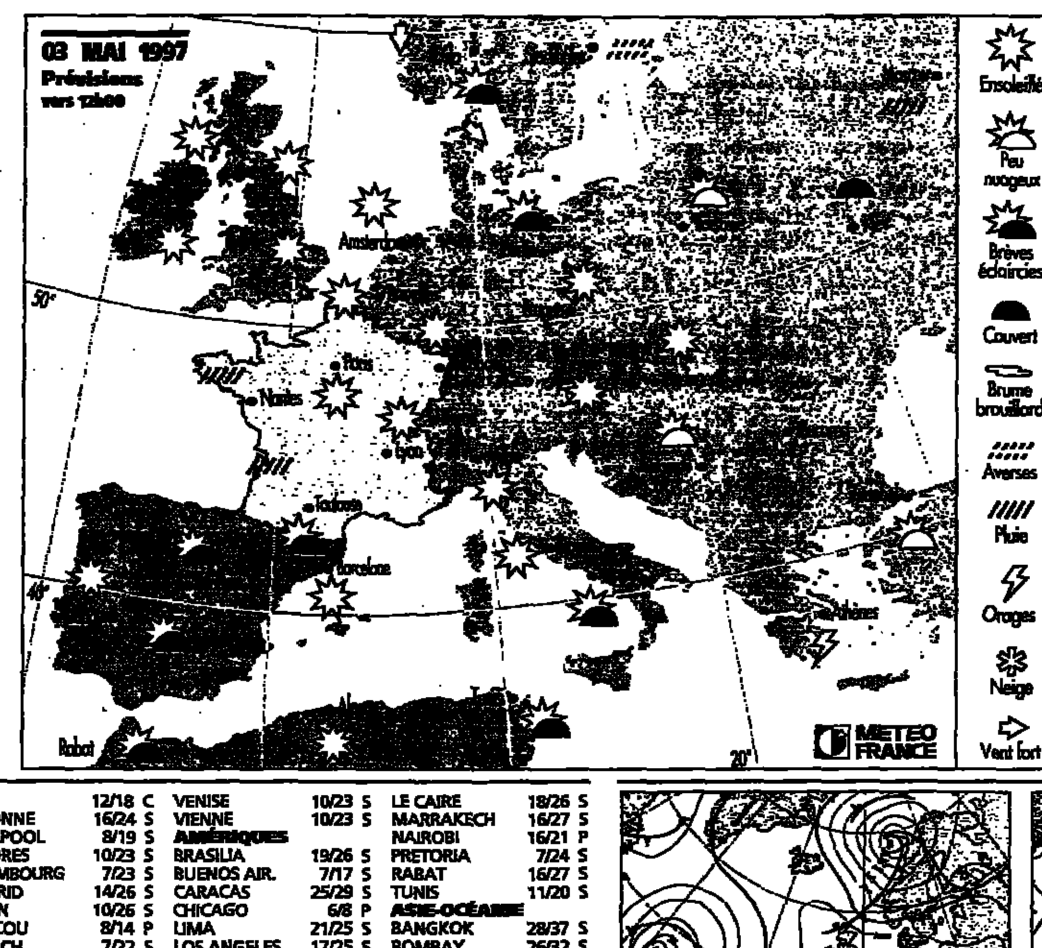
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Du Nord aux Ardennes, le temps reste chaud et ensoleillé. Le ciel se chargera l'après-midi de la Haute-Normandie au Centre. Une ondée est possible en fin de journée. Les températures gardent des valeurs estivales, 23 à 27 degrés du nord au sud.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – La fraîcheur du matin sera vite balayée par les ardeurs du soleil. L'après-midi il fera de 25 à 28 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Des nuages envahiront progressivement le ciel. Ils pourront donner quelques *averses dès* le matin sur les côtes, l'après-midi dans l'intérieur. Les températures garderont un bon niveau avec 20 à 26 degrés.

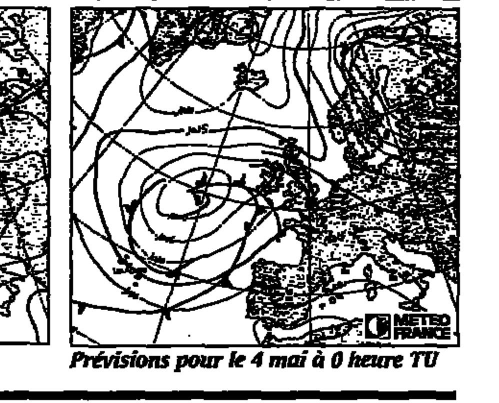
Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – En Limousin, le soleil du matin laissera place à un ciel nuageux et quelques ondées. Plus à l'est, le soleil dominera. Au meilleur de l'après-midi, il est prévu 23 à 29 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Les conditions restent estivales. Le vent d'ouest se lèvera entre Corse et Continent. Il fera de 20 à 29 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 03 MAI 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	25/30 S	KIEV	12/18 C	VENISE	10/23 S	LE CAIRE	18/26 S
				POINTE-A-PIT.	23/31 S	LISBONNE	16/24 S	VIENNE	10/23 S	MARRAKECH	16/27 S
				ST-DENIS-RÉ.	23/29 P	LIVERPOOL	8/19 S	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	16/21 P
				EUROPE		LONDRES	10/23 S	BRASILIA	19/26 S	PRETORIA	7/24 S
				AMSTERDAM	8/16 S	LUXEMBOURG	7/23 S	BUENOS AIR.	7/17 S	RABAT	16/27 S
FRANCE métropole		NANCY	4/25 S	ATHENES	13/18 P	MADRID	14/26 S	CARACAS	25/29 S	TUNIS	11/20 S
AJACCIO	8/21 S	NANTES	9/23 S	BARCELONE	14/21 S	MILAN	10/26 S	CHICAGO	6/8 P	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	13/20 S	NICE	11/21 S	BELFAST	8/15 S	MOSCOU	8/14 P	LIMA	21/25 S	BANGKOK	28/37 S
BORDEAUX	12/24 P	PARIS	7/24 S	BELGRADE	10/21 N	MUNICH	7/22 S	LOS ANGELES	17/25 S	BOMBAY	26/32 S
BOURGES	8/26 S	PAU	10/22 S	BERLIN	10/17 S	NAPLES	11/20 S	MEXICO	14/23 S	DJAKARTA	26/30 S
BREST	8/18 P	PERPIGNAN	13/24 S	BERNE	6/23 S	OSLO	4/11 S	MONTREAL	1/11 P	DUBAI	20/31 S
CAEN	9/20 S	RENNES	8/24 P	BRUXELLES	8/23 S	PALMA DE M.	10/21 S	NEW YORK	11/18 P	HANOI	24/30 P
CHERBOURG	6/19 S	ST-ETIENNE	6/26 S	BUCAREST	9/19 P	PRAGUE	9/20 S	SAN FRANCIS.	12/18 S	HONGKONG	23/25 P
CLERMONT-F.	7/26 S	STRASBOURG	5/28 S	BUDAPEST	11/23 S	ROME	9/20 S	SANTIAGO/CHI	4/30 S	JERUSALEM	15/24 S
DIJON	7/27 S	TOULOUSE	13/25 N	COPENHAGUE	5/10 S	SEVILLE	18/29 S	TORONTO	5/11 P	NEW DEHLI	24/28 P
GRENOBLE	7/29 S	TOURS	8/24 S	DUBLIN	8/16 S	SOFIA	8/15 P	WASHINGTON	13/26 P	PEKIN	15/28 S
LILLE	6/22 N	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	8/23 S	ST-PETERSB.	4/9 N	**AFRIQUE**		SEOUL	13/20 S
LIMOGES	10/22 S	CAYENNE	24/28 P	GENEVE	8/23 S	STOCKHOLM	4/12 P	ALGER	8/24 S	SINGAPOUR	27/32 P
LYON	9/27 S	FORT-DE-FR.	24/30 S	HELSINKI	1/8 S	TENERIFE	13/19 S	DAKAR	19/24 S	SYDNEY	17/23 S
MARSEILLE	12/25 S	NOUMEA	22/26 C	ISTANBUL	9/15 N	VARSOVIE	7/16 N	KINSHASA	21/30 S	TOKYO	17/21 P



Situation du 2 mai à 0 heure TU

Prévisions pour le 4 mai à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **IRLANDE.** La compagnie aérienne privée irlandaise Ryanair propose depuis le jeudi 1er mai, sur la ligne Beauvais-Dublin, trois vols quotidiens à 400 francs l'aller-retour (200 F l'aller simple) sur la moitié des sièges de l'avion. Le tarif normal est de 695 F l'aller-retour. La compagnie met un service de navettes à disposition des Parisiens au départ de la porte de Bagnolet pour se rendre à Beauvais-Tillé, dans l'Oise.

■ **ITALIE.** Un nouveau ferry à grande vitesse reliera le port italien de Gênes à celui de Bastia, en Corse, en trois heures, à partir du 13 juin. Capable de transporter 535 passagers et 150 automobiles, le *Corsica Express III* peut atteindre 70 km/h et, en haute saison, pourra effectuer deux liaisons quotidiennes avec l'île française. A partir du 16 juin, une seconde ligne rapide sera ouverte entre Livourne, au centre de l'Italie, et Bastia. – *(AFP.)*

VENTES

Des affiches des festivals sont proposées à Cannes

ENTRE autres manifestations, le cinquantième Festival de Cannes sera animé par une vente, mercredi 14 mai, qui aura lieu à bord du *Club-Med-One*, un des bateaux de *croisière du Club Méditerranée.* Maître Cornette de Saint-Cyr dispersera la collection d'un amateur, composée de 170 affiches de films ayant obtenu la Palme d'or, un prix pour la mise en scène ou l'interprétation ou un prix spécial. Gina Lollobrigida, promue marraine de l'opération, assistera à l'événement. En 1939, le Festival de Cannes est créé pour concurrencer celui de Venise, entaché par la dictature de Mussolini. Cette année-là, sous la présidence d'honneur de Louis Lumière, un seul film a le temps d'être projeté avant la déclaration de guerre : *Quasimodo*, de William Dieterle. La présentation du *Magicien d'Oz*, de Fleming, est annulée, comme ce premier festival. Dans la vente, les affiches de ces deux films américains seront les deux premières à affronter le feu des enchères (estimation 5 000 à 6 000 francs).

La seconde édition a lieu en 1946 et *La Symphonie pastorale* de Jean Delannoy obtient le Grand Prix et le Prix d'interprétation féminine pour Michèle Morgan. L'affiche dessinée par l'illustrateur Jean Bonneaud, spécialiste du cinéma, actif dans les années 1930-1950, est annoncée à 6 000 francs. Pour l'année 1951 est proposée une création de Paul Colin, peu connue, commandée pour le Festival (6 000 francs). En 1959, la Palme d'or est décernée à *Orfeu negro* de Marcel Camus (3 000 francs), alors que *Les 400 Coups* de François Truffaut reçoit le Prix de la mise en scène (6 000 à 8 000 francs). L'année 1960 voit le triomphe du cinéma italien avec la Palme d'or de *La Dolce Vita* (8 000 à 10 000 francs) et le Prix spécial du jury de *L'Avventura* de Michelangelo Antonioni (6 000 francs) – il s'agit là des affiches originales italiennes. Le Festival est annulé pour la deuxième fois en 1968 et seule subsiste sa propre affiche (1 500 francs).

Au cours des années 60, l'affiche de cinéma a évolué du graphisme pur au montage de photos. Mais, de temps à autre, les distributeurs s'adressent encore à des illustrateurs : en 1973, Roland Topor signe l'affiche et l'animation du dessin animé *La Planète sauvage*, réalisé avec René Laloux, couronné par le Prix spécial du jury (2 000 à 2 500 francs). Topor réitère en 1978 avec l'affiche de *L'Empire de la passion*, un film érotique du Japonais Nagisa Oshima (2 000 francs), puis en 1979 pour *Le Tambour* de Volker Schlöndorff, Palme d'or (1 000 francs). Autre illustrateur contemporain, Guy Pellaert se sert d'images photos qu'il redessine. Il réalise *Paris, Texas* pour Wim Wenders en 1984 (1 000 francs). Le dernier lot de la vente est la Palme d'or de 1996, attribuée à Mike Leigh pour *Secrets et mensonges* (600 francs).

La valeur de ces affiches dépend du succès du film, de la célébrité des acteurs et de l'ancienneté. Les exemplaires récents, nettement moins chers, demeurent des pièces de collection, et les affiches de l'illustrateur jouissent toujours d'une plus-value.

Catherine Bedel

★ **Mercredi 14 mai, *Club-Med-One* (accès assuré par des navettes au ponton de l'hôtel Martinez). Exposition sur place la veille. Etude Cornette de Saint-Cyr, 44, avenue Kléber, 75016 Paris, tél. : 01-47-27-11-24. Expert : Françoise Lepeuve, tél. : 04-93-01-54-09.**

■ **LOTO : résultats des tirages n° 35 du mercredi 30 avril.** Premier tirage : 7, 17, 19, 32, 43, 46, numéro complémentaire 5 : rapports pour 6 bons numéros : 4 857 945 ; rapports pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 78 155 F. ; pour 5 bons numéros : 7 405 F. ; pour 4 bons numéros : 148 F. ; pour 3 bons numéros : 14 F.
Second tirage : 6, 9, 20, 22, 41, 44, numéro complémentaire : 8 ; rapport pour 6 bons numéros : 27 968 815 F. ; pour 5 bons numéros, plus le complémentaire : 152 865 F. ; pour 5 bons numéros : 6 400 F. ; pour 4 bons numéros : 149 F. ; pour 3 bons numéros : 15 F.

Calendrier

ANTIQUITÉS

● **Briare-le-Canal** (Loiret), centre socioculturel, du vendredi 2 au dimanche 4 mai, vendredi de 14 à 19 heures, samedi et dimanche de 10 à 19 heures, 50 exposants, entrée libre.

● **Gaillard** (Haute-Savoie), Espace Simon, du vendredi 2 au dimanche 4 mai, vendredi de 15 à 19 heures, samedi et dimanche de 10 à 19 heures, 30 exposants, entrée 15 francs.

● **La Ciotat** (Bouches-du-Rhône), Complexe Paul-Eluard, samedi 3 et dimanche 4 mai, de 10 à 19 heures, 30 exposants, entrée 10 francs.

● **Eauze** (Gers), hall d'exposition, du samedi 3 au dimanche 11 mai, de 10 à 19 heures, dimanche 4 et jeudi 8 de 10 à 19 h 30 et le dimanche 11 de 10 à 18 heures, 55 exposants, entrée 25 francs.

BROCANTE

● **Nantes** (Loire-Atlantique), place Viarme, du vendredi 2 au dimanche 4 mai, 250 exposants.

● **Terrasson** (Dordogne), salle des fêtes, du vendredi 2 au dimanche 4 mai, 25 exposants.

● **Mont** (Loir-et-Cher), salle polyvalente, du vendredi 2 au dimanche 4 mai, 150 exposants.

● **Larmor-Plage** (Morbihan), salle Les Algues, samedi 3 et dimanche 4 mai, 230 exposants.

● **Soumoulou** (Pyrénées-Atlantiques), hall des sports, samedi 3 et dimanche 4 mai, 150 exposants.

● **Crèvecœur-en-Brie** (Seine-et-Marne), place du château, samedi 3 et dimanche 4 mai, 80 exposants.

COLLECTIONS

● **Mougins** (Alpes-Maritimes), musée automobile, Bourse auto-moto, du vendredi 2 au dimanche 4 mai, 200 exposants.

● **Beaucaire** (Gard), casino municipal, Bourse multicollections, 2 et 3 mai.

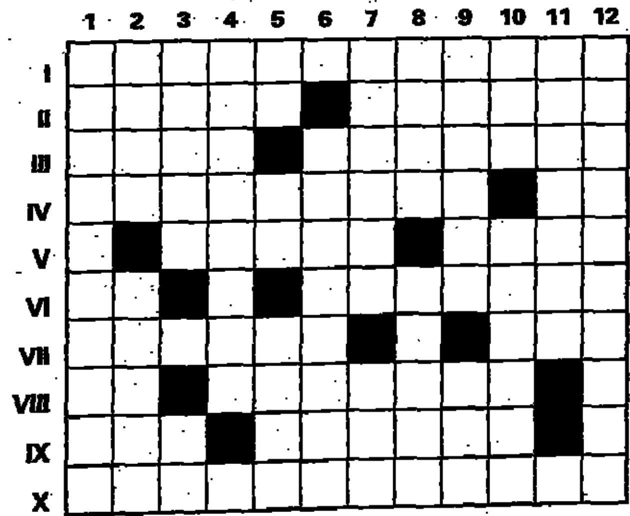
● **Saint-Georges-sur-Cher** (Loir-et-Cher), Bourse aux armes, salle polyvalente, samedi 3 mai, 50 exposants.

● **Dunkerque (Nord)**, Bourse multicollections et marché aux livres, 108, rue de Folkestone, 2 et 3 mai, 80 exposants.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97087

◆ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Du premier choix, parfois contestable. – II. Ils arrivent toujours en tête. Mieux vaut l'avoir en peinture qu'en pension. – III. Transmission. A fait une entrée triomphale à Paris. – IV. Livrerai les grands secrets. Toute une largeur. – V. Un homme à tout faire. De grandes jacasseuses. – VI. La deuxième a fait une entrée triomphale à Paris. De provenances plus que douteuses. – VII. Comme une lessive avant l'essorage. Eut l'audace. – VIII. Partie de charpente. Grisât comme un parfum. – IX. Gourmandise pour le chat. Vidé comme un lapin. – X. A pris les habitudes du Vieux Continent.

VERTICALEMENT

1. Garde tout son sens de droite à gauche. – 2. Méprisable quand c'est encore moins. Geste de tendresse. – 3. Matériel de guerre. La cité d'Abraham. – 4. Circulait à Rome. – 5. Donne la qualité. Fin de verbe. A l'envers, il ferme la porte. – 6. Sa pointe de vitesse est impressionnante. – 7. Que serait le poète sans elle. Chez la gérante. – 8. Ses feuilles sont stimulantes. De mœurs légères. – 9. Arrive de Hollande en bottes. Dans les pommes. – 10. Flotte au dessert. Pauvres types. – 11. Finies comme des serviettes mais pas comme des torchons. – 12. Petit rangement indispensable.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97086

HORIZONTALEMENT

I. Imperfection. – II. Moutonnai. Pu. – III. Purée. Essaim. – IV. Olé. Nié. Aune. – V. Ra. RTL. Enter. – VI. Tirages. Iera (raie). – VII. Ede. Emeu. – VIII. Bénin. Marrée. – IX. Lion. Baie. Mu. – X. Equarrisseur.

VERTICALEMENT

1. Importable. – 2. Moulai. Eiq. – 3. Pure. Renou. – 4 Eté. Radina. – 5. Roentgen. – 6. FN. Ile. Br. – 7. Enée. Semai. – 8. Cas (sac). Maïs. – 9. Tisanières. – 10. Auteur. – 11. Opiner. Emu. – 12. Numérateur.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex



Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Gérard Morax
21 *bis*, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

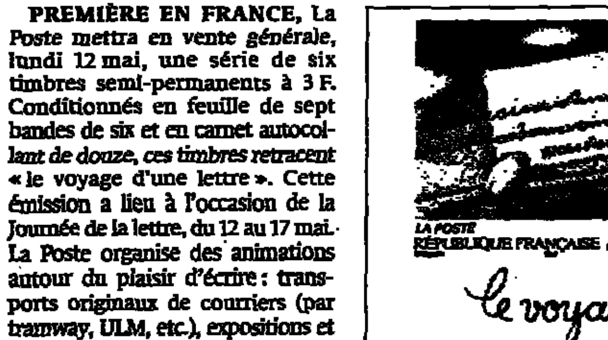
PRINTED IN FRANCE

PHILATÉLIE

La Journée de la lettre

PREMIÈRE EN FRANCE, La Poste mettra en vente *générale*, lundi 12 mai, une série de six timbres semi-permanents à 3 F. Conditionnés en feuille de sept bandes de six et en carnet autocollant de douze, ces timbres retracent « le voyage d'une lettre ». Cette émission a lieu à l'occasion de la Journée de la lettre, du 12 au 17 mai. La Poste organise des animations autour du plaisir d'écrire : transports originaux de courriers (par tramway, ULM, etc.), expositions et jeu à l'aide d'une carte postale distribuée à tous les foyers français.

La vente anticipée de la série se déroulera du 8 au 11 mai sous un chapiteau dressé au Marché aux timbres de Paris, avenue Gabriel (*8e arrondissement*), lors des Quatre Jours de Marigny, où les professionnels du timbre, la presse philatélique, dessinateurs et graveurs donnent rendez-vous aux collectionneurs.





D'autres ventes anticipées auront lieu aux mêmes dates : avec oblitération « premier jour » aux bureaux de poste de Strasbourg-Cathédrale, Strasbourg-Marseillaise, Strasbourg-Fonderie et Bordeaux-Saint-Augustin ; sans mention « premier jour » à Lille, 159, rue Molinel, à Rennes, au Palais du commerce, place de la République, à Clermont-Ferrand, 22, place de Jaude, à Lyon (sauf le 11), au bureau de poste de Lyon RP, et à Marseille (sauf les 10 et 11), à la direction de La Poste, 13, rue Guy-de-Combaud-Roquebrune.

P. J.

★ **Quatre Jours de Marigny, renseignements : Renaud Varga, au 01-43-28-67-61.**

EN FILIGRANE

■ **SHERLOCK HOLMES EN AMÉRIQUE.** Une oblitération temporaire célébrant « Arthur Conan Doyle, créateur de Sherlock Holmes », représentant le profil du détective, sera mise en service du 9 au 11 mai à Anaheim (CA) aux Etats-Unis. Les collectionneurs disposent d'un mois pour l'obtenir auprès de : Stamp Expo Station, Mike Boehm, Federal Station Post Office, 113 W Broadway, Anaheim CA 92815–9998, Etats-Unis (joindre une enveloppe affranchie à 60 cents pour le retour).

PHOTOGRAPHIE La maison Sotheby's devait vendre, vendredi 2 mai à Londres, la collection de photographies ayant appartenu à Helene Anderson (1891-1970). On ne sait pratiquement rien de cette Allemande, qui a constitué sa collection entre 1925 et 1932 et qui a acquis quelques grandes signatures du modernisme : Man Ray, Haussmann, Lissitzky, Moholy-Nagy, Renger-Patzsch, Rodtchenko, Umbo, Weston. Le fils d'Helene Anderson, qui vend la collection, reste très discret sur l'histoire des deux cent vingt et une images, estimées à 10 millions de francs. ● L'UN des principaux marchands de photographies en France, Alain Paviot, juge la collection Anderson ● UNE ŒUVRE d'André Kertész, *La Pipe et les Lunettes de Mondrian* (1926) a été vendue 376 500 dollars (2 millions de francs), par Christie's, le 17 avril, à New York.

Les énigmes de la stupéfiante collection Helene Anderson

Plus de deux cents épreuves des années 20, qui ont appartenu à une passionnée dont on ne sait pratiquement rien, devaient être vendues, le 2 mai à Londres, par Sotheby's. Man Ray, Lissitzky, Renger-Patzsch, Rodtchenko, Umbo, Weston figurent dans cet ensemble estimé à 10 millions de francs.

LA PHOTOGRAPHIE regorge de découvertes rocambolesques, d'images qui ont dormi pendant des décennies dans une malle poussiéreuse, à la cave, au grenier, sous une baignoire ou au fond d'une *armoire, avant de flamber* en salle des ventes. La dernière en date est la plus stupéfiante. Car elle se double d'une belle énigme. Sotheby's devait en effet disperser, à Londres, vendredi 2 mai, la plus belle collection privée, connue à ce jour, de photographies des années 20, soit la période la plus recherchée par le marché.

Une énigme, car tous les spécialistes se demandent comment une collectionneuse allemande, dont on ne sait pratiquement rien si ce n'est le nom – Helene Anderson – a pu rassembler de tels chefs-d'œuvre. Il y a là deux cent vingt et une photographies et trois morceaux de bravoure : deux photogrammes de Man Ray estimés chacun 475 000 francs et un coquillage de Weston estimé 285 000 francs. L'ensemble ? 10 millions de francs.

Philippe Garner, le responsable de la photographie du bureau londonien de Sotheby's et organisateur de la vente, reçoit un jour un appel de son correspondant à Francfort : *« On m'a dit qu'une personne désire vendre sa collection de photos. La liste des artistes était vertigineuse et je ne croyais pas une seconde qu'il s'agissait de tirages originaux d'époque. »* Sceptique, Philippe Garner se rend à Francfort. *« J'ai eu des palpitations. J'ai tout regardé pendant deux heures devant le propriétaire. Il fixait mes yeux. Je sortais un tirage et je lâchais un Ouah !" En vingt-cinq ans de carrière, je n'avais jamais vu ça. »*



Le vendeur est le fils d'Helene Anderson. Il est le mieux placé pour éclairer la collection, mais il cache son nom et reste très discret. *« Quand je le questionnais sur sa mère, je sentais que ça le gênait »*, raconte Philippe Garner. D'où la zone d'ombre qui entoure ce trésor et le pimente.

D'UNE FAMILLE AISÉE

Nous savons aujourd'hui – d'autres recherches sont en cours – qu'Helene Anderson est née en Silésie en 1891. Issue d'une famille aisée, elle a étudié et pratiqué la photographie à Berlin, alors carrefour de la création en Europe. *« Nous avons retrouvé la trace d'une Helene Anderson, photographe à Essen. Nous présumons que c'est elle*, explique Philippe Garner, *mais son vrai talent était de reconnaître celui des autres. »*

La collection est fulgurante puisque elle a été réunie en huit ans à peine, du milieu des années 20 jusqu'à 1932. C'est-à-dire juste avant la prise du pouvoir par les nazis, qui marqua la fin brutale de l'activité des avant-gardes en Allemagne. Elle privilégie logiquement les photographes allemands et colle à l'époque, au point que les images ont été acquises juste après les prises de vue. Il y a pourtant une incongruité : huit épreuves remarquables des Britanniques Hill et Adamson, datant de 1845. Là encore, l'histoire frise le conte de fées : selon l'héritier, ce sont les parents d'Helene Anderson qui les ont offertes à leur fille. *« Ce cadeau merveilleux lui aurait donné envie de démarrer une collection »*, explique Philippe Garner.

On sait aussi qu'Helene Anderson a vu l'historique exposition Film und Foto de Stuttgart, en 1929, qui rassemblait plus de mille photographies, et constituait la première tentative de traiter, au niveau international, trois aspects de la photographie : l'art, la presse et la publicité. Trente tirages de cette exposition – le tampon au dos l'atteste – sont entrés dans la collection Anderson. *« Je présume qu'elle a demandé des tirages aux photographes »*, confie Philippe Garner. C'est aussi dans Film und Foto qu'elle découvre l'œuvre d'Edward Weston, grande figure du modernisme américain, dont elle possède sept épreuves exceptionnelles (seul Américain de la collection avec Imogen Cunningham). Viennent-elles de l'exposition – il y en avait vingt – ou bien Helene Anderson a-t-elle écrit à Weston ? Nul ne sait.

« COMME UN TALISMAN »

En 1939, Helene Anderson protège son trésor en l'envoyant dans la maison familiale de Bunzlau, en Silésie (aujourd'hui Boleslawiec, en Pologne). Devant la progression russe, elle rapatrie son bien, *« après un voyage périlleux »*, à Berlin, puis à Francfort après le début de la construction du mur.

Elle n'a jamais montré les images à son fils, mais ce dernier se souvient que sa mère lui en parlait *« comme un talisman qui a protégé notre famille durant la guerre »*. Helene Anderson meurt en 1970. *« Après sa retraite, il y a deux ans, le fils a eu le temps de fouiller dans son grenier et il est tombé sur un grand carton comprenant les deux cents images »*, explique le responsable de Sotheby's.

La plupart des épreuves sont en état impeccable – *« Elles n'ont touché ni l'air ni la lumière »*, dit Philippe Garner. Celles de Felix Man, connu pour ses tirages de presse souvent endommagés, sont ici intactes. Les papiers sont d'une grande qualité et variété, du ton ivoire au vert léger et *« n'ont rien à voir avec la pauvreté des papiers d'aujourd'hui »*.

Ces originaux d'époque dégagent une aura qui les distinguent des tirages plus récents. Il y a ensuite le prestige des auteurs, florilège de l'avant-garde : Blossfeld, Feininger, Haussmann, Lissitsky, Moholy-Nagy, Jean Moral, Man Ray, Renger-Patzsch, Rodtchenko, Umbo, Florence Henri, Krull, Weston. Et puis des auteurs moins connus, mais importants : Burchartz, Citroen, Henne, Hoppé, Lerski, Sacha Stone, Werthoff...

TRÈS GROS PLAN

Ce qui frappe surtout, c'est la grandeur des pièces. La plupart des tirages des années 20-30 sont souvent petits, de format « carte postale » ou, au mieux, de 18 × 24 centimètres. Là, on trouve des formats de 30 × 40, voire de 40 × 60. *« Des tirages faits davantage pour l'exposition que pour la reproduction dans la presse ou le livre »*, dit Philippe Garner, et signés comme tels par les artistes. *« Les Renger-Patzsch, les Hoppé, on n'en connaissait pas en grand format. Ils permettent de réévaluer leur œuvre. »*

On trouve même des images jamais vues, comme ce *Chat* (1927) inquiétant signé Umbo ou ce portrait expressionniste de 1930 signé Moral. Toutes les expressions du modernisme – école du Bauhaus, constructivisme, nouvelle objectivité, nouvelle vision, surréalisme – sont représentées avec une obsession pour le portrait en très gros plan, la matière stylisée, le détail industriel.

La qualité est telle que nombre de questions surgissent, sans réponses. Pourquoi Helene Anderson a-t-elle construit une collection – désir rarissime à l'époque – alors que, dans les années 28-30, le marché de la photographie était inexistant ? Surtout *« comment a-t-elle travaillé ? Comment a-t-elle rassemblé ça ? »*, demande Philippe Garner qui est persuadé que cette femme, qui achetait d'instinct, mais comme si elle avait trente ans de recul, était étroitement intégrée au monde de l'avant-garde.

Mais alors pourquoi ne retrouve-t-on aucune trace de son nom chez les photographes et dans la littérature de l'époque ? Pourquoi aucun document écrit n'accompagnait les images ? Pourquoi Helene Anderson n'a jamais ressorti sa collection dans les années 50 ou 60 ?

« Je présume qu'elle a vécu une aventure intense avec la photographie et puis, après le choc de la guerre, elle n'a pas voulu plonger dans le passé », suggère Philippe Garner. Il est vrai aussi que le marché de la photographie n'a explosé qu'au début des années 80, soit dix ans après sa mort. Helene Anderson reste une énigme, dont la collection, qui ne laisse rien au hasard, traduit une sûreté incroyable du goût.

Michel Guerrin

Helene Anderson en 1912.

A gauche, « Lotte (Auge) », (l'œil de Lotte), de Max Burchartz, l'un des trésors de la collection Anderson. Présentée à l'exposition Film und Foto de Stuttgart, en 1929, l'image, agrandie, ouvrait celle d'Essen, en 1931.

Alain Paviot : « Tout est démesuré »

Alain Paviot est un des principaux marchands de photographie en France. Présent à Londres, il se dit impressionné par la collection Anderson. *« C'est le rêve ! Et quelle aventure ! Même si elle est bizarre, si on ne sait rien de cette collectionneuse, je pense que son histoire est cohérente. Cette femme a dû tomber dedans* [la création moderniste des années 20]. *Il y a du volume, des photos "lourdes", sur un marché cher. Et les formats sont incroyables. Tout est démesuré : les Germaine Krull par exemple, on voit passer beaucoup de 18 × 24 centimètres. Et là, c'est du 24 × 36 centimètres. Je ne suis pas fou de Renger-Patzsch, mais ceux-là... Il y a un photogramme phénoménal de Man Ray,* Electricité, *et des épreuves de Weston qui ont été faites si tôt... Les Blossfeld, je ne les trouve pas formidables, mais c'est rare. Même les Hill et Adamson, ça fait bien six ans que je n'en n'ai pas vu passer d'aussi beaux. Dans le milieu, ça fait du bruit. Ça va faire très cher car les gens aiment les images fétiches. »*

2 millions de francs pour un Kertész

La vente Anderson constitue un *« joli coup »* pour le bureau londonien de Sotheby's, et intervient après les ventes de printemps qui ont eu lieu à New York, les 17 et 18 avril, par Sotheby's et Christie's. Ainsi, un tirage carte postale de Kertész, *La Pipe et les Lunettes de Mondrian* (1926), a été vendu chez Christie's 376 500 dollars (2 millions de francs), ce qui constitue un record pour l'artiste et le second prix jamais atteint par une photographie, après *Les Mains de Georgia O'Keefe* (1920), de Stieglitz, vendu 398 500 dollars, en 1993.

Ces ventes confirment la bonne tenue du marché, monopolisé par New York et Londres, alors que Paris, en raison du manque de collectionneurs, reste à la traîne. Pour la vente Anderson – doublée d'une vente de Lartigue –, les collectionneurs et marchands sont venus en force des Etats-Unis, d'Allemagne, de Suisse, voire du Japon. La collection, qui est sortie sans restriction d'Allemagne, a été exposée à Francfort, Berlin, Cologne et New York. Pas à Paris...

Le Disney Hall de Los Angeles conçu par Frank Gehry ouvrira en 2001

LOS ANGELES
correspondance

Le Walt Disney Concert Hall, un projet ambitieux de salle de concert conçue pour l'Orchestre philharmonique de Los Angeles par l'architecte Frank Gehry, va enfin voir le jour, à l'issue d'une longue bataille autour de son financement et de son architecture. *« Le Disney Hall sera bientôt le fleuron de la ville »*, confirme Ernest Fleischmann, le directeur général de l'orchestre. Malgré son nom, le Disney Hall n'a aucun lien commercial avec le groupe Disney mais provient d'un don privé de Lillian Disney, veuve de Walt Disney.

Le coût de ce bâtiment complexe et spectaculaire a atteint environ 1,3 illiard de francs sans que le financement suive. Et le comté de Los Angeles, propriétaire du terrain, avait menacé d'annuler le projet si ses promoteurs ne collectaient pas les fonds nécessaires avant le 30 juin 1997. Mission accomplie, car les donateurs ont répondu à l'appel public de grands architectes : *« Tous ceux qui aiment la musique et qui se soucient de la place de notre ville dans le prochain millénaire comprennent l'importance de ce bâtiment et le rôle qu'il jouera dans la vie culturelle de notre communauté »*, plaidaient-ils. La compagnie pétrolière Arco a versé 10 millions de dollars (environ 58 millions de francs), les supermarchés Ralphs, 15 millions de dollars, Times Mirror Co. et le maire millionnaire de Los Angeles, Richard Riordan, ont contribué chacun à hauteur de 5 millions. Ce dernier a aussi mené tambour battant la campagne de collecte des fonds. Selon Ernest Fleischmann, les *concerts du Philharmonique de Los Angeles à* Paris, au Châtelet, en 1996, ont servi de catalyseur au redémarrage du projet, car la presse américaine a commenté la différence (positive) de qualité *sonore de l'orchestre*, habituellement condamné à jouer au Dorothy Chandler Pavilion ou au Hollywood Bowl.

BÉNÉFICE ACOUSTIQUE

Pour l'Orchestre philharmonique (et son directeur musical, le Finlandais Esa-Pekka Salonen) qui aura l'utilisation exclusive du Disney Hall, le bénéfice, du seul point de vue acoustique, sera immense. *« Comme pour le Philharmonique de Berlin, qui dispose de l'auditorium contemporain idéal, nous avons voulu abolir la séparation entre les musiciens et le public »*, ajoute Ernest Fleischmann. Le dessin de Frank Gehry place l'orchestre au milieu du public. *« J'ai essayé de résoudre les problèmes acoustiques*, nous a expliqué l'architecte, *tout en créant un espace esthétiquement merveilleux pour écouter de la musique. Les murs intérieurs ressemblent à des voiles gonflées par les vents. J'ai poursuivi cette idée pour l'extérieur. »* La façade blanche est en effet unique : fragmentée à la Gehry, mais enroulée comme une corolle géométrique sur le point d'éclore. *« Nous avons même ajouté une fenêtre et des lucarnes, afin de donner une lumière naturelle aux concerts de l'après-midi »*, précise Gehry.

Ce sauvetage in extremis est une excellente *nouvelle pour le grand architecte* âgé de de soixante-huit ans, qui a reçu le prix Pritzker en 1989 et qui verra son Musée Guggenheim inauguré en octobre à Bilbao.

Après la fermeture du Centre américain de Paris dont il était l'auteur, l'échec de son premier projet d'envergure en plein cœur de la ville où il vit et exerce son métier risquait de ternir sa réputation.

Le Disney Hall sera un des éléments-clés de la revitalisation du centre de Los Angeles, qui va aussi être doté d'un nouveau stade et d'une cathédrale (construite par José Rafael Monéo).

Claudine Mulard

Troublante cérémonie d'adieu autour du lit de Pessoa

Le metteur en scène québécois Denis Marleau porte au théâtre le récit d'Antonio Tabucchi sur l'écrivain de Lisbonne

***LES TROIS DERNIERS JOURS* DE FERNANDO PESSOA, d'après le récit d'Antonio Tabucchi. Adaptation et mise en scène : Denis Marleau. Avec Paul Savoie, Daniel Parent et Daphné Thompson.**
SALLE DU PARVIS SAINT-JEAN, rue *Dantou*, *Dijon*, Tél. : 03-80-30-12-12. Mardi, vendredi, samedi, 20 h 30 ; mercredi, 19 h 30. 100 F et 130 F. Jusqu'au 7 mai.

DIJON
de notre envoyée spéciale

Fernando Pessoa va mourir. Il le sait. Des amis l'ont accompagné à l'hôpital Saint-Louis-des-Français de Lisbonne, où les médecins diagnostiquent une *« crise hépatique »*. Douleur sourde au côté droit, teint cireux, fatigue extrême. L'écrivain a tenu à se raser avant de quitter son domicile. 28 novembre 1935. Il repose sur un lit de fer, une infirmière veille sur lui, troublant parfois sa solitude voilée de rêves.

A quoi pensa Pessoa pendant les trois jours qui précédèrent sa fin ? Cela, que nul ne sait, Antonio Tabucchi l'a imaginé. Avec amour, sollicitude et, peut-être, une pointe d'envie, il convoque dans un court récit les hétéronymes de l'écrivain, qui, tour à tour, apparaissent dans la chambre, pour un ultime dialogue.

Toute mort appelle le théâtre. A son dernier instant, Anton Tchekhov fut laconique : *« Je meurs »*, a-t-il dit, en allemand. Avec son *« Plus de lumière »*, Goethe fut souverain. Fernando Pessoa a demandé qu'on lui apporte ses lunettes. Pour un homme qui vécut en s'inventant *« mille vies »*, c'était là une belle façon, ironique, de saluer le monde.

CINQ VISITEURS

Le regard que le metteur en scène Denis Marleau porte sur les derniers moments de Pessoa joue avec cette idée de la vision détournée. Son adaptation théâtrale du récit d'Antonio Tabucchi accuse le côté cérémonial de la situation, pour mieux en débusquer l'étrangeté. Un lit d'hôpital, bien réel, est posé sur le devant de la scène ; mais la chambre n'a pas d'existence. Suggérés par des tissus plissés, les murs dessinent un espace mental, fantasmagorique.

Ils sont cinq à venir rendre visite au mourant : Alvaro de Campos, Alberto Caeiro, Ricardo Reis, Bernardo Soares et Antonio Mora. Cinq de ses hétéronymes, chacun bien campé dans son rôle : le dandy angoissé, le sage contemplatif, le médecin secret, le comptable rêveur, le philosophe fou. Sur scène, deux comédiens les jouent tous : un homme au visage émacié, un autre à la figure ronde – deux âges de la vie. D'une scène à l'autre, ils changent de rôle, devenant Pessoa ou un visiteur. C'est l'idée la plus forte de la mise en scène de Denis Marleau. Elle introduit le doute né du songe éveillé, de la surconscience comateuse : qui est qui, au moment où tombent les masques ?

Avec Denis Marleau, il n'y a pas de vérité. Le théâtre règne en maître sur la mort de Fernando Pessoa, avec un art qui frôle la magie. Les visages des visiteurs brillent de lueurs étranges. Dans les yeux immenses et fixes, l'iris est d'une blancheur inquiétante. *Un faux corps de nain* soutient une vraie tête, un géant apparaît au fond du plateau – on ne sait comment.

C'est un délire, comme Antonio Tabucchi le dit de son récit. Pourtant, ce délire n'atteint pas à la folie qu'il annonce. La rigueur de Denis Marleau – l'homme de théâtre québécois le plus doué, avec Robert Lepage – joue parfois contre sa mise en scène, trop tendue.

En revanche, on ne se lasse pas de l'excellence interlope des comédiens qui la servent, Paul Savoie et Daniel Parent, accompagnés de Daphné Thompson, dans le rôle de l'infirmière.

Brigitte Salino

Les « Eugène Onéguine » de Nancy et de Lille volent la vedette à celui du Met de New York

La version américaine de l'opéra de Tchaïkovski déçoit musicalement

Trois versions d'*Eugène Onéguine* ont « rivalisé » à l'échelon planétaire ces derniers jours. Première dans l'ordre chronologique, l'interprétation entendue au Metropolitan Opera, à New York, sous la direction d'Antonio Pappano, est sans doute la plus éloignée de l'œuvre imaginée par Tchaïkovski. A Nancy, Alain Garichot a monté une version subtile et inspirée, tandis que, à Lille, Louis Langrée a dirigé de manière exceptionnelle.

EUGÈNE ONÉGUINE de Piotr Ilyich Tchaïkovski.
Galina Gorchakova (Tatiana), Franco Farina (Lenski), Vladimir Chernov (Onéguine), chœur et *orchestre du Metropolitan de* New York, Antonio Pappano (direction), Robert Carsen (mise en scène), NEW YORK, Metropolitan Opera, le 19 avril.
Maria Gavrilova (Tatiana), Serguei Ghaïdei (Lenski), Wojtek Drabowicz (Onéguine), chœur de *chambre de Saint-Pétersbourg*, orchestre de Picardie, Louis Langrée (direction), Ivan Popovski (mise en scène), OPÉRA DE LILLE, le 28 avril.
Mireille Delunsch (Tatiana), Georges Gautier (Lenski), Laurent Naouri (Onéguine), chœurs de l'Opéra de Nancy et de Lorraine, orchestre symphonique et lyrique de Nancy, Jérôme Kaltenbach (direction), Alain Garichot (mise en scène), OPÉRA DE NANCY ET DE LORRAINE, le 29 avril.

NEW YORK, LILLE, NANCY
de notre envoyé spécial

Tchaïkovski, qui avait imaginé les *« scènes lyriques »* d'*Eugène Onéguine* pour un petit orchestre de trente-deux musiciens et des acteurs chantants, eût été probablement horrifié de voir ce drame intime et terrible porté sur l'un des plus grands plateaux du monde, le Met de New York... Evidemment, dans une telle salle, le respect de la version originale est impossible, et c'est donc les effectifs du Met au grand complet qui sont requis, à quelques heures de la représentation de *Siegfried*, de Wagner... Cette surcharge d'emploi du temps explique-t-elle les défauts d'homogénéité et de justesse de l'orchestre ? Il est vrai qu'Antonio Pappano à leur tête n'inspire guère d'enthousiasme. On a rarement entendu chef plus froid, plus insensible au *rapport scène-fosse*...

Galina Gorkachova est inexpressive et chante constamment bas. Franco Farina est superbe vocalement, émouvant dans son air avant le duel, même s'il chante parfois un peu haut. Malheureusement, Vladimir Chernov ne passe pas la rampe. Robert Carsen, *pour ses débuts* au Met, paraît avoir calmé son jeu. Le plateau, presque constamment vide, délivre de belles images (la scène du duel, d'un gris bleuté poignant ; celle du bal, où les invités sont cernés par un cercle de chaises, prisonniers de leur univers facticement tournoyant.)

A Lille, le jeune metteur en scène macédonien Ivan Popovski faisait ses débuts à l'opéra – il est attendu cet été à Avignon. On sent une vraie direction d'acteurs, mais souvent son inexpérience se réfugie dans la surcharge (scène de la lettre, du duel, du bal). Mais quelle distribution ! Maria Gavrilova, jeune soprano au timbre merveilleux et à la technique de rêve rappelle Vishnevskaïa à ses débuts *(telle que* l'enregistrement Melodya de 1955 de l'*Onéguine* nous la fait entendre). A vingt-trois ans, l'émouvant Serguei Ghaïdei est déjà un grand interprète du rôle. Wojtek Drabowicz est un baryton d'une suprême élégance, voix timbrée, chaude, personnage juvénile et déjà revenu des confusions des sentiments. Sa ressemblance physique avec Lenski est assez troublante, notamment dans la scène du duel où leurs deux voix se mêlent dans un jeu de miroir contrapuntique. La grande surprise vient de l'orchestre de Picardie et de Louis Langrée. Si les cordes n'ont pas toujours le galbe et la justesse rêvés, les vents sont *constamment soignés et inspirés*. Louis Langrée se révèle exceptionnel en ce répertoire, détaillé, lyrique, respectant les tempos allants voulus originellement par Tchaïkovski, ne quittant pas ses chanteurs du regard et du geste, découpant, phrasant délicatement, *atténuant ce qui pourrait être un* peu commun.

Rien de tel à Nancy... Les moments stylistiquement délicats (les scènes de bal et avec chœur) sont massacrés. On en veut à Jérôme Kaltenbach et à son médiocre orchestre d'avoir rendu vulgaire l'un *des moments les plus frémissants* et souriants de la partition, le premier air de Lenski... Les tempos sont lents et ralentissent encore dès l'entrée des chanteurs. George Gautier est un Lenski peu juvénile et ardent, mais malgré des moyens très limités, il parvient à émouvoir dans une composition à la Janacek (on pense au rôle de Laça). Laurent Naouri semble d'abord trop mûr pour le rôle d'Onéguine, mais construit lui aussi un personnage hautain, à la fine évolution psychologique. Mireille Delunsch n'a pas les splendeurs vocales de Maria *Gavrilova, mais elle compose une* Tatiana émue, cassée, généreuse. Cette subtilité de jeu, les chanteurs la doivent pour beaucoup à Alain Garichot, qui est l'un des rares metteurs en scène à travailler autant la caractérisation dramatique tout en laissant chanter les artistes. Son *Eugène Onéguine est d'une exem*plaire finesse : décor unique habilement transformé et astuces dramaturgiques (notamment celle qui « règle » le passage du duel à la scène du second bal, où Onéguine apparaît, dos tourné sur un plateau vide, face à une pleine lune, entouré *de morts vivants en tenue de soi*rée, le visage masqué, figés dans la rigueur de leur morale et de leur jugement). L'intelligence et la beauté de ce que l'on voit doit beaucoup à ses partenaires, Elsa Pavanel (décors), Claude Masson (costumes), Patrice Trottier (lumières).

Renaud Machart

Les précisions de Tchaïkovski

« J'ai écrit [*Eugène Onéguine*] pour le Conservatoire parce que je veux une scène de petites dimensions. Voilà ce qu'il me faut : 1). des chanteurs de moyenne force mais bien préparés et sûrs d'eux-mêmes ; 2). des chanteurs qui sachent jouer simplement tout en jouant bien ; 3). une mise en scène sans luxe, mais qui corresponde rigoureusement à l'époque [...] ; 4). les chœurs ne doivent pas être un troupeau de brebis comme sur la scène impériale, mais des humains qui prennent part à l'action de l'opéra [...]. *Le ravissant tableau de Pouchkine* sera terriblement avili lorsqu'on l'aura [...] livré à la routine, aux traditions absurdes et aux vétérans qui n'hésitent pas à jouer les jeunes filles de seize ans et les adolescents imberbes. »

Extrait de *Tchaïkovski*, de André Lishké, Fayard, 1993.

DANS LES THÉÂTRES

LES ENFANTS DU PARADIS

d'après Jacques Prévert. Mise en scène : Marcel Maréchal, avec Garance Clavel, Mathias Maréchal, Guillaume Canet, Mama Prassinos, *Michel Demiautte, Jean-Pierre Lorit, Marcel Maréchal... THÉÂTRE DU* ROND-POINT, 2 *bis*, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8ᵉ. Mᵒ Franklin-Roosevelt. Mardi, jeudi, vendredi, samedi, à 20 h 15 ; mercredi, à 19 h 30 ; dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-44-95-98-10. Durée : 3 h 15. De 80 F à 160 F. Jusqu'au 14 juin.

■ Comment dire l'immense ennui, et aussitôt l'immense tristesse ressentie à la vision de cette transposition scénique d'un chef-d'oeuvre du cinéma français ? On ne sait comment égrener la litanie des imperfections, erreurs, approximations *qui président à la représentation. Rien ne va. Les* acteurs paraissent évoluer à distance de leurs rôles, effrayés par le parcours qu'on leur impose. « On », pronom indéfini sous lequel il faut voir Marcel Maréchal, adaptateur, metteur en scène et acteur de cette sombre histoire mal décorée (Alain Batifoulier), mal éclairée (Jean-Luc Chanonat), mal fagotée (Christian Lacroix...). Tout n'est ici que « vieux théâtre », vaguement expressionniste, les amours étouffées, les élans empêchés, l'émotion proscrite. Même les répliques éternelles du père Prévert tombent à plat, *d'un seul coup maladroites et incapables de* franchir la rampe. Décidément, le Rond-Point sied mal à Marcel Maréchal. Après Claudel la saison dernière, voilà une nouvelle superproduction privée de paradis.

Olivier Schmitt

UN MOIS À LA CAMPAGNE

d'Ivan Tourgueniev. Mise en scène : Andreï Smirnoff. Avec Alain Pralon, Céline Samie, Eric Ruf, Coraly Zahonero, Denis Podalydès, Clotilde de Bayser... COMÉDIE-FRANÇAISE, salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris-1ᵉʳ. Mᵒ Palais-Royal. Tél. : 01-44-58-15-15. Durée : 2 h 45. De 30 F à 185 F. En alternance, jusqu'au 1ᵉʳ juillet.

■ *Le plus beau et le plus célèbre théâtre français n'en finit pas de s'enfon*cer dans la marginalité petite-bourgeoise. Les productions médiocres succèdent aux productions médiocres avec une constance incroyable. Aux commandes de ce retour de Tourgueniev salle Richelieu, un cinéaste russe, Andreï Smirnoff, peu, trop peu familier des scènes. Demander à un Russe *d'aujourd'hui de monter* un auteur russe d'hier était une bonne idée. Fausse bonne idée. L'académisme ronflant de ce spectacle est confondant. Esthétique passe-partout, jeu le plus souvent outré – voyez comme un Russe, un vrai, sait passer du rire aux larmes en moins d'une seconde-chrono... –, le cliché succède au cliché, la convention à la convention, *les temps* morts aux temps morts. Clotilde de Bayser, dans le rôle principal, méritait mieux pour ses grands débuts au Français. Sa longue marche de femme adulte vers la solitude la plus noire nous laisse de marbre.

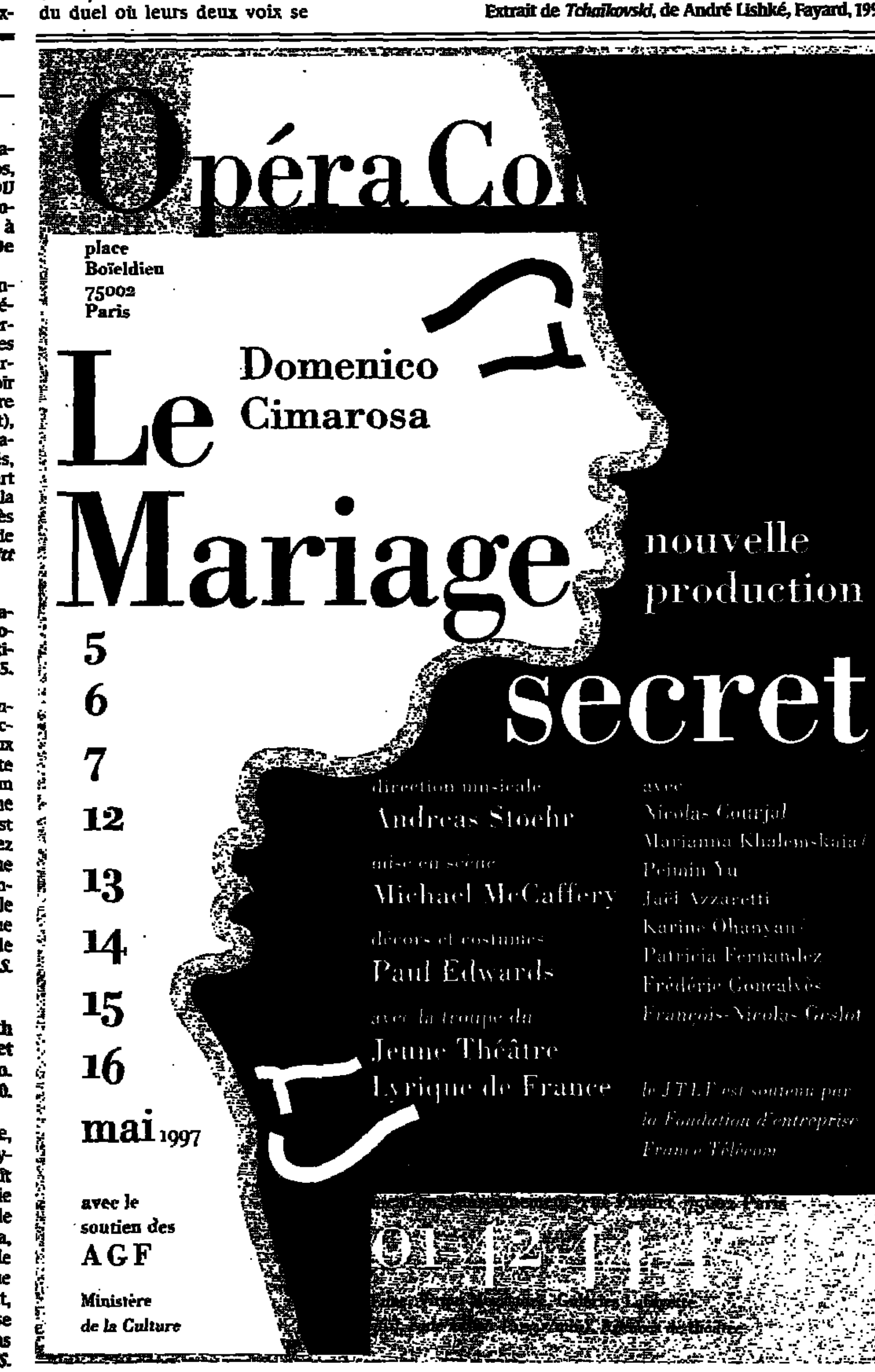
O. S.

SOUVENIRS AVEC PISCINE

de Terrence McNally. Mise en scène : Bernard Murat, avec Elisabeth Depardieu, Martin Lamotte, Tanya Lopert, Wladimir Yordanoff et Guy Aklé. THÉÂTRE DE L'ATELIER, place Charles-Dullin, Paris-18ᵉ. Mᵒ Anvers. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-46-06-49-24. Durée : 1 h 40. De 50 F à 200 F. Jusqu'au 30 juin.

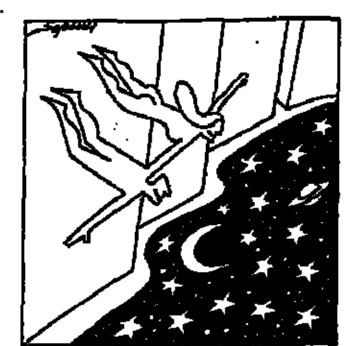
■ Le Théâtre de l'Atelier, souffrant de l'échec d'une production antérieure, a choisi de se mettre à l'heure de la comédie pour se donner un peu d'oxygène. Il présente un texte de l'auteur de *Master Class* – pièce qui connaît un beau succès ces jours-ci sur un autre théâtre –, archétype de la comédie *de mœurs* américaine contemporaine. Communion peu fraternelle de deux couples d'amis sur les cendres d'un de leur proche disparu du sida, cette pièce mineure est plutôt distrayante. On se souviendra longtemps de l'interprétation survitaminée de Tanya Lopert dans le rôle d'une femme résolue à vivre à fond les années noires qui l'attendent. Bernard Murat, *vraisemblablement* lassé des critiques, a décidé de faire une « vraie » mise en scène. C'est pire que d'habitude. Dans le fatras d'un décor de Nicolas Sire, ses inventions sont risibles, à défaut d'être drôles.

O. S.



Echoppes artistiques en Normandie

Des artistes se sont installés dans des commerces vacants à la rencontre du public



AVEC l'opération « nouveaux commerces », il ne s'agissait pas de relancer le marché de l'art contemporain. Dans ce cas, l'adjectif « nouveau » n'aurait pas sa raison d'être. Ici, le terme de « *commerces* » est pris au sens étymologique de relation avec la société, d'échanges : échanges entre un public non averti et des artistes d'aujourd'hui. Depuis le mois de février, six artistes se sont ainsi installés en ville, dans des commerces vacants, pour y réaliser des œuvres avec la participation des gens du quartier, ou en discutant avec eux : Berangère Allais au centre de Harfleur ; Renaud Auguste-Dormeuil à Grand-Quevilly ; Marc Hamandjian dans l'ancienne *antenne d'urbanisme* de la ville du Havre ; Bernhard Rüdiger dans un local de la dalle piétonne de Val de Reuil et Veit Stratmann dans le complexe commercial Saint-Sever de Rouen. Quant à Claude Lévêque, vedette de cette opération inédite, patronnée par le ministère de la culture, la DRAC (direction régionale des affaires culturelles) et les cinq villes de Haute-Normandie, il a investi, au Havre, une ancienne boutique de fleurs du quartier de l'Eure, où son installation restera visible jusqu'au 21 juin. Un catalogue-bilan de ces « nouveaux commerces » doit paraître dans le courant du mois de mai.

★ **DRAC de Haute-Normandie, Cité administrative, 2, rue Saint-Sever 76032 *Rouen Cedex*. Tél. : 02-35-63-77-50. Jusqu'au 15 mai.**

UNE SOIRÉE À PARIS

Gulf String
Le violoniste Pierre Blanchard emmène avec chaleur et inventivité ce quartette, qui se tient en équilibre subtil entre la tradition du violon jazz et les explorations électriques de Ponty ou Lockwood. Avec Claude Terranova aux claviers, Claude Mouton à la contrebasse et Marcelo Russillo à la batterie.
Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. 22 h 30, les 2 et 3 mai. Tél. : 01-42-33-22-88. De 70 F à 100 F.

Foley
Comme le saxophoniste Kenny Garett, Foley McCreary se voit sans cesse rappeler – y compris ici – son passage chez Miles Davis. Bassiste-guitariste sur un instrument hybride, Foley est allé faire des tours dans le rap ou le funk hardcore où il s'est montré impressionnant de technicité musicienne. Soirée chaude et en sueur.
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mº Porte-de-Pantin. 20 heures, le 2 mai. Tél. : 01-42-00-14-14. 120 F.

Oscar D'Leon
Salseiro toujours, amoureux chaque jour, le Vénézuélien Oscar D'Leon sait faire danser ses troupes, sa « sauce » musicale est agrémentée de clins d'œil, d'exercices musicaux périlleux, pétillants comme un numéro de trapèze volant.
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mº Voltaire. 21 heures, le 2 mai. Tél. : 01-47-00-55-22. 165 F.

Jacinta
Née en Argentine, Jacinta a été élevée dans la culture yiddish. Venue à Paris à la fin des années 70, elle s'est plongée dans le répertoire judéo-espagnol avec la délectation des observateurs extérieurs. D'une voix chaude, elle interprète des berceuses, des chants profanes ou sacrés puisés dans la tradition.
Le Loup du Faubourg, 21, rue de la Roquette, Paris 11e. Mº Bastille. 20 h 30, les 2, 3, 7, 8, 9 et 10 mai. Tél. : 01-40-21-90-95. 70 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

L'AGENT SECRET
Film britannique de Christopher Hampton, avec Bob Hoskins, Patricia Arquette, Gérard Depardieu, Jim Broadbent, Christian Bale, Eddie Izzard (1 h 40).
VO : *Gaumont les Halles, dolby, 1er* (01-40-39-99-40) (+) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83) (+) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (01-47-20-76-23) (+) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (01-43-57-90-81) (+) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50) (+) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79) (+) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+).
VF : Gaumont Opéra I, dolby, 2e (01-43-12-91-40) (+) ; UGC Gobelins, 13e ; Miramar, 14e (01-39-17-10-00) (+) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27) (+).

LA DIVINE POURSUITE
Film français de Michel Deville, avec Antoine de Caunes, Emmanuelle Seigner, Elodie Bouchez, Denis Podalydès, Robert Plagnol, Richard Gotainer (1 h 42).
Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40) (+) ; UGC Montparnasse, 6e ; UGC Danton, dolby, 6e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08) (+) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (01-43-87-35-43) (+) ; *UGC Normandie, dolby*, 8e ; UGC Opéra, dolby, 9e ; UGC Lyon Bastille, 12e ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50) (+) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27) (+) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96) (+).

LA FÊTE BLANCHE
Film russe de Vladimir Naoumov, avec Innokenti Smoktounovsky, Armène Djigarkhanian, Natalia Belokhvostikova, Natalia Naoumova, Elena Maïorova, Robert Voulfov (1 h 37).
VO : Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).

GRACE OF MY HEART
Film américain d'Allison Anders, avec Illeana Douglas, Matt Dillon, Eric Stoltz, Bruce Davison, Patsy Kensit, Jennifer Leigh Warren (1 h 55).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40) (+) ; Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77) (+) ; UGC George-V, 8e.

LA PLANTE HUMAINE
Dessin animé canadien de Pierre Hébert, (1 h 30).
Espace Saint-Michel, 5e (01-44-07-20-49).

LE POLYGRAPHE
Film franco-canadien-allemand de Robert Lepage, avec Patrick Goyette, Marie Brassard, Peter Stormare, Maria de Medeiros, Linda Lepage-Beaulieu, Josée Deschenes (1 h 37).
14-Juillet Beaubourg, 3e (+).

TORTILLA Y CINÉMA
Film français de Martin Provost, avec Carmen Maura, Marc Duret, Michel Aumont, Marina Tomé, Marianne Groves, Mouss Diouf (1 h 30).
UGC Forum Orient Express, dolby, 1er ; Latina, 4e (01-42-78-47-86) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (01-43-59-36-14).

TURBULENCES A 30 000 PIEDS (*)
Film américain de Robert Butler, avec Ray Liotta, Lauren Holly, Hector Elizondo, Ben Cross, Rachel Ticotin, Catherine Hicks (1 h 40).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; *Gaumont Marignan, dolby, 8e* (+) ; UGC George-V, THX, dolby, 8e.
VF : Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 6e ; Paramount Opéra, dolby, 9e (01-47-42-56-31) (+) ; UGC Lyon Bastille, 12e ; *UGC Gobelins, dolby, 13e* ; Miramar, dolby, 14e (01-39-17-10-00) (+) ; Mistral, 14e (01-39-17-10-00) (+) ; UGC Convention, 15e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96) (+).

LA VÉRITÉ SI JE MENS !
Film français de Thomas Gilou, avec Richard Anconina, Vincent Elbaz, Elie Kakou, José Garcia, Bruno Solo, Richard Bohringer (1 h 40).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e ; UGC Danton, dolby, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (+) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (01-43-87-35-43) (+) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88) (+) ; UGC Opéra, dolby, 9e ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e ; *Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e* (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; Mistral, dolby, 14e (01-39-17-10-00) (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (01-45-75-79-79) (+) ; UGC Convention, dolby, 15e ; *Majestic Passy, dolby*, 16e (01-42-24-46-24) (+) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20e (01-46-36-10-96) (+).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.
(+) Réservation au 01-40-30-20-10.

RÉGIONS

Une sélection musique classique, jazz danse, théâtre et art

MUSIQUE CLASSIQUE

AVIGNON
Orchestre lyrique de région Avignon-Provence
Mahler : *Symphonie nº 1 « Titan »*. Jean-Sébastien Béreau (direction).
Opéra, rue Racine, 84 Avignon. 20 h 30, le 9 mai. Tél. : 04-90-82-23-44. De 30 F à 120 F.

BEAUVAIS
Conjunto Iberico
Xenakis : *Windungen*. Denisov : *Hymne*. Marco : *Miro*. Pablo : *Ritornello*. Halffter : *Fandango*. Donatoni : *Création*.
Théâtre, place Georges-Brassens, 60 Beauvais. 20 h 30, le 3 mai. Tél. : 03-44-45-49-72. 80 F.
Violoncelli da camera
Rejcha : *Trio pour violoncelles*. Sluka : *Nénie*. Kollert : *Ritournelle*. Dvorak : *Danse slave nº 3*. Kolafa : *Orbis Terrarum*. Malek : *Quando io sarchiva*. Liszt : *Rêve d'amour*. Kreisler : *Liebeslied*.
Théâtre, place Georges-Brassens, 60 Beauvais. 20 h 30, le 5 mai. Tél. : 03-44-45-49-72. 80 F.
Quatuor Allegri Celli
Aguiar : *Musica para quatro violoncelos, création*. Faria : *Angustia*. Smith : *Deadmanstone*. Camenietzki : *Presque*. Ashbridge : *Palimpsest, création*.
Théâtre, place Georges-Brassens, 60 Beauvais. 20 h 30, le 6 mai. Tél. : 03-44-45-49-72. 80 F.
L'Octuor de violoncelles
Tanguy : *Huit Tableaux pour Orphée, création*. Abecassis : *Kobé in Venezia, création*. Meynaud : *Le Rêve québécois, création*. Looten : *Nocturnal, création*. Humbert : *Octophoros, création*. Delphine Collot (soprano), Joseph Grau, Isabelle Duval (flûte).
Théâtre, place Georges-Brassens, 60 Beauvais. 20 h 30, le 7 mai. Tél. : 03-44-45-49-72. 80 F.
L'Octuor de violoncelles
Beethoven : *Sonates op. 5*. Duport : *Etudes*. Lachner : *Elégie*. Anner Bylsma (violoncelle), Stanley Hoogland (pianoforte).
Théâtre, place Georges-Brassens, 60 Beauvais. 17 heures, le 8 mai. Tél. : 03-44-45-49-72. 80 F.
Das Kölner Cello
Cervetto : *Sonate nº 4*. Girard : *Expérience de la lumière*. Bolzoni : *Terzetto per violoncelli*. Zender : *Litanei*. Tombelle : *Suite pour trois violoncelles*.
Théâtre, place Georges-Brassens, 60 Beauvais. 20 h 30, le 9 mai. Tél. : 03-44-45-49-72. 80 F.

ÉVIAN
Orchestre philharmonique de Saint-Pétersbourg
Tchaïkovski : *Symphonie nº 2*. Stravinsky : *Le Sacre du printemps*. Yuri Temirkanov (direction).
La Grange au Lac, avenue des Mélèzes, 74 Evian. 20 heures, le 8 mai. Tél. : 04-50-75-04-10. De 180 F à 300 F.
Jean-Pierre Rampal (flûte). Isaac Stern (violon), Yuri Bashmet
Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 12 nº 1*. Reicha : *Variations et fantaisie sur « si vuol ballare »*. Brahms : *Quatuor pour piano et cordes op. 25*.
La Grange au Lac, avenue des Mélèzes, 74 Evian. 20 heures, le 9 mai. Tél. : 04-50-75-04-10. De 180 F à 300 F.

LILLE
Orchestre philharmonique de Liège
Pousseur : *Les Mille Voix du fleuve*. Martinon : *Concerto pour violon et orchestre nº 2*. Tournemire : *Symphonie nº 6*. Régis Pasquier (violon), Chœur symphonique de Namur et de la communauté française de Belgique, Pierre Bartholomée (direction).
Le Nouveau Siècle, 20, rue du Nouveau-Siècle, 59 Lille. 18 h 30, le 3 mai. Tél. : 03-20-12-82-40. De 110 F à 140 F.

MARSEILLE
Rigoletto
de Verdi. Leo Nucci, Jean-Marc Ivaldi (Rigoletto), Kathleen Cassello, Stefania Bonfadelli (Gilda), Ramon Vargas, Giorgio Casciarri (le duc de Mantoue), Mario Luperi (Sparafucile), Claudia Marchi, Alexandra Hughes (Madeleine), Philippe Fourcade, Peter Longauer (Monterone), Orchestre philharmonique de Marseille, Michelangelo Veltri, Olivier Holt (direction), Eric Chevalier (mise en scène).
Opéra, 2, rue Molière, 13 Marseille. 20 h 30, les 3 et 6 mai ; 14 h 30, le 4 mai. Tél. : 04-91-55-00-70. De 220 F à 300 F.

MONTPELLIER
Arminio
de Haendel. Alain Zaepffel (Arminio), Véronique Dietschy (Tusnelda), Ensemble Gradiva, Alain Zaepffel, Hiro Kurosaki (direction).
Opéra, salle Molière, 11, boulevard Victor-Hugo, 34 Montpellier. 20 heures, le 7 mai. Tél. : 04-67-60-19-99.

MULHOUSE
Orchestre philharmonique de Mulhouse
Debussy : *Prélude à l'après-midi d'un faune*. Mozart : *Symphonie nº 35 « Haffner »*. Ravel : *Ma mère l'oye*. Rosenthal : *Les Petits Métiers*. Manuel Rosenthal (direction).
La Filature, 20, allée Nathan-Katz, 68 Mulhouse. 20 h 30, les 6 et 7 mai. Tél. : 03-89-36-28-28. De 15 F à 200 F.

STRASBOURG
Ariane, le Château de Barbe-bleue
de Martinu et Bartok. Laurence Janot (Ariane), René Massis (Thésée), Hedwig Fassbender (Judith), Nikita Storojev (Barbe-bleue), Orchestre philharmonique de Strasbourg, Claude Schnitzler (direction), Dieter Kaegi (mise en scène).
Théâtre municipal, Opéra du Rhin, 19, place Broglie, 67 Strasbourg. 15 heures, le 4 mai ; 20 heures, les 6, 7 et 9 mai. Tél. : 03-88-75-48-23.

TOULOUSE
Werther
de Massenet. Roberto Alagna, Stephen Mark Brown (Werther), Béatrice Uria-Monzon, Martine Olmeda (Charlotte), Brigitte Fournier (Sophie), François Le Roux (Albert), Petits chanteurs à la Croix potencée, Orchestre national du Capitole de Toulouse, Richard Armstrong, Emmanuel Joël (direction), Nicolas Joël (mise en scène).
Théâtre du Capitole, place du Capitole, 31 Toulouse. 14 h 30, les 3 et 4 mai ; 20 h 30, les 3, 8 et 9 mai. Tél. : 05-61-22-80-22. De 150 F à 400 F.
Orchestre philharmonique de Dresde
Liszt : *Concerto pour piano et orchestre nº 1*. Bruckner : *Symphonie nº 7*. Nelson Freire (piano), Michel Plasson (direction).
Halle aux Grains, place Dupuy, 31 Toulouse. 20 h 30, le 7 mai. Tél. : 05-61-63-13-13. De 100 F à 250 F.

JAZZ

COUTANCES
Jazz sous les pommiers
Incontestable réussite populaire, le festival Jazz sous les pommiers de Coutances est emmené par une équipe d'aimables « amateurs », qui ont appris, sur le tas, à devenir professionnels. Il faut souligner le sens de l'accueil du festival à l'égard du public, qui n'est pas un argument publicitaire. Pour la programmation, en grandissant en taille et en réputation, Jazz sous les pommiers a parfois abandonné certaines de ses envies d'aventures au profit d'un jazz exagérément festif. Cette année cependant, l'équilibre a été retrouvé entre l'animation de rues, le soutien à des projets ambitieux et la part supposée nécessaire de vedettes. On remarquera donc dès l'ouverture (le 3 mai) le Kocani Orkestar, qui se déplacera durant le festival dans différents endroits de la ville, les duos Gérard Marais et Renaud Garcia Fons, Gianluigi Trovesi et Gianni Coscia, le Brass fantasy de Lester Bowie. Suivront le trio Rousseau/Tortiller/Vignon avec Matthieu Michel et l'orchestre d'harmonie de Coutances, Keb mo et Koko Taylor pour une journée blues (le 6), Jean-Marc Padovani Minotaure Orchestra avec Carmen Linarès, Betty Carter, Thierry Robin, une rencontre qui fait rêver entre Stéphane Oliva, Bruno Chevillon et Paul Motian (le 8), Roya Haynes en quartette, McCoy Tyner, le quartette de Jean-Christophe Cholet, Django Bates avec Delightful Precipice et Yves Robert accompagné des Improvisateurs réunis, Bob Brozman, Laurent de Wilde, David Sanchez, Steve Lacy en trio, le Steel Bex d'Emmanuel Bex.
Et, pour les enfants, plusieurs propositions dont « Little Lou », l'histoire d'un enfant noir dessiné par Jean Claverie et racontée par André Servant, Les P'tits Loups du jazz, les Mange Cailloux...
Concerts à la Bibliothèque, Caves des Unelles, au Théâtre, Salle Marcel Hélie, au Magic Mirrors, dans les jardins de l'évêché et dans de nombreuses rues de la ville.
Du 3 au 10 mai, Jazz sous les pommiers, 50 Coutances. De 30 F à 180 F selon les concerts, nombreuses manifestations gratuites. Tél. : 02-33-76-78-50.

DANSE

CAEN
Centre chorégraphique de Caen
Karine Saporta : *Les Trottoirs de Leila*.
Théâtre, 135, boulevard du Maréchal-Leclerc, 14 Caen. 20 h 30, les 6 et 7 mai. Tél. : 02-31-30-76-20. De 60 F à 120 F.

ÉCHIROLLES
Robert Seyfried
Alles Klar.
Théâtre de la Rampe, avenue du 8-Mai-1945, 38 Echirolles. 20 heures, les 5, 6 et 7 mai. Tél. : 04-76-40-05-05. De 60 F à 120 F.

LYON
Ensemble chorégraphique du CNSMD de Lyon
Chorégraphies de Georges Appaix, Jean-Pierre Aviotte, Dominique Bagouet, George Balanchine, José Limon, Jean-Christophe Maillot et Elisabeth Petit.
Maison de la danse, 8, avenue Jean-Mermoz, 69 Lyon. 15 heures, le 3 mai ; 20 h 30, le 6 mai. Tél. : 04-78-75-88-88. 60 F.

LA ROCHELLE
Compagnie Schmid-Pernette
Le Savon.
La Coursive, 4, rue Saint-Jean-du-Perot, 17 La Rochelle. 20 h 30, le 6 mai. Tél. : 05-46-51-54-02. 125 F.

SÈTE
Jean-Claude Gallotta
Docteur Labus.
Théâtre, avenue Victor-Hugo, 34 Sète. 20 h 30, le 6 mai. Tél. : 04-67-74-66-97. 130 F.

THÉÂTRE

ALENÇON
Saleté
de Robert Schneider, mise en scène de Bernard Lévy, avec Eric Elmosnino.
Théâtre, 2, avenue de Basingstoke, 61 Alençon. 20 h 30, les 6 et 7. Tél. : 02-33-29-16-96. Durée : 1 h 30. 72 F et 92 F.*

AMIENS
L'Indien
de Jean-Michel Rabeux, d'après des paroles indiennes, mise en scène de Jean-Michel Rabeux, avec Miloud Khetib, Georges Edmont et Cyrus Hordé.
Maison de la culture, place Léon-Gontier, 80 Amiens. 20 h 30, les 6 et 7. Tél. : 03-22-97-79-77. Durée : 1 h 30. 130 F.

BAYONNE
L'Anniversaire
de Harold Pinter, mise en scène de Stuart Seide, avec Thierry Bosc, Eric Challier, Agathe Dronne, Christiane Millet, Alain Rimoux et Vincent Schmitt.
Scène nationale de Bayonne et du Sud-Aquitain, place de la Liberté, 64 Bayonne. 21 heures, le 9. Tél. : 05-59-59-07-27. Durée : 2 h 30. 70 F et 120 F.*

BLOIS
Néron
de Gabor Rassov, mise en scène de Pierre Pradinas, avec Denis Lavant, Marie Trintignant, Brigitte Catillon, Thierry Gimenez, Laurent Desponds, Riton Liebman, David Mandineau, François Monnié, Pierre Pradinas, Gabor Rassov, Vanzetta et Hélène Viaux.
La Halle aux grains, place de la République, 41 Blois. 20 h 30, les 6 et 7. Tél. : 02-54-56-19-79. Durée : 2 h 15. 80 F et 100 F.*

BOURG-EN-BRESSE
Dehors, devant la porte
de Wolfgang Borchert, mise en scène de Franck Berthier, avec Maxime Bourotte, Romaine Friess, Laurence Kevorkian-Berthier, Henri-Edouard Osinski, Annie-Claude Sauton, Jacques Kalbache, John Fernie et Catherine Ferri.
La Vinaigrerie, 1, rue Alfred-de-Vigny, 01 Bourg-en-Bresse. 20 h 30, du 6 au 10 ; 16 h 30, le 11. Tél. : 04-74-45-33-24. Durée : 2 heures. De 57 F à 103 F.*

DIJON
Les Trois Derniers Jours de Fernando Pessoa
d'après Antonio Tabucchi, mise en scène de Denis Marleau, avec Paul Savoie, Daniel Parent et Daphné Thompson.
Théâtre du Parvis-Saint-Jean, rue Danton, 21 Dijon. 20 h 30, les 2, 3 et 6 ; 19 h 30, le 7. Tél. : 03-80-30-12-12. Durée : 1 h 30. De 100 F à 130 F. Dernières.*

GAP
L'Héritage
de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Catherine Marnas, avec Dominique Frot, Christophe Reymond, Arnaud Simon, Agnès Pontier et Franck Manzoni.
Théâtre la Passerelle, 137, boulevard Georges-Pompidou, 05 Gap. 20 h 30, du 5 au 7. Tél. : 04-92-52-52-52. Durée : 2 h 30. 115 F et 140 F.*

MONTBÉLIARD
Candides, par le Cirque baroque
de Christian Taguet, d'après Voltaire, mise en scène de Mauricio Celedon, avec Michel Arias, Laurent Attali, Jean-Thierry Baret, Jean-Claude Belmat, Pierre Billon, Joël Colas, Eliane Domanski, Pascal Fernandez, Aurélie Horde, Augustin Letelier, Bruno Lussier, Didier Mugica, Hélène Mugica, Aline Muheim, Pierre Munoz, Camila Osorio, Jean-Marie Rase et Valérie Sangouard.
Chapiteau, parking du Près-la-Rose, rue du Mont-Bart, 25 Montbéliard. 20 h 30, le 3 ; 17 heures, le 4. Tél. : 03-81-91-37-11. Durée : 1 h 15. De 70 F à 110 F.*

MONTRICHARD
Le Voyage des comédiens
avec « La Journée d'une infirmière » (CDR Tours), « Le Rêve du soldat » (Clio), « Le Chemin Wallaby » (Théâtre du Lamparo), « Libertad et Svoboda » (compagnie du Hasard), « Les Femmes savantes » (CDR Tours), « Le Récit ancien du déluge » (Clio), « Yamassoukro » (Théâtre du Lamparo), « Petit, Petite » (Clio), « Christmas Pudding » (compagnie du Hasard), « La Moisson du merveilleux » (Clio), « Voyages avec un âne dans les Cévennes » (Théâtre du Lamparo), « Quatre Saisons » (compagnie du Hasard), « Le Récit d'un chasseur » (CDR Tours).
Le Voyage des Comédiens, Théâtre mobile, 41 Montrichard. Renseignements, tél. : 02-48-20-40-09. De 20 F à 60 F.*

RENNES
Les Précieuses ridicules
de Molière, mise en scène de Jérôme Deschamps et Macha Makeïeff, avec Jean-Marc Bihour, Olivier Broche, Lorella Cravotta, Jérôme Deschamps, Philippe Duquesne, Camille Grandville, Robert Horn, Bruno Lochet, Yolande Moreau, François Morel, Olivier Saladin et François Toumarkine.
Théâtre national de Bretagne, 1, rue Saint-Hélier, 35 Rennes. 20 h 30, les 3, 5, 6, 8, 9, 12, 13 ; 16 heures, le 4 ; 19 h 30, le 7 ; 16 heures et 20 h 30, le 10. Tél. : 02-99-31-12-31. Durée : 2 heures. 130 F. Jusqu'au 17 mai.

SAINT-ÉTIENNE
Les Variations Goldberg
de George Tabori, mise en scène de Daniel Benoin, avec Bruno Andrieux, Louis Bonnet, Clémentine Célarié, Freddy Kroegher, Sophie Langevin, Jean-Pierre Laurent, Wojtek Pszoniak, Pierre-Olivier Scotto, Enzo Martorina et André Peyrache.
Théâtre Jean-Dasté, 7, avenue Emile-Loubet, 42 Saint-Etienne. 19 h 30, les 5, 6, 13 ; 20 h 30, le 7. Tél. : 04-77-32-79-26. Durée : 2 h 30. 110 F. Jusqu'au 24 mai.

STRASBOURG
Œdipe à Colone (en finnois)
de Sophocle, mise en scène d'Esa Kirkkopelto, avec Tomi Salmela, Nina Sallinen, Teija Töyry, Hannu Kivioja, Leo Raivio, Jari Pehkonen, Sami Lanki, Perttu Hallikainen et Mari Perankoski.
Le Maillon, 13, place André-Maurois, 67 Strasbourg. 20 heures, du 5 au 7. Tél. : 03-88-27-61-81. Durée : 1 h 45. De 35 F à 120 F.*

TOULOUSE
La Vie aventureuse de René Descartes, philosophe
de Robert Angebaud et Pierre Debauche, mise en scène de Pierre Debauche, avec Maud Adelen, David Ballet, Carole Bouillon, Joëlle Clavreul, Jean-Luc Daltrozzo, Françoise Danell, Jean-Marie Degove, Jean-Pascal Dobremez, Martine Driay, Alexandre Ferrier, Jeremy Guesquière, Gemma Guilemany, Olivia Jerkovic, Benjamin Julia, Didier Kersten, Etienne Kimes, Anne Labonne et Delphine Lainé.
Théâtre du Jour, 23bis, rue des Potiers, 31 Toulouse. 19 heures, du 6 au 8, les 13, 14, 15, 20 ; 20 h 30, les 9 et 16 ; 16 heures et 20 h 30, les 10 et 17 ; 16 heures, les 11 et 18. Tél. : 05-61-62-06-74. Durée : 3 heures. 60 F et 90 F. Jusqu'au 25 mai.*

ART

ALTKIRCH/MONTBÉLIARD/MULHOUSE
Joël Kermarrec
- Centre rhénan d'art contemporain d'Alsace, 18, rue du Château, 68 Altkirch. Tél. : 03-89-08-82-59. De 14 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 1er juin. Entrée libre.
- Musée du château des ducs de Wurtemberg, 25 Montbéliard. Tél. : 03-81-99-23-72. De 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 1er juin. Entrée libre.
- Musée des Beaux-Arts, villa Steinbach, 4, place Guillaume-Tell, 68 Mulhouse. Tél. : 03-89-45-43-19. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ; jeudi de 10 heures à 17 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 1er juin. 20 F.

AMIENS
Hommages, hommes illustres, héros et hommes du commun
Musée de Picardie, 48, rue de la République, 80 Amiens. Tél. : 03-22-91-36-44. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 1er juin. 20 F.

ARRAS
Océanie : curieux, navigateurs et savants
Musée des Beaux-Arts, 22, rue Paul-Doumer, 62 Arras. Tél. : 03-21-71-26-43. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ; dimanche de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 22 juin. 18 F.

LE CATEAU-CAMBRÉSIS
Les Chasubles de Matisse
Musée Matisse, palais Fénelon, place du Commandant-Richez, 59 Le Cateau-Cambrésis. Tél. : 03-27-84-13-15. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ; dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 juin. 16 F.

CÉRET
25 ans d'art contemporain à travers la collection d'Yves Michaud
Musée d'Art moderne, 8, boulevard du Maréchal-Joffre, 66 Céret. Tél. : 04-68-87-27-76. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 juin. 35 F.

COLMAR
Sous le signe de l'œillet, peintres et images autour de 1500
Musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlinden, 68 Colmar. Tél. : 03-89-20-15-50. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 juin. 30 F.

DIJON
Pierre Huyghe
Le Consortium, Centre d'art contemporain, 16, rue Quentin, 21 Dijon. Tél. : 03-80-30-75-23. De 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche ; lundi. Jusqu'au 23 juin. Entrée libre.

GRENOBLE
Signac et la libération de la couleur, de Matisse à Mondrian
Musée de Grenoble, place Lavalette, 38 Grenoble. Tél. : 04-76-63-44-44. De 11 heures à 19 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 25 mai. 25 F.
Vraiment : féminisme et l'art
Le Magasin, Centre national d'art contemporain, 155, cours Berriat, 38 Grenoble. Tél. : 04-76-21-95-84. De 12 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 25 mai. 15 F.

MARSEILLE
Egypte romaine, l'autre Egypte
Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13 Marseille. Tél. : 04-91-14-58-80. De 10 heures à 17 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 13 juillet. 20 F.
Henri Espérandieu, architecte de Notre-Dame-de-la-Garde
Archives municipales, 1, place Auguste-Carli, 13 Marseille. Tél. : 04-91-55-93-97. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 17 heures ; samedi de 14 heures à 17 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 31 mai. Entrée libre.
Paul Thek, 1933-1988
Musée d'Art contemporain, galeries contemporaines, 69, avenue d'Haïfa, 13 Marseille. Tél. : 04-91-25-01-07. De 10 heures à 17 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 11 mai. 15 F.

NANTES
Sarkis : au commencement, le son de la lumière, à l'arrivée
Musée des Beaux-Arts, patio et salles d'arts graphiques, 10, rue Georges-Clemenceau, 44 Nantes. Tél. : 02-40-41-65-50. De 10 heures à 18 heures ; vendredi jusqu'à 21 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 19 mai. 20 F.

NICE
Jean-Marc Bustamante
Villa Arson, galerie de la villa, 20, avenue Stephen-Liégeard, 06 Nice. Tél. : 04-92-07-73-80. De 13 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 25 mai. Entrée libre.
Man Ray, rétrospective 1912-1976
Musée d'Art moderne et d'Art contemporain, 1er étage, promenade des Arts, 06 Nice. Tél. : 04-93-62-61-62. De 11 heures à 18 heures. Nocturne vendredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 9 juin. 25 F.

NÎMES
Alan Charlton
Carré d'art-Musée d'Art contemporain, place de la Maison-Carrée, 30 Nîmes. Tél. : 04-66-76-35-70. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 25 mai. 22 F.

RENNES
Yan Pei-Ming : la prisonnière
Musée des Beaux-Arts, 20, quai Emile-Zola, 35 Rennes. Tél. : 02-99-28-55-85. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 5 mai. 20 F.

STRASBOURG
Sébastien Stoskopff, 1597-1657, un maître de la nature morte
Musée de l'Œuvre-Notre-Dame, 3, place du Château, 67 Strasbourg. Tél. : 03-88-52-50-00. De 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures ; dimanche de 10 heures à 17 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 juin. 30 F (musée + exposition).

(*) Tarifs réduits.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

COMMUNICATION

LE MONDE / SAMEDI 3 MAI 1997

PRESSE Le samedi 3 mai est la Journée internationale de la liberté de la presse. A cette occasion, l'organisation Reporters sans frontières fait paraître son rapport annuel sur la situation dans les 185 pays membres de l'Organisation des Nations unies. ● CE DOCUMENT de près de 500 pages, catalogue détaillé de la répression dont sont victimes de nombreux journalistes, est publié cette année avec le soutien du *Monde*. Au 1er janvier 1997, 93 journalistes étaient détenus pour des motifs liés à leur activité professionnelle ; le nombre de reporters tués a légèrement baissé par rapport à 1995, passant à 49. ● LEONARD SUSSMAN, coordinateur du rapport analogue réalisé par l'organisation américaine Freedom House, également diffusé samedi, estime que la liberté de la presse, après l'avancée considérable du début de la décennie, a un peu reculé en 1996.

Le nombre de journalistes emprisonnés a diminué en 1996

Selon Reporters sans frontières, qui publie, avec le soutien du « Monde », son rapport annuel sur la liberté de la presse, 93 journalistes étaient détenus au 1er janvier 1997, contre 102 un an plus tôt. Mais certains pays tendent à durcir leur législation pour museler la profession

IL EST LIBYEN. Il s'appelle Abdullah Ali al-Sanussi al-Darrat. Il est détenu depuis vingt-quatre ans, sans inculpation ni procès. C'est le record mondial en la matière pour un journaliste. Où est-il emprisonné ? Est-il même encore en vie ? Les autorités de Tripoli n'ont jamais daigné répondre à ces questions. Il est turc. Il s'appelle Isik Yurtçu. Depuis décembre 1994, cet ancien directeur de la rédaction du quotidien *Ozgür Gündem* purge une peine de quatorze ans et dix mois de prison, pour avoir écrit et publié des articles pro-kurdes. La Turquie, candidate à l'entrée dans l'Union européenne, pratique couramment la torture. Trente et un journalistes l'ont subie en 1996.

Elle est chinoise. Elle s'appelle Gao Yu. Détenue depuis 1993, elle souffre d'une maladie de cœur qui ne cesse de s'aggraver. Elle est alitée dans la cellule qu'elle partage avec onze autres prisonniers de droit commun. Son confrère Wei Jingsheng, bagnard dans une mine de sel, est aussi en mauvaise santé. En Chine, treize journalistes sont incarcérés, dont douze depuis plusieurs années.

La palme des incarcérations de journalistes revient à l'Ethiopie – 15 détenus – et à la Chine – 12 détenus

Il est iranien. Il s'appelle Faraj Sarkouhi. Emprisonné pendant plusieurs années sous le règne du chah, il est depuis 1984 rédacteur en chef du mensuel culturel *Adineh*. Plusieurs fois interpellé en 1996, victime d'intimidations puis « enlevé » par les services de sécurité, il est officiellement détenu au secret depuis le 27 janvier 1997. Il avait signé en octobre 1994, en compagnie d'écrivains et de journalistes – dont trois sont morts depuis dans des circonstances troublantes –, la *« pétition des 134 »*, qui réclamait une plus grande liberté d'expression et la levée de la censure.

Ces quatre exemples sont cueillis dans le rapport 1997 de l'organisation Reporters sans frontières, édité cette année avec le soutien du *Monde*. Ce document de près de 500 pages, publié le samedi 3 mai, Journée internationale de la liberté de la presse, dresse un catalogue détaillé de la répression contre les journalistes, dont le métier – informer – reste dangereux dans près de la moitié des 185 Etats qui siègent aux Nations unies.

Au 1er janvier 1997, 93 journalistes étaient détenus sur les cinq continents pour des motifs liés à leur activité professionnelle. C'est un léger progrès puisqu'on comptait 102 détenus en 1996 et entre 100 et 150 au cours des années précédentes. *« Encore faut-il bien comprendre*, note le rapport de Reporters sans frontières, *qu'il s'agit là, comme disent les économistes, d'un "stock". Car les "flux", eux, sont bien plus considérables, même si l'on ne prend pas en compte les interpellations, mais seulement les détentions : en ce cas, c'est par centaines qu'ont eu lieu les arrestations en 1996. »*

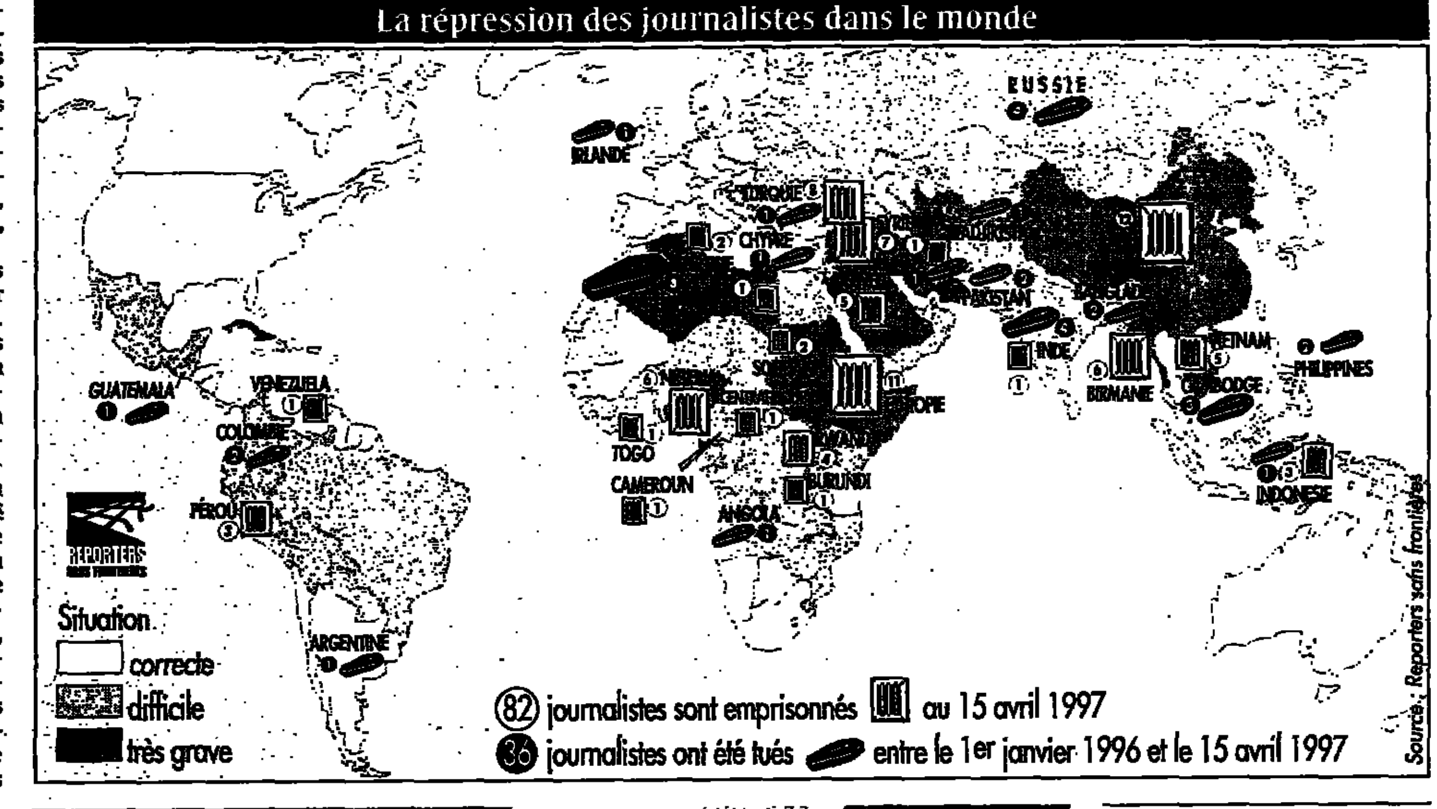
La palme des emprisonnements de journalistes revient à l'Ethiopie – 15 détenus – et à la Chine – 12 détenus –, un pays où, par surcroît, les peines sont en général outrageusement longues. Vient ensuite, avec 9 détenus, la Turquie, où, en 1996, au moins cent de leurs confrères ont passé plus de 48 heures derrière les barreaux, et une centaine d'autres ont été interpellés. Plus grave encore, 28 journalistes ont été assassinés dans l'exercice de leur métier, soit en raison du témoignage qu'ils apportaient, soit à cause des opinions qu'ils défendaient. Ils sont morts parce qu'ils avaient dénoncé les pratiques inadmissibles des pouvoirs, qu'il s'agisse de gouvernements autoritaires ou de para-pouvoirs : mafias, cartels de la drogue, guérillas ou groupes extrémistes, notamment politico-religieux.

Le nombre des journalistes tués a très sensiblement régressé par rapport à l'année précédente (49). On le doit au fait qu'en Algérie les professionnels de l'information ont moins été victimes du terrorisme en 1996, et à la pacification dans l'ex-Yougoslavie. En revanche, l'impunité, dans ce domaine, reste la règle. La chasse au journaliste devient une activité pratiquement sans risque, que ce soit en Russie, en Turquie ou en Amérique latine. Les polices, le plus souvent, ne diligentent aucune enquête sérieuse. Et la justice, si elle est saisie, se contente en général de punir, sans grande sévérité, des hommes de paille ou des sous-fifres. Avec 8 journalistes assassinés en 1996, l'Algérie est restée le pays le plus dangereux pour les professionnels des médias.

Le rapport de Reporters sans frontières souligne deux autres phénomènes, qu'il juge inquiétants. D'une part, certains pays, en particulier africains, ont alourdi les législations visant à museler les journalistes, réintroduisant l'équivalent moderne du vieux crime de « lèse-majesté ». D'autre part, plusieurs pays d'Asie – Singapour, la Chine, la Malaisie – ont anticipé le risque politique que le réseau Internet constitue à leurs yeux, en imposant à leurs nationaux de se faire enregistrer et de ne recourir qu'à des fournisseurs d'accès contrôlés par l'Etat. Ces gouvernements asiatiques devraient méditer le constat fait il y a près de deux siècles par Chateaubriand : *« La presse, c'est l'électricité sociale. Plus vous prétendez la comprimer, plus l'explosion sera violente. »*

Jean-Pierre Langellier

★ Rapport 1997 de Reporters sans frontières, avec le soutien du journal *Le Monde*. 477 pages. 90 F.





Les témoignages de Depardon

Après Sebastiao Salgado en 1996, Raymond Depardon a choisi cent de ses photographies, publiées dans un album *« pour défendre la liberté de la presse »*. Trente ans d'événements s'étalent en noir et blanc : manifestations contre la guerre du Vietnam, Chili de Pinochet, combattants palestiniens, chute du mur de Berlin... Et puis de Gaulle ou les malades mentaux dans un hôpital italien. En 1978, Depardon assiste au pilonnage des quartiers chrétiens de Beyrouth par l'armée syrienne *(notre photo)*. Autant de témoignages d'un photographe qui ne cesse d'interroger les pouvoirs et les limites de l'image.

★ « Cent photos pour défendre la liberté de la presse », de Raymond Depardon, Reporters sans frontières, 98 p., 38F.

Leonard Sussman, coordinateur du rapport américain de Freedom House

« Après l'explosion de liberté autour de 1990, il y a un recul »

– Quelle est l'origine de Freedom House ?

– Freedom House est une organisation indépendante née au début de 1941 afin de mobiliser l'opinion américaine en faveur de l'entrée en guerre des Etats-Unis au secours des démocraties en Europe. Il s'agissait de renverser le courant *isolationniste*, alors très fort, et de proposer à nos compatriotes une vision plus internationaliste. Depuis cette date, nous avons créé toute une série d'activités destinées essentiellement à combattre les tyrannies, qu'elles soient de droite ou de gauche, sur tous les continents, et à aider les démocraties débutantes, comme cela a été le cas en particulier, ces dernières années, en Europe centrale et orientale et dans l'ex-URSS. Nous cherchons tout d'abord à aider les journalistes, en favorisant l'émergence d'une presse libre, mais aussi en soutenant la mise en place, dans les pays en voie de démocratisation, d'institutions indispensables à la vie des sociétés civiles, telles que les élections libres, les sondages, etc. Nous sommes surtout connus grâce au rapport que nous publions chaque année sur l'état des libertés à travers le monde, en particulier celle de la presse. Depuis vingt ans, je suis le coordinateur de ce rapport.

– Quels ont été les pères fondateurs de Freedom House ? Avaient-ils une philosophie commune ?

– On dit souvent que c'est Franklin Roosevelt lui-même qui a discrètement fait un appel du pied à un certain nombre de personnalités de l'époque afin qu'elles apportent un soutien public à sa politique d'intervention en Europe. Eleanor Roosevelt, son épouse, a joué un rôle dans cette affaire, de même que Wendell Willkie, son concurrent républicain malheureux lors de l'élection présidentielle de 1940, et pour lequel Franklin Roosevelt avait beaucoup d'estime. Le soir de sa victoire, en novembre 1940, Roosevelt avait déclaré : *« Je suis heureux d'avoir gagné, mais triste que Willkie ait perdu. »* J'étais alors étudiant en journalisme, à l'université Columbia, et j'étais au côté de Wendell Willkie lorsque Roosevelt l'a appelé au téléphone...

» Aujourd'hui, notre siège est à New York, et nous avons des bureaux à Washington, à Kiev, à Moscou, en Afrique, en Amérique centrale, etc. Notre rapport 1997 doit être rendu public le 3 mai, Journée internationale de la liberté de la presse.

– Combien de personnes travaillent pour établir ce rapport ?

– Environ vingt personnes. Notre conseil exécutif comporte d'autre part des gens venus d'horizons très différents mais jouissant d'une grande influence : des démocrates, des républicains ou des indépendants, exerçant ou non des fonctions officielles, des directeurs de journaux...

– Tous sont-ils américains ?

– Oui. Nous avons toujours eu de hauts fonctionnaires, des ambassadeurs, dans ce conseil exécutif. Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller national de sécurité de Jimmy Carter, ou Jeane Kirkpatrick, ancienne ambassadrice américaine auprès des Nations unies, en font partie. Nous publions de temps à autre des *« déclarations du comité exécutif »*, qui sont généralement bien reprises par les médias. Notre second moyen d'action est constitué par nos rapports annuels. Nous y avons ajouté, depuis deux ans, un *« rapport sur la liberté économique »*, dans lequel nous passons 70 pays en revue, en étudiant leurs lois en matière économique, à travers une vingtaine de critères, tels que la liberté syndicale.

» Nous avons défini une série de critères en matière de liberté de la presse, de façon à travailler de la façon la plus rigoureuse possible. Cela est particulièrement important en ce moment où, dans des pays pourtant démocratiques, il y a une tendance à rédiger de nouvelles lois qui, sous le couvert d'une plus grande *« responsabilité »* des journalistes, tendent en fait à limiter leur liberté. Des lois de ce type sont à l'étude dans 43 pays. Dans 33 cas, elles restreignent les libertés existantes. Même dans les démocraties traditionnelles, en Europe occidentale, on note un mouvement en ce sens. J'ai récemment reçu la visite de parlementaires britanniques qui m'ont demandé : *« Comment peut-on légiférer le droit à la vie privée face à la presse ? »* Je leur ai répondu : *« C'est impossible ! »*

» Il y a, selon nous, cinq catégories de lois de ce type : elles concernent respectivement les problèmes de sécurité, la diffamation, la « responsabilité » des journalistes et les questions économiques. Il y a enfin ce que j'appellerai « les lois d'acharnement », qui interdisent pratiquement toute activité journalistique indépendante, comme on le voit en Iran ou en Libye.

Certaines d'entre elles ont un fondement rationnel, par exemple la sécurité nationale. Mais le mot « responsabilité » revient de plus en plus comme un moyen pour museler la presse. En Amérique latine, par exemple, on trouve nombre de projets visant à sanctionner les journalistes qui *« ne disent pas la vérité »*. La vérité établie par qui ? Par le ministère de l'information ? La multiplication des lois concernant la *« protection de l'économie »* est particulièrement inquiétante, surtout dans le monde post-communiste, où le marché est désormais présenté comme une sorte de sauveur.

– N'est-ce pas comparable à la doctrine de la *« sécurité nationale »* chère aux militaires latino-américains des années 60 et 70 ?

– Cela y ressemble. S'ils font état de mauvaises nouvelles, on accuse les journalistes de miner la sécurité économique du pays. Au total, nous estimons que le changement en 1997 par rapport à 1996 est négatif. Nous classons les pays en trois catégories : ceux dans lesquels la presse est libre, partiellement libre, ou pas libre du tout.

– La situation ne s'est-elle pas cependant nettement améliorée depuis dix ans, avec notamment la disparition de la plupart des régimes communistes ?

– Cela est incontestable. Mais nous notons aussi, par rapport à 1996, une certaine dégradation, due essentiellement à ces nouvelles lois sur la presse dont je parlais. Après la grande explosion de liberté autour de 1990, il y a un recul. En Pologne et en Hongrie, par exemple, deux des premiers pays à sortir du système communiste, les journalistes sont encore très liés aux partis politiques. En Russie, il y a une domination incontestable du gouvernement sur la télévision. En province, les dirigeants locaux paraissent tout-puissants. La situation russe est particulièment intéressante : il y a là-bas le pluralisme, mais pas l'indépendance. Nous classons ce pays comme *« partiellement libre »*.

Propos recueillis par Dominique Dhombres



Gracieusetés

par Alain Rollat

CELA DEVAIT ARRIVER. La tentation était trop forte, l'occasion trop belle. On ne place pas une émission littéraire sous le signe de Zazie, bien connue pour ses frasques dans le métro et ses jurons de charretière, sans qu'elle cède un jour au désir de s'aventurer dans les bas-fonds de l'étymologie ordurière. C'est arrivé. Et si le père de Zazie, Raymond Queneau, était encore là, il dirait aux responsables de France 3 : *« Vous étiez prévenus ! »* Le magazine « Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ? » s'est fait, jeudi soir, le malin plaisir de nous entraîner dans la littérature triviale sous prétexte qu'un professeur toulousain de linguistique vient de consacrer un « Que sais-je ? » à l'étude de ces *« paroles rudes et grossières qui offensent la pudeur »*. Il est vrai que le vénérable Gaston Bachelard disait naguère que cette littérature est tellement riche qu'elle *« réclamerait un ouvrage spécial »*. Mais personne ne nous fera croire que Zazie a choisi par hasard ce moment pour en parler. La campagne électorale n'y est sûrement pas étrangère.

Certes, ce professeur, Anne Rouyereng, une dame élégante, plutôt austère, peu portée à la gauloiserie, nous en a parlé, à l'heure où les enfants dorment, en termes savants et châtiés. Ses explications ne manquaient pas de finesse et, grâce à sa leçon particulière, nous avons fait des progrès dans la maîtrise de notre langage quotidien. Nous avons enfin compris, par exemple, qu'entre le « braquemart » et le « gourdin », le « dard » et la « matraque », le « sabre » et la « tringle », il n'y a pas qu'une vulgaire différence d'imagination, quand il s'agit de représenter l'organe masculin, mais bien un saut historique, une rupture culturelle entre une conception guerrière du sexe qui, autrefois, relevait de l'armement et celle qui, aujourd'hui, plus usuelle, renvoie aux objets utilitaires. De même, nous savons tout, désormais, à propos du sexe féminin, des nuances qui font qu'une femme « mal baisée » ne saurait « se chatouiller l'hibiscus » ou « humecter sa fourrure » sans ouvrir sa « boîte à ouvrage ». Honni soit qui mal y pense !

Mais, pour savante qu'elle fût, cette leçon de choses n'en était pas moins pousse-au-crime dans un paysage électoral en proie à la tentation de l'invective. Les Guignols de l'info s'en donnent déjà à cœur joie. Il y a trois jours, la marionnette Chirac reprochait à la marionnette Juppé de *« se couillemolliser »*, synonyme, sur Canal Plus, de *« se balladuriser »*. Ce jeudi soir, M. Mégret y était traité de *« trou de balle »* et M. Le Pen, jugé coupable d'avoir *« les jetons »*, était devenu *« une fiote avec deux raisins de Corinthe dans le calebard »*, autrement dit « un sans couilles » selon la terminologie de Mme Rouyereng. Donc, quand on entend que « libéralisme » devient un gros mot pour M. Juppé, « maastrichtien » une injure pour M. de Villiers, et « Superphénix » une insulte dans la bouche de Mme Voynet, on se dit, forcément, excusez-nous !, qu'il n'y a pas là de quoi se taper le cul par terre.

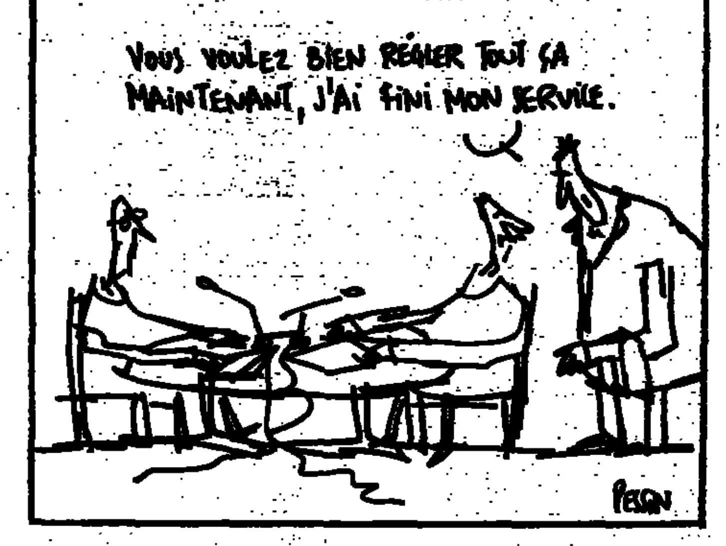
Les samedis au café du citoyen

Sur La Cinquième, l'émission « La Vie en plus » incite à comprendre la société, valorise les actions des réseaux associatifs et appelle le téléspectateur à se mobiliser

LE RENDEZ-VOUS du samedi matin au Café du citoyen, près de la Bastille, n'a rien d'une rencontre de café du commerce. Dans ce décor convivial, on retrouve des gens de tous horizons qui ont en commun l'envie d'aider, de communiquer sur des problèmes qui touchent (ou devraient toucher) tout le monde. *« Par devoir, mais surtout par plaisir »*, selon l'expression d'Edgar Morin, invité, samedi 26 avril par Jérôme Bouvier, journaliste animateur à France-Inter, qui présente « La Vie en Plus », chaque semaine sur La Cinquième.

Samedi 3 mai, à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse, ce magazine pédagogique propose un dossier sur la presse. Intitulé « La presse à l'école, à l'école de la presse », c'est un bon exemple du type de démarche qui intéresse « La Vie en plus », dont l'objectif premier est d'inciter les jeunes au civisme.

Conçu lors de la Semaine de la presse à l'école, organisée en mars, en collaboration avec le Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information (Clemi), ce numéro propose une réflexion sur la place de la presse dans l'enseignement et sur les moyens de préparer les jeunes à décrypter l'information.



Trois reportages illustrent ces questions et ouvrent le débat auquel participent, entre autres, Ivan Levaï, rédacteur en chef de *La Tribune*, et Daniel Junqua, de Reporters sans frontières. L'expérience des élèves d'un lycée de La Rochelle, invités à réaliser un journal international baptisé *Fax*, montre bien comment on peut initier les adolescents à la problématique de la liberté de la presse tout en les incitant de manière active à envisager la complexité du monde contemporain. Mais on apprend également, grâce au second reportage, qu'il est possible dès la maternelle de sensibiliser les enfants à la presse et à la variété du traitement de l'information dans les journaux.

« La Vie en plus » présente des reportages le plus souvent tournés dans des établissements scolaires où opèrent les associations éducatives, partenaires du magazine. Mais le « théâtre des opérations » peut aussi se déplacer dans des lieux très variés : centres d'accueil pour SDF, comme ce fut le cas dans le numéro du 12 avril consacré à l'exclusion, clubs de l'Inserm où des chercheurs partagent leur connaissance de l'activité scientifique avec des étudiants, hôpitaux où des volontaires développent une activité culturelle...

NI LOURDEUR NI ENNUI

Les sujets abordés sont également très divers, et souvent à l'avant-garde. *« Ils sont rarement traités dans les journaux »*, souligne Elisabeth Lerminier, éditrice de « La Vie en plus ». Ainsi des dossiers sur les comités de quartier, les enfants dans les cités, les circuits de cinéma itinérant, etc. Après une période d'essai réussie – le rythme ne faiblit pas et l'effort pédagogique n'entraîne ni lourdeur ni ennui –, le magazine, lancé pendant l'été 1996, est devenu un rendez-vous régulier et bénéficie d'une rediffusion le jeudi à 11 heures. Au fil des semaines, « La Vie en plus » a contribué à *« réconcilier la télévision et les réseaux associatifs »*, explique Elisabeth Lerminier.

Un rapprochement utile, les milieux associatifs faisant souvent grief aux journalistes de les utiliser comme simple relais sans rendre compte de leur travail de terrain et la télévision reprochant aux associations leur méconnaissance des contraintes du média. Energique et compétent, Jérôme Bouvier – il connaît bien le monde associatif – pousse ses interlocuteurs à aller à l'essentiel, à éviter les discours et la langue de bois. Peut-être leur coupe-t-il un peu trop la parole... mais le procédé est efficace : en vingt-six minutes, l'animateur parvient généralement à faire le tour de la question et à montrer aux téléspectateurs qu'il est toujours possible d'agir.

Florence Hartmann

★ « La Vie en plus » : *La Presse à l'école, à l'école de la presse*, La Cinquième, samedi 3 mai à 10 heures, rediffusion jeudi 8 à 11 heures.

VENDREDI 2 MAI

TF 1

20.45

LES GROSSES TÊTES
Divertissement. Invité d'honneur : Yvan Rebroff. Avec Francis Perrin, Sim, Pierre Bellemare, Carlos, Christian Morin, Darie Boutboul, Amanda Lear (125 min). 885666

22.50

SANS AUCUN DOUTE
Magazine présenté par Julien Courbet. Invitée : Enzo Enzo. Avec la participation de Marie Lecoq et de Me Didier Bergès. Les voisins, c'est l'enfer ; Les kleptomanes (110 min). 9324395
Les problèmes et les conséquences engendrés par un voisinage trop bruyant.

0.40 et 1.45, 2.50, 3.30 TF 1 nuit.

0.55 Très chasse. Documentaire. Education et dressage du chien de chasse (rediff.). 2.00 et 3.00, 3.40, 4.35, 5.10 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). 4.35 Histoires naturelles. Documentaire. La main au collet. 5.05 Musique. Concert (5 min).

France 2

20.55

QUAI Nº 1
Marie Gare. Téléfilm de Marc Angelo, avec Sophie Duez, Olivier Marchal (90 min). 715043
Marie découvre dans un wagon de marchandises un bébé qui lui rappelle qu'elle aussi a été abandonnée...

22.30

BOUILLON DE CULTURE
Magazine. Moteur, Cannes, 50e. Invités : Jeanne Moreau, Claude Lelouch, Christophe Rossignon, Gilles Traverso, Lambert Wilson (70 min). 9524956

23.40 Au bout du compte.
23.45 Journal, Bourse, Météo.
23.55 Plateau.
0.00 Le Troisième Homme ■ ■ ■ Film de Carol Reed. (1949, N., v.o., 95 min). 7882636

2.10 Envoyé spécial (rediff.). 4.40 Urti : *Le maître des plantes*. 5.35 *Chip et Charly* (5 min).

France 3

20.50

THALASSA
Magazine présenté par Georges Pernoud. Escale à Hong Kong (85 min). 591717
Cédée aux Anglais depuis 1842, Hongkong, et ses 200 000 habitants au km², redeviendra chinoise le 1er juillet 1997. Atmosphère.

22.15

FAUT PAS RÊVER
Magazine. Invité : Michel Delpech. *Cap-Vert : le village du volcan* ; France : la grande Polonaise ; Brésil : Le carnaval des enfants (60 min). 994376

23.20 Journal, Météo.
23.45 *Science 3*. Magazine [1/3] Big Bang (50 min). 470111
0.35 Libre court. Crayon, terre, savon et rouille sur fond de journal (10 min). 8180357

0.45 Musique graffiti. Magazine. De Bach à Bartok. 0.55 Vivre avec... sida-mag. Magazine (rediff.). 1.15 La Grande Aventure de James Onedin. Feuilleton (55 min).

Arte

20.45

LA LUNE TOMBÉE DU CIEL
Téléfilm de Berthold Mittermayr, avec Peter Simonischek, Tatjana Blacher (1997, 90 min). 478024
Marié à une femme plus jeune que lui, un décorateur de théâtre mène une vie de couple sans encombre. Jusqu'au jour où, surpris par son comportement de plus en plus inhabituel, des analyses médicales lui apprennent qu'il est atteint de la maladie d'Alzheimer.

22.15

GRAND FORMAT : TALES FROM A HARD CITY
Documentaire de Kim Flitcroft (80 min). 278840
Dans la ville industrielle de Sheffield, quatre jeunes chômeurs rêvent de réussir dans le show-biz.

23.35 ▶ Marian. Téléfilm de Petr Vaclav, avec Stefan Ferko, Milan Cifra (1996, 105 min). 3675482
Un jeune Tsigane séparé des siens et intégré de force dans la société tchèque passe d'orphelinats en maisons de correction, puis séjourne en prison.
1.20 Le Dessous des cartes (rediff.).
1.30 Douce nuit. Téléfilm de Dani Levy, avec Maria Schrader (rediff., 90 min). 9244951

M 6

20.45

MANNEQUIN LE JOUR
Téléfilm ◆ de Christian Duguay, avec Famke Janssen (105 min). 802821
Une jeune femme, mannequin le jour, se transforme en justicière la nuit venue pour venger une de ses amies.

22.30

▶ LE CAMÉLÉON
Servir et protéger. Série (55 min). 80837
Jarod, devenu policier, enquête sur la mort suspecte du gardien d'une bijouterie.

23.25 Mon meilleur ennemi. Téléfilm de Michael Tuchner, avec Christian Slater (100 min). 3728550
1.05 Deux flics à Miami. Série ◆. Pardonnez nos offenses.

1.50 Best of groove. 2.50 Jazz 6 (rediff.). 3.55 E = M 6 (rediff.). 4.20 Culture pub (rediff.). 4.45 Fan de (30 min).

Canal +

20.35

FÉMININ MASCULINE
Téléfilm de Michaëla Watteaux, avec Hélène de Saint-Père, Robin Renucci (95 min). 386173

22.10 Caméra insolite. Cuba 111.
22.50 Flash d'information.

23.00

MORT OU VIF ■ ■
Film de Sam Raimi, avec *Gene Hackman, Sharon Stone* (1995, 105 min). 7909463
Arizona, 1878...

0.45 Rossini ! Rossini ! Film de Mario Monicelli (1991, v.o., 120 min). 2230716
2.45 Philippe le bienheureux. Documentaire.
3.45 Sale gosse ■ Film de C. Mouriéras (1996, 85 min). 4935512
5.25 Désiré Film de B. Murat (1996, ◆, 95 min). 61312749

Radio

France-Culture

20.30 Radio archives. De la part de Georges Neveux. Le théâtre : le plaisir d'en parler.
21.32 Black and Blue. [illegible] Invité : Michel Fallgand.
22.40 Nuits magnétiques. Les petites ondes.

0.05 Du jour au lendemain. Lydie Lachenal (Chronologie, la vie et l'œuvre de Philippe Soupault). 0.48 Les Cinglés du music hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture.

France-Musique

20.00 Concert Franco-allemand. Donné en direct de la salle des Congrès de Sarrebruck par l'Orchestre symphonique de la Radio de Sarrebruck, dir. Erik Klas.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Miroir du siècle.

0.00 Jazz-club (2e partie). 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Le Philharmonique de Berlin et son histoire, avec le témoignage de Meyer-Schoellkopf, ancien intendant.

22.50 Les Soirées... (suite). Œuvres de Mozart, Schubert, Wolf. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

19.30 Journal (RTBF).
20.00 Médecins de nuit. Léone.
21.00 Bon week-end.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Taratata. (France 2 du 1/5/97).
23.45 Télé qua non.
0.30 Soir 3 (France 3).
1.00 Journal (TSR).

Planète

20.35 Les Nouveaux Explorateurs. L'Antarctique, le laboratoire de glace.
21.30 Nature de toutes les Russies. [1/3]. Le pays du renard blanc.
22.25 Costa Rica ou le désir de paix.
23.20 Jeune Afrique. Le journal de toutes les Afriques.
23.50 Model (125 min).

Animaux

20.30 Animaux musiciens.
21.00 Monde sauvage. Un long nez.
21.30 et 0.30 Flipper le dauphin.
22.00 Les Seigneurs de l'Hokkaido.
23.00 Les Mangroves.
23.30 Témoin oculaire.

Paris Première

20.00 et 1.05 La Semaine 20 h Paris Première. Magazine.
21.00 Ici Londres. Magazine.
21.55 La Semaine du J.T.S.
22.30 Luisa Miller. Opéra en trois actes de Giuseppe Verdi, enregistré à l'opéra de Lyon en 1988 (155 min). 96910005

France Supervision

20.30 Cap'tain Café. Magazine. Invités : IAM, X Mer, Daddy Nuttea.
21.25 Concert anniversaire de la philharmonique de Berlin. Enregistré à l'opéra Royal de Versailles (90 min). 81089622
23.10 Les Seigneurs de l'hiver. D'Anne et Eric Lapied.
0.00 Frère loup. De Bruno Vienne (60 min).

Ciné Cinéfil

20.30 Romance à trois ■ Film de Roger Richebé (1942, N., 95 min). 5412550
22.05 Le Ministère de la peur (Ministry of Fear) ■ ■ Film de Fritz Lang (1944, N., v.o., 85 min). 95613208
23.30 Rigolboche ■ Film de Christian-Jaque (1936, N., 95 min). 61015598

Ciné Cinémas

21.00 Le Bûcher des vanités ■ Film de Brian De Palma (1990, 125 min). 10293514
23.05 Les Grincheux (Grumpy Old Men) Film de Donald Petrie (1993, v.o., 100 min). 84371519
0.45 Le Tour d'écrou ■ Film de Rusty Lemorande (1992, 95 min). 95245390

Festival

20.05 Le Voyageur. Bienvenue dans le monde du cinéma.
20.30 et 22.00, 23.25 Les Colonnes du ciel. Téléfilm de Gabriel Axel [3/5] (1983, 90 min).

Série Club

20.45 ▶ Two. Malheureux anniversaire.
21.35 et 1.20 Symphonie.
22.30 Sherlock Holmes. La suffragette imprudente.
23.00 Ellery Queen : A plume et à sang. La BD assassine.
23.45 Lou Grant. Sports.
0.30 Médecins de nuit. Pension Michel (50 min).

Canal Jimmy

20.30 Star Trek. La machine infernale.
21.20 Elvis : Good Rockin' Tonight. Bodyguards (v.o.).
21.45 Destination séries.
22.15 Chronique du front.
22.20 Dream On. L'irrésistible ascension d'Alex (v.o.).
22.55 Seinfeld. Les faux seins (v.o.).
23.20 Sex Machine nº 1.
23.55 La semaine sur Jimmy.
0.05 New York Police Blues. Promotion personnelle (v.o.).

Disney Channel

20.10 Juste pour rire. Téléfilm (50 min) 4925260
21.00 La Malédiction d'Imogène. Téléfilm de François Leterrier (1991, 90 min). 557024
22.30 Sport Académie.
23.00 La Rédac.
23.30 Dinosaures.
23.55 Opération Mozart.

Téva

20.30 et 23.30 Téva interview.
20.55 Nos meilleures années.
22.30 Murphy Brown. Un vieil envieux.
23.00 Coups de griffes. Emmanuel Ungaro.
0.00 La Belle au bois dormant (90 min).

Eurosport

16.15 Tennis. En direct. Open messieurs de la République tchèque, quarts de finale (105 min). 4169260
18.00 Hockey sur glace. En direct. Championnats du monde. Groupe B : Suède - Lettonie (150 min). 9408227
20.30 Hockey sur glace. En direct. Groupe A : Finlande - Slovaquie (60 min). 128531
21.30 Hockey sur glace. Résumé. Groupe B : Italie - Norvège.
22.00 Pole Position. Magazine.
23.00 Hockey sur glace. Magazine.
23.30 Hockey sur glace. En différé. Groupe A : France-Allemagne (120 min).

Voyage

20.05 et 23.35 Suivez le guide.
22.00 Au-delà des frontières. Australia, sud australien.
22.30 L'Heure de partir. Magazine (50 min).

Muzzik

20.15 Borodine joue Borodine. Concert (45 min). 509482
21.00 Jimmy Gourley Quartet. Concert (70 min). 7887685
22.10 Keith Jarret Standards Live 2. Concert enregistré à Tokyo (100 min). 9705227
23.50 Youssou N'Dour. L'étoile de la Medina (55 min).

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.30 The Most Toys.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Artissimo. 0.45 Cinema. 1.45 Visa.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

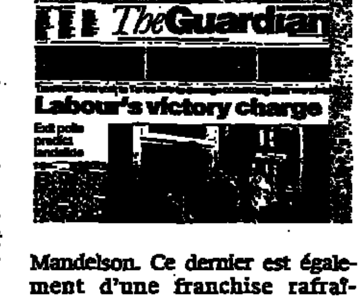


L'aube d'un nouveau Labour

La presse britannique met en opposition le « charisme » du premier ministre et les années grises des travaillistes

HUGO YOUNG, qui a écrit, il y a huit ans, le meilleur livre consacré à M[me] Thatcher, *« this bloody woman »*, (cette *« sacrée bonne femme »*), propose une interprétation intéressante de la victoire de Tony Blair. L'éditorialiste du *Guardian* estime que M. Blair rejoue, mine de rien, l'air connu de la *« fin de l'Histoire »*, à propos de l'héritage ouvriériste et syndicaliste du Labour Party. On sait que le nouveau premier ministre britannique a volontairement pris ses distances avec ce passé. Le 1[er] mai 1997 est *« certainement un événement qui appartient à l'Histoire »*, affirme Hugo Young, et on peut parler, à bon droit, à son sujet d'une *« ère nouvelle »*. Mais qu'en est-il de cet héritage, qui a tant gêné M. Blair aux entournures pendant cette campagne ? *« Après une année ou deux au pouvoir, peut-être seulement après quelques mois, ce passé sera finalement enterré. Ces images cesseront d'avoir un sens. M. Blair construira son propre passé, sur la seule base duquel on pourra juger le Parti travailliste. »*

Il y a en effet un débat à propos de la « sincérité » de M. Blair. N'a-t-il pas jadis approuvé la ligne du parti, *qu'il désapprouvait totalement* en son for intérieur ? L'éditorialiste du *Guardian* fait état à ce sujet d'une confidence de Tony Blair, deux jours avant l'élection. *« Il n'y a aucun doute, le parti a déraillé dans les années 70 et au début des années 80. »* Jamais le leader travailliste n'avait été aussi clair pendant cette campagne électorale, où il a été d'une prudence de chat. Il a également confié à l'oreille de Hugo Young un éloge rarissime de son prédécesseur Neil Kinnock, aujourd'hui bien oublié. *« Franchement, c'est Neil Kinnock qui a ramené le Parti travailliste d'entre les morts. On nous avait déjà administré l'extrême-onction. »* Hugo Young cite aussi un des architectes de la victoire de Tony Blair, qui a su trouver le ton nécessaire à la modernisation du parti, Peter Mandelson. Ce dernier est également d'une franchise rafraîchissante. *« Le Parti travailliste avait perdu tout attrait auprès de ses propres adhérents, et s'était mis à l'écart du reste du pays. »*



Sur un registre plus léger, le *Sun* a omis de publier, vendredi matin, sa traditionnelle photo de femme nue en page trois. Celle-ci est remplacée par quatre clichés de Tony Blair souriant, à diverses occasions, mais toujours... un exemplaire du célèbre tabloïd à la main. Un clin d'œil peut être. La *Sun*, qui fut longtemps un des meilleurs soutiens de M[me] Thatcher, avait cette fois appelé ses lecteurs à voter travailliste. Le *Sun* et *le Mirror*, qui tirent respectivement à 4 et 2,5 millions d'exemplaires ont d'autre part réalisé des « une » quasiment identiques. Dans les deux cas, on voit l'épouse de M. Blair, Cherie, l'embrasser tendrement, avec ce titre *« Scellé par un baiser »*. C'est un hommage au rôle joué par M[me] Blair dans cette campagne : on dit qu'elle est à l'origine de la décision de son mari d'entrer en politique.

Le Daily Telegraph comme le *Guardian* montrent en première page M. Blair en bras de chemise, mais avec cravate, entouré de Cherie et de leurs trois enfants, devant le bureau de vote de sa circonscription. La cravate est d'un beau rouge, alors que la couleur traditionnelle des tories, que M[me] Thatcher n'oubliait jamais d'arborer, est le bleu ciel...

Dominique Dhombres

DANS LA PRESSE

■ **THE WALL STREET JOURNAL**
Les travaillistes prennent la direction d'un pays complètement transformé par les conservateurs depuis 1979, époque où la Grande-Bretagne était considérée comme « l'homme malade » de l'Europe. Mais le nouveau gouvernement du Labour sera lui aussi totalement différent des « vieilles » équipes travaillistes. D'ailleurs, les marchés financiers ont été florissants tout au long des six semaines de campagne, confirmant ainsi que nombre d'entreprises et d'investisseurs estiment ne rien avoir à craindre de l'arrivée au pouvoir du Labour. Pour lui, tout n'ira pas toujours pour le mieux. Si Tony Blair ne peut tenir ses promesses, il risque de décevoir ses partisans et de susciter la colère de l'aile gauche du parti. Pour l'instant, celle-ci a maintenu un profil bas. Mais cela pourrait changer.

■ **EL PAÍS**
Dans l'air du 10 Downing Street, où Tony Blair entrera vendredi après-midi, il flotte encore un parfum de thatchérisme. Un arôme qui a imprégné toute la politique britannique depuis dix-huit ans. Ni Blair ni la majorité des Britanniques ne semblent vouloir renier les aspects positifs de ce qu'on a appelé la *« révolution thatchérienne »*. Pendant ces années, le Royaume-Uni a retrouvé sa compétitivité internationale et donné un coup de fouet à l'emploi. Londres est redevenu la capitale à la mode. Mais la Grande-Bretagne est aussi une société fracturée, où les inégalités se sont accrues, où les riches sont devenus plus riches et les pauvres encore plus pauvres. Blair peut, lui, s'afficher satisfait. Car il a non seulement vaincu, mais aussi convaincu. Il lui reste, *bien sûr, maintenant le plus* difficile : commencer à gouverner.

EN VUE

■ Tandis que, selon la tradition, vendredi 2 mai dans la matinée, la reine **Elizabeth II** n'accordait à l'ancien premier ministre qu'un entretien d'une demi-heure, sans même que le thé soit servi, au numéro 10 de Downing Street, les effets personnels des Major étaient emballés dans des cartons, entreposés dans les bureaux, et le personnel de nettoyage remettait en ordre l'appartement de fonction pour les prochains occupants. **Norma**, l'épouse du vaincu, n'a pas apprécié la manière *« ignominieuse »* et *« honteuse »* dont elle a dû quitter les lieux. *« La politique est un rude métier »*, a constaté avec philosophie **John Major** après sa défaite.

■ En 1952, à l'époque où l'on reprochait à **Richard Nixon**, sénateur de Californie et colistier de **Dwight Eisenhower**, de détenir un fonds spécial alimenté par les cadeaux de ses partisans, le futur président des Etats-Unis avait juré qu'on ne lui avait jamais rien offert qu'un chiot. *« Les enfants l'adorent. Et, en dépit de ce que mes adversaires pourront dire, nous allons le garder »*, avait-il déclaré aux Américains attendris. Le bon **Checkers**, qui avait permis à son maître de se maintenir, aux côtés de *« Ike »*, dans la course à la présidentielle, pourrait être exhumé et enterré, cet automne, à la Bibliothèque Nixon, à Yorba Linda, en Californie, où reposent les époux Nixon.

■ Voyant, à Bali, deux Néo-Zélandais danser en leur honneur le Ka Mate haka, les **Spice Girls**, jeunes chanteuses pop britanniques, les ont imités *« pour rire »*. Méconnaissant les usages, elles ignoraient qu'il est interdit aux femmes de danser le haka (danse guerrière exécutée, en se tapant sur les cuisses, par les All Blacks au début d'un match). Depuis, **Timoti Karetu**, de la Commission pour la langue maorie, ne décolère pas, et **Willie Jackson**, spécialiste des danses maories, menace : *« Les Spice Girls sont en terrain miné si elles se moquent de notre haka. »* Le groupe, jouant de malchance, ne se produira pas non plus, comme il en avait l'intention, sur la place Saint-Pierre, à Rome. *« On ne peut en effet autoriser un ensemble musical à s'exhiber les tétons et le derrière au vent sous le balcon de Sa Sainteté »*, a expliqué **Giusy Gallone**, présidente de l'Association des amis catholiques du spectacle.

■ A l'occasion de son soixantième anniversaire, lundi 28 avril, **Saddam Hussein** a fait don à son peuple de soixante statues plaquées d'or à son effigie. Au cours des festivités qui, en Irak, ont mobilisé poètes et pâtissiers, des milliers de personnes arborant des portraits du président ont défilé dans les rues recouvertes d'affiches le montrant sous toutes les coutures, en uniforme de maréchal, en *dichdacha* traditionnelle ou en complet-veston. Ce culte n'apaise cependant pas le dictateur : *« Obsédé par sa propre mort »*, selon l'hebdomadaire britannique *Sunday Telegraph*, il vient d'ordonner la création, à Bagdad, d'un laboratoire de recherche sur le clonage chargé d'étudier le moyen de fabriquer des Saddam Hussein à des milliers d'exemplaires.

SAMEDI 3 MAI

TF 1

17.15 Xéna la guerrière. Série.
18.05 Melrose Place. Feuilleton. Mission impossible.
19.00 Beverly Hills, 90210. Feuilleton. Bonnes surprises.
19.55 Comme une intuition.
20.00 Journal, Tiercé, Image du sport, Légendes de Cannes, Tiercé.
20.40 Météo.

20.45

LA FUREUR
Divertissement présenté par Arthur. Invités : Maureen Dor, Alexandra Bronkers, Michèle Bernier, Viktor Lazio, Véronika Loubry, Tasha, Patrick Bosso, Laurent Petitguillaume, Mouss Diouf, Alexandre Pesle... (145 min). 687883

23.10

HOLLYWOOD NIGHT
Désirs extrêmes. Téléfilm de Fred Olen Ray, avec Telly Savalas (95 min). 3372796
Un inspecteur de police enquête sur des crimes sadomasochistes perpétrés sur des jeunes femmes...

0.45 Formule foot. Magazine. 36[e] journée de Championnat de D 1.

1.20 et 2.00, 3.05, 4.10 TF 1 nuit. 1.35 Les Rendez-vous de l'entreprise. Magazine. Invité : Marc Blondel, Secrétaire général de Force ouvrière (rediff.). 2.10 et 3.15, 4.20, 5.00 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). 4.50 Musique. Concert. 5.45 Mésaventures. Série. Cœur de pierre (25 min).

France 2

18.05 Urgences. Série. Noël aux urgences.
19.00 Télé qua non. Invités : Axelle Red, Antoine de Caunes.
19.55 et 20.40 Tirage du Loto.
20.00 Journal, A cheval !, Météo.
20.55 En attendant l'Eurovision.

21.00

LE 42[E] CONCOURS DE L'EUROVISION
Emission présentée par Ronan Keating et Carrie Crowley. En direct de Dublin (185 min). 21099574

0.05 Journal, Bourse, Météo.

0.20

ZAZIE D'A À ZEN
Documentaire de Didier Le Pêcheur (50 min). 6033810
Portrait sous forme d'abécédaire de la chanteuse de Homme, sweet homme.

1.10 Bouillon de culture. Magazine présenté par Bernard Pivot. Moteur, Cannes, 50[e] (rediff., 65 min). 5853487

2.15 Les Z'amours (rediff.). 2.45 Pyramide (rediff.). 3.20 Le temps du retour. Documentaire. 4.00 Cordée canine. Documentaire. 4.30 Chip et Charly. Le trésor de Fafnirette. 4.50 Rapport du Loto. 4.55 Taratata (rediff., 75 min).

France 3

18.50 et 0.45 Un livre, un jour. *Dom Casmurro*, de Joachim Maria Machado De Assis.
18.55 Le 19-20 de l'information. 19.10 Journal régional.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

LE DIABLE EN SABOTS
Téléfilm de Nicole D.V. Berkmans (95 min). 615390
D'étranges événements se produisent dans un village après l'arrivée d'un étranger qui semble posséder certains pouvoirs.

22.25

LES DOSSIERS DE L'HISTOIRE
Documentaire de Daniel Costelle. [3/3] Images inconnues : la guerre du Viêtnam. Le secret des hommes (55 min). 8154116

23.20 Journal, Météo.
23.45 Musique et compagnie. Magazine. Roberto Alagna ouvre son cœur à Toulouse (60 min). 4718203
0.47 La Grande Aventure de James Onedin. La ligne de flottaison.

1.35 *Musique graffiti.* Magazine. Dvorak (25 min).

La Cinquième

18.55 50 jours pour 50 Palmes. [35/50] 1981.

Arte

19.00 Cycle Robbie Coltrane. Série. [1/2] Délire aux Malouines.
19.30 Histoire parallèle. Magazine. 1[er] mai Est-Ouest : semaine du 3 mai 1947.
20.15 Le Dessous des cartes. Nunavut, future terre des Inuits.
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

L'AVENTURE HUMAINE : CARAVANE POUR PETRA
Un royaume d'Arabie disparu. Documentaire de Helga Lippert (55 min). 4374951
La Jordanie abrite l'un des plus beaux sites du monde, Petra et ses palais monumentaux sculptés à même la roche, une merveille de l'Antiquité.

21.40

L'AVOCAT
L'argent propre. Série de Werner Masten, avec Manfred Krug (45 min). 526222

22.25 Metropolis. Magazine. *Bijoux, glamour et stars ; L'art au XX[e] siècle à Berlin ; Ré Soupault ; Lady Liberty et le rêve américain ; Katharina Fritsch à Bâle* (60 min). 4510338
23.25 Music Planet : Marianne Faithfull. Documentaire de Rudi Dolezal et Hannes Rossacher (65 min). 2988970
0.30 Hallali. Téléfilm de *Joachim Roering*, avec Karl Schönböck, Constanze Engelbrecht (90 min). 9144907
2.00 Cycle Robbie Coltrane. Série (rediff.).
2.30 Cartoon Factory (rediff., 30 min).

M 6

18.00 Chapeau melon et bottes de cuir. Série. Interférences.
19.05 Turbo. Magazine.
19.40 Warning.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Hot forme. Magazine.
20.35 Plus vite que la musique. Magazine.

20.45

AU-DELÀ DU RÉEL
Série (170 min). 83000154
Valérie 23.
Au terme d'une expérience classée "top secret", un scientifique a conçu pour son collègue paraplégique la femme idéale, un cyborg qui répond au nom de Valérie 23.
Le démon de l'amour ○.
Une femme possédée par une force mystérieuse multiplie les amants, qui disparaissent tous au terme d'une spectaculaire métamorphose.
Les yeux de la peur △.
Un homme a qui on vient d'implanter une puce électronique dans le cerveau est sujet à d'étranges visions.

20.35 La Légende des ténèbres. Téléfilm △ de Stuart Gordon, avec Mia Sara (100 min). 3549067

1.15 Rock express. Magazine. Prefab Sprout. Bodycount. Blur. 1.45 La Nuit des clips (370 min).

Canal +

16.35 Les Muppets. Invité : Billy Crystal.
▶ En clair jusqu'à 20.35
17.05 Les Superstars du catch.
17.55 Décode pas Bunny.
18.50 Flash d'information.
19.00 T.V. +. Magazine.
20.00 Les Simpson.
20.30 Pas si vite.

20.35

BLAKE ET MORTIMER
Le secret de l'espadon. Série d'animation [3/13] (45 min). 888244
A l'heure de la troisième guerre mondiale, Olrik tente de capturer Mortimer pour s'emparer des plans d'un avion amphibie.

21.20

▶ L'HOMME DE NULLE PART
Les portes du paradis. Série [3/25] (45 min). 617048

22.05 Flash d'information.
22.15 Jour de foot.
23.00 Le Lido, en vérités....
0.00 Le Journal du hard.
0.05 La Princesse. *Film classé X* (1996, 90 min). 6391015
1.35 Fantôme avec chauffeur ■ ■ Film (1995, 80 min). 3358689
2.55 Neuf mois. Film (1994, 100 min). 33789902

Radio

France-Culture

20.35 Si ça vous chante. A l'occasion du Festival de la chanson de Montauban : Véronique Rivière, Charles Trenet, Clarika.
20.45 Fiction. Le Chat de Némésis, de Jean-Louis Bauer.
22.35 Opus. Afrique sans tapage.

0.05 Fiction : Tard dans la nuit. Quatre nouvelles de Jérôme Leroy. 0.55 Chroniques du bout des heures. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

19.05 Opéra. Festival de Hollande. Donné le 19 avril, au Concertgebouw d'Amsterdam, par le chœur et l'Orchestre philharmonique de la Radio néerlandaise, dir. Daniel Nazareth : La Reine de Saba (opéra en quatre actes sur un livret de Salomon Hermann Mosenthal), de Goldmark, Peter Sidhorn (Le roi Salomon).
23.30 Le Bel Aujourd'hui. Aspects des musiques d'aujourd'hui.

1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. La musique au temps de Goya.

23.40 Da Capo. Janos Starker, violoncelle. Sonate n°1, de Brahms, Sebök, piano ; La Voix dans le désert, de Bloch, par le Philharmonique d'Israël, dir. Mehta ; Trio K 542, de Mozart, par le Trio Starker. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Le Pain noir : Les Drapeaux de la ville. Téléfilm de Serge *Moati* [5/8] (1978).
21.30 Court métrage.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Questions pour un champion (France 3 du 29/4/97).
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

19.40 ▶ La Quatrième Partie du cerveau.
20.35 Derniers voyages. Jan Palach, mourir pour la liberté.
21.25 J'ai eu la chance d'être berger.
21.55 Centre commercial, un rêve pour tous ?
22.35 Les Nouveaux Explorateurs. L'Antarctique, le laboratoire de glace.
23.35 Nature de toutes les Russies. [1/8]. Le pays du renard blanc.

Animaux

21.00 Monde sauvage. Un drôle de pionnier.
21.30 et 0.30 Flipper, le dauphin.
22.00 Les Montagnes maya.
23.00 Un appétit de fou.
23.30 Le Maître de l'Ingava.
0.00 Monde sauvage. Dans les forêts d'Amazonie.

Paris Première

20.30 Stock cars.
22.05 Jimmy Jay. De Pascal Signolet.
22.35 Nova. Magazine.
23.30 Ici Londres. Magazine.
0.25 La Semaine du J.T.S.
0.55 Milton Nascimento. Concert enregistré au festival de jazz de Montréal, en 1990 (60 min). 51042758

France Supervision

20.30 Ulysse. Spectacle chorégraphique de Jean-Claude Gallotta.
21.35 Cap'tain Café. Magazine.
22.50 L'Affaire Louis Trio. Concert (65 min). 98673048
23.55 L'Homme allumette. György Kurtág (55 min).

Ciné Cinéfil

20.45 Le Club. *Invité : Michel Deville.*
22.05 Classic Hollywood. De Peter Jones. [3/5].
23.00 L'homme qui faisait des miracles. Film de Lothar Mendes (1936, N., v.o., 80 min). 3898408
0.20 La Scandaleuse de Berlin (A Foreign Affair) ■ ■ Film de Billy Wilder (1948, N., v.o., 115 min). 91972297

Ciné Cinémas

20.00 Hollywood 26.
20.30 Messages de l'au-delà. Téléfilm de Jack Bender (1985, 100 min). 5491067
22.10 James Stewart.
23.05 Manhattan ■ ■ ■ Film de Woody Allen (1979, N., v.o., 95 min). 23521672

Festival

20.30 Les Gens d'en face. Téléfilm de Jesus Garay (1992, 100 min).
22.10 Les Mains d'Orlac. *Téléfilm de Peter Kassowitz* (1987, 55 min).
23.05 Le Voyageur. Mission accomplie.
23.30 Le Voyageur. Cauchemar (40 min).

Série Club

19.55 Highlander. Témoin à charge.
20.45 La Caverne de la rose d'or V. Téléfilm de Lamberto Bava [2/2].
22.20 Code Quantum. La crème des hommes.
23.10 Les Aventures du jeune Indiana Jones. Le train fantôme.
0.00 Mission impossible. Le faucon.
0.45 La Famille Addams. L'amour, ah, l'amour !
1.10 Zéro un Londres. L'enfant perdu (25 min).

Canal Jimmy

21.00 Friends.
21.50 Spin City. L'illusion.
22.10 Chronique californienne. Magazine.
22.15 T'as pas une idée ? Invité : Jean Nouvel.
23.15 Le Fugitif. Dossier d'un diplomate.
0.05 Classic Trucks. [2/3]. Ticket to Ride.
0.35 Seinfeld. Les faux seins (v.o.).
1.00 Star Trek : la nouvelle génération. Symbiose (v.o.) (45 min).

Disney Channel

19.35 Dinosaures. Le chevalier de la poêle à frire.
20.10 Planète Disney. Magazine.
21.00 Des couacs en vrac.
21.20 Animalement vôtre.
21.50 Les Aventuriers du lac fantôme. De Rory McGuiness.
22.45 Sinbad.
23.10 Petite fleur. La fugue.
23.30 SOS Polluards.
23.55 Sports. (65 min).

Téva

20.30 Téva débat. Magazine.
20.55 L'Espace d'une vie. Téléfilm de Don Sharp [1 et 2/2] (1984, 195 min).
0.10 Etre né quelque part. (90 min).

Eurosport

18.00 Football. En direct. Championnat de France D2 : Châteauroux - Martigues (120 min). 146809
20.00 Hockey sur glace. En différé. Championnats du monde. Groupe A : France - République tchèque (120 min). 363574
22.00 Pole Position.
23.00 Basket-ball.
0.30 Tennis (120 min).

Voyage

20.00 Destination golf. Magazine. Invité : José Lorenzo du «Diario Insular».
20.30 et 23.30 L'Heure de partir. Magazine.
21.00 Suivez le guide.
22.50 Deux Jours en France.
23.05 Au-delà des frontières. Sud australien.
23.25 Chronique Lanzmann.
0.00 Destination : Les Iles sous le vent (60 min).

Muzzik

21.00 Marcel Azzola, l'homme à l'accordéon. De Bernard Menoud et Jacques Zanetta.
21.45 Le Diable et Catherine. Opéra d'Antonin Dvorak, enregistré au Wexford Festival Opera (120 min). 4816406
23.45 DeJohnette, Hancock, Metheny, Holland. Concert enregistré à l'Académie de musique de Philadelphie (60 min). 4723135

LES CODES DU CSA
○ Accord parental souhaitable.
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Les films sur les chaînes européennes

TSR

0.10 Cyberjack. Film de Robert Lee (1995, 100 min). Avec Michael Dudikoff, Brion James, Suki Kaiser. *Fantastique.*

Demain, dans le supplément
TÉLÉVISION RADIO MULTIMÉDIA
Spécial Cannes
● 50 ans de festival sous le regard de la télévision.
● Tous les programmes sur les chaînes hertziennes et câblées et à la radio.
● Les sites Web et les CD-rom.
■ Qu'on l'aime ou qu'on la déteste, à Milan, Radio Popolare est incontournable.
Le film de la semaine :
Le Livre de Marie, d'Anne-Marie Miéville, et *Je vous salue Marie*, de Jean-Luc Godard.

Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Le Monde
SAMEDI 3 MAI 1997

Tous blairistes

par Pierre Georges

TOUS AUX ANGES ! Tous gagnants ! Tous à célébrer, avec des superlatifs, des trémolos, des sanglots de bonheur extrême et d'émerveillement constant, la victoire plus qu'historique, *« exemplaire »*, *« significative »*, *« pleine d'enseignements »*, *« porteuse d'espoirs »* du leader travailliste anglais. Tous blairistes !

Si Tony Blair n'existait pas, il aurait fallu l'inventer. Carpe et lapin. Moderne et travailliste. Conservateur et éclairé. Un homme venu d'ailleurs pour aller autre part. Fils naturel du thatchérisme et de la social-démocratie réunis. Promis à ne rien changer et à tout réformer. Libéral en économie, social en société. Je suis blairiste, voyez mes ailes, blairiste aussi, jugez de mes pattes !

La droite française le récupère. Elle le fait sien, d'une gauche comme elle les aimerait, bien à droite, jurant de ne pas revenir sur les acquis économiques. La gauche française le célèbre. Elle le fait sien, d'une droite comme elle les aimerait, bien à gauche, promettant de corriger les furieux excès libéraux, les grandes erreurs sociales du tout-thatchérisme. La première, à l'instar de Jean-François Mancel, affirme que Tony Blair est, par son aimable visage et sa modernité, un remède contre l'archaïque, et ridé, socialisme à la française. La seconde, à la manière de François Hollande, dit que, par son ampleur et sa modernité, le succès travailliste constitue une potion contre l'antique libéralisme à la française, ses fantasmes et ses références insulaires.

Tous blairistes, donc. Alors, comment faire le tri ? Avec un peu de cartésianisme, peut-être. Si l'on consultait les Britanniques, ce qui vient de se faire, eux fourniraient la réponse. Vit-on jamais peuple d'électeurs rejeter si massivement une politique tant aimée, un système si merveilleux, une société si idéale ? Vit-on jamais une nation, peu réputée pour son inconséquence, dire avec tant de force qu'elle voulait que rien ne change, hormis l'essentiel, la vie quotidienne ?

Les conservateurs britanniques ont perdu. Ce qu'on pourrait mettre sur le compte de l'usure du pouvoir et du charisme incertain de leur leader. Donc, d'un simple besoin d'alternance. Mais ils ont perdu si largement, pris une si sévère *« veste »*, qu'il faut bien supposer qu'il y eut *autre chose*. Pas seulement l'envie de changer de têtes, mais celle du changement de fond.

Le très modéré Tony Blair est *peut-être d'essence thatché*rienne, de l'école travailliste postlibérale. Il est sans aucun doute un homme moderne, nichant dans les idées adverses pour en tirer le meilleur parti et en corriger les pires excès. Il reste assurément plus réformiste que révolutionnaire. Il n'empêche. Quand tout le tintamarre franco-français s'estompera un peu, reviendront en surface les quelques grands promesses faites par le vainqueur : la non-remise en cause des réformes économiques. Mais, aussi, la restauration de tout un système de santé, d'éducation, de transports quotidiens mis à mal par des années de déréglementation. *L'ins*tauration d'un salaire minimum contre les excès de la flexibilité. Et, par-dessus tout, même si cela n'en porte pas l'appellation – déposée sur le continent –, la réduction d'une fracture sociale de plus en plus béante. En somme, Tony Blair a réussi, à sa manière, un superbe grand écart. A la française !

L'Union européenne est désavouée par l'OMC dans le conflit de la banane

L'Organisation mondiale du commerce donne satisfaction aux Etats-Unis

GENÈVE
de notre envoyé spécial

La commission d'arbitrage de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a donné raison aux Etats-Unis et à quatre pays d'Amérique latine dans le conflit qui les opposent à l'Union européenne à propos des exportations de bananes. Dans un rapport final adopté fin avril, les trois arbitres de l'OMC ont conclu que le système d'organisation du marché de la banane en Europe n'était pas conforme aux règles *du commerce multilatéral*.

Les Etats-Unis, au nom de leurs multinationales bananières qui dominent le marché mondial, et quatre pays producteurs d'Amé*rique latine (Equateur, Guatémala*, Mexique et Honduras) dont elles contrôlent la production, accusent Bruxelles de pratiques discriminatoires. Ils reprochent à l'Union d'accorder des *préférences* commerciales à ses producteurs (Antilles françaises, Canaries, Crète et Madeire), ainsi qu'à ceux des pays ACP (Afrique-Caraïbe-Pacifique) et d'Amérique latine, avec lesquels elle est liée par des accords d'association. Alors que l'Union européenne avait invoqué les conventions de Lomé pour étayer sa position, la commission d'arbitrage a rejeté cet argument et lui a demandé de traiter tous les exportateurs de bananes sur un pied d'égalité.

Suivant la procédure d'arbitrage de l'OMC, Bruxelles peut encore *faire appel de cette décision*. Par la voix du ministre de l'agriculture, Philippe Vasseur, la France a immédiatement fait savoir qu'elle était *« déterminée à utiliser tous les moyens pour défendre les producteurs de bananes »*. *« L'OMC devrait tenir compte aussi d'un certain nombre de phénomènes sociaux »*, a déclaré M. Vasseur.

TENSIONS RÉCURRENTES

En fait, cet arbitrage menace de remettre *en cause toute l'organisa*tion du marché européen de la banane, le plus important du monde, avec 35 % de la demande. Le Vieux Continent constitue le principal débouché *pour les producteurs* d'Amérique latine, qui assurent 76 % de l'offre mondiale, et donc pour les multinationales américaines, comme Chiquita, Dole ou Del Monte, qui contrôlent une bonne partie de la commercialisation. Les conséquences pourraient être désastreuses pour certains pays des Caraïbes dont l'économie dépend essentiellement de la banane. Le coup serait également particulièrement dur pour les producteurs communautaires de banane des Canaries, de Madère et des départements d'outremer, comme la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion.

Les coûts de production ne sont pas comparables entre les vastes plantations d'Amérique centrale et de l'Equateur et les cultures insulaires *plus* traditionnelles, ce qui avait conduit l'Union européenne à introduire, le 1er juillet 1993, un nouveau système d'importation de bananes. Mais les multinationales américaines *s'étaient* senties lésées par ces nouvelles dispositions, prétextant avoir perdu des parts du marché en Europe.

La « guerre de la banane » est un épisode de plus de la lutte commerciale acharnée que se livrent les Etats-Unis et leurs principaux parte*naires et qui crée des tensions ré*currentes au sein de l'OMC. En tout cas, depuis la mise en place de l'OMC, il y a un peu plus de deux ans, les Etats-Unis sont le pays qui a le plus souvent recours au mécanisme de règlement des différends avec ses concurrents.

Si le litige à propos de l'application de la loi Helms-Burton, sanctionnant les entreprises commerçant avec Cuba, a été provisoirement gelé, les Etats-Unis restent en désaccord ouvert avec l'Union européenne sur les deux importants dossiers de la viande aux hormones et des importations de céréales. Washington s'efforce aussi d'exploiter à son profit des divergences entre les Quinze, comme le montre l'attitude de l'Allemagne, qui s'est désolidarisée de ses partenaires dans le conflit de la banane.

Jean-Claude Buhrer

La victoire de Tony Blair saluée par Helmut Kohl

LA VICTOIRE des travaillistes britanniques suscite en Europe deux types de réactions. Dans les pays aux échéances électorales proches, et *notamment en France* *(lire page 10)*, le socialisme libéral de Tony Blair alimente le débat politique, aussi bien à droite qu'à gauche, sur le type de mesures *économiques* à prendre pour sortir de la crise et redresser la courbe du chômage. Dans le cadre de l'Union, son succès est un encouragement pour tous ceux qui souhaitent aller de l'avant dans la construction européenne et espèrent voir le nouveau gouvernement britannique sortir de l'isolement auquel les eurosceptiques du parti conservateur avait contraint John Major.

Avec ce succès, a estimé le ministre belge des Affaires étrangères, Erik Derycke, *« l'approfondissement de l'Europe est maintenant évidente »* et *« la marginalisation des gens n'a pas plu aux Britanniques »*. Visiblement satisfait quant à lui, Helmut Kohl, actuellement en voyage officiel en Asie et en Océanie, a relevé à Brunei que *« la campagne antieuropéenne n'a pas eu de succès »*. Le chancelier allemand a fait lui-même de l'Europe son principal cheval de bataille pour les législatives allemandes de 1998. Il a indiqué qu'il rencontrerait *« très prochainement »* le nouveau premier ministre britannique. Même si des interrogations subsistent quant à la future attitude européenne du *gouvernement* travailliste, on se félicite, à Bonn, que les Britanniques aient décidé de tourner la page d'un pouvoir conservateur antibruxellois et souvent antialle*mand. Outre-Rhin, nous indique* notre correspondant, Lucas Delattre, on avait été particulièrement choqué de la façon dont l'Allemagne avait été utilisée dans la *campagne électorale par* les conservateurs – une de leurs affiches montrait un petit Tony Blair sur les genoux d'un immense Helmut Kohl.

« MODERNITÉ ET SOCIAL »

Du côté des sociaux-démocrates allemands, Gerhard Schröder, ministre-président de Basse-Saxe, a *réagi le premier, en soulignant que « le SPD pourrait s'inspirer de la victoire de Tony Blair, qui montre qu'on peut associer modernité et dimension sociale »*. M. Schröder, possible *candidat du SPD* pour les élections de 1998, est souvent dépeint par les médias comme le « Tony Blair allemand ». Il s'est attiré une réplique du secrétaire gé*néral du SPD*, Franz Müntefering, qui, saluant la victoire du Labour, a indiqué que *« la situation britannique et la situation allemande n'étaient pas comparables »*.

Aux Etats-Unis, de nombreux analystes estimaient jeudi que la victoire travailliste ne devrait pas provoquer de changements sensibles dans les relations *« spéciales »* entre Washington et Londres. On note cependant que le président Clinton devrait avoir une relation personnelle plus facile avec Tony Blair, qui lui a *souvent été comparé*, qu'avec John Major, avec lequel il entretenait des rapports quelque peu distants. Cela pourrait notamment avoir un impact dans la recherche d'une solution en Irlande *du Nord*.

Les Israéliens ont été aussi parmi les premiers à réagir, en particulier le Parti travailliste, dont le secrétaire général a rappelé les relations étroites entre les deux partis. *« M. Blair et le Labour, a-t-il dit, sont d'authentiques amis d'Israël. »*

Le blé, mangeur d'eau de la Beauce

CHARTRES
de notre envoyé spécial

C'est une première locale. Après les recommandations du comité national sécheresse animé par Corinne Lepage, ministre de l'environnement, une cellule de crise a siégé, mercredi 30 avril, en Eure-et-Loir, l'un des premiers départements à prendre des mesures de restriction. Promu stratège contre la pénurie aquatique, le *préfet, Pierre Mongin, a réuni une trentaine de respon*sables autour d'une table, dont des agriculteurs, des élus, des concessionnaires d'eau potable, la sécurité civile et les associations pour l'environnement, fortement mobilisées au chevet d'une rivière en train de mourir, la Conie (*Le Monde* du 30 avril).

Graphiques en main, les spécialistes l'ont démontré : la nappe de Beauce n'arrive plus depuis le début des années 90 à renouveler ses réserves. Par rapport à 1996, son niveau a même baissé d'un mètre en dépit d'une *bonne pluviométrie durant l'hiver dernier. La sécheresse* printanière, *« la plus forte depuis cinquante ans »*, s'est, en 1997, installée plus tôt, portant le déficit pluviométrique en mars et en avril autour de 80 %. Ainsi l'année 1997 est-elle bien partie pour effacer 1949 et 1976 sur les tablettes des records d'aridité.

Les agriculteurs, qui puisent sans compter dans la nappe, ont entendu sagement la « punition » préfectorale, un peu comme des enfants après une grosse bêtise : le maintien et l'extension des restrictions d'eau à l'ensemble des irrigants du département jusqu'au 15 juin. Mais la mesure des prélèvements agricoles, très *largement supérieurs à ceux des usagers de l'eau po*table, qui sont connus et stables, relève du mystère. Une partie des points de captage ne sont toujours pas équipés de compteurs, obligatoires depuis le 4 janvier 1997. Par ailleurs, la politique d'aménagement est à géométrie *variable : les irrigants reçoivent une subvention pour* acheter des compteurs dans le bassin Loire-Bretagne, pas en Seine-Normandie.

LA MARGE DE L'EXPLOITATION

« L'intérêt économique des exploitations est légitime », a toutefois rappelé le préfet. Entre une terre irriguée et une qui ne l'est pas, il peut y avoir des différences de rendements de 30 quintaux à l'hectare. L'irrigation assure 30 à 40 % de chiffre d'affaires en plus en Beauce, *c'est-à-dire la marge de l'exploitation, estime-t-on géné*ralement. La sécheresse et les pompages dans la nappe de Beauce forment un duo dangereux. Au-delà des arrêtés préfectoraux, pris dans l'urgence, il n'est guère de responsables, y compris agricoles, qui ne pensent que *les seigneurs du blé devront aussi accepter des quotas* d'eau pour partager cette ressource précieuse.

Régis Guyotat

Le processus de privatisation de la SFP est suspendu

LA PRIVATISATION de la Société *française de production (SFP)* est plus que jamais dans l'impasse. Les pouvoirs publics avaient déjà reculé par quatre fois dans la privatisation de RMC. Cette fois-ci, le dossier de la SFP, *entreprise publique fort déficitaire* que le gouvernement a mise sous perfusion depuis 1979, est clairement renvoyé au prochain gouvernement.

« A la suite du retrait de l'offre d'acquisition déposée conjointement par ITI (Havas) et la Générale d'images (Générale des eaux) », le gouvernement a décidé, mercredi 30 avril, de *« suspendre le processus de privatisation »* et de mettre fin à *« la procédure de recueil d'offres d'acquisition »* engagée en juillet 1996. Ainsi les offres déposées dans le cadre de cette procédure sont-elles considérées comme *« caduques »*.

Fabrice Giger, président du groupe Convoy et dernier candidat en lice pour la reprise de la SFP, a immédiatement jugé *« très étrange »* cette décision. *« Nous avions informé le ministre de l'économie et des finances que nous prolongions la validité de notre offre jusqu'à la fin mai »*, a-t-il précisé, en ajoutant que *« son tour de table devait être dévoilé au comité d'entreprise extraordinaire de la SFP »*, le 6 mai. Depuis l'annonce du retrait de l'offre Havas-*Générale des eaux, M. Giger* travaillait à un réaménagement de son offre, avec l'appui de quatre nouveaux partenaires français. *« En vue de pouvoir arrêter les conditions dans lesquelles le processus de privatisation sera poursuivi (...), le gouvernement a demandé à Jacques Bayle, président de la SFP, d'étudier les solutions qui paraissent envisageables (...) et de lui présenter des propositions »*, ont précisé les ministères concernés. Les syndicats redoutent des coupes claires, l'hypothèse d'une suppression de près de 600 emplois sur un millier étant évoquée. Une rencontre entre Jean Arthuis et les responsables nationaux de la CGT – majoritaire au sein de l'entreprise – s'est récemment tenue pour évoquer le cas épineux de la SFP.

PRESSIONS DE BRUXELLES

Alors que le gouvernement a réaffirmé qu'il considère *« que la privatisation de la SFP est l'unique option de nature à favoriser sa pérennité et à préserver ses compétences »*, certains n'hésitent plus à évoquer l'hypothèse d'une cession par appartements, ce qui poserait un problème majeur pour la vente des studios, la filiale la plus déficitaire. Si cette voie était finalement choisie, de nombreux candidats pourraient se dévoiler, comme Havas une nouvelle fois, voire CLT-UFA, pour reprendre, sous d'autres conditions, certains actifs du groupe.

Le sort de la SFP est intimement *lié aux pressions de la Commission* de Bruxelles, qui a ouvert une procédure à l'encontre d'une aide de 2,49 milliards de francs versée par *l'Etat à la SFP. Alors que la SFP* continue de perdre de l'argent (232 millions de francs en 1996, 271 millions en 1995), la Commission considère que l'Etat français *n'a pas à « couvrir » des sociétés en* faillite virtuelle, sous peine de fausser le jeu de la concurrence. La Commission avait toutefois donné en février son accord à une nouvelle aide de 350 millions *de francs*, à condition que la privatisation, promise pour mai par Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture en charge de la communication, soit effectuée. Cependant, en période électorale, le spectre d'une liquidation de la SFP semble écarté, car le groupe est mobilisé pour la réalisation des émissions destinées à la campagne.

Nicole Vulser

Thomson-CSF poursuit son plan de restructuration

APRÈS THOMSON-MUTIMÉDIA (*Le Monde* du 30 avril), c'est *Thomson-CSF qui annonce la poursuite de ses restructurations*. Mardi 29 avril, le groupe a annoncé la fermeture de la société SM5 à Albris (Loir-et-Cher), qui emploie 120 personnes. Le 7 mai, Thomson-CSF Passive Components (ex-LCC) à Saint-Apollinaire (Côte-d'Or) devrait annoncer au comité d'entreprise un sureffectif de 450 per*sonnes (sur 1 300), selon les syndicats. Chez Thomson Services Indus*trie à Toulouse, qui fabrique notamment des calculateurs pour applications militaires, après l'échéance en juin de mesures de réduction du temps de travail (20 %) qui ont permis d'éviter 200 licenciements sur un effectif de 850 personnes, une fermeture apparaît probable. *En novembre, le groupe d'électronique de défense et professionnelle* avait chiffré à 2 700 les suppressions nettes d'emplois (équivalents temps plein) en 1997, après 2 300 en 1996.

DÉPÊCHES

■ **GOODING** : **les** *salariés du fabricant de téléviseurs* **Gooding-Electronique (ex-Grundig) à Creutzwald (Moselle) ont décidé le 30 avril d'occuper l'usine** à partir du mardi 6 mai, jour où la direction doit présenter un plan de 165 suppressions d'emplois, a-t-on appris de source syndicale. Ce vote est intervenu au lendemain de la dé*cision de la chambre commerciale du tribunal de grande instance* de Metz d'accepter le plan de reprise de Gooding-Electronique présentée par Cofidur.

■ **AIR FRANCE EUROPE : le trafic de l'ex-Air Inter devrait être quasi normal vendredi, samedi et dimanche,** malgré la grève ven*dredi 2 mai de trois syndicats de pilotes, indiquait* le 1er mai la direction. Les syndicats (USPNT, SPAF et SNPNAC) ont accusé jeudi la direction de *« minimiser le suivi de la grève »* à Air France Europe (AFE, ex-Air Inter) *« par des annonces mensongères »* sur le trafic.

■ **TAT-AIR LIBERTÉ : les hôtesses et stewards des filiales françaises de British Airways, TAT et Air Liberté, poursuivent une grève illimitée** entamée le 9 avril, mais la direction a prévu d'assurer, le 2 mai, 72 % en moyenne du programme habituel des deux transporteurs.

■ **ALGÉRIE : tuer des femmes dans le cadre de la lutte contre les** autorités algériennes est *« autorisé »* par la loi islamique, a affirmé Moustapha Kamil, alias Abou Hamza El Masri, un responsable du Groupe islamique armé (GIA), cité jeudi 1er mai par le quotidien saoudien *El Hayat*. *« [Le] GIA tue aussi les femmes [des opposants] parce que la charia permet que l'on tue les femmes des renégats. »* – *(Reuter.)*

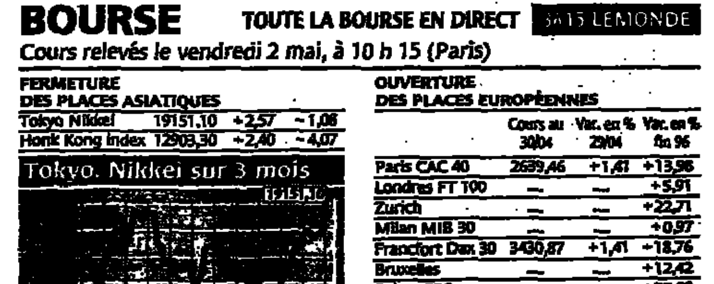
BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 2 mai, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	19151,10	+2,57	−1,08
Honk Kong index	12903,30	+2,40	−4,07



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 30/04	Var. en % 29/04	Var. en % fin 96
Paris CAC 40	2639,46	+1,41	+13,96
Londres FT 100	—	—	+5,91
Zurich	—	—	+22,71
Milan MIB 30	—	—	+0,97
Francfort Dax 30	3430,87	+1,41	+18,76
Bruxelles	—	—	+12,42
Suisse SBS	—	—	+22,09
Madrid Ibex 35	507,79	+0,95	+14,16
Amsterdam CBS	—	—	+18,11

Tirage du *Monde* daté vendredi 2 mai 1997 : 513 682 exemplaires 1



Le Monde des LIVRES
SAMEDI 3 MAI 1997





1926 : sous le signe de Lautréamont et de Rimbaud, un enragé de trente ans appelle à l'insurrection pour répondre au drame d'une époque, d'un pays, d'une langue. « L'humanité est une hypothèse qui a fait son temps », lance-t-il.

Le secret d'Aragon

Contre la légende pieuse des dévots communistes ou académiques ; contre, aussi, le dépit amoureux d'un certain gauchisme et l'agressivité programmée des réactionnaires de tout poil (cela fait beaucoup de monde), le cas Aragon devrait être réexaminé comme l'un des plus singuliers du XX[e] siècle. Pour cela, il faut non pas endormir les textes dans une perspective historique prédéterminée, mais bel et bien examiner l'histoire à travers ce que révèlent ou cachent ces textes eux-mêmes. Ainsi de ce dossier capital : *La Défense de l'infini*.

Nous sommes en 1926. Aragon va avoir trente ans. Il est, avec André Breton, l'étoile hyperactive du mouvement surréaliste. *Le Libertinage*, *Le Paysan de Paris*, *Le Traité du style* comptent déjà parmi les chefs-d'oeuvre de cette splendide tentative de subversion. En 1928, un bref petit livre, *Le Con d'Irène*, paraît sans nom d'auteur ni d'éditeur. Il sera republié régulièrement, sans que son auteur, Aragon en personne, veuille jamais en assumer la paternité à découvert. C'est seulement en 1986 que commencent à s'assembler les pièces du puzzle. Que faisait exactement Aragon entre 1926 et 1930 ? Quelles femmes ont de l'importance à ses yeux ? Quel rôle exact joue Nancy Cunard dans toute cette affaire ? Que signifie l'autodafé auquel se livre Aragon, en automne 1927, à Madrid ? Que reste-t-il des milliers de pages (des milliers ? allez savoir !) de cette *Défense de l'infini* qui nous arrivent maintenant par pans entiers, ruisselants d'énergie et de génie ? Pourquoi l'auteur tente-t-il de se suicider, à la fin de 1928, à Venise ? Et la politique dans tout ça ? Et la brusque mainmise de « *Moscou la gâteuse* » sur celui qui lui avait adressé ce compliment prophétique ?

Nous avons des réponses, elles sont incomplètes. Des archives nous manquent. Aragon, bien entendu, a multiplié les allusions truquées, les dérobades, les fausses fenêtres, comme s'il ne pouvait pas rendre compte froidement d'une explosion noire, c'est-à-dire, en réalité, de sa propre aventure. Ce qu'il a plaidé par la suite, le « *retour au roman* », au réalisme, n'est guère convaincant. L'affaire est autrement sérieuse, et implique le drame d'une époque, d'un pays, d'une langue. Qu'est-ce que *l'infini*, en effet ? Et pourquoi fallait-il le « défendre » ? Pourquoi sommes-nous entrés, depuis les années 30, dans le déchaînement et la fureur du *fini* ? Supposons Aragon mort en 1928 : tout change. Et le secret est là.

On parle toujours des dons et de la virtuosité d'Aragon, surtout à cette époque, comme pour mieux éviter de considérer en face ce qu'il a dit. Or, dès 1924, voici : « *Le marquis de Sade en butte aux persécutions depuis cent quarante années n'a pas quitté la Bastille ; et comme lui presque tous ceux qui ne connurent aucune borne et que l'on devrait comme lui appeler des divins sont prisonniers aux mains des ignorantins.* » Ou bien : « *Ecrire me rappelle les détournements de mineurs ; il n'y a pas une idée qui soit à maturité au moment qu'on la fixe.* » Ou encore : « La Nouvelle Revue Française, *pauvre patronage de banlieue, où l'on joue dans des maillots qui font des plis aux poignets et aux chevilles une Passion sans couronnes d'épines à l'usage des enfants de Marie.* » Voilà, c'est parti. Le Travail ? « *Le travail m'a toujours ennuyé.* » La famille, « *Ce sont ses couilles que le père adore dans ses enfants* », et aussi : « *Allons, imbécile, sacrifie-toi, il n'y a pas d'autre issue si tu veux être un bon fils. Mais voilà : pourquoi diable est-il indispensable de rester un bon fils ?* » La patrie ? Il faut appeler la jeunesse à « *déserter en masse* ». Et ainsi de suite.

Sous le signe de Lautréamont, de Rimbaud, il s'agit immédiatement d'une insurrection globale. Aragon écrit tout le temps, il ne pense, dit-il, que lorsqu'il écrit ; avec lui, l'automatisme *devient* écriture. Breton, fasciné et jaloux, en témoigne : « *Les quelque dix pages manuscrites qu'il s'imposait journellement ne lui coûtaient guère plus d'une demi-heure de travail, si même on peut parler de travail à propos de ces prouesses gymnastiques accomplies en se jouant.* » Et de quoi parle-t-il, Aragon ? De son enfance révoltée, de Paris la nuit, des rues, des bars, du métro, des femmes et encore des femmes : « *Je crois que j'ai eu besoin des femmes comme pas un. D'autres les ont sans doute aimées davantage. J'en ai eu besoin. Et non pas d'une. De toutes les femmes. De la foule des femmes. Du tableau indéfiniment mobile de leurs possibilités.* » Tiens donc, et si le vrai scandale, le secret fondamental était là ? Si la réponse à cette proposition d'infini ne pouvait être qu'une réprobation majeure ? Voyez, par exemple, cette scène dans le métro. « *Le geste de leurs doigts chercheurs le long des corps vers les braguettes dit tranquillement non à tout ce qui les a toujours entourées, dit non à tout un monde de mensonges et de sottises, dit non à la pureté prétendue, non au mariage, non au faux amour, non au dieu qui punit, non à la police, non à qui leur parlera tantôt dans des appartements à draperies, non à la vieillesse qui vient, non à ce qu'elles ont pu croire, non aux espoirs anciens et aux désirs futurs, non à ce qui est bleu bébé, tendre rêve, cher sourire.* »

Ces mots, et leur modulation, n'ont-ils pas toute leur efficacité *aujourd'hui même* ? Il faut l'arrêter, cet Aragon. Il faut le convaincre de s'arrêter lui-même, de rebrousser chemin, de se suicider ou d'apprendre à *servir*. Une telle gratuité heureuse est insupportable. « *La magie du plaisir est peut-être la plus extraordinaire, avec ce qu'elle comporte de matériel, de merveilleusement matériel. Et sa sanction confondante, le foutre pareil aux neiges des sommets.* » Arrêtez, arrêtez. D'autant plus qu'il n'hésite pas, l'animal, à vous faire la description détaillée, d'une inspiration poétiquement perverse, d'un sexe de femme, à la Courbet, comme si cette ouverture dans les apparences régnait sur la condition humaine. Dans ces choses-là, n'est-ce pas, seul le silence ou la gauloiserie sont de mise. « *Il y aurait beaucoup à dire d'un certain langage déluré, de l'attitude qu'il légitime ; cette habitude des Français, par exemple, de parler du con en l'appelant cul, comme si c'était plus correct et plus méprisant à la fois.* »

On sait que Breton a accueilli avec un silence glacial la lecture de passages de *Défense de l'infini*. Comportaient-ils celui-ci : « *L'amitié, la plus hypocrite des passions humaines, qui m'a appris combien j'étais différent des hommes, combien j'étais seul parmi eux* » ? Non, il suffisait sans doute de pousser le libertinage jusqu'à ses plus extrêmes conséquences. On imagine par ailleurs sans peine les surenchères hystériques de Nancy Cunard, ou, assez vite, la dissuasion séductrice et amère d'Elsa Triolet. La bourgeoisie poursuivait sa mise en scène moisie. Le jugement « prolétarien » de l'appareil stalinien, lui, n'était pas moins prude et sévère. Que pouvait faire Aragon ? Brûler ses papiers ? Se tuer ? Il n'a réussi ni l'un ni l'autre.

L'histoire est une substance étrange. « *L'humanité est une hypothèse qui a fait son temps* », écrivait cet enragé de trente ans avant de se rendre. Trente ans plus tard, en 1958, s'enthousiasmant pour le premier roman d'un jeune écrivain, il dit : « *Je n'ai jamais rien demandé à ce que je lis que le vertige... Aucune règle ne préside à ce chancellement pour quoi je donnerais tout l'or du monde.* » Encore quarante ans, maintenant, donc, et vous avez toujours le choix : évitez la dissolution et l'ennui, votez infini.

LA DÉFENSE DE L'INFINI
d'Aragon.
Edition renouvelée
et augmentée par Lionel Follet,
Gallimard, 566 p., 160 F
(l'édition qui est reprise dans le volume de la Pléiade est celle d'Edouard Ruiz, publiée chez Gallimard en 1986).

Lire également pages II et III.

MAN RAY/ADAGP PARIS 1997



COLL. JEAN RISTAT

Ci-dessus Aragon par Man Ray (1922) et document inédit datant de la première guerre mondiale

avouée
a banane

La victoire de Tony Blair saluée par Helmut Kohl

t suspendu

le feuilleton

de Pierre Lepape

De l'infini au réel



ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES, 1
d'Aragon.
Edition établie sous la direction de Daniel Bougnoux,
Gallimard, coll. « Bibliothèque de *la Pléiade* », 1392 p., 370 F jusqu'au 31 juillet, 420 F ensuite.

« Anicet n'avait retenu de ses études secondaires que la règle des trois unités, la relativité du temps et de l'espace ; là se bornaient ses connaissances de l'art de la vie.» Une phrase initiale, un sésame par lequel Aragon entrait en littérature. Un espace qu'il explora comme le montrent ces premiers « textes romanesques » avec une insolente liberté

Comme le métier d'écrivain touche au sacré, nous aimerions que les biographies de nos grands auteurs ressemblent à des vies de saints ; et lorsqu'elles ne se conforment pas à cette image pieuse, nous en éprouvons du ressentiment. Comme si nous avions cédé à une honteuse séduction. Quand une œuvre est belle, il faudrait que son auteur le soit aussi. C'est rarement le cas, le beau et le bien ne font pas souvent bon ménage, mais nous nous y résignons mal. Diderot pourtant avait raison : *« S'il fallait opter entre Racine méchant époux, méchant père, ami faux et poète sublime, et Racine bon père, bon époux, bon ami et plat honnête homme, je m'en tiens au premier. De Racine méchant, que reste-t-il ? Rien. De Racine homme de génie, l'ouvrage est éternel. »*

Que reste-t-il d'Aragon stalinien ignominieux, ami félon, amoureux truqueur ? Rien ou presque : des rancunes qui disparaîtront avec la mémoire de ses contemporains, de la matière à psychanalyse, des énigmes pour biographes, quelques points d'exclamation pour jalonner les chemins tortueux de l'histoire intellectuelle de ce siècle. Des écrits aussi, hélas, parfois lamentables, parfois abjects, jaillis de la même plume et de la même pensée que les plus beaux poèmes et qu'on s'efforce vainement à imaginer d'une autre main, d'un autre homme, d'un autre Aragon à la face de ténèbres. Vainement, car au plus bas de la bassesse on y décèle encore, inimitables, sa griffe, son style, son orgueilleuse jouissance à s'avilir. On peut oublier Racine dans *Bérénice*, il est impossible d'oublier Aragon dans la moindre phrase d'Aragon.

Est-ce à dire pour autant, comme le fait Daniel Bougnoux dès la première ligne de sa préface aux *Œuvres romanesques complètes* que *« l'œuvre d'Aragon souffre d'une tenace méconnaissance, à laquelle son auteur aura paradoxalement contribué »* ? C'est confondre un peu vite la passion et l'aveuglement. S'il est vrai qu'Aragon n'eut pas la prudence ou la complaisance de placer ses livres hors d'atteinte des violences partisanes, si même il les y plongea avec un sens affirmé de la provocation, les remous et les clameurs n'ont jamais suffi à masquer l'évidence et l'ampleur de son génie. Il y a toujours veillé. Que chacun, dans cette vaste et chatoyante étoffe, se taille ensuite un habit à sa mesure et à son goût, Aragon lui-même y invite qui passa sa vie d'écrivain à remanier les proportions et les perspectives de son œuvre, ajoutant ici, retranchant là, glosant ailleurs, sans parvenir jamais à trouver ses aises. Pas plus que la Révolution française, les écrits d'Aragon ne sont un bloc : à prendre ou à laisser ; mais la signification n'en est évidemment fournie que par l'ensemble, brisures comprises et rafistolages inclus.

Les éditeurs de la Pléiade ont choisi de découper cet ensemble selon la ligne des genres et de commencer par une publication chronologique des romans. Comme tous les choix, celui-ci est contestable ; mais il est surtout difficile à tenir. Poser la question de savoir ce qui, chez Aragon, est « romanesque » et ce qui ne l'est pas, c'est s'installer au cœur de sa réflexion esthétique et de ses énigmes. Jamais un écrivain n'a tant utilisé le mot « roman » dans les titres de ses livres : *Anicet ou Le Panorama, roman* ; *Le Roman inachevé* ; *Henri Matisse, roman* ; *Théâtre/roman*. Mais aucun de ces romans ainsi exhibés n'en est un – sotie ici ou fable, poème biographique, réflexion sur l'art et sur l'histoire, relecture crépusculaire de la littérature française et mise en scène ultime de son existence. Aragon donne au roman une extension si vaste qu'il en perd toute définition possible. Il n'y a pas de frontière des genres chez lui, mais un mouvement sans fin du texte qui prend tour à tour des inflexions et des irisations diverses, comme entraîné par son propre mouvement. Pourquoi, dès lors, dessiner des contours et instituer des limites ? Pourquoi introduire dans cette édition *Les Aventures de Télémaque* ou *Le Libertinage* qui sont des arabesques poétiques et des précis de virtuosité en prose et en écarter *Le Paysan de Paris* ou *Le Traité du style* qui fonctionnent en écho avec les « romans » de la même période ? Plutôt que de renvoyer le lecteur à la publication, dans deux ans ou dans cinq ou dans dix, des textes de ces années 1920-1930 qui s'orchestrent avec *Anicet*, *La Défense de l'infini* ou *Les Cloches de Bâle*, il aurait mieux valu faire le choix d'une édition complète chronologique. Le brouillage des pistes et la création de labyrinthes sont un exercice littéraire auquel Aragon s'adonnait avec vertige et jubilation ; il n'était pas indispensable que Bougnoux y ajoute ses propres trompe-l'œil.

Voici donc les cinq premiers « textes romanesques » d'Aragon. Quatre exactement, plus des fragments importants de cette fameuse *Défense de l'infini* qu'Aragon détruisit à la fin de 1927, selon ses dires, dans une chambre de la Puerta del Sol, et dont les chercheurs arrachent, feuille à feuille, aux trésors des collections privées ce qui a échappé aux flammes, sans qu'on puisse même savoir si nous possédons désormais l'essentiel de ce roman suicidé – l'année suivante, Aragon tentait, à Venise, de se donner la mort. Cinq écrits donc, et tous éblouissants.

Il n'y a pas d'Aragon débutant, pas de ces œuvres de jeunesse encore vertes qui agacent la bouche. Lorsque le beau jeune homme, après quelques poèmes, entre à vingt-trois ans en littérature, encouragé par Gide qui lui ouvre illico les portes de la *NRF*, il est déjà équipé de pied en cap. Il a commencé à écrire *Anicet* sur le front, trois ans auparavant, sans que jamais la guerre apparaisse dans son récit. Il a tracé sur la page blanche : *« Anicet n'avait retenu de ses études secondaires que la règle des trois unités, la relativité du temps et de l'espace ; là se bornaient ses connaissances de l'art de la vie. »* Le reste a suivi, comme sans effort, comme s'il s'agissait seulement de rester fidèle à la tonalité de la phrase initiale, comme si le monde des mots s'ouvrait à ce sésame et qu'il n'y avait plus qu'à se laisser aller à l'ivresse du pillage. Avec délectation, avec insolence, avec la conscience claire et douloureuse d'être cela – et rien que cela peut-être : un homme de lettres, un écrivain. Son identité, sa vérité, c'est littérature.

« Je ne me souviens pas d'un temps où je n'ai pas écrit. (...) Car j'ai vraiment toujours écrit, même quand je ne savais pas écrire : je dictais à mes tantes des textes dont rien n'est resté », dit-il en préface au *Libertinage*. Cela ne suffit pourtant pas à expliquer ni le *savoir* littéraire époustouflant qui se manifeste dans ses premiers textes, ni la *liberté* que le jeune écrivain peut prendre d'emblée avec ce savoir. Breton disait d'Aragon qu'il avait tout lu ; mais il a tout lu dans le but d'écrire, comme s'il ne fallait pas moins de toute la littérature passée pour s'affronter à la modernité. Il la copie, il la pastiche, il la moque ; il en prend successivement tous les masques jusqu'au vertige, jusqu'au moment où il se perd à lui-même, où il se déchire dans les reflets qu'il a créés.

On ne sait pas trop alors s'il cherche à élever un monument à la langue et au style qui aurait l'ampleur d'un univers ou bien si, au contraire, il voudrait dans ces jeux épuiser jusqu'à l'idée même de littérature, la renvoyer à l'inanité de ses scintillements. Veut-il créer une forêt pour y cacher son arbre ? Veut-il le désert pour en finir avec ce vieux monde qui vient de massacrer sa jeunesse ? Il n'est pas le seul à hésiter au début de ces années 20. D'autres que lui laisseront leur nom dans la littérature pour avoir voulu passionnément la saborder. Mais chez lui, s'attaquer aux mots revient à saper les fondements de sa propre identité, à briser le seul miroir où il ait une chance, un jour, de se reconnaître.

Alors il biaise, pour notre bonheur, il ment. Il brise les vieilles machineries du roman, de l'essai ou de la poésie, mais il ne les piétine pas, sauf en simulacre. Par un tour de passe-passe, il en conserve par devers lui les pièces qu'il réutilisera ensuite pour monter des machines de son invention. Qu'on ne s'étonne donc pas si parfois des morceaux de ces machines ont un air de déjà-vu, mais pas tout à fait : Aragon n'a jamais prétendu qu'il fallait créer le monde : seulement le transformer, et pour cela l'explorer verbalement de fond en comble. Il y a de l'encyclopédiste en lui, mais qui a perdu sur les champs de bataille toute illusion sur les pouvoirs de la raison humaine. Peut-on écrire pour écrire ? Ecrire pour rien et pour personne ?

L'échec de *La Défense de l'infini*, la tentative de suicide, la conversion à l'amour d'Elsa, au Parti communiste et au réalisme sont les manifestations de l'impasse au bout de laquelle se débat Aragon et de la solution qu'il invente pour s'en sortir : pour continuer à écrire, pour conjurer l'impuissance des mots et ancrer quelque part son verbe de surdoué. Il visse des couvercles sur sa marmite, il s'impose les règles les plus contraignantes et les disciplines les plus aveugles. Il meurt à sa liberté : l'infini a désormais un cadre et des frontières. Aragon intitule le cycle romanesque qu'il inaugure avec *Les Cloches de Bâle* : « le monde réel ». *« Vous ne pouvez rien, vous autres, contre l'ombre où s'étend mon royaume. »*

« Quel est celui qu'on prend pour moi ? »

Un album et deux essais laissent ouverte la question

ALBUM ARAGON
n° 36, Gallimard,
coll. « Bibliothèque de la Pléiade »,
480 p., 517 ill. (hors commerce).

ARAGON 1897-1982
« Quel est celui *qu'on prend* pour moi ? »
de François Taillandier.
Fayard, 176 p., 89 F.

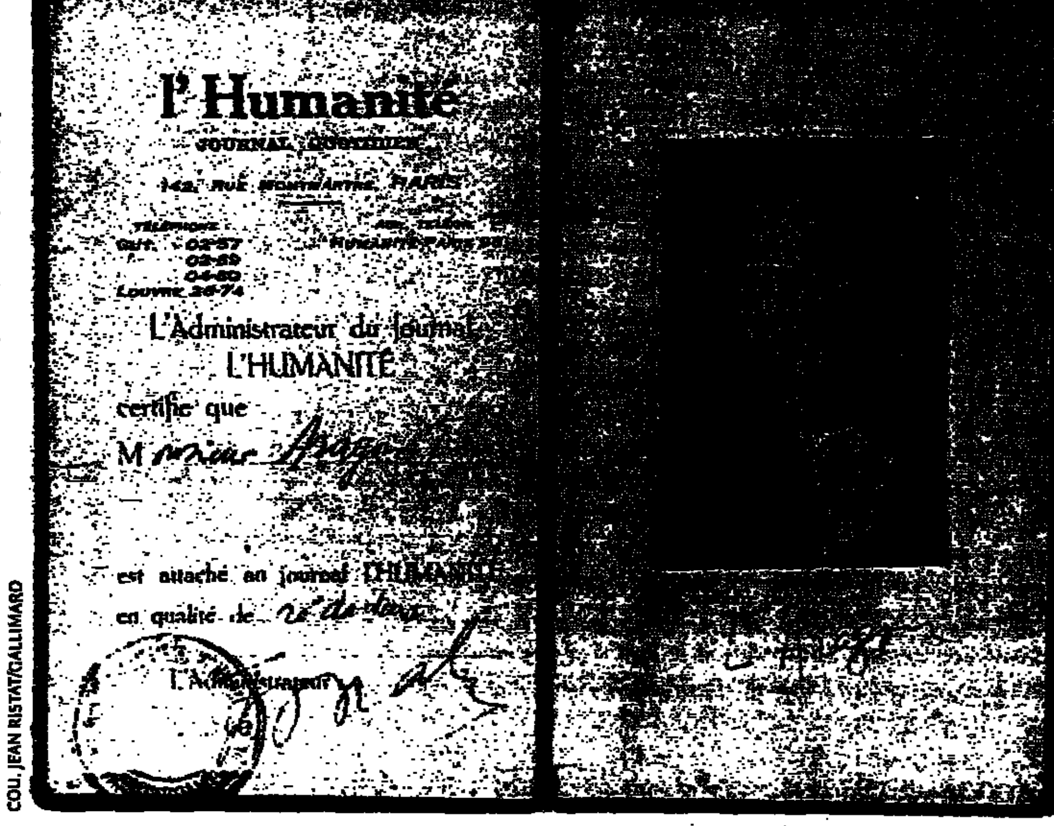
ARAGON L'INCLASSABLE
de Valère Staraselski.
Ed. L'Harmattan, 368 p., 180 F.

Il aura fallu presque vingt ans pour qu'un premier volume de l'œuvre d'Aragon voie le jour dans la « Bibliothèque de la Pléiade » – le contrat avait été signé en 1978, quatre ans avant la mort d'Aragon. C'est dire à quel point les conflits autour de la postérité d'un des grands écrivains du XXe siècle sont toujours vifs. Tout de même, l'année du centenaire de sa naissance (le 3 octobre), on publie à la fois une première Pléiade et un passionnant « album de la Pléiade » (offert à tout acheteur de trois volumes de la collection, pendant la « quinzaine de la Pléiade », du 15 au 31 mai). L'héritier d'Aragon, Jean Ristat, a choisi les documents et les commente. *Il n'y a là* qu'une partie de ce qu'on possède sur Aragon et son siècle, mais le choix est très judicieux – et constitue une magnifique introduction à la lecture de l'œuvre. Jean Ristat ne veut pas se substituer aux biographes, *ni aux historiens. Il* entend seulement porter témoignage, faire un geste de reconnaissance, d'amitié envers celui qu'il a rencontré en 1965 et dont il a, le 24 décembre 1982, *« fermé les yeux »* ; il veut rendre Aragon vivant pour ceux qui n'ont qu'une image affadie, ou stéréotypée et fausse, de cet homme complexe, multiple, masqué.

De l'enfant si beau à la naissance mystérieuse (il était le fils illégitime d'un homme politique, Louis Andrieux), du petit garçon maigre à la jolie figure auquel on fait croire que sa mère est sa sœur, du condisciple des frères Prévert et d'Henry de Montherlant au vieil homme caché derrière un masque de la fin des années 70, en passant par le surréaliste ami d'André Breton et le dignitaire du Parti communiste français qui se proclame « fou d'Elsa », on suit, de textes en images – certaines jamais montrées –, quatre-vingt-cinq ans de vie. Et presque autant de littérature puisque le petit enfant surdoué, sachant à peine écrire, dictait des textes aux femmes de sa famille.

On découvre ainsi des photos de la belle Denise Lévy (qui épousa ensuite Pierre Naville), dont Aragon fut amoureux au début des années 20 (ses *Lettres à Denise* ont été publiées seulement en 1994 par Maurice Nadeau) et qui fut le modèle de la Bérénice d'*Aurélien*. On retrouve Nancy Cunard, bien sûr, autre femme d'Aragon avant l'omniprésente Elsa. En même temps qu'une mine de documents, ce volume est une galerie de portraits, rassemblant la plupart des grands artistes de la première moitié du siècle, qui ont, à un moment ou un autre, croisé le parcours de Louis Aragon (qui, sur les couvertures de ses livres, très vite, n'inscrit plus qu'« Aragon »). Mais on y trouve aussi un Aragon plus quotidien, celui que l'on continuait d'appeler Louis, qui fut journaliste (sa carte en témoigne), résistant (les extraits de presse collaborationniste à propos des *Voyageurs de l'impériale* sont à ne pas manquer), membre du comité central du PCF, qui passa des vacances avec Maurice Thorez et prit la parole sur de nombreuses tribunes.

Comme la remarquable biographie de Pierre Daix (nouvelle édition datant de 1994 chez Flammarion), cet album passionnant laisse ouverte la question : qui était Louis Aragon ? Qui était l'homme de soixante et onze ans que l'on voit ici, derrière Daniel-Cohn Bendit, en 1968, et qui va se faire conspuer par une jeunesse en révolte ? Qui était le très vieux monsieur, encore si beau, imperméable et chapeau (dernière image de l'album) ? En un mot : *« Quel est celui qu'on prend pour moi ? »* – comme dit ce vers du *Roman inachevé* que le romancier François Taillandier prend pour sous-titre du bref livre qu'il consacre à Aragon.


l'Humanité
L'Administrateur du Journal
L'HUMANITÉ
certifie que
M
est attaché au journal
en qualité de
L'Administrateur

COLL. JEAN RISTAT/GALLIMARD

Trouvera-t-on chez Taillandier quelques réponses aux mystères d'Aragon ? Sans doute pas. Il est toutefois réjouissant de voir un homme de quarante ans rompre avec le dédain dans lequel il est convenu de tenir cet écrivain, qui aurait été seulement « un vieux stalinien » – à laisser dormir, donc, dans les poubelles de l'Histoire. Cela dit, la lecture de Taillandier est souvent irritante. Une vision assez étroite d'Aragon. Beaucoup de légèreté, d'approximations et de clichés, notamment sur *« le terrorisme des avant-gardes littéraires »*, puis les romans des années 80, vus comme une *« reconversion générale au cynisme joyeux »*.

Mais au fil du récit – du roman, peut-être, car, au fond, et Taillandier le dit de temps en temps, ce texte tient plus du romanesque que de la démonstration – on voit comment, de lointain et presque hostile qu'il était, François Taillandier est « pris » par Aragon, entraîné dans son génie, dans sa grandeur, quels que soient ses errements. Il lui semble alors dérisoire que ce soit notre époque – *« un temps de réflexes simples »*, où *« la prime à l'ignorance n'est pas encore considérée comme un acquis démocratique, mais on y travaille »*, où l'on n'a *« plus de foi : de la crédulité. Plus d'incroyance : de la maussaderie »* – qui se permette, sans nuances, de juger cet écrivain, d'empêcher qu'on le lise. *« Au temps de CNN, de la mondialisation (...), nous pourrions – les écrivains français – au moins essayer d'en dire quelque chose, de comprendre ce qui se passe, de ne pas laisser le jeu se jouer sans nous »* ; *« Cet homme-là bravait quelque chose, et cela avait de la gueule. Nous autres, nous ne bravons plus rien, nous ne trouvons plus intéressant ce qui a de la gueule, et savons-nous encore seulement lire les vers ? »*, demande Taillandier. Aragon, lui, qu'on croyait figé dans son rôle d'apparatchik du PCF, écrit en 1958 dans *Les Lettres françaises*, qu'il dirige, « Un perpétuel printemps » (texte repris dans *L'Un ne va pas sans l'autre* en 1959). A travers la découverte d'un débutant de vingt-deux ans, Philippe Sollers (un « fils » qui se révélera « décevant »... encore qu'il faudra bien un jour faire la lumière sur la place, dans l'œuvre de Sollers, de cette relation négative), se parle une radicale remise en cause. Aragon va repenser la modernité et réinventer son œuvre. *« A soixante ans passés, Aragon allait mettre le feu à la baraque »*, écrit François Taillandier. Ce « feu » produira *La Mise à mort* (1965), *Blanche ou l'oubli* (1967), *Henri Matisse, roman* (1971), *Théâtre/Roman* (1974).

C'est à cet Aragon des dernières décennies de son existence que s'intéresse Valère Staraselski dans *Aragon l'inclassable*, un essai littéraire qui vient deux ans après *Aragon, la liaison délibérée*, un essai biographique sur Aragon et la politique. Ce livre s'ouvre sur une phrase de *La Mise à mort*, que l'on peut méditer longtemps : *« De toute façon, il n'y a le choix qu'entre l'injure et l'oubli ou l'intégration au système qui l'emportera dans l'administration des choses humaines. »*

Si l'on est vraiment curieux d'Aragon, il faut lire ce livre. Il est plein d'informations, de réflexions et de développements intéressants, mais on a le sentiment d'être en présence des « éléments » d'un livre. Il n'est pas composé. Staraselski « jette » son discours dans un volume, sans le « penser ». Il pratique ce qu'il désigne chez Aragon comme *« cette écriture déambulante, qui par ailleurs se construit par association, de fil en aiguille, sans plan préconçu »*. Mais, pour cela, il vaut mieux être romancier, et de préférence très doué. Alors, si l'on ne sait pas grand-chose d'Aragon, il faut d'abord aller de son côté, avant de se risquer en direction d'*Aragon l'inclassable*.

Josyane Savigneau

Aragon poète : un parcours triomphal et douloureux

Un chant d'insolence et de tradition, de révolte, de passion et d'ivresse. L'auteur du « Fou d'Elsa » fait entendre, dans sa prose comme dans sa poésie une voix de séducteur et d'écorché vif

Le roman est une entreprise, et le poème le besoin de s'exprimer hors de la tradition cartésienne : un éclair, une délivrance, un cri. Aragon est le dernier en date de nos grands écrivains à avoir illustré les deux genres, avec le même bonheur. Notre histoire est riche de cas semblables. On n'imagine pas Balzac, Stendhal, Proust ou Sartre écrivant des vers ; on n'imagine pas davantage Mallarmé, Saint-John Perse ou Eluard en proie à la prose romanesque. Quant à Hugo, Lamartine, Nerval, ils passaient avec aisance du chant le plus pur au récit le plus soucieux de réalisme. Aragon, dès ses premiers écrits, se révèle un prosateur et un poète hors pair ; il en sera ainsi pendant plus de soixante ans. Ce que la prose – l'article incendiaire ou le roman à longue haleine – traduit chez lui avec ampleur, ne s'oppose nullement à l'imagerie ni à la musique du poème, fût-il proche de l'ésotérisme. On ne saurait, objectivement parlant, préférer l'une ou l'autre face de son identité plurielle. Qui était Aragon, et qu'a-t-il écrit de plus durable ? A tout moment, il se surveille, se défend de ses propres excès et passe d'une écriture martelée à une écriture allusive. Homme de l'agora, il sait être un habitant de la tour d'ivoire. Le comprendre est toujours facile : toujours ou jamais.

Il connaît les horreurs de la guerre de 14-18. Il rencontre André Breton. Il se méfie de la France victorieuse : pour un jeune homme, les moustaches de Joffre, de Clemenceau et de Poincaré valaient-elles la peine de se battre, et pour quelle République ? A vingt ans, il a entendu parler de la Révolution d'octobre, des spartakistes et surtout de Dada, dont il sera, jusqu'en 1922, un locataire un peu distrait. S'en prendre à Descartes – ou à Anatole France – lui paraît un bon choix. Le premier Aragon est, si on ose dire, celui du « refus joueur », tel qu'il apparaît dans son premier recueil de poèmes, *Feu de joie*, en 1919. Ce n'est pas un simple hasard si le premier poème contient cette question : *« Mensonge ou jeu ? »* Il ajoute aussitôt : *« Pas de mesure, ni de logique. »* Qu'on l'écoute lancer quelques défis, mais qu'on le prenne aussi pour un acrobate : il ne s'en offusque pas. Les influences sont nombreuses : Apollinaire, Reverdy et Cocteau. Brouiller les pistes lui est naturel : *« L'autre ou moi. L'autre émoi »*, dit-il avec de gros clins d'œil. Il faut se montrer à la fois élégiaque, lyrique et furieux. Dès qu'on le saisit, on doit se demander déjà : qui a-t-on pu saisir ? Au demeurant, il repousse les avances de tous : *« Ma douleur ne vous regarde pas »*, dit-il en Rolla moderne.

Mille tentations se bousculent. Si Aragon adhère au surréalisme, ainsi qu'il est exposé par André Breton, dans son *Manifeste* de 1924, il sait, néanmoins, qu'il n'appliquera pas tous les préceptes du mouvement. Il est tenté par l'essai, par le récit, par le prestige du message direct ; au contraire, le domaine du rêve et du somnanbulisme n'est pas pour l'instant le sien : sa folie à lui est plus déclamatoire et, d'une certaine manière, plus liée à la tradition. Il se veut moins doctrinaire que Breton et moins passif qu'Eluard, à qui il laisse volontiers le rôle du poète de l'amour. Lorsqu'il publie son deuxième recueil important, *Le Mouvement perpétuel*, en 1926, il sait que son insolence a mûri. Irrationnel, il le sera de façon autoritaire, tandis que Breton aligne les images incongrues et qu'Eluard raffine sa plume séduisante mais un peu mièvre : *« Qu'est-ce que parler veut dire ? Semer des cailloux blancs que les oiseaux mangeront... »* – *« Qu'est-ce que la mort ? – Un petit château fort sur la montagne. »* Au cas où ses amis l'oublieraient par trop de rigorisme, il leur rappelle que l'ode et la ballade – comme au temps de Verlaine ou de Théophile Gautier – ne sont pas mortes : *« Je crois qu'elle m'oublie / A la folie / J'attends qu'elle m'embrasse / Avec grâce... »* Un poète d'avant-garde n'aurait-il pas le droit de rêver à devenir un poète populaire ?

Le dilemme : poète ou prosateur, ne s'est jamais posé à Aragon. Une fois pour toutes, au seuil de sa trentaine, il en fait une éclatante démonstration avec une œuvre qui est, formule approximative, un long poème en prose narrative, *Le Paysan de Paris* : une confession ininterrompue où la prose garde sa constitution physique, mais où la poésie impose ses fantasmes et ses heurts entre le réel et l'irréel. Tout Aragon est dans ces noces, qui lui permettront plus tard d'appeler roman un poème, ou le contraire. Breton a construit son église, presque tout seul. Aragon et Eluard trouvent la leur, qui existe en dehors d'eux : voici venu le temps de l'engagement politique. *Persécuté persécuteur*, publié en 1932, contient les poèmes les plus virulents d'Aragon. Les textes de ce recueil, où la provocation fait concurrence à la rage froide font penser à Vladimir Maïakowski, le poète révolutionnaire par excellence et, de surcroît, lié à Elsa Triolet. Le communisme, y compris le stalinisme le plus dur, Aragon ne le reniera plus, même au prix de sa rupture avec Breton. La voie n'est pas sans embûches : où finit le poème et où commence le tract proprement dit ? Peut-on, sans se rebiffer, relire aujourd'hui ces panégyriques et ces coups de gueule ? Un autre recueil de la même inspiration, *Hourrah l'Oural*, en 1934, tient de la pitrerie avec, comme toujours, des accès de génie. Il est grand temps, pour Aragon, de se renouveler en poésie, tandis qu'il écrit un de ses romans les plus profonds et les plus poignants, *Aurélien*.

Le Crève-Cœur, en 1941, suivi du *Nouveau Crève-Cœur*, cinq ans plus tard, font d'Aragon le grand poète national de la France douloureuse. Il n'est pas de textes aussi puissants et aussi chantants à la fois, depuis d'Aubigné, Hugo et Péguy, pour communier avec l'humiliation d'un peuple. Aragon ne tergiverse pas : il revient au vers régulier, qui rime et ne laisse aucune marge à l'incertitude, ni dans sa forme ni dans son message. La France est peut-être vaincue : elle a le droit, entre ses pleurs, de se souvenir de son glorieux passé. L'optimisme est intact, quelles que soient les trahisons. L'hymne s'élève : il est dû à un être qui veut oublier aussi bien sa différence que ses interrogations de naguère. *« Seul souffrir est éternel »*, proclame-t-il avec fierté.

« Je n'oublierai jamais l'illusion tragique
Le cortège les cris la foule et le soleil
Les chars chargés d'amour les dons de la Belgique
L'air qui tremble et la route à ce bourdon d'abeilles
Le triomphe imprudent qui prime la querelle
Le sang qui préfigure en carmin le baiser
Et ceux qui vont mourir debout dans les tourelles
Entourés de lilas par un peuple grisé
(...)
Ma patrie est comme une barque
Qu'abandonnèrent ses haleurs
Et je ressemble à ce monarque
Plus malheureux que le malheur
Qui restait roi de ses douleurs
(...)
Il est un temps pour la souffrance
Quand Jeanne vint à Vaucouleurs
Ah coupez en morceaux la France
Le jour avait cette pâleur
Je reste roi de mes douleurs... »

Derrière son panache tricolore – avant qu'il ne redevienne rouge – Aragon rallie une nation entière, quand bien même elle ait trois capitales : Paris, Vichy et Londres. Si le ton est celui de la ferveur, misère ou pas, l'Histoire est invitée à participer au cortège. Elle permet de mieux supporter la honte, d'autant que sous le pseudonyme de François-La-Colère, Aragon publie clandestinement *Le Musée Grévin*, qu'on se passera de la main à la main de façon foudroyante et où la violence se renouvelle sans cesse contre ceux qui ont assassiné *« ma France aux yeux de tourterelle »*.

Aragon disait volontiers à ses familiers, dans les dix dernières années de sa vie : *« A partir de la Libération, j'ai deux amours, donc deux devoirs, donc aussi deux passions avec tout ce que cela comporte de grave ou de contradictoire : Elsa et le parti. »* La somme de ce qu'il écrit dans les années 50 et 60, ne saurait se concevoir séparément : la prose narrative des *Communistes* avec ses six volumes, et les recueils de poèmes à la gloire de son épouse. Le militant célèbre l'Union soviétique à travers des personnages romanesques, et l'amoureux entreprend d'idéaliser la femme qu'il s'est choisie. Au lieu d'opposer ces deux desseins, il est plus judicieux de se dire qu'ils s'interpénètrent, s'appuient l'un sur l'autre et s'enrichissent d'être, au fond, incompatibles. Aragon ne donne jamais l'impression de se compartimenter : un polémiste qui rime, un romancier qui raconte, un poète qui raisonne... il faudrait être bien borné pour récuser cette forme-là de génie. Dans *Les Yeux et la mémoire*, en 1954, on trouve par exemple cette justification :

« C'est possible après tout qu'à parler politique
Sur le rythme royal du vers alexandrin
Le poème se meure et tout soit rhétorique
Dans le langage souverain
C'est possible après tout que j'aie perdu le sens
Qu'au soleil comparer le Parti soit dément
Qu'il y ait de ma part simplement indécence
A donner ça pour argument »

La lucidité n'est pas la moindre vertu d'Aragon, qui sait à tout moment où il veut aller, serait-ce trop loin. Qu'est donc la vie, si on ne la transforme en glorification, et en particulier la sienne, où il lui arrive d'avaler des couleuvres et d'y prendre goût ? Il appellera, dans sa vieillesse, cet état le *« mentir vrai »*. Sa musique – lui qui n'est pas musicien : le comble ! – lui sert de réconfort ; chanter et déchanter ne sont-ils pas si proches ? On lit dans *Le Roman inachevé* (qui n'a rien d'un roman) en 1956 :

« Comme il a vite entre les doigts passé
Le sable de jeunesse
Je suis comme un qui n'a fait que danser
Surpris que le jour naisse
J'ai gaspillé je ne sais trop comment
La saison de ma force
Leur vie est là qui trouve un autre amant
Et d'avec moi divorce... »

Ces vers inoubliables sont d'un Ronsard moderne, et d'un *« amant »* comme il dit : ils s'appliquent à sa muse, Elsa, élue du cœur, de la raison et de mille ambiguïtés. Déjà, dans les *Yeux d'Elsa*, en 1942, sa dévotion était clairement déclarée. Le serment se répète dans *Elsa*, en 1959, sur un rythme plus large, comme si la dimension lyrique ne lui suffisait plus. Aragon déclare : *« Il est plus facile de mourir que d'aimer / C'est pourquoi je me donne le mal de vivre / Mon amour... J'inventerai pour toi la rose. »* Alors qu'il achève peu à peu son épopée romanesque sur les communistes, il prépare avec acharnement son monument à la gloire d'Elsa. Il sera d'une autre nature, et d'une étonnante ambition. Dans *Elsa*, il écrit ces mots que personne ne semble avoir relevés : *« Alors on entendra sous l'accent du délire / Dans les aveugles mots les cris de déraison. »* Non sans astuce, Aragon confiait à ses amis, sous le sceau du secret, lorsque ceux-ci s'étonnaient de ses deux fidélités, la politique et l'amoureuse : *« J'ai mon parti pris et ma partie prise. »* La parution, en 1963, du *Fou d'Elsa*, son livre le plus riche et le plus insaisissable, désarçonne aussi bien ses admirateurs que les tenants de l'avant-garde, qui trouvent soudain sur leur passage un écrivain pétri d'énigmes, comme s'il appartenait à une littérature autre que la française. Cet ouvrage à plusieurs thèmes, autour de son attachement pour Elsa, réussit à donner le sentiment d'une lutte incessante avec l'inconnu. Il reprend au Moyen Age l'idée d'un amour courtois, où l'amant se soumet de bon gré à d'impossibles prouesses. L'amour est une plongée dans l'inconnaissable : il faut savoir le mériter, afin de le sanctifier. A ces exigences s'en ajoutent deux autres. L'une est dans le choix du langage : Aragon le veut multiple. Il utilise la prose narrative, le vers régulier, le vers blanc, et ne néglige pas les audaces du vocabulaire éclaté, semblable à ce qu'il écrivait au temps de Dada. L'autre exigence concerne l'époque. Ce n'est pas au XX[e] siècle qu'il situe ses amours avec Elsa, mais au temps du royaume maure sur le point de s'écrouler, à Grenade. Sa passion en devient un panégyrique de la civilisation musulmane à son apogée. Quand on aime, ne doit-on pas changer de lieu, en renversant l'échelle de ses valeurs habituelles ? Ce renouvellement imprévu s'effectue aussi aux dépens de notre lyrisme national : Aragon, dans ses arcanes, se sent attiré par une sorte de gongorisme baroque.

Il a toujours été compris dans l'immédiat ; ici, on devine l'exaltation ressentie devant les abîmes qu'il avait jusque-là évités. Le mythe d'Elsa, il le déplace, il le déracine pour que le vécu ne puisse en ternir l'éclat. On devine combien Aragon se plaît ainsi dans la parabole et la fantasmagorie, qui rachètent le personnage officieux qu'il est devenu.

Cependant, les contraintes se relâchent. Le communisme de Brejnev n'est pas celui de Staline. Elsa meurt en 1970 : douleur et délivrance. La trilogie romanesque qui se termine par *Théâtre/roman* intègre, une fois pour toutes, le poème au récit. Les miroirs interdisent au réel de se présenter sous un angle unique. L'écriture est absolue, en un triomphe de choses dites, de choses indicibles et de secrets qui pour l'équilibre psychique de l'auteur doivent rester des secrets. Le dernier recueil de poèmes, *Les Chambres*, paru en 1969, contient cet aveu, qui est une défense de l'instinct débarrassé de ses lumières trop domptées :

« J'écris je dis j'écris je mens
Nul ne sait ce qui me foule à ses pieds
Quand j'écris quels chevaux fous leurs fers
Cela s'écrit sur moi ce
Qui s'écrit sur moi qui me déchire que
Je déchire... »

Poète de l'insolence, de la révolte, du devoir, de la tradition, de la mélodie, du réel, de l'insondable, de l'énigme et de l'ivresse, Aragon reste, en ce siècle, le séducteur le plus constant, suivi d'une ombre qui ne lui ressemble pas, à première vue : celle de l'écorché vif. Une figure immense et comminatoire, caresse et menace à chaque page.


MONIQUE DUPONT-SAGORIN

Dans cette rue où vont choses bizarres
La nuit se meurt d'ancienne chanson
De gens défunts allant pas lézard
Dont nul ici ne sait plus ce qu'ils sont
Comme écoliers oubliant leur leçon
Dans cette rue où vont choses bizarres
Passants de l'ombre avec l'aube lavés
Qui ressemblez l'histoire mal apprise
De ce quartier d'illustres noms pavé
Comme des chats dans leurs amours surprises
Pleurant la nuit qui déjà se fait grise
Passants de l'ombre avec l'aube lavée

Où êtes-vous Monsieur de Robespierre
Les souvenirs partout se sont éteints
Où fut Saint-Just il ne reste plus pierre
De ce temps là quand revient le matin
Le boucher sauf où dormait Guillotin
Où êtes-vous Monsieur de Robespierre

(Brouillon d'un poème des années 60.
© Succession Aragon).

Un roman comme un acte de survie

ON NE PEUT PAS SE PLAINDRE
(Rezidentsiè),
d'Oser Warszawski.
Traduit du yiddish
par Marie Warszawski,
Lydie Lachenal et Angélique Lévi.
Ed. Liana Levi, coll. « Domaine yiddish », 128 p., 98 F.

Il y a une chose qu'Oser Warszawski ne dira pas : c'est qu'en 1943 il est en train d'écrire en direct, au risque de sa vie, le roman de sa propre histoire, *« en attendant »*. En attendant quoi ? Naphtali Cheminère lui-même, le héros d'*On ne peut pas se plaindre* et qui lui ressemble de très près, sera pris de court par le destin, se contentant d'affirmer avec un semblant de scepticisme, chaque fois un peu plus près du pire, qu'*« on ne peut pas se plaindre »*. Lui aussi se trouve fugitivement flanqué dans ce village de Provence en résidence forcée, avant de poursuivre ailleurs sa vie de bête traquée, acteur discret du quotidien et témoin attentif des rumeurs annonçant toujours l'imminence d'une rafle. Comme Oser Warszawski et comme les autres passants anonymes dont chacun pressent vaguement que leur fin sera commune, il se réjouit des fausses alertes, monte dans un train sans *Ausweiss*, sirote un apéritif, étouffant sa propre lucidité *« en attendant »*.

Oser Warszawski ne dira pas qu'il fut livré aux Allemands en mai 1944 et assassiné à Auschwitz en octobre, à quarante-six ans. Il ne saura pas que le manuscrit d'*On ne peut pas se plaindre* lui a miraculeusement survécu. Il ne saura pas qu'il fut non seulement l'un des plus grands auteurs yiddish d'avant-garde mais aussi le seul écrivain, parmi les témoins juifs de la période de l'Occupation, à avoir laissé un récit écrit sur le vif, jour après jour, de ville en ville : un roman haletant, rédigé comme un acte de survie avec l'humour du désespoir, au fil de l'errance ultime.

M. V. R

Le yiddish, « métaphore de l'existence juive »

Douze millions avant guerre, les yiddishophones ne sont plus guère qu'un million dans le monde. Avec sa collection « Domaine yiddish », Rachel Ertel veut perpétuer une « langue-territoire », seule trace du monde ashkenaze

« Pour les juifs d'Europe de l'Est, le seul territoire était la langue yiddish. Le génocide et, d'une autre façon, l'étouffoir soviétique ont conduit cet ultime foyer à disparaître à son tour. Votre collection est-elle l'anthologie d'une culture déjà morte ?

– La langue yiddish a été pour les juifs d'Europe, il est vrai, un substitut de territoire. C'était leur patrie qu'ils emportaient à la semelle de leurs chaussures. Cette culture a connu, à partir de la fin du XIXe siècle, et surtout dans l'entre-deux-guerres, une époque de forte éclosion, en particulier en Russie après la Révolution de 1917, et avant d'être étouffée par le stalinisme, à l'égal de toutes les cultures minoritaires. Dans les pays occidentaux où le yiddish s'était implanté (à Paris, à Londres, à Berlin, à Vienne et surtout à New York), l'ouverture démocratique, paradoxalement, ne l'a pas non plus aidé à s'épanouir : la culture dominante de ces sociétés, par son hégémonie attractive, a contribué à son absorption, puis à sa dissolution. Mais c'est le génocide qui, en exterminant les juifs, a exterminé les porteurs de cette langue. De ce fait, pour les survivants, traumatisés par un fort sentiment de culpabilité, leur langue devenait interdite. Le dire était frappé d'un tabou. Tous ces facteurs ont contribué à arracher la langue à ses locuteurs, à les renvoyer au silence. D'où l'urgence d'enseigner cette langue et de créer cette collection. Parce que cette langue a été éradiquée, il fallait à tout prix s'efforcer de la perpétuer.

– A quels critères correspond le choix de vos titres ?

– Pour effacer l'image folklorisante de cette littérature, j'ai voulu montrer d'abord les textes de la modernité, et en particulier les périodes symboliste et futuro-expressionniste. Ce sont les deux axes que je compte développer. C'est une façon de réinscrire les oeuvres yiddish dans la littérature *universelle à laquelle elles ont emprunté* et dont elles sont la caisse de résonance. J'ai publié certains classiques comme Cholem-Aleïkhem, Sholem Asch, mais aussi Lamed Shapiro, Bergelson, Kulbak, Rabon, Rosenfeld, Zeitlin, Warszawski, Mehuba Ram [la mère de Rachel Ertel], ou des poètes comme Sutzkever. Et surtout, il était important de les traduire à partir des textes originaux, ce qui ne va pas de soi : Isaac Bashevis Singer, qui écrivait exclusivement en yiddish, n'est publié en France que par l'intermédiaire de ses traductions anglaises. *Argile*, un texte de son frère Israël Joshua Singer chez Liana Levi, est ainsi le seul livre des frères Singer à être traduit du yiddish et non de l'anglais.

– La communauté de langue et la culture diasporique suffisent-elles à établir une spécificité de la littérature yiddish, distincte de celles des pays – Russie, Allemagne, Europe centrale et orientale, Etats-Unis – où elle s'est développée ?

– Le phénomène est plus compliqué. La littérature des pays d'insertion est passée par le yiddish, qui est le lieu même de cette circulation. Un texte pouvait être créé en Russie, publié en Pologne, lu aux Etats-Unis, revenir en Russie... C'est dans les pays slaves que le yiddish s'est implanté le plus *durablement*, et l'influence des littératures russe et polonaise a été très importante. Mais les migrations vers les Etats-Unis et dans les grandes capitales d'Europe ont fait pénétrer d'autres composantes. La littérature yiddish est faite de ce réseau d'influences, de ces confluences, de cette interaction constante. Sa spécificité est de ne pas avoir de centre. Elle est partout et nulle part à la fois, dans la périphérie, avec une présence très forte des grands mythes et des textes sacrés qui viennent modifier les influences multiples. Le seul territoire, à nouveau, c'est l'écriture.

» Pour la plupart des lecteurs, le yiddish reste une langue scellée, non accessible, morte, par manque de filiation. On évalue à environ un million le nombre de yiddishophones dans le monde, alors qu'ils étaient près de douze millions avant la deuxième guerre mondiale. Le but de cette collection est de faire comprendre que la *littérature yiddish ne procède* pas d'une culture de ghetto, mais qu'elle est au contraire la plus ouverte, la plus cosmopolite qui soit. On le voit par la langue elle-même : c'est une langue de fusion qui, par le fait des migrations successives, a intégré et transformé tout ce au milieu de quoi elle a vécu. Avec des composantes hébraïques, *allemandes*, *romanes* et slaves, elle résulte d'une alchimie qui a fusionné ses différentes origines en quelque chose de totalement original.

» La langue yiddish est ainsi la métaphore de l'existence juive, et cette alchimie a formé une littérature à son image, qui a absorbé et transformé le monde d'une façon spécifique et qui fait partie de la modernité européenne, dans la lignée des Schnitzler, Döblin, Joseph Roth, Sherwood Anderson ou des Français de l'entre-deux-guerres. Le paradoxe est que cette littérature reste enfermée et méconnue, alors qu'elle a tant emprunté au reste du monde. Ma collection est aussi une façon de rendre *la dette que la littérature* yiddish a contractée à l'égard des sociétés environnantes.

– Tous les écrivains que vous avez publiés dans cette collection sont morts. Percevez-vous la possibilité d'une renaissance de la littérature yiddish, dans la mesure où la langue est aujourd'hui portée essentiellement par ceux qui rejettent la littérature en tant que telle, à savoir les ultra-religieux ?

– Je ne crois pas à une renaissance. *Paradoxalement, il y a plus* de vitalité dans l'écriture que dans la lecture yiddish, et si le lectorat se réduit au nombre d'écrivains, c'est peu... Il existe en Israël quelques auteurs contemporains écrivant en yiddish. Pour qu'une littérature soit vivante, il faut non seulement un lectorat vivant, mais un fondement social : dans la mesure où les garçons ne font pas la *cour aux filles en yiddish, c'est fichu* ! Pour ce qui est de l'appropriation de la langue par les ultra-religieux, en revanche, je suis plus optimiste. Il y aura parmi eux des rebelles, des *écrivains*. La littérature yiddish est profane à l'origine, puisqu'elle s'est précisément constituée en rupture et par opposition au monde orthodoxe traditionnel.

– En décidant d'adopter l'hébreu comme langue nationale, le fondateur de l'Etat d'Israël, Ben Gourion, avait pourtant rejeté lui aussi le yiddish, qu'il qualifiait de « jargon dissonant ».

– La « guerre des langues » est antérieure au sionisme politique. Elle remonte à la fin du XVIIIe siècle, lorsque les tenants de la philosophie des Lumières ont prôné un retour à l'hébreu pour le domaine intellectuel et une assimilation linguistique pour le domaine profane. Le yiddish s'est peu à peu imposé comme la langue courante et intellectuelle puis a été rejeté, comme tout ce *qui rappelait* la diaspora, au moment de la création d'Israël. Aujourd'hui, un mouvement inverse se fait *sentir là-bas*, une recherche des racines diasporiques qui s'accompagne, pour les ashkenazes, d'un renouveau de l'enseignement du yiddish. Mais, là encore, il s'agit d'un renouveau scolaire et universitaire, et tant qu'il n'y aura pas d'amoureux en yiddish... Aucune culture, aucun peuple ne se remet d'un génocide. L'un des aspects tragiques, qui est pour moi *un défi lancinant, est que cette* langue et cette littérature ont été anéanties, « arrachées », au moment même de leur apogée créatrice. Mais il y a en yiddish, depuis le XVIe siècle, un véritable continent littéraire à découvrir. Cette collection que Liana Levi a entrepris de défendre correspond à une urgence. Les textes littéraires constituent la seule trace laissée par le monde ashkenaze. Et comme il ne peut plus être accueilli dans sa propre langue, c'est aux autres langues de le transmettre. »

Propos recueillis par Marion Van Renterghem

Rachel Ertel. Née en 1939 dans un bourg de Pologne aujourd'hui situé en Lituanie, elle est professeur à l'université *Paris-VII en études américaines et en littérature et* culture yiddish, et traductrice du yiddish et de l'anglais. La collection qu'elle dirige aujourd'hui chez *Liana Levi, « Domaine yiddish », a connu un destin* semblable à celui du juif errant, accueillie successivement aux éditions L'Age d'homme, où elle a été fondée en 1982, puis au Seuil et chez Julliard, pour constituer un catalogue global d'une vingtaine de titres. Rachel Ertel est elle-même l'auteur de plusieurs livres dont *Le Roman juif américain* (Payot, 1980), *Le Shtetl* (Payot, 1982), *Dans la langue de personne* (Seuil, 1993).

M. E.

Visions fugitives

Quelques vies fixées dans la lumière irréelle et fantastique d'Elizabeth Bowen

L'AMANT DÉMONIAQUE
d'Elizabeth Bowen.
Traduites de l'anglais
par Françoise Brodsky
Complexe, 136 p., 95 F.

D'Elizabeth Bowen, qui naquit en 1899 à Bowen's Court, le poète Stephen Spender disait : *« S'il existe un écrivain qui peut nous consoler de la perte de Virginia Woolf, c'est bien Miss Bowen. »* Cette parenté littéraire est évidente, ne serait-ce que dans l'analyse subtile des territoires intérieurs et *dans* la place accordée à la description d'une sensation toujours fluctuante, fugitive, insaisissable : *« Tout se pulvérise avec facilité, rongé par une pourriture sèche... »*, tout est rongé d'irréalité, chaque instant disparaît dans le néant.

« L'Amant démoniaque » est la nouvelle qui donna son titre au recueil publié en 1945 (il parut en français, en 1947, aux éditions La Jeune Parque, sous le titre *Pacte avec le diable*). Cependant, les nouvelles qui sont publiées aujourd'hui dans *L'Amant démoniaque* correspondent à un choix différent, effectué à partir des *Nouvelles complètes* d'Elizabeth Bowen, *mais qui* compte, comme le recueil original, un certain nombre de textes portant sur la guerre et le blitz londonien.

Dans une ville crépusculaire, ravagée par la guerre, des personnages errent, se rencontrent, se perdent et se retrouvent, leurs destins imbriqués par l'Histoire. Ainsi, dans *« Kôr »*, ce couple d'amoureux, une jeune fille et un soldat, dans une ville fantôme que fouille le clair de lune ; n'ayant nul endroit où se retirer, ils semblent privés de destination ; ne leur reste, ils n'en sont pas même sûrs, que les bras l'un de l'autre. *Kôr, cité morte* et mystérieuse, désertée par les hommes et l'Histoire, est au coeur des désirs de la jeune fille. Au-delà de l'homme aimé, avec lequel elle escalade sans fin des marches où seule les rejoint la lune, n'est-ce pas vers cette ville dépeuplée que vont ses rêveries avides, vers la pureté des rues larges et abandonnées ? *De ce décor immobile et rêveur*, qui pourrait évoquer les tableaux du peintre Delvaux, on passe au fantastique avec « L'Amant démoniaque ». Là encore, la guerre a arrêté le mouvement de l'existence quotidienne : ce ne sont que maisons condamnées, lézardées, à demi détruites... Une femme revient sur les lieux habités avant son mariage, retrouve avec *perplexité* les traces d'une vie ancienne – une vie recouverte d'une fine pellicule qui est faite d'étrangeté plus que de poussière. Sur la petite table de l'entrée l'attend une lettre venue d'on ne sait où, une lettre qui la somme de tenir sa promesse et de se rendre au rendez-vous autrefois fixé... Dans « Heureux champs d'automne », le passé, réel ou imaginaire, contrastant avec l'heure présente, est une journée de lumière éclatante dans la nature. *« L'après-midi semblait sans fin, dont la couleur de blé mûr continuait à inonder les prés fauchés. »* De très loin, de très haut, *contemplées à vol d'oiseau*, les maisons familières apparaissent comme noyées dans l'immensité ; une vibration lumineuse soustrait la scène au temps, moment isolé qui demeure en suspens, tels les îlots d'arbres au milieu des vastes champs, avant que ne s'affirment les signes infimes de la dislocation future. Ces instants d'irréalité font rêver ceux dont la vie s'épuise – une vie *« si ténue »*, sèche et comme friable... Le passé aux couleurs trompeuses ne procure la douceur de la nostalgie qu'à celui qui veut se nourrir d'illusions.

Pour leur mystère et leur poésie *(même si la traduction pèche par un excès de fidélité à l'anglais)*, il faut lire ces nouvelles d'Elizabeth Bowen.

Christine Jordis

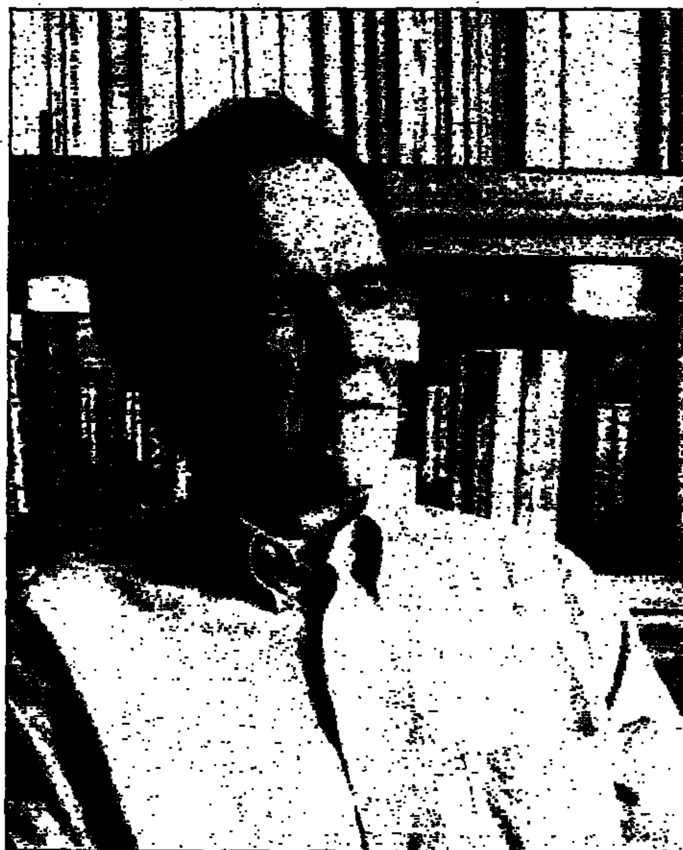
La mort aux mains des enfants

Après une longue absence, un homme revient dans sa ville natale et la découvre ravagée par la drogue. Découverte de l'horreur, de la haine. Une dénonciation coup de poing de Fernando Vallejo

LA VIERGE DES TUEURS
(La Virgen de los sicarios)
de Fernando Vallejo.
Traduit de l'espagnol (Colombie)
par Michel Bibard,
Belfond, 189 p., 95 F.

La ville somnolait depuis des siècles : une capitale de province élégante et vieillotte, avec des quartiers ombragés, des avenues torrides et des gouverneurs paresseux. Or le mal s'est mis dans la ville. Gonflée par une enflure malsaine, elle a cultivé des excroissances *malignes sur le flanc de ses* montagnes, elle y a toléré un désordre cupide sur lequel la drogue a proliféré. *Et les* cauchemars ont envahi le sommeil de la cité. Fernando Vallejo, déjà reconnu dans son pays pour une longue et virulente *autobiographie*, décrit et dénonce aujourd'hui les spasmes de sa patrie dans un livre qui le place d'emblée au premier rang des écrivains colombiens.

De retour chez lui après une longue absence, le narrateur s'éprend d'un jeune homme et se promène avec lui à la découverte de sa propre enfance. En vain : il *ne rencontre que l'horreur*, la haine et l'angoisse. L'auteur se doute que pour dénoncer efficacement l'injustice du monde, *les* malversations, la drogue ou même simplement la sottise des politiciens, il faut autre chose que les complaintes habituelles. On n'envoie pas le peuple aux remparts avec des berceuses, on prend une sirène d'alerte. Alors, il sublime, il distille l'élixir de ces désordres, identifie leur résultante, ce vers quoi court le monde : la mort aux mains des enfants. La mort distribuée comme des carambars, pour une insulte marmonnée, *une radio* trop bruyante, un mauvais regard. Non pas gratuite, hélas ! mais *coléreuse au contraire, exhalée* en bouffées de haine par une société où la vengeance devient le seul lien social, le meurtre le seul moyen d'exister. L'amour même qui unit les deux amants, si profond, si pathétique, n'est au fond qu'une rage un instant partagée et leurs promenades sont jalonnées de cadavres semés au hasard.



G. BARON/GAMMA

Fernando Vallejo, la rage à l'extrême.

Le narrateur a plongé à son tour dans ces ivresses sataniques. Il espérait retrouver tout ce qu'il *aime passionnément* : sa ville, les espoirs de sa jeunesse, la noblesse de sa patrie, son Dieu, sa langue aussi. *Or, tout a changé, tout s'est* avili dans le sang et l'ordure. Comme un grand brûlé pétri de douleur qui ne peut bouger le petit doigt sans un hoquet atroce, il ne peut plus rien voir, lui, rien penser sans hurler de détresse. Il rugit ses anathèmes et ses vitupérations : Jérémie sous les murs de Jérusalem, Jean Chrysostome invectivant les princes de Byzance. Entre deux colères, entre deux meurtres, le couple poursuit ses néfastes excursions alors que la ville *glisse du désordre* à la déliquescence puis au délire. On visite un café, une pompe à essence et beaucoup *d'églises car*, de toutes les blessures, celle qu'a laissée Dieu, l'amour de Dieu, puis son présumé abandon, est la plus insupportable. On parcourt les bidonvilles au grouillement venimeux. Un mendiant gît par terre ; *on lui a arraché les yeux*. On croise çà et là des personnages qui ne sont que tueurs ou victimes, ou les deux à la fois, dont les messages oniriques et funèbres n'endiguent pas la rage du narrateur enfermé dans ses déchirures. Elle enfle au contraire, elle menace comme les pluies torrentielles qui s'abattent sur la ville, font exploser les canalisa*tions, arrachent des bouts* de quartiers pour les précipiter dans l'inconnu fangeux. La démence envahit la page. Puisque Dieu lui aussi est fou, incapable, comme Frankenstein, de contrôler ses créatures, l'auteur s'arroge un extrémisme de fauve, une bestialité seule capable d'appréhender cette réalité-là. Il ne faut plus comprendre, plus justifier, il faut punir. Il *collerait volontiers au* mur la moitié de la population avant de stériliser les autres : *qu'on en finisse* une bonne fois. Il ne retrouvera son humanité compatissante et navrée que dans une effrayante scène finale à la morgue.

Un cadavre à chaque page, une *injure* à chaque *paragraphe* : si ce livre ne lasse pas, s'il parvient à nous alerter, à nous convaincre que ce délire peut nous atteindre un jour, c'est grâce à la qualité de sa prose, remarquablement rendue par le traducteur. Ce dernier, dans une postface très pertinente, invoque *Léon Bloy et Céline*. Faut-il vraiment comparer ? Vallejo écrit avec les poings, et sa *phrase cogne où ça fait mal. Elle* halète comme un boxeur, elle feinte avec l'argot des tueurs. Ça se passe à Medellin, mais ça se passe aussi ailleurs, et le mal gagne la planète, nous voilà prévenus !

Jean Soublin.

هكذا من الأصل

...tence juive »

L'hostie, le caducée et la lyre

En maître des ruses, Robertson Davies conduit, un rien désabusé, un jeu où se croisent dialogues de théâtre, débats théologiques et médicaux

LE MAÎTRE DES RUSES
(The Cunning Man)
de Robertson Davies.
Traduit de l'anglais (Canada)
par Hélène Misserly,
éd. L'Olivier, 474 p., 159 F.

Spontanément, on s'est surpris à lire sur la couverture : « *Le Maître des ruses Robertson Davies* ». D'un trait. Comme s'il s'agissait d'une biographie. « Maître des ruses » : cela convenait admirablement à Robertson Davies (1913-1995). Son esprit malicieux, volontiers supérieur, sa capacité de brasser les grands mythes et l'histoire immédiate, son goût des situations scabreuses, le conduisaient à pratiquer le roman comme un jeu grave, dans lequel il se réservait toujours quelques pages, voire quelques chapitres d'avance sur ses lecteurs les plus déliés. Des stratagèmes, des coups de théâtre et des compositions si complexes qu'elles paraissaient évoluer entre chaque lecture, faisaient la différence.

Après avoir construit, durant près de quarante ans, trois denses trilogies qu'il léguait comme autant de fondations à l'histoire du Canada, Davies, qui ne lâchait rien sur le fond, affectait le laisser-aller. Il avait entrouvert ce chemin dans son précédent roman, *Fantômes et Cie* (*Le Monde* du 3 novembre 1995), maintenant, il s'y engouffrait. Il entreprenait *Le Maître des ruses* comme un « *aide-mémoire* » et se découvrait (ravi) en plein *Bildungsroman*. Il passait par de longs échanges épistolaires, des dialogues de théâtre, des débats théologiques et médicaux, et concluait par une critique littéraire. Il menait l'affaire sur le ton de la conversation, avec la gourmandise d'un encyclopédiste légèrement désabusé.

A plus de quatre-vingts ans, Davies se retrouvait pleinement dans les coq-à-l'âne potaches de trois adolescents venus des confins de l'Ontario dans un collège chic de Toronto, où l'on enseignait « *à exceller dans l'art de ruser pour cacher sa nature véritable* ». Chacun portant haut son objectif : l'Eglise pour Charles Iredale ; les Lettres pour Brochwel Gilmartin (le père de l'infortuné narrateur de *Fantômes et Cie*) ; et la médecine pour Jonathan Hullah, ci-devant « maître des ruses » et narrateur de ce roman. Après la presse, le théâtre et le cinéma de *Fantômes et Cie*, défilent cette fois l'Université, l'Eglise et la médecine, et soixante années durant lesquelles un quatrième personnage, Toronto, a acquis assez de consistance pour revendiquer ce qu'on appelle une identité.

Le roman s'ouvre par un curieux fait-divers, en forme de hameçon. Un prêtre meurt en avalant l'hostie. On empêche son médecin traitant et ami, présent lors de la communion fatale, d'intervenir. Crime ou accident ? Tout autre romancier aurait *ferré* et *amené*. D'autant que l'affaire est suivie par une journaliste indécollable qui n'est autre que l'ambitieuse Esme de *Fantômes et Cie*, dont on ne se privera pas de rejouer quelques scènes sous un angle nouveau. Non, Davies jette sa ligne ailleurs, dans la prime enfance du médecin. Et il faudra compter trois cents pages avant de retrouver un fragment de l'hostie tragique.

Le « maître des ruses » et Davies sont comme les deux serpents du caducée (figure centrale du roman), qui se croisent et se re*croisent autour du bâton* : on les retrouve au même festival Shakespeare, dans la pratique du même rite de la Haute-Eglise anglicane, dans la même défense et illustration de Jung. Aux « mots » du médecin, le romancier semble opiner dans son coin. Le snobisme : « *Il ne signifie parfois rien de plus que le rejet de ce qui est réellement inférieur. Si l'espèce humaine n'avait pas été exigeante, la haute cuisine n'aurait jamais dépassé le stade des tranches de viande grillées sur des braises.* » L'ironie : « *Quand un jeune homme a pour la première fois de sa vie la révélation de l'ironie, ça ressemble à sa première expérience de l'ivresse : il se sent confronté à quelque chose de très puissant dont il ne sait comment se servir.* »

Le snobisme et l'ironie, c'est assez pour faire du « maître des ruses » la coqueluche (sulfureuse) du tout-Toronto. Le caducée n'est pas seulement son enseigne, il est son totem. Avec son inventivité coutumière, Davies apparie les mythologies amérindiennes avec celles venues de Grèce, comme son médecin allie les médecines non orthodoxes avec la pénicilline. On se souvient que le caducée fut offert par Apollon à Hermès en remerciement de sa lyre. Davies (auteur d'une *Lyre d'Orphée*) n'est pas homme à laisser l'échange sans suite. Il veut l'unité du médecin et du poète, et prophétise, non sans ironie : « *Selon toute vraisemblance, les grands écrivains des temps futurs seront tous médecins.* »

Le champion de l'auscultation des corps devient celui de l'analyse des textes. « *De quoi les gens meurent-ils, dans les fictions ?* » s'interroge-t-il. Et de poser les prolégomènes d'une réjouissante *Anatomie de la fiction*. Il fait cracher les personnages de Shakespeare, de Dickens, de Jerome K. Jerome, de Swift, de Trollope, de Tolstoï et des sœurs Brontë. Il lorgne leurs urines et leurs selles, flaire leurs haleines, y décèle des maladies dont leurs auteurs ne sont pas exempts. Avant de se retourner une dernière fois vers ses propres patients – devenus ses propres personnages – et de trancher : « *Ils doivent mourir – mourir d'être eux-mêmes – et je dois rapporter, sans art, leur mort dans mon registre.* »

Jean-Louis Perrier

Un mal-pensant aux antipodes

DÉCOUVERTES
(Finding out)
d'Elspeth Sandys.
Traduit de l'anglais
(Nouvelle-Zélande)
par Aline Weill,
Actes Sud, 332 p., 159 F.

C'est une petite ville de province au fond de la Nouvelle-Zélande : le bout du bout du monde. Une gare, un port déserté, une église, des fermes. L'Angleterre n'est qu'un lointain mirage pour lequel on s'est fait tuer pendant la guerre récente : nous sommes au début des années 50 et le sourire de la jeune reine éclaire les murs des administrations. Dans les métiers, les conversations, les foyers et les cœurs, tout est net, explicable, tracé d'avance. On travaille dur, on assiste à l'office, aux fêtes paroissiales : un « psychosystème » isolé, stable... et infiniment fragile.

L'arrivée d'un intrus, un jeune professeur, va le déséquilibrer, le dynamiter. Le thème, certes, n'est pas nouveau ; la référence est ici Knut Hamsun, qui l'a souvent traité avec un talent parfois prolixe. Dans ce livre amer et beau, Sandys, elle, travaille à l'économie. Son héros se doute à peine des ravages qu'il va causer et ne les désire pas. Il agit peu, d'ailleurs : il se borne à refuser les avances d'une logeuse trop fardée, à boire quelques bières dans un bar d'hôtel infréquentable et à monter un spectacle avec ses élèves. C'est assez pour révéler les passions, les violences, les anxiétés domestiques, morts vivants trop hâtivement enfouis. La mère de famille s'interroge en pleine lessive sur les raisons de son abdication, l'oncle pervers est démasqué, on devine près des faubourgs les Maoris spoliés, humiliés, et l'asile de fous apparaît pour ce qu'il est, un camp du malheur pour femmes déviantes.

J. So.

s c i e n c e - f i c t i o n

p a r j a c q u e s B a u d o u

Partition au futur

LES PORTES D'OCCIDENT
de Pierre Bordage.
Ed. L'Atalante, 456 p., 102 F.

Il y avait dans « Les Guerriers du silence », le premier cycle de Pierre Bordage, outre d'indéniables qualités d'écriture et de souffle, outre le déploiement d'un imaginaire baroque et cohérent, une certaine « gratuité » foncière de l'entreprise et un empilement si proliférant des péripéties et des pages qu'il était difficile d'y adhérer.

Le premier volume de son second cycle, « Wang », n'encourt aucune de ces réserves. Bien au contraire. Situé dans un futur relativement proche, le XXIIIe siècle, *Les Portes d'Occident* imagine une partition du monde que notre présent rend potentiellement crédible. D'un côté, un Occident blanc repu à l'abri derrière l'infranchissable Rideau électromagnétique qui le protège des incursions extérieures. De l'autre, le reste du monde, plongé dans la misère et la violence, avec une République populaire sino-russe en proie aux mafias et autres triades, une grande nation islamique soumise à l'intégrisme coranique et une Amsud livrée à ses démons cruels.

D'un côté, une civilisation hypertechnologique et décadente qui conjure son ennui en organisant des « *Jeux uchroniques* » où s'affrontent, sous la conduite d'un meneur de jeu représentant d'une nation, de véritables armées dans des wargames grandeur nature. De l'autre, des miséreux et des condamnés qui se précipitent quand s'ouvrent, à intervalles réguliers, les fameuses portes de l'Occident, vers un destin dont ils ignorent tout.

Ce sont eux, bien sûr, qui vont grossir les cohortes gladiatrices dont les Occidentaux savourent les joutes mortelles sur leurs écrans en sensorama, avec d'autant plus d'intérêt qu'elles ont de surcroît des enjeux politiques de quelque importance.

Mais tout système sécrète ses déviants, possède ses ferments de chaos. Dans ce premier volume, l'auteur les désigne à notre attention ou les montre déjà à l'œuvre. C'est le cas, évidemment, de Wang, ce jeune chinois de dix-sept ans, dont *Les Portes d'Occident* conte l'odyssée, des faubourgs du Grand Wroclaw jusqu'au champ de bataille de l'île des Jeux, et qui, à l'issue du roman, se sent investi d'une mission : abattre la muraille qui divise l'humanité. Nous attendons avec impatience de savoir comment il y parviendra : ce sera le sujet d'un deuxième tome, à paraître très prochainement.

Avec le premier déjà, qui mérite tous les éloges, Pierre Bordage a définitivement fait son entrée dans la cour des grands. L'intrigue est ici parfaitement maîtrisée, les personnages fort bien dessinés, les arrière-plans d'une densité certaine, la critique sociale pointée avec la virulence que l'époque mérite... Avec *Les Portes d'Occident*, la science-fiction française confirme une fois encore la force de son renouveau.

● **HÉRITAGE**, de Greg Bear

Sous la conduite de Lenk, un groupe de dissidents a fui la civilisation humaine et hypertechnologique de l'Hexamone pour s'installer sur Lamarckia. Une planète de type terrestre, dont les formes de vie autochtones ressortent cependant d'une écologie très spécifique. Un agent de l'Hexamone, Olmy, est envoyé en mission sur Lamarckia pour tenter de savoir ce que sont devenus ces dissidents. Il débarque sur la planète alors qu'une guerre intestine oppose deux factions politiques : les fidèles du primat Lenk et ses opposants, regroupés dans la colonie de Naderville. Olmy est engagé comme matelot à bord du *Vigilant*, un navire qui doit mener une grande expédition scientifique sur les mers de Lamarckia afin de percer les secrets des « écos », ces entités qui peuplent à elles seules, mais d'une façon extrêmement polymorphe, les quelques continents de la planète. *Héritage* est le récit de ce voyage exploratoire et des découvertes effectuées lors de ce dernier. L'une d'elles démontre que la relation entre les deux espèces – l'autochtone et l'étrangère – ne relève plus seulement de la simple compétition territoriale, de la darwinienne « *struggle for life* », mais qu'elle a atteint un nouveau palier... Avec ce passionnant roman qui traite d'une énigme xénobiologique, Greg Bear vient rappeler de magistrale façon que la science-fiction est avant tout l'art de la conjecture... (Traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Guy Abadia ; Robert Laffont, coll. « Ailleurs et demain », 480 p., 149 F.)

● **AMOUR ET SOMMEIL**, de John Crowley

La quatrième de couverture annonce ainsi l'intrigue : « *L'historien Pierce Moffett poursuit sa quête du mystérieux pays imaginaire d'Aegypt. Sur les traces d'un romancier excentrique qui a suivi la même piste gnostique que lui, Pierce découvre que son prédécesseur a peut-être retrouvé un mystérieux objet sacré encore chargé des pouvoirs magiques de l'Aegypt.* » Le problème, c'est que cette description ne rend nullement compte de la véritable nature de ce gros roman ; tout juste apparaît-elle comme un filigrane parfois assez flou dans la trame complexe de ce dernier. L'œuvre kaléidoscopique de John Crowley, d'une érudition constante, télescope les époques en passant d'une période de l'enfance de Pierce à une autre période de sa vie d'adulte qui le voit effectuer des recherches sur Fellowes Kraft, l'auteur d'un tapuscrit, dont Crowley nous donne de nombreux extraits mettant en scène quelques grands personnages de la tradition ésotérique : Giordano Bruno, John Dee, l'empereur Rodolphe II.

Mais elle brasse surtout de nombreux personnages en proie à l'étrange peine de vivre et aux tourments de l'amour, décrits ici comme à travers un prisme singulier qui rend discernables les blessures profondes de leur psyché. Si bien que, au bout du compte, *Amour et sommeil* apparaît comme « *non une histoire du monde, mais de l'âme, de ses toboggans et de ses échelles, de ses combats et de ses échecs* ». (Traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Monique Lebailly ; Rivages, coll. « Rivages Fantasy », 520 p., 149 F.)

● **LE SCARABÉE**, de Richard Marsh

On a rarement conté une histoire de malédiction et de vengeance avec autant d'efficacité que dans cet excellent roman qui est paru en 1897, la même année que *Dracula*, mais qui est tout à fait dégagé du moule du roman gothique et emprunte de surcroît au roman policier naissant un final en forme de poursuite tout à fait digne de Sherlock Holmes, dont Augustus Champnell, le détective qui mène ici le jeu, est l'un des plus remarquables épigones. *Cette efficacité est due pour une très large part à la construction du roman*, composé de quatre récits qui se complètent et se superposent parfois, en donnant des points de vue différents sur l'étrange histoire peu à peu dévoilée de « l'homme hanté » qui est au cœur de l'intrigue. Elle est due aussi au contraste entre les salons de la bonne société victorienne, où se déroule cette dernière, et le caractère exotique et surnaturel de la menace qui s'incarne en un très prosaïque coléoptère. Elle est la cause de l'étonnante modernité de ce « thriller fantastique » qu'il est impossible de lâcher dès qu'on y a pénétré, hypnotisé à l'instar du vagabond des premiers chapitres... (Traduit de l'anglais par Jean-Daniel Brèque ; éditions Joëlle Losfeld, 380 p., 98 F.)

des enfants

Engrenage infernal

Pointilliste, Herta Müller dépeint la vie quotidienne sous Ceausescu jusqu'au cauchemar

LE RENARD ÉTAIT DÉJÀ LE CHASSEUR
(Der Fuchs war damals schon der Jäger)
de Herta Müller.
Traduit de l'allemand
par Claire de Oliveira,
Seuil, 240 p., 120 F.

L'une chante, l'autre pas. C'est là toute la différence entre Adina et Clara, deux jeunes filles qui tentent de trouver des raisons de vivre dans la Roumanie de Ceausescu. Adina, l'enseignante, a pour amis des auteurs compositeurs dissidents, Clara fréquente un officier de la Securitate. Pourtant elles sont amies... Mais le propos de Herta Müller, née en 1953 en Roumanie dans la minorité germanophone du Banat, et qui a émigré en 1987 à Berlin-Ouest, n'est pas d'opposer opportunisme et refus des compromissions dans une fable sociale où les bons finiraient par être récompensés et les méchants châtiés. Elle procède à la manière d'un peintre qui, ayant planté son chevalet dans un pré, se serait couché dans l'herbe et aurait oublié toiles et pinceaux pour tomber fasciné et horrifié dans la contemplation du ballet des insectes. *Le Renard était déjà le chasseur* donne de la Roumanie de Ceausescu un tableau qui renverse les perspectives habituelles. L'écriture pointilliste se concentre sur des détails, les reprend jusqu'à l'obsession et les laisse progressivement obscurcir tout le champ de la conscience. « *Dans la salle d'attente il n'y a pas de banc, seulement un poêle en fer tout froid. Sur le sol de béton fissuré gît un crachat vert pâle avec des épluchures de graines de tournesol. Au-dessus du poêle en fer, un journal est affiché au mur, trois fois le portrait du dictateur, le noir de l'œil est grand comme le bouton du manteau d'Adina. Il brille. Et le crachat brille par terre. Ce qui brille voit.* »

Le symbole de cet univers inquiétant est une fourrure de renard qu'Adina conserve chez elle. Le jour où elle découvre que la queue s'est détachée, elle pense à l'usure, avant d'apercevoir la trace d'une lame de rasoir. Un jour, c'est une patte qui a été coupée pendant son absence, puis une autre. Et les rêves de liberté d'Adina se rétrécissent comme cette peau de chagrin quand elle comprend que son appartement est régulièrement visité et qu'elle n'aura même pas besoin d'aller ouvrir la porte le jour où la Securitate décidera de venir l'arrêter. Mieux qu'un réquisitoire argumenté, les visions de cauchemar de Herta Müller rendent la sensation quasi physique d'une sorte de machine infernale sur laquelle le temps ne semble plus avoir de prise.

Gérard Meudal

D'angoisse tremblante

Le poète Andrea Zanzotto prend la prose pour mettre à nu ses états d'âme

AU-DELÀ DE LA BRÛLANTE CHALEUR
d'Andrea Zanzotto.
Traduit de l'italien
et postfacé par Philippe Di Meo,
éd. Maurice Nadeau, 220 p., 130 F.

Il serait, somme toute, assez difficile de deviner le genre de poésie qu'écrit Andrea Zanzotto, à la lecture de ses proses, ici réunies pour la première fois. Le poète de Vénétie, sans doute l'un des plus grands poètes de l'après-guerre, excelle par des recherches linguistiques d'une grande sophistication et d'un parfait naturel : le résultat est curieux, mais envoûtant. Il n'a pas d'égal ni dans l'expérimentation ni dans la poésie « figurative ». C'est une poésie qui épouse les âpretés des paysages, leurs incongruités, leurs mouvements évidents ou secrets. C'est une langue attentive aux soubresauts de l'inhumain chez l'homme, babil, cantilène, mélopée, berceuse, onomatopées, qui se traduisent parfois visuellement en réels calligrammes, abondamment annotés. Sa prose est tout autre.

Limpide, intense, immédiatement intelligible, elle a pour seul souci de mettre à nu la conscience du poète, tarandée par une angoisse omniprésente. Certes quelques portraits semblent tout d'abord permettre à l'écrivain de sortir de lui-même pour se contenter d'observer. Mais, progressivement, il revient à lui et c'est alors une extraordinaire entreprise d'aveu de désarroi face au monde. Il est rare qu'un écrivain revendique à ce point l'angoisse. Les philosophes, il est vrai, y voient une arme pour mieux affronter la vie : en n'éludant pas la *crainte de mourir* et la terreur de ce vide qui s'appelle l'ennui. Les poètes préfèrent souvent le flou. Ce n'est pas le cas de Zanzotto qui, à soixante-quinze ans, entraîne son lecteur dans son « *tremblement ambigu, cette vague d'aveugle découragement* ».

Lorsqu'il évoque son enfance (dans *J'étais papillon*), c'est pour mieux contempler la désaffection de son ancienne légèreté : « *Mais comment est-il donc possible que l'on régresse de papillon à larve, pourquoi des processus que chacun jugerait irréversibles se produisent-ils ? Ouvrons-nous grand aux cataractes de l'oubli, au fourmillement hypnotique de la paresse et du manque de confiance.* » Il ne se lasse pas d'analyser, dans de somptueuses métaphores, ou dans de sinueux raisonnements, à la fois le processus de l'écriture et celui de ce qu'en d'autres temps on appelait élégamment le spleen. Etat d'âme qui n'est pas réservé au romantisme tardif, mais qui se retrouve dans les collines de Soligo, en Vénétie. « *Nous sommes, nous aussi, enclos dans la colonne de bronze frigide et lourd qui tourne et se dévisse éternellement depuis le néant et qui se visse à lui du côté opposé.* » Ce traducteur de Michel Leiris a en commun avec son homologue français une sympathie naturelle et équitable pour les mots et pour une angoisse persistante.

Venise, comparée à un vampire « *suçant le sang de ce qui l'environne (...) pour revitaliser un passé de par lui-même suranné* », apparaît comme la ville idéale lorsqu'on veut représenter le poète se regardant lui-même : ville-miroir qui scintille du regard des morts. « *Venise a le pouvoir de porter chacun vers le moment le plus fort de sa propre histoire intérieure et d'une autre « histoire », de porter chacun, tout à la fois bien commodément et brutalement, vers une confrontation de sa propre irréductibilité, et « également » de la nécessité de ses yeux, à elle, faits de rien, pour la regarder.* »

René de Ceccatty

La chronique
de Roger-Pol Droit

Vive la laïque !

LA GLOIRE DU CERTIF
Les trésors des livres d'école 1850-1950
de Michel Jeury.
Robert Laffont, 320 p., 119 F.

LA MORALE LAÏQUE CONTRE L'ORDRE MORAL
de Jean Baubérot.
Seuil, 366 p., 140 F.

Evidemment, ils sont ridicules. Gonflés de bons sentiments, truffés de truismes, les manuels scolaires de la IIIe République ont de quoi faire sourire. Ils conservent, jusqu'en 14, les yeux rivés sur la ligne bleue des Vosges, le cœur prêt à saigner aux seuls noms d'Alsace et de Lorraine. Les inspecteurs d'académie, auteurs de ces ouvrages, avaient volontiers la grammaire revancharde et la conjugaison belliqueuse. Ainsi proposaient-ils aux élèves du cours moyen de conjuguer, au passé simple et au passé composé, cette phrase utile aux enfants : *« parcourir un champ de bataille et voir un blessé »*. Le même manuel suggérait de mettre à toutes les personnes la phrase *« si je montais sur les Vosges, je verrais l'Alsace »*. Les provinces perdues n'étaient d'ailleurs pas seules pour émouvoir les petits. Les vices les faisaient trembler. Surtout les erreurs irrémédiables, ces grands échecs où s'effondre l'existence. Deux fléaux monstrueux détruisaient implacablement individus et familles, transformaient l'existence, autrefois humaine, en déchéance absolue : l'ivrognerie, la fainéantise.

Pourquoi étaient-elles liées ? La réponse, contrairement à ce qu'on pourrait croire, n'est pas évidente. Certes, la France du XIXe siècle finissant était la plus importante consommatrice d'alcool parmi les nations européennes. L'éthylisme constituait réellement un problème majeur de la santé publique. Mais la paresse ? Rarement les Français ont autant travaillé qu'entre 1870 et 1914 : le chômage était presque nul, les journées comptaient dix ou douze heures ouvrées, les congés n'existaient guère. A quoi correspondaient, dans les manuels scolaires, ces mises en garde innombrables contre les risques de l'oisiveté ? A l'idée que le monde répétait l'école ou, ce qui revenait au même, que les choix de l'enfant anticipaient ceux de l'adulte. La morale scolaire du travail, de l'effort et du courage orientait directement tout le cours de la vie. Le comportement présent des écoliers déterminait déjà leur conduite à venir : *« Les enfants s'habituent à gaspiller leur argent par gourmandise, et plus tard, ils le dépenseront au cabaret. »* Il n'y avait donc pas deux temps – celui des cahiers aujourd'hui et, plus tard, celui des ateliers ou des bureaux.

Le destin se nouait, supposait-on, dans la manière dont l'écolier rangeait son pupitre et prenait soin de ses affaires. Un sujet de rédaction suggère cette continuité sans faille : *« Comparez deux jeunes filles dont l'une sait ménager ses affaires de classe et économiser plumes, papier et crayons, et dont l'autre n'est pas soigneuse. Ne pas oublier d'indiquer ce que l'avenir réserve à chacune d'elles. »* Comparons : il est inévitable que la souillon, malheureuse en ménage, finira un jour à l'hospice, en proie au *delirium tremens* – à moins qu'elle ne meure au bagne, pour avoir, dès l'école, gâché ses buvards... Dans cet univers où les petites négligences engendrent à coup sûr de grandes catastrophes, on n'est jamais loin du mélodrame ! Michel Jeury, avec *La Gloire du certif*, n'a pas seulement rassemblé un florilège thématique de tous les lieux communs en vigueur au temps où les classes sentaient le poêle à charbon et le crayon taillé. Il laisse soupçonner, incidemment, comme une parenté secrète et déroutante entre la communale et le burlesque.

A coté de rencontres prévues – Clovis, les robinets remplissant des bassins, la nécessité de se laver les mains, etc. – se trouvaient curieusement, dans ces publications édifiantes, des exercices étranges. Par exemple : *« Analyser les pronoms vous et qui dans la phrase suivante : Jeunes élèves, vous qui protégez les oiseaux, aimez aussi le cheval et caressez le malheureux âne, ce martyr. »* Ou bien ce début de problème : *« Un lapin aperçoit un chien qui court sur lui et se trouve à une distance de 97 mètres. »* Ou encore cette ascèse œdipienne et couturière : *« Je me penche patiemment, moi, grande fille, sur cette chaussette au talon troué. Je veux que ma reprise soit régulière et que ma mère puisse me dire dans un sourire : "Je n'aurais pas fait mieux." »* On aurait tort, malgré tout, de se laisser emporter par ce bric-à-brac de bizarreries au point d'oublier ce qu'il y avait d'essentiel, et de fort, derrière le ridicule apparent de ces leçons, dans l'enseignement de l'école républicaine. Tout simplement cela : une morale, pratique et civique, indépendante de la religion, et finalement pas si mièvre qu'on le dit.

La communale de la IIIe République était patriote, sentencieuse, moralisatrice. Travers risibles, vertus apparemment désuètes. Ne pourrait-on malgré tout s'en inspirer encore ?

Jean Baubérot a dépouillé 210 cahiers d'écolier rédigés entre 1882 et 1918. Pour dégager les principaux traits de cet enseignement moral constitutif de « la laïque », les cahiers, plus divers et moins guindés, permettent une meilleure voie d'accès que les livres scolaires. Beau travail ! En effet, quand on laisse de côté ses naïvetés et sa grandiloquence, cette école fondatrice offre encore de beaux restes : une affirmation continue de la dignité humaine, un souci permanent des droits de l'homme et de leur application concrète, un sens aigu de la valeur universelle du travail, une attention aux liens entre la petite patrie (le village, la région) et la grande (la nation, l'humanité). On ne saurait oublier une conscience claire de cette diversité qui fit la France : *« Des personnes peu instruites ne se doutent guère du grand nombre de peuples qui ont contribué à nous donner notre aspect extérieur, nos habitudes, notre langage. »* Sous la rhétorique désuète se découvrent des trésors de solidarité et de respect humain, un singulier alliage de rationalité et de tendresse. Des déclarations générales, mais des applications capables de parler à tous. Ainsi Ferdinand Buisson, grand pédagogue du temps, écrit-il en 1912 une lettre *« au dernier de la classe »* qui fera l'objet de bon nombre de dictées. *« Mon enfant,* lui dit-il, *tu es le dernier de la classe, mais il dépend de toi cependant d'avoir, à ta manière et à ton rang, autant de mérite que n'importe lequel de tes camarades. »*

Il ne serait pas inutile de regarder ces prétendues vieilleries d'un autre œil. Rêver à leur retour serait certes un vain songe. Mais cesser d'être goguenard et désabusé, trouver là, si besoin est, quelque inspiration adaptable à notre temps, voilà qui vaut la peine. On ne saurait dire que nos contemporains ont tous ce que Péguy jugeait être le pire, une « âme habituée ». Heureusement, les indignations existent encore, les émotions survivent, les protestations n'ont pas disparu. Mais elles surgissent en ordre dispersé, s'éteignent aussi sauvagement qu'elles flambent et n'éclairent que fugitivement l'obscure indifférence générale. L'époque, semble-t-il, s'indigne sans constance, s'émeut sans principe et proteste sans cohérence. L'exigence morale ne s'est pas éteinte, elle est déréglée, capricieuse, aléatoire. Sans doute ne décrète-t-on pas de construire une nouvelle morale comme on décide de bâtir une centrale nucléaire ou une bibliothèque. Mais on ne saurait oublier que citoyenneté, démocratie et liberté-égalité-fraternité ne sont pas, en leur fond, compatibles avec le cynisme constant et la dérision permanente. Il faut inventer ! Sinon ce serait des provinces de l'âme qui se trouveraient perdues. Et des libertés.

De la beauté des gargouilles

A travers de nombreuses œuvres d'expression latine, Umberto Eco propose un précis d'histoire des théories esthétiques du Moyen Age

ART ET BEAUTÉ DANS L'ESTHÉTIQUE MÉDIÉVALE
(Arte et bellezza nell'estetica medievale)
d'Umberto Eco.
Traduit de l'italien
par Maurice Javion.
Grasset, 298 p., 135 F.

Il est habituel de parler d'*« art contemporain »*, de *« sensibilité romantique »* ou de *« goût néoclassique »*. Pour bien des époques, l'existence d'une esthétique, d'une idée du beau autonome ne pose aucun problème. Il n'en va pas de même pour la période médiévale, dont Umberto Eco propose ici le survol. Entre les soubresauts millénaristes et une vision du monde exclusivement orientée vers le sacré, l'idée d'un goût, détaché, pour les belles choses paraît ne pas pouvoir trouver sa place. De fait, comme le rappelle Eco, les condamnations rigoristes du plaisir esthétique prononcées par les ascètes et les mystiques ne manquent pas. Un exemple parmi tant d'autres : saint Bernard dit récuser le plaisir que lui inspirent les formes monstrueuses sculptées sur les chapiteaux. Mais ce faisant, il atteste ce plaisir.

C'est que, dans cette vision religieuse du monde, l'esthétique joue un rôle-clé dans la lutte contre l'hérésie. Contre le gnosticisme, hydre dont la tête renaît sans cesse d'un bout de l'ère médiévale à l'autre bout, qui prétend faire de l'ici-bas un univers déserté de Dieu et livré tout entier au mal ; contre le dualisme manichéen, qui ne pouvait que renforcer le sentiment de précarité et d'insécurité de ces siècles de fer, il fallait pouvoir mettre en pleine lumière la présence de Dieu dans le monde sublunaire, peindre celui-ci sous les traits d'une réalité ordonnée, et du même coup belle à contempler. Jusque dans ses aspects les plus effrayants, la nature devient l'abécédaire par lequel le Créateur explique l'ordre du monde. Et plus le symbole est incongru, plus il devient stimulant pour l'exégète.

C'est auprès des théologiens qui forment l'entourage de Charlemagne qu'Umberto Eco décèle les premières traces d'une prise en considération des arts et du beau, dans les *Libri Carolini* attribués à un certain Téodulf d'Orléans. Mais, loin de s'arrêter à la constatation de l'existence d'une préoccupation esthétique au Moyen Age, il entend démontrer que ces philosophes ont aussi élaboré une véritable théorie du beau. Ressuscitant une forme en apparence surannée de l'essai, le « précis », Eco entreprend une époustouflante traversée des œuvres médiévales d'expression latine. Donner à relire Suger, saint Bernard, Duns Scott et tant d'autres, voilà un des grands plaisirs de ce texte.

AUDACE

Compilateur, Umberto Eco l'est, certes, ici. De ses premières amours théoriques : de sa propre étude de 1956 consacrée à l'esthétique chez saint Thomas d'Aquin, et d'une première version de l'ouvrage, parue chez l'éditeur Marzati en 1959, retravaillée et republiée en anglais en 1986, par Yale University Press. Mais la compilation n'empêche pas l'audace. Ce livre est plein de passerelles jetées, comme par défi, entre le Moyen Age et les « modernes ». Les « sommes » médiévales sont comparées à des *« cerveaux électroniques »*. A propos de la notion de *claritas*, lumière et splendeur, Umberto Eco parle de la *« radio-activité »* du beau. Et prenant à contre-pied la traditionnelle vision de la société du Moyen Age comme essentiellement hiérarchique, il évoque à la suite de l'allemand Hauser l'intempestif *« libéralisme »* médiéval : *« La hiérarchie métaphysique établie entre les choses continue, bien sûr, d'être le reflet d'une société articulée en castes,* écrit Hauser cité par Eco. *Mais le libéralisme de l'époque se manifeste déjà dans le fait que même le degré le plus bas de l'être est considéré comme irremplaçable dans sa nature spécifique. »*

En revanche, Eco souligne à quel point l'esthétique médiévale ignore notre conception de l'art comme force créatrice. Pas plus qu'elle ne distingue le beau de l'utile. Par cette *« humilité ontologique »*, observe-t-il néanmoins, les théoriciens du Moyen Age se trouvent plus proches de l'expérience. En outre, et paradoxalement, c'est l'adaptation du beau à sa fonction qui permet au Moyen Age de savoir tirer un plaisir subtil, non, certes, de la *« beauté du Diable »*, du romantisme noir, mais de la contemplation des gargouilles et des grotesques : *« On dira de l'image du Diable,* écrit par exemple saint Bonaventure, *qu'elle est belle quand elle représente bien la laideur du Diable, et que par conséquent elle est laide. »* Si le Moyen Age, enfin, aime les couleurs bien tranchées, aussi bien dans la poésie que dans la peinture (l'herbe y est verte, le sang rouge, les draps blancs), jamais son sens esthétique, qui culmine dans la proportion, ne se cantonne à une *« simple fête du sensible »*. La connaissance reste le bien suprême de ces intellectuels pour qui la beauté est avant tout beauté intelligible. Tel est, selon Eco, le legs de l'aristocratisme propre à la société féodale, de même que l'oligarchie de la société grecque avait dévalorisé la technique, l'artisan et l'artiste que la Renaissance puis les « Modernes » finiront par porter au pinacle. Il n'en reste pas moins que le beau était là, même sous la robe de bure anonyme du didactisme monacal, bien avant la Renaissance. Et bien après Athènes.

Nicolas Weill

Les nœuds du cinéma et de l'histoire

Deux textes de Jean-Louis Comolli et Jacques Rancière remettent en question l'idée de l'écran-reflet, pour de plus fécondes approches

ARRÊT SUR HISTOIRE
de Jean-Louis Comolli
et Jacques Rancière.
Ed. du Centre Georges-Pompidou,
coll. « Supplémentaires »,
96 p., 100 F.

La mode veut que beaucoup de bons esprits – voire certains des meilleurs – s'en aillent désormais répétant qu'il n'y a plus aujourd'hui de pensée critique du cinéma. Le petit livre publié à la suite de la remarquable programmation *Filmer l'histoire*, présentée au Centre Pompidou en contrepoint à la grande exposition « Face à l'histoire » (*Le Monde* du 23 janvier), apporte à cette affirmation un brillantissime démenti.

Arrêt sur histoire réunit deux textes, l'un d'un cinéaste, Jean-Louis Comolli, l'autre d'un philosophe, Jacques Rancière. L'un et l'autre auraient été refusés par un prof ou un rédacteur en chef, au motif qu'en apparence ils ne *« traitent pas le sujet »* du cinéma face à l'histoire. On n'y trouvera en effet nul passage en revue des grands films au regard des grands événements, nulle chronologie, nulle notice descriptive. C'est qu'en empruntant deux voies différentes, les auteurs ne cherchent ni l'un ni l'autre un affichage érudit ni un *best of* consensuel, mais revendiquent un véritable exercice de la pensée, où est posée très clairement leur défiance envers l'idéologie du cinéma comme reflet de la réalité. Défiance qui justifie leurs parti pris d'une approche détournée du rapport du cinéma à l'histoire.

Critique et cinéaste, Comolli se livre dans son texte intitulé « Le miroir à deux faces » à un acte philosophique, plus exactement ontologique. C'est en effet la nature même du cinéma qu'il réfléchit, en définissant le statut de ce qui est filmé et le statut de celui qui filme selon une approche particulière – différente mais non contradictoire de celle d'André Bazin dans *Qu'est-ce que le cinéma ?* Plutôt que la relation entre enregistrement et création, Comolli prend en effet pour enjeu central la place que la mise en scène réserve (ou non) au spectateur.

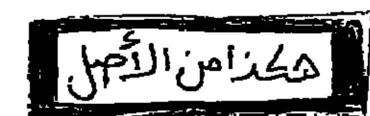
Dans cet esprit, il remet sur ses pieds la vieille question de l'illusion cinématographique, ou si on préfère du réalisme de la caméra, pour montrer comment *« partageant le secret des miroirs, le cinéma s'évertue à nous faire croire qu'il reflète ce qui est, alors qu'il fait bien mieux (ou bien pire) : il fabrique ce qui sera. »* Dispositif dialectique et non mécanique de compréhension du monde, et « forme » par laquelle la réalité historique du siècle advient, le cinéma devient ainsi référence pour une compréhension des événements d'une manière infiniment plus riche que comme simple témoin événementiel. Appliquant sa démarche au cinéma militant (un domaine qu'il connaît bien) avant de le généraliser, Jean-Louis Comolli repose la question de la place de l'auteur et remet à sa juste place (centrale) la fonction du temps pour définir l'existence d'un certain régime de vérité, efficace et nécessaire dans la mesure où il ne se confond par avec d'autres.

Philosophe, Jacques Rancière est sans doute celui qui (au moins depuis la disparition de Deleuze) produit la pensée la plus pertinente et la plus attentive sur le cinéma. Dans son texte « L'inoubliable », il interroge le domaine de « l'histoire » en récusant la distinction qu'instaure la majuscule pour prendre en compte le cinéma *« qui raconte des histoires »* et son inscription dans les deux lignées auxquelles le mot renvoie : l'histoire et le mythe. A partir d'une comparaison avec la figuration picturale (en particulier la « peinture d'histoire »), il montre le sens politique des possibilités d'accès de certaines figures à l'image, voire à la cohabitation sur un pied d'égalité dans l'image, que va permettre le grand écran.

Rancière montre comment le cinéma et le renouvellement de la science historique sont contemporains, et quels échanges deviennent possibles grâce à ce double processus. Lui aussi interroge le film de propagande, et au-delà l'ensemble des films « instrumentalisés » (au service de l'idéologie de la distraction comme des idéologies explicitement politiques). Il soumet à la pensée critique le statut de ceux qui sont montrés et qu'on fait parler vis-à-vis de celui (le cinéaste ou ses commanditaires) qui montre et fait parler. Pour mettre en évidence ce qui, dans le mécanisme même de la représentation, résiste au « message », le contourne ou le subvertit.

Par là il revient sur le thème de « l'immontrable », apparu en parallèle de celui de « l'indicible », après Auschwitz. Rappelant que c'est le travail même de l'art, et en particulier du cinéma, *« de donner à voir l'invisible »*, Rancière réfute les discours qui incitent à se dérober face à l'horreur extrême, affirmant au contraire que l'art seul peut en rendre compte. *« Montrer l'anéantissement, comme Claude Lanzmann le fait dans* Shoah, *implique que l'on conjoigne une thèse sur l'histoire à une thèse sur l'art »*, et ainsi que puisse *« se construire la visibilité de l'espace »* où l'inhumain devient perceptible. Ou, pour paraphraser et contredire à la fois Wittgenstein : ce qui ne peut se dire, il faut le mettre en scène. Affirmation féconde, courageuse, et d'une actualité hélas renouvelée.

Jean-Michel Frodon



L'Afghanistan, d'une guerre à l'autre

Depuis le coup d'Etat communiste de 1978, l'histoire de ce pays est indissociable des conflits qui s'y sont succédé. Assem Akram démêle les enjeux d'une tragédie un peu trop occultée

HISTOIRE DE LA GUERRE D'AFGHANISTAN
d'Assem Akram.
Ed. Balland, 636 p., 240 F.

La guerre ? Guerres, plutôt : enchaînement halluciné de combats dont le titre officiel saute d'une décennie à l'autre mais dont les acteurs restent cruellement les mêmes et l'enjeu farouchement identique : contrôler Kaboul et, par là, peser sur la stratégie, l'économie et les destins entrecroisés de l'Asie centrale et méridionale. Au moment où son pays achève probablement de se suicider dans son interminable conflit civil, religieux et ethnique, un jeune chercheur afghan publie, en fort bon français, l'étude sans doute la plus complète à ce jour sur les désastres qui engloutissent sa patrie depuis le coup d'Etat communiste de Kaboul en 1978. Le lecteur y déchiffrera, grâce à un découpage soigneux et clair, la sanglante décennie d'occupation militaire soviétique qui s'ensuivit, mais aussi les déchirements mortels entre factions jusqu'à nos jours où Russes, Ouzbeks, Iraniens, Pakistanais, Saoudiens et Américains continuent de pousser leurs pions. L'auteur posait juste sa plume quand les *Tâlebân* ou « séminaristes » islamistes, appuyés par le Pakistan – les plus obscurantistes et idéologiquement prétentieuses de toutes les milices armées afghanes depuis vingt ans – entraient victorieux dans les ruines grisâtres de Kaboul, le 27 septembre 1996. A temps pour les intégrer dans sa chronologie et transformer ainsi son livre en somme aboutie de la tragédie afghane.

Drame injustement oublié ? L'Afghanistan fut bien le tombeau militaire de l'empire soviétique. Son bain de sang éclabousse encore une bonne partie de la planète : des « Afghantsys » de Moscou aux « Afghans » algériens, comme le rappelle utilement l'auteur. Sa chronique très documentée relève, dès lors, de la grande Histoire : celle dont l'étude s'impose absolument. Le retrait russe de 1989 rejette à tort cette région dans les ténèbres médiatiques. La préface lucide de Jean-François Deniau évoque cette partie du globe *« qui est l'une des clés de l'équilibre mondial »*, tandis que la postface géopolitique, tout aussi fine, de François Thual, souligne combien, *« aujourd'hui, les guerres afghanes s'articulent sur un des grands défis de cette fin de XX[e] siècle – le désenclavement de l'Asie centrale »*. Mais, à propos d'une bataille perdue par la Résistance en 1989, Deniau ne cache pas les raisons profondes qui détournent désormais l'opinion occidentale des tueries de Kaboul : perplexité effarée, pour ne pas dire franche répugnance, devant le spectacle de *« tous les démons de l'Afghanistan : division des chefs qui préfèrent une défaite plutôt que la victoire d'un rival, incapacité d'offrir une solution politique aux cadres de bonne foi de l'ancien régime, rôle terroriste des volontaires arabes »*.



© DIDIER LEFEVRE

Combattants de l'armée de Massoud, le Lion du Pandjshêr « détrôné » par les Tâlebân en 1996

Le livre d'Akram aide à dissiper la perplexité. Pour mieux dresser le bilan de sa catastrophe nationale, voire mieux chérir par là son pays à l'agonie, l'auteur, pourtant ancien résistant, s'impose une rigoureuse discipline d'historien impartial, à l'exigence toute scientifique : sans jamais se départir d'un ton de tristesse équitable et désabusée vis-à-vis de tous les dirigeants afghans sans exception aucune, des communistes aux militants musulmans. Il inspire confiance – et sans être exhaustif (qui pourrait l'être ?) embrasse fort large. De Kaboul à Moscou et à Washington en passant par Islamabad, Riyad et Téhéran, il campe les grands enjeux politiques, éclaire les options des divers ministères de la défense, perce les manoeuvres de chancellerie et les intrigues de palais, et précise les organigrammes des factions afghanes rivales en nous fournissant les listes, précieuses, de leur personnel : mine de données pour les historiens à venir. Surtout, Akram ose dire l'indicible (contrairement, soulignons-le, à certaines organisations humanitaires françaises qui choisissent délibérément de le taire) : les atrocités commises non seulement par les Soviétiques en leur temps, mais encore par tels groupes de *modjâhedîn*. Et malgré les pieuses dénégations des factions, il ne se voile jamais la face.

Michael Barry

Au chevet du Tibet

Dolkar Khangkar relate son parcours d'exilée et de médecin en lutte pour sauvegarder sa culture

MÉDECIN DU TOIT DU MONDE
de Dolkar Khangkar
et Marie-José Lamothe.
Ed. du Rocher, 248 p., 129 F.

Les Tibétains redoutent le pire : *l'extinction de leur civilisation millénaire par l'érodement sournois de leur culture.* Les Chinois ont décidé de porter un coup fatal et irréversible aux seigneurs du pays des neiges. L'heure de la conquête militaire arrivant à son terme, la destruction de l'identité tibétaine prend le relais.

Le docteur Dolkar Khangkar appartient à la deuxième génération de Tibétains en exil depuis l'occupation de leur pays dans les années 50. Elle incarne le quatorzième maillon de la *« chaine ininterrompue de thérapeutes et d'astrologues, la lignée de la famille Khangkar »*. Peu de temps après sa naissance, Tséwang Dolkar est arrachée à la terre de ses ancêtres, attachée sur le dos de sa mère, lorsque celle-ci s'enfuit avec la grand-mère sur les traces du dalaï-lama. Le sort de cette fillette ressemble tristement à celui des autres réfugiés. Ayant tout perdu, l'urgence est de survivre. L'afflux incessant et non prévu des exilés rend les conditions difficilement gérables dans les premières années de l'exode. Les familles sont séparées. Le gouvernement indien envoie les adultes dans les montagnes pour la construction de routes, tandis que les enfants sont placés dans des « pensionnats » de fortune.

Tséwang Dolkar Khangkar sépare son ouvrage en deux parties. Dans la première, la plus importante, elle retrace sa biographie. Elle raconte l'école de la vie, de la survie. Sans complaisance, sans chercher d'excuses ou à solliciter la pitié, elle parle de la violence, des rapports de pouvoir entre enfants, entre adultes. Son refuge, elle le trouve auprès des personnes indigentes, des plus pauvres parmi les malheureux, des vieillards, des moribonds. L'injustice humaine la rend combative. *« L'enfer était illustré par la vie que menaient ceux que je voulais soulager. »* Un vieux *moine, Gueshé La, son ami et protecteur*, prédit qu'elle sera à dix-huit ans un grand médecin. Elle a alors quatre ou cinq ans. L'univers médical du docteur Dolkar Khangkar est dévoilé dans la deuxième partie de l'ouvrage. Les *« nous »*, *« on »* supplantent le *« je »* initial. Son apprentissage commence lors de ses excursions en montagne avec son père et sa sœur, à la recherche des simples et auprès de sa mère, médecin du dalaï-lama.

Les explications sur les remèdes, la cueillette et le traitement des plantes, la médecine et la vie ne composent pas un livre de recettes. Sa foi en la médecine tibétaine, de naïveté enfantine se transforme en une véritable mission qu'elle traite avec ferveur. Une envie d'expliquer, de faire partager sa passion, ses doutes, ses joies, ses déceptions. Un courage avant tout pour une œuvre humaine basée sur une foi ancestrale, un besoin de transmettre un message.

Au fil des années, Tséwang Dolkar prend conscience de la puissance et de la vulnérabilité de ce savoir immémorial. La société tibétaine s'adapte et évolue au contact des pays d'accueil. Tséwang Dolkar, actrice de ce changement exogène, lutte par sa pratique pour la sauvegarde de la médecine traditionnelle tibétaine. La force de ce témoignage demeure dans ce cri de détresse du docteur Dolkar : *« De grâce, ne nous mettez pas déjà au musée, nous les Tibétains ! »*, et dans la finesse de perception de Marie-José Lamothe qui, par sa connaissance du Tibet classique et contemporain, a su transmettre ce message passionnant et émouvant.

Marie-Florence Bennes

Ces agents de l'ombre

Deux ouvrages ouvrent les portes d'un univers complexe : les services de renseignement

ENCYCLOPÉDIE DU RENSEIGNEMENT ET DES SERVICES SECRETS
de Jacques Baud.
Ed. Lavauzelle, 524 p., 190 F.

HISTOIRE DE L'ESPIONNAGE MONDIAL
de Genovefa Etienne
et Claude Moniquet.
Ed. du Félin, 446 p., 145 F.

Le pari est gagné. Pour la première fois, un officier suisse, expert à l'ONU, publie une *Encyclopédie du renseignement et des services secrets* qui décrit un univers singulièrement obscur et complexe, voire retors. L'ouvrage de Jacques Baud se veut pédagogique et il y réussit. Il n'est *ni anecdotique*, *ni* ennuyeux, ni complaisant, et il récuse tout romanesque. Rien de futile, donc, ni de convenu dans cette chronique détaillée, précise, rigoureuse, quasi *clinicienne d'un monde qui* se refuse, en règle générale, à tout examen non complice.

Le lecteur a le sentiment d'avoir accès au Bottin international du renseignement et de vivre de l'intérieur, en direct, le quotidien d'un service secret voué à la recherche extérieure d'informations dissimulées, comme c'est la tâche de la DGSE française par exemple, ou, comme c'est le rôle de la DST française, au contre-*espionnage* offensif et défensif.

Aucun des grands Etats, dont les services spéciaux nationaux prolongent en souterrain l'action ouverte des diplomates, n'est oublié. C'est un foisonnement d'agences et de techniques *que l'Encyclopédie* de M. Baud met sur la place publique. Pour autant, le sérieux de cette documentation n'est pas un handicap pour une lecture qui se voudrait plus cursive ou fragmentaire.

Suprême coquetterie de l'auteur : les noms de la plupart des principaux responsables, actuels ou passés, de ces grands services apparaissent au fil des organigrammes. Y compris pour certains d'entre eux qui, comme en Grande-Bretagne ou en Russie par exemple, ont longtemps été protégés par le *secret-défense*. Décidemment, Jacques Baud ne veut épargner personne.

On retrouve ce même souci pédagogique dans l'*Histoire de l'espionnage mondial*, de Genovefa Etienne et Claude Moniquet. De l'Antiquité à la restructuration du renseignement ex-soviétique défilent les hommes ou les femmes *d'une profession* dont les ambitions, sinon les capacités ont, de siècle en siècle, beaucoup évolué. De strictement militaire, l'objet de l'espionnage est devenu davantage tous azimuts : technico-scientifique, industriel, financier, économique, politique en un mot, parce que les menaces se sont diversifiées et démultipliées à la fois. Le livre, qui est construit comme un manuel d'histoire, sans en avoir aucunement les lourdeurs scolaires, accumule les faits bruts et les relate avec un sens appliqué de la *mise en scène*, y compris dans sa présentation graphique.

L'ouvrage de Genofeva Etienne et Claude Moniquet se distingue notamment par ses biographies d'agents du XX[e] siècle, *sous toutes* latitudes, qu'ils soient les héros d'exploits avérés ou les acteurs de « bavures » reconnues. Envers les uns comme envers les autres, peu de complaisances à chaque fois. Et c'est bien ainsi. Le monde de l'espionnage *a ceci de particulier* qu'il s'enveloppe volontiers de mystères qui découragent le chercheur le mieux intentionné. Le travail *a posteriori* de l'historien permet de resituer les institutions et les hommes de l'ombre et, de ce point de vue, *l'Histoire de l'espionnage mondial* y réussit en attendant – on peut toujours rêver – que les archives officielles parlent un jour.

Jacques Isnard

Les Philby, « taupes » de père en fils

Anthony Cave Brown propose une somme sur l'espion le plus médiatisé du siècle et sur son père, qui livra le pétrole saoudien aux Américains

PHILBY PÈRE ET FILS,
LA TRAHISON DANS LE SANG
d'Anthony Cave Brown.
Traduit de l'anglais
par Philippe Perier,
éd. Pygmalion, Gérard Watelet,
692 p., 189 F.

Philby, vedette du contre-espionnage britannique et espion au service de l'URSS *depuis le début des* années 30, découvert en 1963 et réfugié à Moscou jusqu'à sa mort vingt-cinq ans plus tard, est l'agent de renseignement le plus médiatisé du siècle. Avant lui, l'espion était généralement un personnage de cape et d'épée. La défection de « Kim » a fait basculer l'espionnage de la littérature de gare à la littérature tout court : la « taupe » est un personnage tragique. Ian Fleming a cédé la place à John Le Carré et à *ses sombres héros à la recherche de* leurs traîtres familiers.

Anthony Cave Brown s'est fait connaître par la rapidité, jugée excessive par les historiens du métier, *avec laquelle, pour une histoire de La Guerre secrète*, il dévora et utilisa les archives anglaises et américaines à peine ouvertes. Sur le chef de file des « taupes » de bonne famille converti au marxisme-léninisme et à l'espionnage prosoviétique à l'université de Cambridge, il utilise tout ce qui a été dit ou écrit et, pour faire bon poids, ajoute à la biographie du fils celle, presque aussi surprenante, du père.

Adversaire de Lawrence en matière *de politique* arabe, *cet ancien* fonctionnaire anglais des Indes, explorateur célèbre, converti à l'islam, devenu le conseiller d'Ibn Seoud, le poussa à concéder ses *immenses* ressources *pétrolières* à la firme américaine Standard Oil of California. Loyauté à l'égard du fondateur de l'Arabie moderne, hostilité à l'égard d'une Grande-Bretagne impériale dont, paradoxalement, il ne cessa de rechercher les honneurs ? Provocant, avide de jouer un rôle, insupportable en privé comme en public, St. John Philby était trop indépendant et trop bruyant pour être une taupe.

Le fils, lui, est pris en *main* dès Cambridge par Moscou, qui tentera un grand coup : faire de lui le chef des services secrets britanniques. Il s'en faudra d'assez peu qu'il y parvienne. Pourtant, le parcours de Philby est semé d'avertissements fort visibles. Stalinien avéré, époux en premières noces d'une agente du Komintern, puis, sur l'ordre de *Moscou, ouvertement pro-nazi*, journaliste décoré par Franco pendant la guerre d'Espagne, sujet à des crises d'éthylisme, il est apparemment le dernier à qui confier un rôle *même* mineur dans le contre-espionnage, encore moins celui d'intoxiquer *« l'adversaire potentiel »*. Mais il appartient à cette haute société anglaise pour qui l'excentricité est une vertu.

Philby disparaîtra un jour pour reparaître à Moscou, honoré et surveillé *jusqu*'à sa mort. *Dans les souterrains* à plusieurs issues où il le promène longuement, Cave Brown exige de son lecteur presque autant d'agilité intellectuelle qu'il en fallut à *Kim pour mener sa double* vie. Mais le personnage en vaut la peine.

Jean Planchais

L'EDITION FRANÇAISE

● **Godard renonce à adapter *Truismes*.** Jean-Luc Godard, qui avait pris une option sur les droits cinématographiques du roman best-seller de Marie Darrieussecq, *Truismes* (POL), déclare dans un entretien au magazine *Lire* du mois de mai avoir *« essayé de le revendre à d'autres, mais ça n'intéressait personne ».* *« Dommage,* poursuit-il, *que Marie Darrieussecq ne soit pas une cinéaste. Son idée était originale. Elle aurait dû en faire un film plutôt qu'un roman. (...) Peut-être qu'il faudrait en faire une pièce de théâtre. Ou une fable. J'ai quelques vagues idées de forme, de mouvement, de moments de scène. C'est trop particulier. A la réflexion, il vaudrait peut-être mieux en faire un dessin animé. »* A moins que *Truismes* soit inadaptable ? *« Finalement, c'est peut-être la preuve que c'est un bon livre. »*

● **Premier public de la BNF.** En quatre mois, depuis l'ouverture de la bibliothèque du rez-de-jardin destinée au grand public, la Bibliothèque François-Mitterrand à Tolbiac a accueilli environ 180 000 visiteurs, selon une estimation établie par la Bibliothèque nationale de France. Jean-Pierre Angrémy, président de la BNF, a précisé dans un communiqué qu'au 27 avril ont été délivrés *« 88 625 tickets valables pour une entrée ponctuelle et 13 695 cartes annuelles (valables pour un nombre illimité d'entrées). La BNF estime que les acheteurs de la carte annuelle l'ont utilisée au moins une fois par semaine, ce qui aboutit à ce chiffre ».* La BNF souligne également que le nombre de lecteurs titulaires d'une carte annuelle pour le nouveau site est *« très supérieur »* à celui des lecteurs titulaires d'une carte de lecture annuelle pour la bibliothèque de recherche de la rue de Richelieu (8 000 environ).

● **Vigny et la Corse.** A l'occasion du bicentenaire d'Alfred de Vigny (né le 27 mars 1797), les éditions Marzocchi, à Bastia, éditent un opuscule écrit par le poète en 1830 : *La Corse, essai d'histoire*, une petite histoire de la Corse et de sa situation au XVIII[e] siècle (Ed. Marzocchi, 2, rue Conventionnel-Salliceti, 20200 Bastia. Tél. : 04-95-34-02-95).

● **Prix littéraires.** Le prix de l'Ecrit intime (parrainé par France Loisirs) a été décerné à Louis-René des Forêts pour *Ostinato* (Mercure de France) ; le Grand Prix du livre politique à Jean-François Revel pour ses mémoires, *Le Voleur dans la maison vide* (Plon) ; les prix Pier Paolo Pasolini à l'écrivain, cinéaste et peintre belge Hugo Claus, au cinéaste américain Jonas Mekas, et à l'écrivain japonais Yasutaka Tsutsui ; le prix franco-européen à *Un hiver en Provence* d'Isaac Lewendel (L'Aube) ; le prix européen de l'Histoire à Peter Wagner pour *Liberté et discipline* (Métailié) ; le prix pour l'Entente européenne de la Foire du livre de Leipzig, attribué par l'Union des libraires allemands, à Antonin Liehm pour la revue *Lettre internationale* dont il est le fondateur ; le prix Méditerranée français à Jean-Christophe Rufin pour son premier roman, *L'Abyssin* (Gallimard), et le prix Méditerranée étranger à Besnik Mustafaj, ambassadeur d'Albanie en France, pour *Les Tambours de papier* (Actes Sud).

La question de la littérature, du frère et des taureaux

En racontant Nimeño II – seul torero français à s'être imposé tant en Espagne qu'en Amérique – son aîné cherche à saisir le sens de son suicide, de cette mort qu'il rencontra d'abord dans l'arène. De comprendre ce désir de toréer

On n'aurait pas dû. Dans les nuits vides de la Plachote, après la rue Passemillon, on mimait des corridas : le gros faisait le cheval, les filles, un public plus ou moins en mantille, l'un de nous jouait des pasos à l'harmonica. Sauf à être du métier, on ne peut regarder un proche quand il torée. C'est trop dur.

Le 25 novembre 1991, Christian Montcouquiol, trente-sept ans, s'est donné la mort dans son garage à Caveirac, dans le Gard. Il voulut être torero et le fut. Il est le torero d'origine française qui s'est le mieux imposé, en Espagne comme en Amérique, dans les plus grands cartels. Deux ans plus tôt, à Arles, le 10 septembre 1989, un taureau de Miura redoutablement armé, qu'il venait de prendre avec sérieux, l'a soulevé comme un pantin, expédié dans les airs avant qu'il ne retombe sur la nuque, les vertèbres en miettes, sauvé personne n'a jamais su comment de la mort : il l'a assez regretté, avant d'en finir. C'est tout.

« Christian est mort à trente-sept ans, comme notre père. Et je cherche maintenant un sens à ma vie dans le souvenir de ces deux jeunes morts. » Christian Montcouquiol, dont il est question dans cette phrase de son frère aîné Alain, qui fut aussi son « apoderado » (imprésario, homme de confiance), portait un surnom de torero : Nimeño II. Le premier des Nimeño, c'est Alain, l'auteur du livre *Recouvre-le de lumière* (1).

Montcouquiol n'est pas écrivain. Il y a pourtant plus de personnages et d'histoires dans son livre que dans les romans. Cette femme par exemple, Concha, qui le loge et le nourrit à Madrid, lorsqu'il veut être lui-même torero, dont il *surprend*, il *en est contri*, le secret : *« Dans un verre d'eau, elle trempait des morceaux de coton du bout des doigts pour en modeler de petites dents trop blanches avec quoi elle bouchait le vide de deux incisives qui lui manquaient. »* Le Douglas Sirk de Pylons aurait su l'entendre. Le plus grand des toreros français, son petit frère, est mort à trente-sept ans d'un taureau de Miura. Pas de la corne directement, mais de ne plus pouvoir toréer : cette première mort. Il s'est donné la mort que le taureau lui avait prêtée.

UNE HISTOIRE DE GOSSE

Au Mexique, où Nimeño fut un dieu – ni français, ni espagnol, ni aztèque mais vraiment torero –, un vieil Indien avait dit à l'aîné, une nuit de blessure, une nuit d'intervention chirurgicale, une de ces nuits d'insomnie, d'anesthésie et de cigarettes où l'on voudrait ne s'être jamais fait torero, n'avoir jamais poussé son frère à le faire, qui s'y est bien poussé tout seul, une de ces nuits où l'on voudrait dénaître, une de ces nuits d'éclairs où c'est l'intérieur du corps qui tremble, les viscères, les os, la carcasse, le vieil Indien qui savait le remède avait glissé à Alain : *« Pense fort à lui, recouvre-le de lumière. »* Voilà le titre, l'aventure. Dès qu'il s'agit des taureaux, tout prend un air de bêtise et d'enfer.

Ce que raconte Montcouquiol, avec des mots de tous les jours, c'est une histoire de gosses, de gens du peuple que la fièvre des taureaux casse d'un coup. Ecoutez les noms et les prénoms de Montcouquiol, d'Orlewski Lucien (Chinito), de Dombs Bernard (Simon Casas), peut-être comprendra-t-on ce qui les pousse. Au passage, quelques scènes à la pointe sèche, rapides, expédiées : Dombs et Montcouquiol à Madrid, dessinant à la craie sur les trottoirs, faisant les clowns, se procurant Sartre, Rimbaud, lisant comme des fous, Genet, Poe, Baudelaire, Lautréamont et les surréalistes. De toutes les façons, on peut tout faire quand c'est toréer que l'on veut, cela n'a aucune importance. De l'autre côté des Pyrénées, ils s'appellent Arroyo, Ruiz Miguel, Rivera, ce sont des noms de rien. Rien ne les prédispose à ça, ni ces notables pomponnés qui devisent par familles en sirotant ni la petite hystérie par où fuit l'inconscient et qui fait écrire des sottises, encore moins le goût de se faire valoir. Rien. Ce sont des types du quartier. En Espagne, ils eussent été toreros : garçons chavirés par l'idée de comprendre les taureaux, l'idée de toréer leur peur, plus grande que des cornes, et ce destin voulu.

Ce qui est terrible dans le livre d'Alain Montcouquiol, outre ce qui le commande – l'amande amère du désir de comprendre –, c'est la façon dont ça arrive. Pas seulement les gestes saisis de l'intérieur, cette double connaissance de celui qui n'a pas pu et qui laissa son frère faire, cette connaissance de l'inconnaissable qu'est le désir de ça, le mutisme, la peur, le moment de l'habillage où la façon de dire sa peur est de se dire à l'étroit (*« ça serre trop »*, ronchonnent-ils en dégageant la tête) ; encore moins les instants inutiles pour quoi l'on vit, un risque à peine entraperçu par trois professionnels, un geste de rien qui engage la vie ; *l'humiliation et les tunnels où la* chance déserte, tout un concerto de l'ahurissant, dont Alain Montcouquiol est bien placé pour rendre en seconde main la partition. *Non, c'est plus modeste, plus* douteux, c'est le chant de mort et de désarroi qu'en dépit de sa modestie il ne peut étouffer. Le roman du frère disparu.

Scène pour Picasso : *« Enfant, il m'avait vu banderiller une grande jarre de terre dans le jardin de la maison que nous habitions alors. Je m'enfermais parfois aussi dans ma chambre, pour dessiner dans le vide, au son d'un paso doble, des faenas imaginaires que je terminais, mon épée de bois pointée vers la porte communiquant avec la salle à manger. »* La seule chance *d'El Nimeño sera de rester torero* jusqu'au bout. L'autre ne peut qu'en écrire.

C'est d'avoir vu son frère costumé en torero lors d'un carnaval qui a mené Giogía Fioro, photographe, dans les callejones de toutes les places, jusqu'aux plus petites du sud de l'Andalousie, ce qui est intéressant, où se courent les taureaux. Comme des styles et des manières de toréer, son album (2) *suggérerait pas mal de* commentaires : sur l'esthétisme, la dramatisation et le sens, par *exemple*. Ce à *quoi échappe*, par pudeur et par nécessité, Alain Montcouquiol. Même remarque pour la monographie de Jacques Francès consacrée à la figure légendaire du « Gallo » (3), ampoulée et riche à souhait, c'est un style. La question n'est pas là. Il n'est pas de livre indifférent. La question, c'est celle-ci : depuis qu'on siège dans la réprobation (depuis le XVII[e] siècle, à peu près), que faire au juste des livres et des *images de taureaux ? Les brûler ?* Allons-y, mais à quel prix pour l'histoire de l'inconnaissable ? Les documents qui vont au fond, comme l'étude d'un Bernard Traimond par exemple, *Les Fêtes du taureau* (4) : panorama ethnographique du rite, du jeu et de la représentation ? *La question* de la lecture, de la littérature et de ce que l'on en fait y est entière engagée. Dans le souvenir du sérieux d'un garçon, Nimeño II, qui la prit à la lettre.

Francis Marmande

(1) Ed. Verdier, coll. « Faenas », 185 p., 98 F.
(2) Ed. Marval, 95 p., 249 F.
(3) Préface de *Luis de la Cruz*, dessins de R. Jannot, Union des bibliophiles taurins de France, 140 p., 165 F.
(4) AA éditions (41, rue de Caudéran, Bordeaux, 1996), 148 p., 99 F.

Foucault et le « biopouvoir »

A la suite de l'article de Christian Delacampagne (« Le Monde des livres » du 21 février 1997), Jeannette Colombel nous adresse la mise au point suivante.

J'ai été stupéfaite, en lisant l'article de Christian Delacampagne « Généalogie du biopouvoir » dans le dossier intitulé « Sur les chemins défrichés par Michel Foucault », de voir qu'il considérait le dernier cours *« Il faut défendre la société »* comme fait à la hâte et dans l'excès des années 70. Outre que Foucault y attachait à cette époque un grand prix et m'avait proposé un an avant sa mort d'en faire l'analyse avec lui, je crains que Christian Delacampagne n'ait considéré comme un « fait perturbé » (selon la distinction opérée jadis par Bachelard) ce qui est un « fait polémique » ouvrant à des problèmes et des réalités qui *ont, hélas, depuis confirmé l'analyse.* Il est donc important que ce texte soit publié officiellement, même s'il l'avait été (piraté) dans *Les Temps modernes* (février 1991) et si on pouvait (comme je l'avais fait en préparant mon livre) l'écouter déjà sur cassette. Je tiens ce cours comme fondamental et prémonitoire grâce à la pertinence que donne le souci de comprendre l'actuel en philosophie et d'en dévoiler des pistes.

Cette analyse découle du « biopouvoir » où l'Etat a à gérer la vie d'une population *(« faire vivre et laisser mourir ») dont* il a la charge et peut, pour cela, recourir au pire. Car si la société a comme mission *« d'investir la vie de part en part »*, si *« la mort est esquivée »*, alors tout est permis pour la survie et l'expansion de cette population. En 1976 (et Foucault le développe aussi dans les dernières pages de *La Volonté de savoir*), le seul exemple de racisme d'Etat était l'hitlérisme, mais depuis, hélas, les cas n'ont pas manqué : toute la guerre en ex-Yougoslavie peut s'interpréter ainsi ; tous les génocides auxquels nous assistons de loin confirment cette analyse, quitte à fabriquer des différences raciales tranchées pour *« justifier »* les tueries. Plus près de nous un racisme de pouvoir se propage et donne comme solution le rejet – chacun chez soi – si ce n'est pas l'extermination pour assurer aux « Français de souche » la sécurité et l'emploi.

Enfin Foucault précise bien dans ce texte que la *sélection interne qui correspond à la face noire du biopouvoir* n'est pas que forcément spectaculaire mais que toute société moderne suppose un tri : *« Je n'entends pas par mise à mort simplement le meurtre direct mais aussi tout ce qui peut être mort indirecte : mort politique, expulsion, rejet... »* Nous y sommes en plein !

Voilà donc quels problèmes soulève ici Foucault pour nous faire penser l'actuel au risque de déranger *« les tendres âmes libérales ».*

★ Jeannette Colombel est l'auteur de *Michel Foucault, la clarté de la mort* (Odile Jacob, 1994).

A L'ETRANGER

Les écrivains et l'amour

C'est sous le titre « Ecrire l'amour, encore... » qu'une quarantaine d'écrivains ont célébré la semaine dernière au Québec le 25[e] anniversaire de la Rencontre québécoise internationale des écrivains. Retranchés du monde, au sommet d'une montagne des Laurentides, loin des rumeurs de la ville, à l'abri des bombes, des famines et des idéologies, les écrivains ont donc passé trois jours à parler d'amour. *« Ecrire, c'est être, c'est faire »*, a lancé Anne Hébert, présidente d'honneur de cette manifestation, de retour après plus de quarante ans passés en France. L'amour absolu, l'amour-contrainte, l'amour sublimé de la Princesse de Clèves, l'amour morte à la Rutebeuf, l'amour absence façon Barthes, l'amour homosexuel, l'amour femme, l'amour de la différence et même l'amour des chats... L'ambiance était à la fête, à la convivialité, et pas question d'en venir à une conclusion, encore moins à une résolution commune, si ce n'est celle-ci : écrire l'amour, encore et toujours. Est-ce une question d'époque ? Il n'y a pas si longtemps, ces rencontres d'écrivains au Québec donnaient lieu à des prises de position politiques et à des débats houleux. Au fil des années, on y a parlé d'errance, de solitude, d'exil, et même déjà d'amour, mais aussi de racisme et de fatwa. Mais l'ère de l'écrivain engagé semble bel et bien révolue. A moins que la question soit posée autrement... L'écriture comme acte d'amour en dernier recours. Mais écrire l'amour contre la haine, est-ce bien suffisant ?

Danielle Laurin

● **ESPAGNE : Álvaro Mutis à l'honneur**
Le prix Príncipe de Asturias de las Letras a été attribué à l'écrivain et poète colombien Álvaro Mutis pour *« l'originalité de son œuvre et son engagement intellectuel »*, par six voix contre cinq à l'autre finaliste, l'Espagnol Antonio Muñoz Molina – dont le dernier livre *Plenilunio* (Alfaguara) est en tête des ventes en Espagne. Álvaro Mutis est un des grands conteurs et poètes de ce siècle et tisse autour d'un personnage qui revient d'un livre à l'autre, Maqroll el Gaviero, toute une œuvre élégante, baroque, exotique. Ses livres sont disponibles en français chez Grasset ou en Livre de poche.

● **ÉTATS-UNIS : triste histoire**
Michael Dorris avait étudié l'anthropologie à Yale et avait été le premier père célibataire aux Etats-Unis à adopter des enfants. Il en avait trois lorsqu'il a rencontré Louise Erdrich, qui était son élève à Dartmouth College. Avec *L'Enfant brisé* (Denoël), qui retrace le calvaire de son fils aîné, il avait soulevé le problème du syndrome d'alcoolisme fœtal, fréquent chez les enfants nés dans les réserves indiennes. Ils formaient l'un des couples les plus en vue parmi les écrivains d'origine indienne (*Native Americans*) et ont écrit ensemble plusieurs livres, dont *La Couronne perdue*, qui explore le mythe de Christophe Colomb sous l'angle des populations indiennes. Des tragédies successives, la fin de leur mariage, puis l'accusation d'avoir abusé de ses enfants ont conduit Michael Dorris au suicide.

AGENDA

● **DU 2 AU 31 MAI. ARAGON.** A *Belfort, des expositions autour de* Louis Aragon se tiendront à la bibliothèque municipale du 2 au 31 mai. Le 3 mai, une soirée lui sera consacrée par Dominique Grandmont, Alain Jouffroy et Lionel Ray, qui liront, à 20 heures, des passages de leurs œuvres puis témoigneront *de leur amitié pour Louis Aragon.* Le 20 mai, Valérie Staraselski donnera une conférence sur le thème « La vie et l'œuvre d'Aragon ». Enfin, le 23 mai, les poètes belfortais du Club des amis de l'art donneront lecture de leurs écrits à 20 h 30 (tél. : 03-84-28-47-57).

● **JUSQU'AU 28 JUIN. ARAGON.** A Noisy-le-Grand, une exposition sur le thème « 1897-1997, Aragon, le temps de l'oubli ? » se tient à la médiathèque Michel-Simon. Le 13 mai, un débat se déroulera avec Valérie Staraseslki et François Taillandier sur le thème « La volonté de roman », à 19 heures. Le 22 mai, Michel Apel-Muller et Eloi Recoing traiteront de « *Poésie/Théâtre/Roman* », à 14 h 30. Par ailleurs, la pièce *Théâtre/roman : fragments pour une intégrale*, mise en scène par Eloi Recoing sera donnée le 27 mai à 14 heures (rens. : 01-49-31-02-02).

● **LE 5 MAI. KHAWAM.** A Paris, un hommage sera rendu à René Khawam, à l'occasion du Grand Prix national de la traduction, pour l'ensemble de son œuvre, au Sénat *de 16 h 30 à 18 heures (tél : 01-49-*23-97-44).

● **LE 5 MAI. JUDAÏSME.** A Paris, Colette Kessler présentera son nouveau livre *Pour un judaïsme libre et fidèle* (Cerf, collection « Paroles pour vivre »), dans les locaux du Mouvement juif libéral de France, à *18 h 30 (11, rue Gaston-de-Caillavet,* 75015 Paris).

● **DU 5 AU 7 MAI. RÊVE.** A Paris, un colloque international se tiendra sur le thème « Art et conflit : Le processus artistique entre rêve et état de veille », alternativement au Théâtre de l'Europe et à l'Institut de France (*tél. : 01-43-54-73-97*).

● **DU 8 AU 10 MAI. CONTES.** A Accous, vallée d'Aspe, le centre régional d'Aquitaine du livre de jeunesse organise un colloque, à l'occasion du bicentenaire des *Contes* de Perrault, sur le thème « Ouvrages de dames, miroirs des femmes : les contes » (tél. : 05-59-34-73-56).

● ***LE 9 MAI. PERRIER.*** A Paris. Anne Perrier lira des poèmes extraits de l'anthologie de son œuvre parue aux éditions de l'Escampette, au Centre culturel suisse, à 19 h 30, en présence de Gérard Bocholler (38, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris, tél. : 01-42-*71-44-50*).

● **LE 10 MAI. PSYCHANALYSE.** A Genève, un séminaire se tiendra sur le thème « Le Vu, le Lu, le Dit », en présence de Claude Maillard, Serge Tisseron, Gilles Perriot, de 9 heures à 18 heures (rens. : Saint-Gervais Images, 5, rue du Temple, 1201 Genève, tél. : 00-41-22-908-20-00).

● **LE 13 MAI. PINGET.** A *Lyon*, Joël Jouanneau et Michel Raskine liront *Abel et Bela* de Robert Pinget, à *20 h 30, Villa Gillet. Le 22 mai*, dans le cadre des Belles étrangères de Palestine, se tiendra une rencontre avec Elias Sanbar, à 20 h 30 (25, rue Chazière, 69004 Lyon, tél. : 04-78-27-02-48).

● **LE 15 MAI. DAGOGNET.** Au château d'Annecy, une rencontre, organisée *par l'Institut Synthélabo*, avec le philosophe François Dagognet, sur le thème « Une philosophie de l'objet », aura lieu en présence de Régis Debray et de Robert *Dumas, à 20 heures (tél. : 01-45-37-*58-59).

● **DU 17 AU 19 MAI. FESTIVAL.** A Saint-Malo, se déroulera le 8[e] Festival international du livre « Etonnants voyageurs », en présence de nombreux écrivains du monde entier (rens. : 02-99-81-62-61).

● ***DU 29 MAI AU 19 OCTOBRE.*** **LIVRES.** A Paris, une exposition se tiendra à la galerie Mansart sur le thème « Livres d'artistes, l'invention d'un genre : 1960-1980 » (tél. : 01-47-03-81-10 ou 01-47-03-81-26).

هكذا من الأصل